

DANIEL CHARTIER

LA SPECTACULAIRE DÉROUTE DE L'ISLANDE



Presses
de l'Université
du Québec

LA SPECTACULAIRE
DÉROUTE DE
L'ISLANDE

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450
Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone: 418-657-4399 • Télécopieur: 418-657-2096
Courriel: puq@puq.ca • Internet: www.puq.ca

Diffusion/Distribution :

CANADA et autres pays

PROLOGUE INC.
1650, boulevard Lionel-Bertrand
Boisbriand (Québec) J7H 1N7
Téléphone: 450-434-0306 / 1 800 363-2864

SUISSE

SERVIDIS SA
Chemin des Chalets
1279 Chavannes-de-Bogis
Suisse

FRANCE

AFPU-DIFFUSION
SODIS

BELGIQUE

PATRIMOINE SPRL
168, rue du Noyer
1030 Bruxelles
Belgique

AFRIQUE

ACTION PÉDAGOGIQUE
POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION
Angle des rues Jilali Taj Eddine
et El Ghadfa
Maârif 20100 Casablanca
Maroc



La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

DANIEL CHARTIER

LA SPECTACULAIRE
DÉROUTE DE
L'ISLANDE

L'IMAGE DE L'ISLANDE À L'ÉTRANGER
DURANT LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 2008

2010



Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boul. Laurier, bur. 450
Québec (Québec) Canada G1V 2M2

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

La publication de cet ouvrage a été rendue possible grâce à l'aide financière de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Cet essai s'inscrit dans le cadre des travaux du groupe INOR (Iceland and Images of the North) réalisés à l'Académie de Reykjavík. À Montréal, Maxime Bock, Robert Marquis et Catherine Vaudry ont généreusement participé à la préparation de cet ouvrage. L'auteur les en remercie.

Intérieur

Mise en pages: INFOSCAN COLLETTE-QUÉBEC

Couverture

Conception: RICHARD HODGSON

Photographies: Imaginaire Nord | 2008

Couverture arrière: Surface d'un immeuble d'habitations de luxe au centre de Reykjavík, dont les travaux de construction ont été arrêtés par la crise.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 PUQ 2010 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

© 2010 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Bibliothèque et Archives Canada
Imprimé au Canada

À mes amis islandais

Table des matières

INTRODUCTION

UNE CRISE MÉDIATIQUE

1

1 L'EXCÈS

3

2 LA RECHERCHE

7

3 LE RÔLE DES MÉDIAS
Une dramatisation de la crise

17

Première

PARTIE

	DES ACQUIS EN PÉRIL	27
1	UN PAYS ÉGALITAIRE, PACIFISTE ET PROGRESSISTE An independent utopia	29
2	L'IMPACT DE LA CRISE À L'ÉTRANGER A general dislike of Iceland	37
3	UNE VICTIME DE LA CRISE MONDIALE Le premier domino à s'incliner	45
4	PROBLÈMES DE COMMUNICATION An atmosphere of mistrust	51
5	LA MORALE Un grand désarroi	57
6	DE LIBRES ARTISTES Björk et Olafur Eliasson	63
7	L'HUMOUR Ctrl-Alt-Del. Welcome to Iceland 2.0	69

Deuxième

PARTIE

	LA FAILLITE	75
1	DE NOMBREUX AVERTISSEMENTS Une déroute prévisible	77
2	LA FAILLITE Le mot « Islande » devient synonyme de « crise »	83
3	L'INCESTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL A closely knit economy	89

4	DAVID ODDSSON ET LA BANQUE CENTRALE D'ISLANDE De l'intervention politique en économie	95
5	L'ARROGANCE Une confiance excessive	101
6	UN SI FIDÈLE AMI DE L'ISLANDE Richard Portes	105
7	LES NÉO-VIKINGS Héros hier, honnis aujourd'hui	111
8	LE DÉBAT DES SEXES Les femmes, des antidotes à la crise	121

Troisième PARTIE

	LE RESTE DU MONDE	125
1	LA SCANDINAVIE Our Nordic friends	127
2	LA RUSSIE Our new friend	133
3	LE CONFLIT AVEC LE ROYAUME-UNI One of us, not one of them	141
4	L'EUROPE À la recherche d'un abri protecteur	151
5	UN TOUT PETIT PAYS Big is not always beautiful	159

CONCLUSION

	LE PAYS HUMILIÉ	171
1	LA VIOLENCE La colère des Islandais	173
2	LE GRAND RETOUR VERS LES TRADITIONS La pêche, la morale, l'anticonsumérisme	179
3	L'IRRESPONSABILITÉ Le prix à payer	187
4	L'HUMILIATION The wounded tiger	195
	CHRONOLOGIE	205
	BIBLIOGRAPHIE	219

INTRODUCTION

UNE CRISE
médiatique

L'excès

« The country's international reputation is ruined. »

Financial Times, 19 octobre 2008¹

L'Islande était connue jusqu'à tout récemment pour ses paysages hors du commun – faits de volcans, de geysers, de glaciers, de champs de lave et de fjords profonds – ainsi que pour le riche héritage culturel laissé par les descendants des Vikings sous la forme des sagas. Ce pays de 330 000 habitants a surpris l'Occident au tournant du XXI^e siècle par la croissance sans précédent de son économie, qui l'a propulsé au sommet des palmarès des pays riches. Cette courte ère de prospérité, pendant laquelle tous les espoirs – et tous les excès – étaient permis, constitue la période « néo-viking » de l'Islande, nommée ainsi en référence à la douzaine d'hommes d'affaires qui étaient à la base de cette croissance et qu'on a associés, en raison de leur appétit de conquêtes, aux Vikings d'autrefois.

1. Sarah O'Connor, « Glitnir chief rolls up her sleeves for mammoth task », *Financial Times*, 19 octobre 2008.

C'est avec un étonnement aussi grand que le monde assiste, à compter de la fin septembre 2008, à l'écroulement spectaculaire et rapide de l'empire monté par ces hommes, et à la déroute de l'Islande, qui se voit plongée dans une crise d'abord financière, puis économique, morale, éthique et identitaire. En quelques jours, des milliers d'articles paraissent dans les médias étrangers, dans lesquels l'Islande est décrite comme un pays en faillite, première victime de la crise mondiale qui se généralise, un pays humilié et ruiné. La surprise est telle que les médias ne peuvent que s'interroger sur la possibilité qu'une crise d'une telle ampleur frappe un pays occidental, comme en témoigne un article du journal *Le Monde* :

Oui, comment en est-on arrivé là? L'Islande n'est pas un pays en voie de développement, c'est une société très moderne de 330 000 habitants, la plus riche des nations nordiques après la Norvège, qui caracole en tête de tous les palmarès internationaux. C'est un État de droit dont les institutions sont analogues à celles des pays scandinaves. Et pourtant, on en est arrivé là².

Plusieurs hypothèses circulent pour tenter d'expliquer cet écroulement de l'économie islandaise – emprunts démesurés des entreprises, des banques et des particuliers; conspiration de l'étranger; collusion entre les pouvoirs politiques et économiques – mais on retient surtout un facteur: l'excès. Excès de la confiance, excès de la démesure, excès de la finance sur l'économie réelle. Les économistes qui observaient ce pays – qu'on a qualifié de pays-laboratoire du néolibéralisme – ont pu voir l'aboutissement d'une situation où sont poussés à fond les mécanismes valorisés comme les nouvelles règles de production de la richesse. Tout était occasion pour emprunter davantage et imaginer le profit à venir. Selon un conseiller de la chambre de commerce de l'Islande, presque tout, dans la nature islandaise, pourrait permettre de réaliser des bénéfices: «Iceland has valuable resources in abundance, ranging from fish to clean energy and, as such, they can be leveraged for the good of the nation³.» Avec une touche d'humour anglais, le chroniqueur A.A. Gill écrit: «There is something invigorating about Iceland at this moment—like being with people waking from a dream. It's exciting and instructive⁴.»

2. Gérard Lemarquis, «L'Islande au bord du gouffre», *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

3. Finnur Oddsson, cité par David Ibbison, «Iceland wealth fund is proposed», *Financial Times*, 25 avril 2008, p. 2.

4. [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

Avec le recul et la perspective historique, on retrouve ici et là quelques avertissements de ce qui allait se passer, mais qu'on ne semblait pouvoir – ou vouloir – entendre dans la frénésie de la croissance. Dès 2006, Jeremy Batstone prédisait dans *Money Week* le scénario qu'allaient vivre les Islandais quelques mois plus tard :

Given the relatively small size of the country's economy, a sharp fall in GDP would feed its way quickly into the public finances. The budget surplus would be expected to turn swiftly into a deficit (as is the way with emerging economies). If the crisis widened to engulf the banking sector (although regional banks are vehemently denying any risk at present) the government would almost certainly end up having to shoulder a good part of the bank's increased debt burden⁵.

En mars 2008, David Ivison avertissait dans le *Financial Times* : « the country's banking assets have grown at a speed rarely seen in the modern world. [...] By 2006 they had risen to eight times GDP and the ratio is now thought to be near 10 times⁶. »

Ce qui avait été annoncé se matérialisa à l'automne 2008 : tout l'empire des Néo-Vikings s'effondre en quelques heures, comme un fragile château de cartes. Les journalistes étrangers peinent à décrire l'ampleur de cette crise. Par exemple, Gérard Lemarquis fait ainsi état de la situation, alors que la crise n'a même pas encore atteint son paroxysme :

Un pays en faillite potentielle mendiant à l'étranger un financement à court terme, deux des trois grandes banques nationalisées en catastrophe, une inflation à 15 % et une monnaie, la couronne islandaise, qui, en un an, a perdu 60 % de sa valeur : telle est la situation actuelle de l'Islande⁷.

Par la suite, les chiffres s'accumulent dans les médias étrangers, tous plus désastreux les uns que les autres : la bourse de Reykjavik a perdu 94 % de sa valeur⁸, 20 000 Islandais auraient déclaré faillite⁹. À la fin, on fait le constat d'un bilan financier et social à ce point déplorable qu'il donne le vertige. La juge franco-norvégienne Eva Joly écrit en août 2009 que l'Islande « voit peser aujourd'hui sur ses épaules 100 milliards de dollars de dettes,

5. Jeremy Batstone, « Is Iceland facing a meltdown? », *Money Week*, 18 mai 2006.

6. David Ivison et Gillian Tett, « Indignant Iceland faces a problem of perception », *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.

7. Gérard Lemarquis, « L'Islande au bord du gouffre », *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

8. Vincent Brousseau-Pouliot, « Les gagnants et perdants d'une année folle », *La Presse* (Montréal), 24 décembre 2008.

9. [Anonyme], « Default claims in Iceland pile up », *IcelandReview.com*, 13 janvier 2009.

avec lesquelles l'immense majorité de sa population n'a strictement rien à voir et dont elle n'a pas les moyens de s'acquitter¹⁰». Cent milliards de dollars pour 330 000 habitants, soit plus de 300 000 dollars pour chaque homme, femme et enfant du pays. Comme l'écrivait A.A. Gill, voilà un réveil brutal pour un pays qui était, quelques mois auparavant, l'un des plus riches du monde.

Au-delà de ces chiffres, la population de l'île est aujourd'hui inquiète et en colère. Le pays, humilié, qui venait de trouver une grande fierté dans sa réussite, assiste impuissant au revirement spectaculaire de son image sur la scène du monde: «The country's international reputation is ruined¹¹», écrit en octobre 2008 Sarah O'Connor. C'est l'histoire de cette déroute, à la fois fascinante et inquiétante, que l'on retrouve dans le récit composé par la superposition des articles de presse parus sur l'Islande à l'étranger pendant la crise de 2008.

10. Eva Joly, «L'Islande ou les faux semblants de la régulation de l'après-crise», *Le Monde*, 1^{er} août 2009.

11. Sarah O'Connor, «Glitnir chief rolls up her sleeves for mammoth task», *Financial Times*, 19 octobre 2008.

2

La recherche

«We figured the driver taking us to a New York airport didn't know much about our destination when we said we were going to Iceland and he asked us to spell it.

“Oh,” he said. “The bankrupt country.”

Yes, the bankrupt country.

Not the volcanic island south of the Arctic Circle with the near-lunar terrain that astronauts once practiced on.

Not the home of a swinging Reykjavik nightlife, and other-worldly native musicians like Bjork and Sigur Ros.

Not the land with spectacular scenery and bubbling geothermal pools.

The bankrupt country.»

The Daily Times, 6 janvier 2009¹

1. David Bauder [source AP], «Dollar goes a long way on winter trip to Iceland», *The Daily Times* (Delaware), 6 janvier 2009.

L'objectif de cet ouvrage est d'analyser, à travers les milliers d'articles publiés sur l'Islande dans la presse internationale au cours de l'année 2008, l'évolution de l'image de ce pays. Il ne s'agit pas dans cette étude de présenter une prise de position particulière par rapport à la crise qui a secoué l'Islande. Cette déroute financière et économique fut également, comme on le constatera ici, morale, éthique et identitaire. De plus, le but n'est pas de s'insérer dans les débats politiques internes de l'Islande, mais de proposer, le plus objectivement possible, un regard analytique et distancé sur la couverture médiatique de ces événements hautement complexes dans le monde. En 2008, pourquoi parle-t-on autant d'un si petit pays? Selon les perspectives, l'Islande peut être vue comme un modèle, un laboratoire, un contre-exemple, un avertissement. Pour les Anglais, les Français, les Québécois, les Américains, les Danois, les Canadiens ou les Allemands, ce qui se passe là-bas peut représenter ce qui pourrait arriver de pire à leur pays. Qui n'aime pas l'Islande? Avant la crise: à peu près personne, sauf quelques environnementalistes aigris qu'un pays si riche puisse pratiquer la chasse à la baleine; après la crise...? Ils sont si nombreux qu'on ne pourrait tous les nommer: les épargnants anglais, belges, néerlandais et allemands; les employés des sociétés achetées par les conglomérats islandais; les partenaires économiques du pays; les indépendantistes écossais qui perdent un modèle; les sociaux-démocrates partout dans le monde, qui voyaient dans la richesse islandaise une preuve de la supériorité de leur système économique; les économistes de droite, qui y constataient la réussite du modèle néolibéral. Et, bien sûr, les Islandais eux-mêmes, humiliés et ruinés par les illusions brandies par quelques-uns des leurs, que l'on a présentés comme étant les réincarnations contemporaines du modèle viking. Et pourtant, il y a quelques mois à peine, ce pays, aimé de tous, trônait aux sommets des indices de bonheur, de richesse et d'égalité. Les médias relaient et amplifient les faits, les rumeurs, les échos de la crise, et diffusent une avalanche de vraies et de fausses informations qui submergent l'Islande, contribuant au renversement de cette image de pays souvent idéalisé à l'étranger. En ce sens, la crise en Islande se veut un cas fascinant de dérive qui nous concerne tous.

*
**

Inspirée par les travaux du groupe INOR (Iceland and images of the North) sur l'imagologie et par une approche pluridisciplinaire des sources et des fonctions des images nationales, cette étude se veut une analyse discursive externe de l'évolution de l'image de l'Islande dans la presse étrangère

durant l'année 2008, période au cours de laquelle le pays a connu une crise économique sans précédent, dans un contexte mondial particulièrement agité. Il ne s'agit pas ici de raconter les faits de cette crise ni de les expliquer, mais de déterminer, par une démarche dialectique, les lignes de forces et les thèmes des articles publiés sur l'Islande pendant cette période. Ensuite, il convient de les situer dans le contexte de la fabrication des images, par le processus d'accumulation et de concurrence des discours, pour enfin mesurer l'impact de ce qui a été dit sur l'image de l'Islande à l'étranger. On retrouvera donc ici une démarche qui s'appuie, outre sur l'imagologie, sur l'herméneutique de la réception (Hans Robert Jauss² et Wolfgang Iser³, notamment), sur l'analyse idéologique et sociologique du discours (Marc Angenot⁴, Pierre Bourdieu⁵), ainsi que sur les applications qu'en ont faites dans le contexte « national » Micheline Cambron⁶, Dominique Perron⁷ et Régine Robin⁸.

La « matière » de cet ouvrage provient donc des milliers d'articles publiés sur l'Islande dans les journaux étrangers. D'abord et avant tout, de ceux recueillis par une recherche intégrale dans neuf grands journaux de langues anglaise et française : *The New York Times*, *Le Devoir*, *The International Herald Tribune*, *le Financial Times*, *The Herald* (Glasgow), *The Globe and Mail*, *The Australian*, *Le Monde* et *The Guardian*, dont on trouvera pour chacun une courte présentation ci-dessous. S'y ajoutent des articles ponctuels recueillis dans une trentaine d'autres sources médiatiques, qui complètent le point de vue et l'information. Bien sûr, chaque lecteur pensera qu'on aurait dû y ajouter tel ou tel quotidien, lui aussi d'importance dans cette construction de l'image de l'Islande. Sans s'excuser de cette incomplétude, qu'il suffise de mentionner que les textes ainsi recueillis représentent tout de même une masse de près de 3 000 articles issus de différents contextes culturels, politiques et nationaux.

2. Hans Robert Jauss, *Pour une herméneutique littéraire*, Paris, Gallimard, 1988 ; *Pour une esthétique de la réception*, Gallimard, 1990.

3. Wolfgang Iser, *The act of reading*, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1978.

4. Marc Angenot, *1889 : un état du discours social*, Longueuil, Le Preambule, 1989 ; *La propagande socialiste : six essais d'analyse du discours*, Montréal, Éditions Balzac, 1997.

5. Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, 1992.

6. Micheline Cambron, *Une société, un récit*, Montréal, L'Hexagone, 1989.

7. Dominique Perron, *Le nouveau roman de l'énergie nationale*, Calgary, University of Calgary Press, 2006.

8. Régine Robin, *Berlin chantiers*, Paris, Stock, 2001 ; *La mémoire saturée*, Paris, Stock, 2003.

Il suffit également, pour se convaincre que la crise islandaise de l'automne 2008 constitue véritablement un événement médiatique, de considérer le fait que pendant les mois qui précèdent la crise, ces neuf journaux combinés ont publié en moyenne mensuellement 50 articles sur l'Islande : au cœur de la crise en octobre et novembre 2008, en paraissent plus de 900 dans les mêmes journaux. Pour un pays comme l'Islande, dont on dit que le rôle est « négligeable » d'un point de vue mondial, il s'agit là d'une sur-enchère de discours qui bouleverse une image patiemment polie au cours des années.

*
**

L'une des difficultés inhérentes à une recherche de ce genre provient des nouveaux modes de diffusion des journaux, qui finissent par dissoudre la frontière entre l'éditorial, la nouvelle, la chronique et la lettre d'opinion. Souvent, leurs sites Web présentent pêle-mêle le contenu de la version imprimée du quotidien et les ajouts faits sur Internet, parfois écrits par l'équipe éditoriale (les blogues de journalistes, par exemple), mais parfois aussi alimentés par les lecteurs ou provenant d'autres sources. Il en ressort que le point de vue du journal se retrouve sans distinction dans la superposition de ces discours plutôt que dans la page éditoriale telle qu'elle existait dans les journaux traditionnels au *xx^e* siècle. Il suffit de prendre pour exemple le journal *Le Monde*, qui a déplacé, le temps d'une édition, les blogues de ses journalistes et de ses lecteurs en première page, pour démontrer que ces « voix nouvelles [...] paraissent aujourd'hui des lieux fondamentaux de l'information et du débat démocratique⁹ ».

Il en ressort certes une plus grande fluidité de l'information, une plus grande interactivité, mais aussi une confusion dans les sources, les opinions et les points de vue. Le poids de la rumeur médiatique augmente, avec les reprises d'expressions et de nouvelles – vérifiées ou non – qui toutes affectent cependant la manière dont on appréhende une chose, un lieu, un événement. L'image des pays – et des personnes, des faits – est ainsi doublement fragilisée par cette fluidité de l'information et par l'ambiguïté de ces sources. En même temps, elle se révèle plus facilement malléable. La circulation des dépêches (provenant des grandes agences : Associated Press, Agence France-

9. Boris Razon, « La journée des blogueurs », *Le Monde*, 27 novembre 2009.

Presse, etc., mais aussi des réseaux de médias) brouille aussi le contenu éditorial: à quel organe de presse un article publié dans *Le Devoir*, repris du journal *Le Monde*, lui-même alimenté de diverses agences de presse imprimée et télévisuelle, doit-il être rapporté? Pour les besoins de cette analyse, il a été considéré qu'un texte paru dans tel journal (qu'il soit écrit par son équipe éditoriale ou non) faisait partie de la masse discursive de ce celui-ci. Il devait donc être considéré comme une énonciation qui relève d'un choix éditorial: la décision de faire paraître ou non tel article, telle lettre, tel extrait de blogue demeure du ressort intellectuel d'un organe de presse, qui doit en assumer la publication. La multiplicité des provenances discursives dans la presse est un phénomène propre à notre époque, devant lequel l'analyste doit se montrer inclusif plutôt que de procéder à un tri selon des principes qui auraient été établis pour une autre période.

On retrouvera donc dans l'organisation de cet ouvrage les thèmes découverts dans l'analyse des articles publiés dans la presse étrangère. Ces thèmes sont par la suite étudiés dans une démarche dialectique qui emprunte à la fois à la synchronie (l'état de ce thème durant l'année) et à la diachronie (son évolution avant, pendant et après la crise). Ils touchent tant aux réactions rapportées de l'Islande (la violence, l'irresponsabilité, l'humiliation), au fonctionnement de la circulation des discours (les avertissements, l'arrogance, les problèmes de communication, l'humour), aux relations de l'Islande avec les autres pays (la Scandinavie, l'Europe, la Russie, le Royaume-Uni), aux constituants de l'image de l'Islande alors mis en jeu (l'égalité, le débat des sexes, les traditions) qu'aux éléments propres à cette crise économique, souvent teintée de préoccupations morales et éthiques (les Néo-Vikings, la faillite, l'inceste économique et social, l'impact de la crise à l'étranger). L'objectif ainsi visé est d'amorcer une réflexion sur le rôle des médias dans la construction du discours de crise, en l'éclairant d'un cas particulier et fascinant: celui du renversement complet de l'image d'un « petit » pays, autrefois admiré de tous, mais dont le statut change subitement. Bien sûr, il s'agit aussi de saisir, pour l'Islande, l'effet de cette avalanche de discours étrangers qui la déterminent et dont la somme représente un fardeau discursif qu'elle ne peut plus, aujourd'hui, ignorer.

Les neuf journaux à la base de cette étude sont les suivants :

THE NEW YORK TIMES (New York, États-Unis) publie environ 75 articles sur l'Islande durant l'année 2008, soit des analyses de fond et de courtes dépêches sur la crise financière en Europe, dans lesquels il est aussi question de l'Islande. Depuis 1851, ce quotidien est reconnu pour l'excellence de son contenu éditorial (ses journalistes ont remporté plus de cent fois le prix Pulitzer) et sa renommée en a fait l'une des références journalistiques du monde. Il se vend en moyenne à un million d'exemplaires par tirage ; de plus, ses articles sont souvent repris dans d'autres journaux par la suite. Peu intéressés aux débats islandais, ses journalistes tentent plutôt de situer la crise de ce pays dans le contexte européen et mondial pour en saisir les enjeux. Ils cherchent aussi à mesurer l'importance du glissement de l'image de l'Islande à l'étranger.

LE DEVOIR (Montréal, Québec, Canada) publie une quarantaine d'articles sur l'Islande pendant l'année 2008. Fondé en 1910, ce journal compte parmi les rares quotidiens indépendants du Canada. Au Québec, ce n'est pas tant en termes de tirage (environ 40 000 exemplaires) qu'il trouve son importance, mais dans sa crédibilité intellectuelle. Politiquement à gauche, il défend le rôle de l'État, le droit à l'autonomie politique et la protection environnementale. La plupart des textes parus dans ce journal sont favorables à l'Islande, perçue comme un petit pays souverain, modèle de lutte contre les exclusions sociales. La crise est appréhendée par le biais des questions éthiques et morales qu'elle pose tant à l'Islande qu'au reste du monde.

THE INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE (Paris, France et New York, États-Unis) publie une trentaine d'articles sur l'Islande pendant l'année 2008. Fondé à Paris en 1887 et d'abord destiné aux expatriés américains, il devient à la fin du xx^e siècle un journal international, alimenté de ses propres correspondants et de ceux du *New York Times*. Il est publié dans 35 lieux différents, distribué dans 180 pays et tiré à environ 250 000 exemplaires. Le journal privilégie les analyses aux prises de position éditoriales. Pourtant, ses journalistes posent un regard froid et sombre sur l'Islande : décrite comme une île isolée et un petit pays à la souveraineté fragile, l'Islande est comparée à d'autres États en crise (Ukraine, Argentine, Pakistan, Hongrie). Le journal s'inquiète de son rapprochement avec la Russie et de son conflit avec le Royaume-Uni ; il rappelle que ses dirigeants devront assumer la responsabilité de leurs gestes.

Le *FINANCIAL TIMES* (Londres, Royaume-Uni) publie plus de 400 articles qui concernent l'Islande en 2008, dont près de 250 textes qui lui sont directement consacrés. Fondé en 1888, publié à Londres et diffusé dans le monde à plus de 400 000 exemplaires, il est l'un des journaux financiers les plus respectés du monde. Sa couverture exhaustive donne à la fois une vue d'ensemble de la crise en Islande et le détail de son évolution quotidienne, ainsi que des analyses de ses journalistes experts David Ivison, Tom Braithwaite et Sarah O'Connor. Modéré, le journal s'intéresse particulièrement aux relations entre l'Islande et le Royaume-Uni, ainsi qu'aux liens entre ce qui se passe en Islande et la crise économique mondiale.

THE HERALD (Glasgow, Écosse) publie une trentaine d'articles sur l'Islande en 2008, pour la plupart positifs et favorables à ce pays. Fondé en 1763, le journal est l'un des plus anciens quotidiens de langue anglaise encore en activité dans le monde. Vendu à 60 000 exemplaires, d'orientation centre-gauche, il constitue l'un des creusets intellectuels de l'Écosse. Sa couverture de la crise en Islande permet de prendre le pouls de l'évolution du rôle de modèle (et de contre-modèle) que joue ce pays dans le débat sur l'indépendance de l'Écosse.

THE GLOBE AND MAIL (Toronto, Canada) publie environ 170 articles s'intéressant à l'Islande en 2008, dont 40 articles de fond. Fondé en 1844, tiré à 350 000 exemplaires, le quotidien assume un mandat national et il est considéré à ce titre comme le plus important journal du Canada anglais. Ses journalistes publient des articles nuancés sur l'Islande, avec rigueur et sans complaisance, mais avec parfois une pointe de sarcasme. On y décrit l'Islande comme un pays désespéré et arrogant, risée du monde économique et responsable de son propre sort. Les articles évoquent les effets de la crise islandaise pour le Canada, ainsi que les changements identitaires qu'elle provoque en Islande. Le conflit avec le Royaume-Uni y est peu couvert.

THE AUSTRALIAN (Sydney, Australie) publie environ 70 articles sur l'Islande en 2008, dont une majorité sont très critiques envers le modèle proposé par ce pays et le comportement de ses élites. Fondé en 1964, d'orientation centre-droit, le quotidien s'est donné un mandat national; il se vend en moyenne à 200 000 exemplaires. Se trouvant hors de l'Europe et des Amériques, ses journalistes adoptent un point de vue sceptique envers l'Europe et la social-démocratie. Ils insistent sur l'aspect moral de

la crise islandaise, sur l'irresponsabilité des dirigeants de ce pays, sur le climat de collusion politico-économique. L'Islande est pour ce journal un exemple d'échec financier.

LE MONDE (Paris, France) publie plus de 110 articles sur l'Islande en 2008. Fondé en 1944, ce quotidien est réputé pour sa qualité éditoriale et son indépendance. Tiré à 350 000 exemplaires, il est le journal de langue française le plus connu hors de ses frontières nationales. Ses journalistes s'intéressent aux modèles sociaux d'égalité et de répartition de la richesse de l'Islande, qu'ils élèvent en exemples. Ils s'inquiètent cependant des troubles financiers qui secouent l'île et des révélations de collusion entre les pouvoirs dévoilés par la crise. *Le Monde* défend une position pro-Union européenne et rappelle souvent les avantages de l'euro pour les pays comme l'Islande.

THE GUARDIAN (Londres, Royaume-Uni) publie près de 500 articles qui traitent de l'Islande en 2008, dont plus de 130 ne concernent que ce pays. Ses journalistes, parmi lesquels David Teather, s'intéressent à tous les aspects de l'Islande (culture, société, relations internationales) et non seulement aux enjeux économiques. De tradition travailliste et publié par une fondation, il est l'un des rares quotidiens indépendants du Royaume-Uni. Il se vend à environ 350 000 exemplaires. Écho des inquiétudes britanniques face à l'Islande, le quotidien se garde toutefois de tomber dans le sensationnalisme et pose un regard critique sur la situation de ce pays.

En plus de la couverture intégrale de ces neuf journaux, des recherches ponctuelles ont été effectuées pour compléter l'information dans les journaux, périodiques et sites Web suivants : Agence France-Presse (AFP) (France), Associated Press (AP) (États-Unis), *Aftenposten* (Norvège), *BBC News* (Royaume-Uni), *Bloomberg* (États-Unis), *BusinessWeek* (États-Unis), *Channel 4 News* (Royaume-Uni), *The Chicago Tribune* (États-Unis), *CNN Money.com* (États-Unis), *Cyberpresse* (Québec), *The Daily Telegraph* (Royaume-Uni), *The Daily Times* (États-Unis), *Dagsavisen* (Norvège), *The Dallas Morning News* (États-Unis), *The Detroit News* (États-Unis), *Earthtimes*, *The Economist* (Royaume-Uni), *The Financial Mail* (Afrique du Sud), *Forbes* (États-Unis), *Gawker*, *Groundreport*, *The Huffington Post* (États-Unis), *Iceland.com* (Islande), *Iceland Review* (Islande), *Icnews.is* (Islande), *L'Express* (France), *The Independent* (Royaume-Uni), *La Presse* (Québec), *Money Week* (Royaume-Uni), *Moscow News* (Russie), *The New*

Yorker (États-Unis), *NRC Handelsblad* (Pays-Bas), *Politiken* (Danemark), *Presse canadienne* (PC) (Canada), *Reuters* (Royaume-Uni), *RIA Novosti* (Russie), *Sedlabanki.is* (Islande), *The Sunday Times* (Royaume-Uni), *The Telegraph* (Royaume-Uni), *Télérama* (France), *The Times* (Royaume-Uni), *Time* (États-Unis), *Vanity Fair* (États-Unis), *The Wall Street Journal* (États-Unis), *The Washington Post* (États-Unis), *Wikileaks* et *Yahoo News*.

3

Le rôle des médias

Une dramatisation de la crise

« La crise ? C'est la faute aux médias ! »

Le Devoir, 8 janvier 2009¹

Au printemps 2008, les journaux étrangers font état de l'hypothèse d'une possible conspiration contre l'Islande, menée par médias interposés. Cette idée, disparue par la suite, conduit à une réflexion plus générale sur le rôle des médias, leur pouvoir et leurs effets pour exacerber l'agitation ou calmer les esprits au cours des crises. Pendant les événements de 2008, partout dans le monde, politiciens et banquiers accusent les médias de mal saisir les effets de leur pouvoir et de trop rechercher le sensationnel, au point de parfois créer les crises pour ensuite en faire état. Cette hypothèse pourrait s'appliquer non seulement au cas islandais, mais à toutes les crises, comme le suggère Mark Fenton-O'Creevy, professeur à l'Open University: « media stories on the current turmoil are not just reflecting events, they are also

1. [Anonyme, source PC], « La crise ? C'est la faute aux médias ! », *Le Devoir*, 8 janvier 2009.

creating them²». Pourtant, la couverture journalistique est essentielle pour fournir l'information, avertir le public, parfois analyser les situations et offrir un point de vue externe sur les événements. Sans compter que les journaux dévoilent quotidiennement une chronique du monde se déployant d'un article et d'un média à l'autre, et qui constitue une forme contemporaine de relation, une sorte de mémoire au jour le jour du temps contemporain : «Journalism, so the adage goes, is the first draft of history³.»

Lors de la crise en Islande, les banques, les gouvernements et les financiers comprennent bien l'importance des communications et ils s'en servent abondamment pour tenter d'influencer les perceptions en leur faveur. Par exemple, alors que les signes de la crise se multiplient, le groupe Baugur prétend, par voie de communiqué, tout simplement le contraire : «Baugur has maintained that it is not affected by the economic turmoil in Iceland⁴.» On agit comme s'il suffisait de *dire* pour *créer les faits* ou la réalité. D'une manière similaire, le gouvernement islandais répond non par une stratégie économique, mais par une stratégie de communication à l'agence de notation financière Moody's, qui abaisse en mars 2008 les cotes des banques et de l'État islandais : «Le premier ministre, Geir Haarde, et [l]es établissements bancaires [islandais] ont engagé une bataille de communication contre ce qu'ils qualifient de défiance irrationnelle⁵», écrit *Le Monde*. Faisant référence à la propagande de guerre, le président du conseil de House of Fraser, lié au groupe Baugur, dit en octobre, en plein cœur des événements : «It's like in the war—"dangerous talk costs lives"⁶.» C'est aussi ce que croit une responsable polonaise des finances, qui considère que les réactions des marchés financiers rapportées dans les médias sont : «an "infection" that [is] based more on psychology than on economic fundamentals⁷.» De la même manière, l'économiste en chef du Conference Board

2. Mark Fenton-O'Creevy, cité par Tim Harford, «Shock news? The media didn't get us into this mess», *Financial Times*, 13 décembre 2008, p. 12.

3. Lionel Barber, «How gamblers broke the banks», *Financial Times*, 15 décembre 2008.

4. Lucy Killgren, «Moss Bros says Baugur talks continue», *Financial Times*, 3 avril 2008.

5. George Hay, «L'Islande, victime du "credit crunch"», *Le Monde*, 8 mars 2008, cahier Économie, p. 18.

6. Don McCarthy, cité par Tom Braithwaite, «Baugur evades Icelandic chill», *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.

7. Katarzyna Zajdel-Kurowska, citée par Jan Cienski et Thomas Escritt, «New EU members spared worst of crisis», *Financial Times*, 11 octobre 2008, p. 13.

of Canada parle d'une « psychologie de la récession » : « Si [les médias] continuent à dire que le ciel nous tombe sur la tête, les gens pensent que le ciel leur tombe sur la tête⁸. »

Personne ne doute que la crise économique qui secoue l'Islande à l'automne 2008 soit bien réelle – certainement pas les Islandais, pour qui l'exagération du discours médiatique n'aide en rien à diminuer les inquiétudes réelles face aux problèmes bien concrets qui secouent leur pays – ni qu'elle puisse avoir des conséquences sérieuses à l'étranger. Toutefois, la manière dont les médias étrangers en parlent – en termes d'implosion, de chaos et de naufrage – empire la situation et fait de l'Islande un cas pathétique et exemplaire de l'échec financier que vit le monde.

Le pouvoir des médias, considérable, creuse parfois un profond écart entre le propos rapporté et la réalité. Il arrive que des événements soient considérés d'abord et avant tout comme *médiatiques* : produits, transmis et consommés par les seuls médias. Le ton et la manière des journaux peuvent aussi amplifier les faits en leur donnant un aspect dramatique et tragique, fabriquant l'*èthos* de la nouvelle, pour la rendre plus attrayante aux yeux de leurs lecteurs.

Ainsi, la crise en Islande constitue en tous points ce qu'on appelle une tempête médiatique, fruit d'une innombrable accumulation de nouvelles, rumeurs, explications, reportages, préjugés, expressions, etc., qui ont pour effet de dramatiser la situation, en faisant notamment appel à des scénarios catastrophe. Ces derniers finissent par construire « la crise islandaise » comme un *èthos*, un récit alimenté quotidiennement de nouvelles qui forment, en provenance de tous les pays, un vaste et puissant réseau discursif. Dans tout ce brouhaha, la petite voix islandaise – celle de son gouvernement, de ses entreprises et de sa population – ne semble servir que de relais et d'exemple pour appuyer un propos tragique. Constitué en cas exagéré, le pays voit, impuissant, son image basculer subitement et de manière outrancière.

Une telle dramatisation s'appuie entre autres sur des récits personnels rapportés, qui ajoutent de la vraisemblance aux événements. Ainsi, *The Globe and Mail* fait appel au témoignage d'un modeste éleveur de moutons, Bragi Vagsson, pour démontrer que la crise force les Islandais à abandonner

8. Glen Hodgson, cité dans [Anonyme, source PC], « La crise ? C'est la faute aux médias ! », *Le Devoir*, 8 janvier 2009.

leurs traditions parfois ancestrales, dans ce cas-ci un métier pratiqué depuis 500 ans. À partir de cette illustration, on s'inquiète de la perte de l'identité et des valeurs islandaises, menacées par la débâcle financière, qu'on qualifie d'«Iceland's meltdown⁹». Les propos des politiciens réussissent aussi à dramatiser la situation et à lui donner un aspect explosif: une conseillère municipale de Reykjavík, Oddný Sturludóttir, aurait ainsi déclaré: «The tension is incredible. [...] I am really afraid of what is going to happen¹⁰.» Comme les politiciens sont sensibles à ce que disent les médias, la manière dont ces derniers rapportent les faits peut ainsi finir par influencer le discours des dirigeants. Ainsi, quand le gouvernement anglais invoque une disposition antiterroriste pour geler des avoirs islandais, les médias étrangers y voient une confirmation des scénarios catastrophe qu'ils avaient eux-mêmes contribué à répandre dans le monde. En plus d'être aux prises avec une tragédie économique interne, l'Islande serait aussi au cœur d'un dérèglement qui menace de s'étendre dans le monde.

À certains moments, le lecteur est en droit de se demander si ce qu'il lit concerne bien l'Islande, ou s'il ne s'agit pas plutôt du récit d'une crise économique mondiale sans précédent présentée à *partir du cas islandais*, lui-même devenu une icône du pire, l'avertissement d'un cataclysme qui menace le monde. Car les journalistes étrangers ne craignent pas d'user d'images fortes pour décrire une Islande sous l'emprise de ses financiers. C'est par un vocabulaire de désastre qu'est invoqué le trouble islandais, dont l'étendue donne une idée de la perception des effets de la crise. Tour à tour, on parle d'un gouffre, d'une paralysie, d'une implosion, d'une catastrophe, d'un naufrage, d'un écrasement, de la perte des valeurs, d'une génération égarée, d'un risque de dépopulation, d'une dépression morale, d'un chaos, voire d'une révolte et d'une guerre civile. Pas étonnant que devant ce foisonnement de malheurs, le lecteur étranger finisse par percevoir l'Islande comme un cas ultime, qui le rassure sur ce qui se déroule dans son propre pays. En voici quelques exemples :

9. Robert Jackson et Brian Milner, «Iceland's meltdown», *The Globe and Mail*, 3 juin 2008, p. B-1.

10. Oddný Sturludóttir, citée par Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

Au bord du gouffre, l'Islande se démène sur tous les fronts, de Moscou au Fonds monétaire international (FMI), pour trouver les liquidités qui lui font cruellement défaut et échapper à la faillite¹¹.

[...] *the entire banking system of Iceland had imploded¹².*

Toutes les importations sont bloquées. À court de devises, la Banque centrale refuse les sorties de couronnes. Beaucoup de produits manquent dans les boutiques. Seuls les secteurs alimentaire et pharmaceutique sont épargnés. Privée d'argent, l'Islande est un pays paralysé¹³.

Le sang se glace dans les veines de l'Islande. [...] L'Islande est au bord du naufrage¹⁴.

Look at Iceland: [...] *a housing market in crisis, distressed banks and a market crash¹⁵.*

It was the day Iceland came crashing down to earth. A team of British treasury experts flew into Reykjavik, like emergency doctors at a car crash¹⁶.

Iceland's descent into financial chaos accelerated last night as the Government took over a third bank¹⁷.

Le petit État insulaire s'est écroulé aussitôt que les investisseurs étrangers ont jugé l'État islandais incapable de secourir ses banques écrasées [...]. La devise nationale a coulé comme un lingot de plomb¹⁸.

-
11. [Anonyme, source AFP], «L'Islande se démène sur tous les fronts pour éviter la faillite», *Le Devoir*, 16 octobre 2008. Je souligne.
 12. Terry McCrann, «Treasury is no longer a bastion of reason», *The Australian*, 1^{er} novembre 2008. Je souligne.
 13. Élise Vincent, «Naufragés d'Islande», *Le Monde*, 24 octobre 2008, cahier Horizons, p. 21. Je souligne.
 14. George Hay [source *Breakingviews*], «Le sang se glace dans les veines de l'Islande», *Le Monde*, 7 octobre 2008, cahier Économie, p. 17.
 15. Derek DeCloeet, «Credit crisis. Smells like Norway in 1990», *The Globe and Mail*, 17 juillet 2008, p. B-2.
 16. Roger Boyes, «Iceland braces for Brits wanting their money back», *The Australian*, 13 octobre 2008.
 17. [Correspondents in London and Reykjavik], «Another Iceland bank for rescue by Government», *The Australian*, 10 octobre 2008.
 18. Hugo Dixon et Edward Hadas, «Le syndrome islandais guette le Royaume-Uni», *Le Monde*, 18 novembre 2008, cahier Économie, p. 17.

La description qui suit, publiée dans *The Globe and Mail*, décrit une scène apocalyptique où des réfugiés économiques s'apprêtent à fuir une Islande vidée de ses ressources économiques et peu à peu dépouillée de sa population :

In real terms, the gross domestic product has crashed by 65 per cent. The island faces a sudden spasm of depopulation as Icelanders prepare to flee in search of work. Anger, shame and dread have spread like pathogens. They depress the mood of this northern capital as much as the empty construction sites and the gallows of idle cranes¹⁹.

Or, les rumeurs et les disproportions qui s'ensuivent peuvent être la source même d'une panique sociale, comme le rappelle Tom Braithwaite : « Iceland's capital was enduring a psychological battle as talk of food and oil shortages was being dismissed as irresponsible by government ministers, anxious to damp the threat of panic²⁰. » Guerre psychologique, pénuries, anxiété, panique : les mots forgent le contexte, au milieu duquel les voix officielles, elles-mêmes discréditées par leur mauvaise gestion de la crise, paraissent faibles et impuissantes. Le rôle des médias, même relayé par les voix étrangères, a une incidence réelle sur la crise interne qui secoue l'Islande.

Le brouhaha médiatique autour d'une possible conspiration contre l'Islande au printemps 2008 donne un bon exemple de ce que peut produire le relais ininterrompu d'une nouvelle qui n'en était, finalement, peut-être pas une. Selon une rumeur qui se répand dans les journaux entre le 28 mars et le 9 avril, un groupe d'investisseurs étrangers se seraient rencontrés pour comploter contre l'Islande un soir de janvier 2008, dans le bar de l'Hôtel 101 de Reykjavík, repaire de la haute finance islandaise, à l'invitation de la banque américaine Bear Stearns. L'institution, qui sera elle-même dans une situation périlleuse deux mois plus tard, aurait invité ces investisseurs pour discuter de l'état de l'économie islandaise. En fait, il s'agirait plutôt, selon diverses sources, d'une rencontre de conspirateurs visant à faire basculer l'économie de l'Islande dans le but d'en tirer profit.

19. Matthew Hart, « Iceland's next saga. The wounded tiger's tale », *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4. Je souligne.

20. Tom Braithwaite, « Baugur evades Icelandic chill », *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.

David Ibison écrit le 9 avril dans le *Financial Times*:

What transpired at this dinner has entered into legend within Iceland's close-knit financial community. [...] What started as an alcohol-fuelled evening has become a full-blown investigation by Iceland's Financial Supervisory Authority into an alleged speculative attack by hedge funds on Iceland's currency, banking system and stock market²¹.

Cette hypothèse du complot découlerait d'une série de questions posées dans différents médias, notamment par le *Financial Times* à compter du 28 mars. Comparant d'abord la situation islandaise à celle de Hong Kong quelques années auparavant, le journal fait état de soupçons quant aux circonstances particulières entourant la crise en Islande: «No one denies Iceland faces significant hurdles. But the question remains: to what extent are these economic fissures being widened and exploited by professional speculators²²?» Ces doutes, persistants, indiqueraient que *certain*s auraient intérêt à déstabiliser l'économie islandaise, notamment par l'usage inapproprié des médias, c'est-à-dire par la diffusion de nouvelles peu fondées: «communicated via a news hungry media addicted to headlines such as "Iceland melts"²³».

À partir de là, les journaux ne lâchent pas prise. David Ibison rapporte ainsi que le lendemain de la rencontre présumée des conspirateurs à l'Hôtel 101, le directeur de la Banque centrale d'Islande, Davið Oddsson, annonçait une hausse désastreuse du taux d'inflation, dont il faisait porter la responsabilité à des conspirateurs immoraux: «Mr. Oddsson claimed that "dishonest brokers" were behind the country's problems²⁴.» Le 31 mars, le *Financial Times* indique que la thèse est plausible dans le cas d'un pays peu connu et vulnérable comme l'Islande: «Vicious rumours recently almost drove a British bank off a cliff. Could that happen to a country? Probably not to the US, the UK or Germany. But it could happen to a small country of which most of us know little²⁵.» Les allégations de conspirations – dites souterraines – qui traversent les journaux conduisent à une enquête initiée

21. David Ibison, «Cool under fire Iceland takes the fight back to finance», *Financial Times*, 9 avril 2008, p. 7.

22. David Ibison, «To Iceland from Hong Kong», *Financial Times*, 28 mars 2008.

23. *Ibidem*.

24. David Ibison, «Iceland inflation hits six-year high», *Financial Times*, 29 mars 2008, p. 2.

25. Wolfgang Munchau, «Do not be alarmed by Icelandic whispers», *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 7.

par l'autorité des marchés financiers islandaise et soutenue par la banque Kaupþing. L'examen des échanges téléphoniques et des courriels entre Bear Sterns et quatre fonds d'investissement étrangers²⁶ fait partie des éléments visés pour faire la lumière sur cette affaire. Même le premier ministre Haarde participe à ce climat de méfiance, envoyant, au moment où il affirme vouloir punir les fonds d'investissements internationaux mais sans préciser comment, une boutade à la firme Bear Sterns: «A bear trap needs to be a surprise²⁷.»

Cependant, peu après cette annonce, il ne sera pratiquement plus question de cette enquête dans les journaux étrangers. La violence de la déroute de l'économie islandaise, à compter de la fin septembre, ainsi que la tempête médiatique qui en résulte – ou qui la provoque –, finissent par reléguer dans l'ombre cette théorie de la conspiration – partie de questions dans des journaux, rappelons-le – contre l'Islande, qui demeurera cependant longtemps dans l'esprit de plusieurs. C'est du moins ce que prétend le *Financial Times* aussi tard qu'en août 2009, alors que le Fonds monétaire international émet certains doutes sur les réformes en cours en Islande: «The view in London is that Iceland has a tendency to imagine a British or Dutch conspiracy behind any bad news²⁸.»

Les médias seraient-ils allés trop loin, faisant de la crise en Islande un pur produit du discours médiatique? D'un côté, déjà en mars, David Ibson, du *Financial Times*, suggère cette idée, soutenant non seulement qu'ils auraient contribué à accentuer le climat de panique, mais qu'ils seraient en partie responsables de la crise elle-même: «Some Iceland watchers argue that while the country undoubtedly faces formidable challenges, [...] it is the victim of misinformed rumours, misunderstandings and a vicious whispering campaign²⁹.» Même en mettant de côté l'idée d'une victimisation, il n'en demeure pas moins que le bruit médiatique trouble les perceptions: «The uncomfortable fact for Iceland is that the rumours and talk of a crisis

26. Selon David Ibson, il s'agit de DA Capital Europe, King Street, Merrill Lynch GSRG et Sandelman Partners («Iceland counters alleged attacks», *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 6).

27. Geir Haarde, cité par David Ibson, «Iceland threatens direct market intervention», *Financial Times*, 2 avril 2008, p. 8.

28. George Parker et Andrew Ward, «IMF plays down rift loan to Iceland», *Financial Times*, 1^{er} août 2009.

29. David Ibson, «Icelandic whispers shake faith in boom», *Financial Times*, 25 mars 2008.

could create the crisis³⁰. » Bien sûr, cette dramatisation n'aide pas les étrangers à comprendre convenablement la situation. De l'extérieur, l'Islande apparaît comme un pays en déroute: «Iceland is burning³¹.»

De l'autre, clame Tim Harford dans le *Financial Times*: la situation qui prévaut a peut-être été révélée par les journaux, mais elle n'en demeure pas moins réelle, signe d'un profond déséquilibre financier. De plus, selon lui, si les médias doivent prendre une part de responsabilité dans la crise, ce n'est pas de l'avoir créée de toutes pièces, mais, au contraire, de ne pas avoir alerté plus tôt le public des dangers que percevaient déjà les analystes financiers:

When Iceland's banking system collapsed in October, the problem was not that the media had panicked depositors. On the contrary: even as the money markets utterly lost confidence, British newspapers were claiming that Icesave offered one of the best savings products around³².

Événement médiatique ou non, avec le recul, l'importance qui est accordée à l'Islande dans la presse étrangère durant l'année 2008 paraît démesurée, compte tenu de la taille de son économie, mais surtout en regard de la crise à laquelle les Amériques, l'Europe et l'Asie doivent faire face au même moment.

30. *Ibidem*.

31. Íris Erlingsdóttir, «Iceland is burning», *The Huffington Post*, 20 janvier 2009.

32. Tim Harford, «Shock news? The media didn't get us into this mess», *Financial Times*, 13 décembre 2008, p. 12.

Première

PARTIE

DES ACQUIS
en péril

Un pays égalitaire, pacifiste et progressiste

An independent utopia

«Iceland is *the only* country in the world [...].
It was *one of the few* countries in the world,
perhaps the only one [...].»

Financial Times, 15 novembre 2008¹

Avant la crise, l'Islande bénéficiait dans le monde occidental d'une excellente réputation : celle d'un pays à la fois égalitaire, progressiste, pacifiste, cultivé et écologiste. Avant et pendant l'année 2008, les journaux étrangers reprennent en chœur les dépêches et les statistiques mondiales qui placent ce pays au sommet des palmarès internationaux de richesse, d'égalité et de bonheur. Pour bien des étrangers, l'Islande représente un modèle, presque une utopie, que rien ne semble pouvoir déstabiliser.

On pourrait citer tout un florilège de bons mots sur l'intégrité, l'ouverture, la richesse, l'égalité, la capacité de résilience et l'équilibre de cette société, à tel point l'Islande jouit d'une image embellie à l'étranger.

1. Robert Jackson, «Letter from Iceland», *Financial Times*, 15 novembre 2008. Je souligne.

À titre d'exemple et pour se convaincre de ce préjugé favorable, il suffit de reproduire ici la description (qui ressemble à bien d'autres publiées ailleurs) qu'en donne dans le *Financial Times* le journaliste Robert Jackson, qui y a vécu plusieurs années :

Give it a population of 300,000, about the same as Coventry, 70 per cent of them in the cities of Reykjavik and Akureyri. Ensure they are all related and give the majority the ability to trace their ancestry back to the times of settlement, more than a thousand years earlier. Endow these people with industry and ambition. Give them their own language—all but unchanged for a millennium—a literary tradition, three national newspapers, two television channels, free universal healthcare and education and close to zero unemployment. Give this country a consistently high ranking in the world standard-of-living charts and you have the Iceland of the recent past. Not a bad place, all in all².

Comme les autres pays nordiques, l'Islande se classe parmi les premiers selon les barèmes d'égalité, de qualité de vie et de valeurs progressives. Les journaux étrangers – en fonction de leurs propres valeurs – en font régulièrement mention, ce qui permet de soutenir et d'affirmer les principales caractéristiques de l'image de l'Islande dans le monde. Ainsi, *Le Devoir* ne manque pas de souligner que les pays du nord de l'Europe ont réussi à combler « environ 80 % de l'écart existant entre les hommes et les femmes³ », l'Islande se situant au quatrième rang de ce palmarès. *The Australian* s'intéresse à l'espérance de vie masculine, qui serait la plus élevée chez les Islandais⁴. L'Islande occuperait également le deuxième rang mondial quant à la qualité des soins aux enfants⁵.

Aussi, les journaux font écho au début de 2008 de la mort du joueur d'échecs américain Bobby Fischer, exilé en Islande depuis 2005⁶. L'obtention de la nationalité islandaise par celui-ci, alors qu'il était emprisonné au Japon, dans l'attente d'un rapatriement aux États-Unis pour faire face à la justice, est mentionnée comme un indice de l'ouverture des Islandais envers

2. *Ibidem*.

3. [Anonyme, source AFP], « Égalité hommes-femmes: les pays nordiques toujours en tête », *Le Devoir*, 12 novembre 2008.

4. Stephen Lunn, « "Never say die" trend persists as life expectancies rise », *The Australian*, 26 novembre 2008.

5. [Anonyme, source AFP], « UN report finds Australia third worst in developed world », *The Australian*, 12 décembre 2008.

6. David Ibson, « Bobby Fischer, chess genius and estranged American, dies in isolation », *Financial Times*, 19 janvier 2008, p. 1.

les exclus et les marginaux. Ce trait est perçu comme étant complémentaire aux valeurs égalitaires de ce pays. C'est toutefois le remplacement au début de 2009 de la garde masculine associée au premier ministre Geir Haarde par une équipe de femmes dirigée par l'«incarnation du socialisme⁷», Jóhanna Sigurðardóttir, qui suscite le plus de commentaires à l'étranger. Qu'elle soit la première chef d'État à avoir déclaré publiquement son homosexualité, mais surtout que cela ne soit pas, pour les Islandais, un événement d'importance, est perçu comme une preuve de plus de la grande ouverture d'esprit des Islandais.

L'égalité sociale et la richesse de l'Islande sont pourtant récentes. Contrairement à d'autres pays, l'Islande a choisi de répartir la prospérité due à son rapide enrichissement en investissant massivement en santé et en éducation, ce qui lui a permis de se situer aux sommets des palmarès du bien-être: «A 2007 United Nations report measuring life expectancy, real per-capita income and educational levels identified Iceland as the world's best country in which to live⁸.» L'ascension économique fulgurante de l'Islande relève pour plusieurs du miracle: un petit pays de pêcheurs, excentrique par rapport à l'Europe et à l'Amérique, souvent victime de catastrophes naturelles et de famines, éprouvé par plusieurs vagues d'émigration, devenait en quelques années l'une des sociétés les plus riches et les plus égalitaires du monde. Cherchant à comprendre les raisons de cette réussite, *The Australian* écrit:

Iceland's wealth has long been *a mystery*. [...] Even after independence from Denmark in 1944, Iceland remained poor—although laying the basis for future prosperity with an excellent education system, near-universal literacy and a work ethic that drove almost every adult to take two or even three jobs. By the start of the millennium, however, Iceland had become *extraordinarily rich*⁹.

Afin de bien mesurer l'*extraordinaire* montée islandaise, les journalistes étrangers rappellent le grand état de pauvreté dans lequel baignait autrefois l'île: «Iceland used to be one of Europe's poorest countries, a bleak place that survived mostly on fishing revenue and the occasional adventurous

7. «Fellow MP Agust Einarsson went as far as to call her “socialism incarnate”» (Jonas Moody, «Iceland picks the world's first openly gay PM», *Time*, 30 janvier 2009).

8. Sarah Lyall, «Stunned Icelanders struggle after economy's fall», *The New York Times*, 9 novembre 2008.

9. [Anonyme], «Iceland's economic collapse could herald a new round of large-scale acquisitions», *The Australian*, 9 octobre 2008. Je souligne.

tourist¹⁰», «l'un des pays les plus pauvres du monde occidental¹¹», etc. Ce retard, l'Islande l'a si rapidement rattrapé, à coups d'expansions et d'acquisitions à l'étranger, de développements d'infrastructures et de politiques sociales qu'au tournant du siècle, l'île est devenue l'un des pays les plus riches du monde.

Quant à l'image pacifiste de l'Islande, elle s'appuie sur des faits que les indices mondiaux ont souvent confirmés. En mai 2008, une étude internationale conclut que l'Islande est le pays le plus pacifique du monde, à l'opposé des grandes puissances que sont la Russie et les États-Unis. Ce classement tient à la fois compte de facteurs internes et externes: «Countries are ranked according to how peaceful they are domestically and how they interact with the outside world¹².» Pays d'exception, l'Islande est perçue comme vertueuse et sans tache, comme en témoigne le ministre des Affaires étrangères tchèque au journaliste du *Financial Times*: «I think Iceland is the only country that's had no connection with war criminals over the past 100 years—and perhaps Denmark¹³.» Le gouvernement islandais mise bien sûr sur cette image pacifique pour promouvoir son rôle dans la diplomatie internationale et cherche très directement, au cours de l'été 2008, à accéder à un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. Lors de la publication de cet indice de pacifisme, *The Guardian* rapporte que la ministre islandaise des Affaires étrangères, Ingibjörg Sólrún Gísladóttir, convoque les médias pour faire valoir que la réputation de son pays: «is in fact a driving force in our first-time candidacy for a non-permanent seat on the UN security council¹⁴». Malheureusement, la crise et les frictions diplomatiques avec de nombreux pays européens qui en découlent auront raison de ces espoirs et l'Islande ne sera pas élue en 2008 au Conseil de sécurité.

10. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2009.

11. Élise Vincent, «Naufragés d'Islande», *Le Monde*, 24 octobre 2008, cahier Horizons, p. 21.

12. [Anonyme, source Reuters], «Iceland most peaceful place to live: report», *The Australian*, 21 mai 2008.

13. Karel Schwarzenberg, cité par Tony Barber, «Note to Europe: we are not all saints», *Financial Times*, 9 décembre 2008, p. 12.

14. Ingibjörg Sólrún Gísladóttir, citée par Duncan Campbell, «World "more peaceful" in 2008», *The Guardian*, 20 mai 2008.

On dit à l'étranger de la culture islandaise qu'elle semble être le reflet des paysages de l'île. Des sagas du Moyen Âge jusqu'aux œuvres de ses artistes contemporains, l'Islande occupe une place particulière dans la culture mondiale, et étonnante si l'on considère la petite taille de ce pays et de sa population, ce qui ne manque pas de lui attirer les faveurs de la presse internationale pour son image de haut lieu de culture. Un débat du journal *The Guardian* propose les sagas islandaises comme le plus important monument littéraire de l'Europe¹⁵, devant les pièces de Shakespeare ou même *l'Iliade* d'Homère. Les commentaires des lecteurs révèlent que l'Islande est perçue comme un pays littéraire : « Let us begin with a question : which is the best read country in the world ? Recent research revealed that in Iceland more books are written, published and sold per person per year than anywhere else on the planet¹⁶. » L'importance des livres aux yeux des Islandais se renforcerait même en temps de crise. Jill Lawless, dans *The Detroit News*, se dit fascinée par ce besoin fondamental des Islandais pour la lecture : « Runar Birgisson says sales at his bookstall have doubled since the country's main commercial banks collapsed in early October. "In Iceland, books are not a luxury item," he said. "They are very important for your soul¹⁷." » Des essais sur la crise, dont *Hvíta bokin* [Le livre blanc] de Einar Már Guðmundsson, se classent parmi les bestsellers¹⁸ en 2009.

L'Islande est également perçue à l'étranger comme un pays écologiste, notamment en raison de l'utilisation avant-gardiste de la géothermie et de la volonté politique de rompre à moyen terme la dépendance du pays aux énergies fossiles. En effet, l'abondance d'énergie hydroélectrique et thermique de l'île lui permet un bilan vert remarqué : « Iceland's energy answer comes naturally¹⁹ », écrit *The Guardian*. Toutefois, certains remettent en question cette image « naturelle » ; après avoir observé l'encombrement des automobiles dans les rues de Reykjavík, David Teather écrit : « expensive four-wheel

15. [Anonyme], « The Icelandic sagas: Europe's most important book? », *The Guardian*, 3 octobre 2008.

16. *Ibidem*.

17. Jill Lawless, « Crisis gives Iceland gift of frugality », *The Detroit News*, 25 décembre 2008.

18. [Anonyme], « Book on Iceland crisis to be published abroad », *IcelandReview.com*, 18 juillet 2009.

19. Jessica Aldred, « Iceland's energy answer comes naturally », *The Guardian*, 22 avril 2008.

drives creep down the narrow main street²⁰.» Peut-être encore plus que dans les autres pays, à cause de sa réputation verte, ces signes ostentatoires de richesse faisant fi du gaspillage de carburant fossile choquent.

De tous les indices qui permettent de comparer les pays entre eux, l'indice du bonheur est certes celui qui soulève à la fois le plus de scepticisme et le plus d'intérêt. À son sommet trônent les pays scandinaves, dont l'Islande : « We know from the World Database of Happiness that it's usually Denmark, Iceland, Switzerland—they trade places in terms of No. 1.—Um, Iceland? A land of darkness, extreme cold and ice²¹? » Cette idée du « bonheur » condense les caractéristiques positives de l'Islande – égalitaire, progressiste, pacifiste, cultivée, écologiste – en un trait de sa population, pourtant interprété tantôt comme un signe d'insouciance ou de naïveté, tantôt comme le signe d'une forte personnalité. Les conditions extrêmes du climat et de la géographie du pays ne viennent que renforcer cet indice, puisque les Islandais arriveraient à y trouver *malgré tout* le bonheur. Il est bien sûr ici question de stéréotypes, de clichés, de statistiques et de traits repris par les médias pour construire une image synthétique de l'Islande et des Islandais. Ainsi, la naïveté serait, selon le correspondant américain Eric Weiner, l'un des ingrédients de ce bonheur : « Have you ever met a happy cynic? Among the Icelanders, they sort of embrace naiveté. To do anything really great in this world, you have to be a little bit naive—otherwise you wouldn't do it²². » Pour le Britannique Peter Barber, ce bonheur serait cependant contradictoire à sa source : « someone can be happily unhappy, which the British, like the Icelanders, know instinctively²³. » Enfin, cette félicité irait de pair avec l'insouciance, comme la représente le chroniqueur anglais A.A. Gill lorsqu'il décrit un jeune Islandais marchant dans les rues de Reykjavík :

A young man passing by, dressed in the winter uniform of Icelandic youth—skinny jeans, T-shirt with ironic postmodern slogan, Converse and a bit of a useless scarf, hunched shoulders and a general air of thermometer-denial and hungover insouciance—stops and laughs²⁴.

20. David Teather, « Iceland first to feel the blast of global cooling », *The Guardian*, 17 avril 2008.

21. Eric Weiner, interviewé par Julie Traves, « Happy trails? », *The Globe and Mail*, 23 février 2008, p. T-1.

22. *Ibidem*.

23. Peter Barber, « On the lookout for a happy ending », *Financial Times*, 29 septembre 2008, p. 10.

24. [A.A. Gill], « Iceland: frozen assets », *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

Au bénéfice de l'Islande, cette image de pays égalitaire, pacifiste et écologiste est tellement ancrée dans le discours qu'elle résiste en partie à la tourmente médiatique créée par la crise. Toutefois, pendant quelques mois au moins, ce discours est enfoui sous le raz-de-marée qui étouffe la perception habituelle de l'Islande dans le monde au profit d'images plus négatives. Certains commentateurs avancent l'hypothèse que les financiers islandais se seraient servis de la réputation positive de leur pays pour susciter la confiance d'investisseurs, et ainsi capitaliser, emprunter, acquérir des entreprises étrangères et contrôler une partie de l'économie mondiale. On lit dans *The Australian* :

Iceland was not only cool climatically but culturally [...]. However, the wealth came not simply from hard work, initiative and valuable catches of cod. It was also built on a massive inflow of funds into the country's banks and highly leveraged raids on the riches of western Europe²⁵.

Malgré cette analyse amère, plusieurs continuent à voir dans l'Islande un modèle qui inspire et qui devrait guider l'action et le comportement des autres pays. Ainsi, tout noircissement de son image les affecte également, en ce sens que ce n'est pas *seulement* l'Islande qui sombre dans cette crise, c'est *aussi* l'espoir d'un monde meilleur, plus juste et plus équitable.

La déception de voir ce pays emporté dans une déroute identitaire, morale et éthique secoue ceux qui le voyaient jusque-là comme un idéal de paix, d'égalité et de bonheur : cette désillusion explique en partie l'intérêt que les nouvelles qui proviennent de l'île suscitent tout au long de l'année à l'étranger, puisqu'elles ouvrent sur un débat plus vaste, qui en touche plusieurs.

25. [Anonyme], « Iceland's economic collapse could herald a new round of large-scale acquisitions », *The Australian*, 9 octobre 2008.

2

L'impact de la crise à l'étranger

A general dislike of Iceland

« We have behaved like children and not been able to take care of ourselves and done damage to people in other countries. »

Thorbjörn Broddason, cité dans *The Globe and Mail*,
15 novembre 2008¹

Pour un petit pays, le fait d'être pendant plusieurs semaines au cœur de l'actualité mondiale, alors qu'en toile de fond se déroule l'une des pires crises financières du siècle, cause tout un choc. Dans une grande cacophonie, les médias diffusent à toute vitesse de l'information, ressassent des préjugés, des stéréotypes, lancent des hypothèses, suggèrent des interprétations; puis, tout aussi vite qu'il avait commencé, le vacarme s'éteint. Pendant ce temps, la maigre voix de la raison, des faits, des rectifications n'arrive pas à se faire entendre. Avoir été au centre d'une telle tempête médiatique peut changer à jamais l'image d'un pays à l'étranger. Pour les Islandais, cela change

1. Thorbjörn Broddason, cité par Matthew Hart, « Iceland's next saga. The wounded tiger's tale », *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

également la perception qu'ils ont de leur pays. Au lendemain de la crise, le réveil est douloureux. On se rend compte que des actions qu'on croyait uniquement de portée nationale ont eu des répercussions à l'étranger: «We were left alone in the middle of the ocean for 1,000 years and nobody paid notice to us», dit avec humour l'artiste islandais Hallgrímur Helgason. «Now, Iceland can't get out of the spotlight².»

Un analyste du *Financial Times* n'y va pas par quatre chemins: l'Islande est peut-être négligeable dans l'économie mondiale, mais elle a été source d'ennuis considérables à l'étranger. Voici ce qu'écrit Chris Giles le 8 octobre 2008:

For the rest of the world, Iceland's economy is an irrelevance. But for those with money tied up in its banking system—banks owe foreigners \$80bn (€59bn, £45bn)—the losses threaten to be large, particularly as the krona depreciates, reducing further the ability to meet its obligations³.

Certains craignent un effet domino venu du Nord, d'autres voient dans la situation de l'Islande un avertissement de ce qui pourrait se passer ailleurs; certains, enfin, la considèrent comme l'étincelle qui pourrait déclencher une explosion: «Despite its size, with a population of just 313,000, a financial crisis in Iceland could deliver a further blow to worldwide confidence. Cracks emerging in its economy [...] were seen as a lead indicator of the turmoil to follow⁴.» D'autres arrivent à en rire, mais cette légèreté traduit toutefois une nouvelle image, moins positive, de l'Islande dans le monde: «We aren't as badly off as many; look at Iceland⁵», lance un commerçant anglais au journaliste du *Financial Times*.

Quoi qu'il en soit, selon le pays et la perspective, chacun s'inquiète des effets que produit la crise en Islande sur ses propres intérêts; d'abord économiques pour le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne, puis politiques

2. Hallgrímur Helgason, cité par Christina Talcott, «Enjoying Iceland's wonders for less», *The Washington Post*, 14 décembre 2008.

3. Chris Giles, «Topsy-turvy logic leaves an unpalatable choice», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.

4. David Teather, «Banking crisis: Iceland takes control of Glitnir», *The Guardian*, 29 septembre 2008.

5. [Un commerçant anglais], cité par Chris Tighe, «Shoppers sniff at chancellors' VAT cut», *Financial Times*, 25 novembre 2008.

pour l'Écosse et les Pays-Bas. Le climat de défaveur envers l'Islande qui résulte de ces contrecoups nuit à ses relations avec les autres États. Cependant, sur l'île, les Islandais le vivent avec un certain détachement.

L'une des grandes surprises de la crise, pour l'Islande, est de constater qu'une situation interne a des répercussions graves et structurelles dans de nombreux autres pays, c'est-à-dire que les gestes posés par des Islandais font mal ailleurs dans le monde et conduisent à des mouvements de déstabilisation économique. Au premier chef, cela concerne le Royaume-Uni, où les journaux font grand cas de la faillite spectaculaire de la banque Icesave, ainsi que du péril qui menace les investissements des holdings islandais dans de nombreux secteurs commerciaux britanniques, puis de manière générale en Europe (surtout en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède et en Finlande), et même au-delà, au Canada et aux États-Unis. La crise islandaise fait aussi des vagues jusque dans le monde du sport, par les participations islandaises dans des équipes renommées, dont l'équipe de foot londonienne West Ham United⁶, dont la survie inquiète ses partisans.

Le gâchis causé par la faillite d'Icesave lance le bal de cette déstabilisation. La maladresse avec laquelle la banque annonce sa fermeture est interprétée comme une arrogance, ce qui a pour conséquence de rendre négative l'opinion publique au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Allemagne envers les financiers islandais. Par la suite, et pendant de longs mois, le débat sur la compensation des épargnants (par le biais de prêts de gouvernements étrangers au gouvernement islandais, d'abord refusés par ce dernier⁷) nourrit cette rancœur, dirigée aussi vers d'autres banques de l'Islande⁸.

Londres réagit vivement à la crise qui prévaut en Islande, à la suite d'une série d'articles publiés dans les quotidiens anglais sur le sujet, et cette réaction hostile est partagée par une bonne part de l'Europe. Comme l'écrit

6. Ainsi Gary Jacob du *Times* écrit : « Fears grew yesterday that West Ham United is on the brink of a financial crisis after Bjorgolfur Gudmundsson, the club's owner, was dragged into the global credit crisis. » (« Vulture in the air circling West Ham », repris dans *The Australian*, 9 octobre 2008.)

7. Après avoir annoncé un accord avec le gouvernement néerlandais, *NRC Handelsblad* écrit que l'Islande refuse maintenant l'aide des Pays-Bas : « Iceland may reject one billion euro Dutch loan », *NRC Handelsblad*, 13 novembre 2008.

8. Voir par exemple Robert Anderson et Tom Braithwaite, « Icelandic bank Kaupthing fights for survival », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 16.

The International Herald Tribune: « Britain may be the biggest and noisiest claimant, but it is not the only creditor feeling the effects of the collapse of the Icelandic financial system⁹. »

Pour le Royaume-Uni, l'enjeu est de taille et les journaux ne cessent de s'inquiéter du grand nombre d'emplois menacés en raison de l'effondrement financier islandais, notamment : « 55,000 people who work for Baugur-controlled companies in the UK¹⁰. » Ils font aussi le compte des grands noms britanniques sous contrôle de l'Islande : « House of Fraser, Debenhams, Woolworths, Moss Bros, French Connection and the supermarket chain Iceland¹¹. » On craint une liquidation de ces avoirs, en pleine agitation mondiale : « Icelandic banks have lent money to well-known British retailing and pub groups, raising fears that their collapse could lead to a firesale of British assets¹². » Des voix s'élèvent pour critiquer le manque d'éthique des banques islandaises, qui auraient contribué à doper artificiellement le marché anglais, à l'aide de prêts considérables et faciles : Kaupþing « was the bank that liked to say yes to some of the UK's most colourful entrepreneurs. [...] It played a significant role in the debt-fuelled property boom in the UK¹³. »

En Écosse, la Royal Bank of Scotland est déstabilisée par ses liens avec des partenaires islandais¹⁴, au moment même où la ville de Glasgow regrette la fin de la liaison aérienne avec Reykjavík, qui marque le terme des années fastes où les Islandais venaient enrichir les marchands écossais :

The cancellation of services to the city [by Icelandair] increases the pressure on an already hard-pressed retail sector in Glasgow, spelling the end, for this year at least, of the annual Christmas pilgrimage by hundreds of Icelandic shoppers, with the krona now virtually worthless within the exchange rate and disposable income at a premium against spiralling inflation¹⁵.

-
9. Eric Pfanner, « Iceland banks face claims from depositors abroad », *The International Herald Tribune*, 10 octobre 2008.
 10. Tom Braithwaite *et al.*, « Johannesson set to cede Baugur control to Green », *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 22.
 11. [Anonyme, source *The Times*], « Iceland bank shares suspended, state takes control », *The Australian*, 7 octobre 2008.
 12. *Ibidem*.
 13. [Anonyme], « Kaupthing. The bank that liked to say yes », *The Guardian*, 9 octobre 2008.
 14. David Jolly et Julia Werdigier, « 2 European banks warn of tougher market conditions ahead », *The International Herald Tribune*, 4 novembre 2008.
 15. Gerry Braiden, « Icelandair suspends all Scottish flights amid downturn », *The Herald* (Glasgow), 27 octobre 2008.

Sur l'Île de Man, les faillites islandaises frappent durement et mettent en péril tout le système de protection des épargnants. Selon le *Financial Times*: «The Isle of Man is set to spend [...] half its disposable reserves and 7.5 per cent of gross domestic product to part-compensate savers in [...] a branch of the collapsed Icelandic bank¹⁶.»

En Allemagne, où le gouvernement proclame un gel des opérations bancaires de la Kaupþing, ce sont 30 000 épargnants qui se voient menacés de perdre leurs économies à cause de l'Islande¹⁷. De plus, le déroulement de la crise en Islande déstabilise le géant Commerzbank, déjà lourdement plombé par ses pertes dans la faillite de Lehman Brothers¹⁸ aux États-Unis.

Aussi, après avoir fait disparaître la compagnie aérienne danoise Sterling, le milieu des affaires islandais est accusé de mettre en péril certaines des grandes institutions de son ancien pays colonisateur¹⁹, le Danemark, dont les grands magasins Illum et Magasin du Nord.

Les journaux canadiens font état du report de divers projets d'expansion, mis en péril par la disparition des banques islandaises. On peut y lire également des commentaires dans lesquels pointent des signes d'inquiétude face à l'avenir des relations commerciales entre le Canada et l'Islande, qui viennent pourtant de signer un traité de libre-échange²⁰.

Certains tentent de profiter de ces malheurs, puisque la débandade crée une occasion favorable aux acquisitions à bas prix. C'est du moins ce que tente le milliardaire anglais Philip Green²¹, qui offre de racheter pour une bouchée de pain une part de la dette des banques nouvellement nationalisées par l'Islande, de manière à mettre la main sur l'empire Baugur. C'était toutefois sans compter sur une réaction défavorable des Islandais, qui s'y opposent farouchement.

16. Andrew Bounds, «Douglas to spend £150m for Kaupthing savers», *Financial Times*, 23 octobre 2008.

17. Alex Barker *et al.*, «Iceland and UK clash on crisis», *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 1.

18. Michael Prest, «Commerzbank accepte les remèdes proposés par l'État», *Le Monde*, 5 novembre 2008, cahier Économie, p. 16.

19. [Anonyme, source AFP], «L'Islande prend le contrôle d'une quatrième banque», *Le Monde*, 9 mars 2009.

20. Voir entre autres Paul Waldie, «Icelandic banking crisis touches Canada», *The Globe and Mail*, 9 octobre 2008, p. B-11.

21. Voir entre autres Steve Hawkes, «Failing Iceland calls in the IMF», *The Times*, 15 octobre 2008.

Inévitablement, malgré la petite taille du pays, la crise financière en Islande a aussi des conséquences politiques à l'étranger. Ainsi, le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad* rapporte que, à la suite d'investissements liés à la banque Landsbanki, le gouvernement provincial de la Hollande du Nord, ainsi que les membres de deux conseils municipaux de cette région, démissionnent²², reconnaissant leur responsabilité dans l'affaire. Plus symptomatique encore est la vague de découragement qui affecte le mouvement indépendantiste écossais face à l'échec de l'Islande, qui incarnait son modèle. Pour ses partisans, ce pays: «represents, in a nutshell, what an independent Scotland might aspire to become²³». À l'opposé, ses opposants sautent sur l'occasion pour dire à quel point cela prouve que l'union avec le Royaume-Uni est encore aujourd'hui bénéfique à l'Écosse: «When Iceland's biggest banks needed rescue, the UK government practically declared war [...]. And when Scotland's biggest banks ran into serious trouble, the UK wrote a £32bn cheque²⁴.»

La défaveur envers l'Islande est le résultat de l'impact négatif de sa crise financière à l'étranger. Elle produit un effet immédiat sur les relations internationales du pays, et joue contre l'appel à l'aide qu'il lance au Fonds monétaire international, d'abord bloqué par les Pays-Bas et le Royaume-Uni, tel que le rapporte le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*:

Dutch finance minister Wouter Bos and his British colleague Alistair Darling are blocking a loan from the International Monetary Fund (IMF) to Iceland until it agrees to pay back citizens the money they deposited with the bankrupt Icelandic bank Icesave²⁵.

Aux Pays-Bas, la rancœur et la méfiance nouvelles envers l'Islande sont si vives que des politiciens souhaitent également bloquer la voie de l'île vers une éventuelle adhésion à l'Union européenne: «Dutch foreign

22. [Anonyme], «Provincial government resigns over Icelandic savings scandal», *NRC Handelsblad*, 11 juin 2009.

23. [Anonyme], «Our chilling prophecy comes home to roost in Iceland», *The Herald* (Glasgow), 11 octobre 2008.

24. [Anonyme], «Smoked Salmon. There is less sense than ever to an independent Scotland», *Financial Times*, 18 octobre 2008, p. 6.

25. Cees Banning et Jan Gerritsen, «Dutch and British block IMF loan to Iceland», *NRC Handelsblad*, 7 novembre 2008.

minister Maxime Verhagen told his Icelandic counterpart that he could block its bid to join the European Union²⁶. » Un règlement permettra finalement d'apaiser ces relations tendues entre les deux pays.

Pendant un certain temps, donc, l'Islande sombre dans un climat de défaveur généralisée tel que le pays n'en avait jamais connu auparavant. Un analyste financier chez BNP Paribas résume ainsi l'opinion de ses collègues: « There is a general dislike of Iceland; every movement in the market gets magnified when it comes to Iceland²⁷. »

Le changement radical de la perception à l'étranger de l'Islande, qui passe d'un fort préjugé favorable à son contraire, en déçoit plusieurs. Cependant, pour certains Islandais, c'est aussi le signe d'une libération et d'un renouveau, à la suite d'une période tapageuse. Lassés des commentaires étrangers, les Islandais se replieraient sur eux-mêmes et s'inquiéteraient moins de l'image de leur pays à l'étranger. Discours de compensation pour l'*Iceland Review* – nationaliste, voire chauvin avant la crise –, pour qui l'avant-scène de l'actualité mondiale a été le lieu d'une sortie du « small-country complex »: « there has been a real shift in the national mentality since the crisis hit in October. For the first time in a long time, Icelanders are not expending as much energy on how they appear to other countries²⁸. » Avec désinvolture, Sjón, écrivain et parolier de Björk et des Sugarcubes, porte un regard semblable sur la crise, mais en y ajoutant une plus haute exigence:

La vraie chose positive qui sort de tout ça, c'est que les gens vont comprendre que les Islandais ne sont pas si gentils. Ils font aussi des conneries. [...] C'est très bon d'être un peu haï, de participer à la marche du monde et pas seulement d'écouter l'herbe pousser²⁹.

Trouver, avec dérision et détachement, quelque chose de bon dans le pire: voilà, certes, un trait islandais qui survit à la crise. Une manière, encore, d'assurer la résilience d'un peuple dont l'histoire n'en finit plus d'étonner le monde.

26. [Anonyme], « The Hague threatens Iceland's EU bid over lost savings », *NRC Handelsblad*, 22 juillet 2009.

27. Axel Swenden, cité par Christopher Brown-Humes *et al.*, « Credit storm rolls across Icelandic landscape », *Financial Times*, 4 mars 2008, p. 29.

28. Jonas Moody, « Jóhannarama », *IcelandReview.com*, 29 janvier 2009.

29. Sjón, cité par Nicolas Delesalle, « Les révoltés du geyser », *Télérama*, n° 3086, 8 mars 2009.

3

Une victime de la crise mondiale

Le premier domino
à s'incliner

« Les Islandais sont devenus les victimes
et le symbole de la crise du crédit. »

La Presse, 24 décembre 2008¹

Mince consolation pour un pays aussi durement affecté par la crise, l'Islande n'est pas seule dans cette situation, bien au contraire : comme l'écrit Gérard Bérubé dans *Le Devoir*, « la déconfiture boursière a été généralisée, et planétaire² ». Tous admettent que la crise de 2008 n'est pas comme les autres. Les analystes financiers, habitués aux soubresauts des marchés, remarquent cette fois une agitation particulièrement violente et « des mouvements totalement fous, qui n'ont aucun équivalent historique³ ». Au banc des accusés, les fonds spéculatifs, ces « hedge funds » qui disposent d'actifs considérables

1. Vincent Brousseau-Pouliot, « Les gagnants et perdants d'une année folle », *La Presse* (Montréal), 24 décembre 2008.

2. Gérard Bérubé, « Panique sur les places boursières », *Le Devoir*, 7 octobre 2008.

3. Éric Galiègue, cité dans [Anonyme, source AFP], « Marchés boursiers. Nervosité sans précédent des marchés », *Le Devoir*, 18 octobre 2008.

pouvant déstabiliser sociétés, devises et gouvernements. En octobre 2008, les « hedge funds » précipitent le déséquilibre mondial lorsqu'« ils liquident leurs actifs en catastrophe, dans une peur animale⁴».

Dans la géographie mondiale de la crise, les forces en jeu, diffuses, ne paraissent obéir à aucune logique, et provoquent des fissures qui se révèlent tantôt dans les grands centres, tantôt en périphérie. Aucun pays ne semble à l'abri de la répartition aveugle de leurs effets; le mouvement puissant qui l'anime pourrait se comparer à celui d'une aurore boréale. Voici comment, en octobre 2008, le ministre italien des Finances dresse la carte de la déconfiture financière, tel que le rapporte le *Financial Times*:

Giulio Tremonti was almost gloating when he addressed the Italian parliament yesterday. He described the geography of the financial crisis with relish: the northern earthquake, with its epicentre in Iceland, its problematic « continental dimension », the troubles in the UK, and the fear of a spillover into the Baltics and eastern Europe⁵.

L'Islande est au cœur des événements et les images abondent dans la presse étrangère pour tenter de décrire la situation qui l'affecte et ses liens avec la crise mondiale. Symbole et avertissement au reste du monde, première tombée, la petite île fait office de sémaphore financier: « The fate of Iceland, écrit David Teather dans *The Guardian*, [...] is seen as a warning for the rest of the world⁶. » Reprenant à leur compte l'image de l'oiseau que l'on plaçait dans les mines pour avertir d'un éventuel empoisonnement au gaz, plusieurs journalistes voient très tôt dans ce que vit l'Islande un signal:

In the second half of last year [2007], as the subprime crisis gathered strength in the US, articles appeared in the international press about Iceland as the « canary in the mine ». They suggested tiny Iceland [...] was a leading indicator of how the crisis was mutating into something much bigger, affecting many countries beyond the US⁷.

La mise au jour de la position fort inconfortable de l'Islande se répand rapidement et inquiète d'autres pays, qui craignent d'être les prochaines victimes de cette violente crise. Cette fois, c'est l'image du domino qui

4. *Ibidem*.

5. [Anonyme], « Italy's plan », *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 16.

6. David Teather, « Iceland government seizes control of Landsbanki », *The Guardian*, 7 octobre 2008.

7. Robert Wade, « Iceland pays price for financial excess », *Financial Times*, 1^{er} juillet 2008.

revient, dans l'appréhension que cette première pièce à s'incliner fasse basculer toutes les autres: «The fear is that other countries like Iceland that are struggling to deal with large current account deficits will begin to fall like dominoes⁸.» On se demande ainsi s'il s'agit d'un cas isolé ou du premier mouvement d'un dérèglement beaucoup plus étendu. Comme lorsqu'un virus se répand, chacun s'inquiète de son propre sort, se demandant s'il pourrait être le prochain à en être atteint, sans réelle compassion à l'égard de ceux qui l'ont déjà été... Henry Thornton écrit dans *The Australian*: «Lack of trust in the banks by their customers. In Iceland, we hear, the ATMs have no money in them. How do we know this will not happen in... (fill in your country of choice)⁹?»

L'Islande n'est pas la seule à tenter de s'innocenter en faisant porter le blâme à d'autres. Le premier ministre britannique, Gordon Brown, fait de même en accusant tour à tour l'Islande et les États-Unis d'être à l'origine de la crise: «This problem started in America with irresponsible actions¹⁰», dit-il en octobre. Aussi, les faiblesses successives de plusieurs autres pays accèdent à l'idée d'un possible effet domino. En novembre, un commentateur du *Devoir* écrit: «Autant dire que près de la moitié du Vieux Continent pointe actuellement à l'urgence¹¹.»

En fait, en peu de temps, l'Islande incarne à la fois *le symbole* de la violence inédite de la crise mondiale et *la figure de sa première victime*. Aux prises avec des problèmes qui dépassent ses frontières, l'Islande est un pays qui semble désemparé, ce qui suscite la compassion – et explique en partie l'étendue de la couverture médiatique dont elle fait l'objet –, tel que l'écrit le chef de pupitre pour les pays nordiques au *Financial Times*, David Ibson:

Sympathy for US investment banks may be hard to find these days but the image of tiny Iceland, with a population of just 313,000, battling to protect its economy against the sharpest minds of global capitalism has captivated the local population and global market practitioners alike¹².

-
8. Heather Scoffield, «Three stats you just can't be without on a Saturday. The week in economics», *The Globe and Mail*, 29 mars 2008, p. B-19.
 9. Henry Thornton, «It's time to restore trust», *The Australian*, 10 octobre 2008.
 10. Gordon Brown, cité par Carter Dougherty et Landon Thomas Jr., «Britain's bank bailout worth hundreds of billions», *The International Herald Tribune*, 8 octobre 2008.
 11. Serge Truffaut, «Crise financière. Au secours de l'Est», *Le Devoir*, 3 novembre 2008.
 12. David Ibson, «Cool under fire Iceland takes the fight back to finance», *Financial Times*, 9 avril 2008, p. 7.

Cette sympathie permet à l'Islande de prendre la posture de *victime de la crise mondiale*, et ainsi de s'innocenter devant le reste du monde. Dès le début de l'année, cette expression circule dans la presse internationale. James Surowiecki écrit en avril dans *The New Yorker*: «many people suggest that [Iceland] could become the “first national casualty” of the ongoing credit crunch¹³.» À l'automne, l'expression est reprise sans arrêt lorsqu'il est question de l'île: «Iceland is the first real casualty of the global crisis¹⁴.» L'Islande est la première à tomber au front de cette «drôle de guerre», ce qui ne manque pas d'attirer une certaine compassion à l'étranger: «The credit crunch claimed its first sovereign scalp last night¹⁵», lit-on en octobre dans *The Times*.

Deux stratégies parallèles permettent de construire l'*èthos* du pays victime de la crise économique. D'une part, dans un environnement troublé, on peut insister sur *son caractère sain* («Iceland banks [...] bought virtually none of the American mortgage-backed investments that have contaminated the books of U.S. and European banks¹⁶»). D'autre part, on peut faire la preuve de *sa grande vulnérabilité*: «The Icelandic banks were highly vulnerable¹⁷», ou encore «Iceland [was left] at the mercy of international creditors¹⁸».

Ce discours de la victime ne convainc pas tout le monde. Pour certains, comme Mark Landler, de *New York Times*, l'Islande reçoit simplement la raclée qu'elle mérite («Iceland was ripe for a correction¹⁹»), en raison de ses actions: «Critics have compared the country to a “toxic hedge fund” built on debt that could be about to go spectacularly wrong²⁰.» Sans pitié, Michael Stutchbury écrit dans *The Australian* que l'Islande a échoué tant dans sa gestion sociale-démocrate que dans ses excès néolibéraux, issus des

13. James Surowiecki, «Iceland's deep freeze», *The New Yorker*, 21 avril 2008.

14. Jon Danielsson, «Icesave and the bankruptcy of a country», *Financial Times*, 12 novembre 2008.

15. [Anonyme], «Iceland agrees \$US6bn deal with IMF», *The Times*, 21 octobre 2008.

16. Mark Landler, «Credit crisis triggers downturn in Iceland», *The New York Times*, 17 avril 2008.

17. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

18. David Jolly, «Financial tempest spreads to the Gulf states», *The International Herald Tribune*, 26 octobre 2008.

19. Mark Landler, «Credit crisis triggers downturn in Iceland», *The New York Times*, 17 avril 2008.

20. David Teather, «Iceland first to feel the blast of global cooling», *The Guardian*, 17 avril 2008.

idées de l'«extreme capitalism²¹». Plus modéré, Jon Danielsson considère tout de même qu'il ne faut pas chercher à l'extérieur du pays les raisons initiales de la déroute de l'Islande, ni faire de cette dernière une victime, responsable qu'elle est du gonflement de son économie: «the original cause of its problems was inappropriate monetary policy and an outsized banking system²²».

Victime ou pas, mais certainement symbole de la crise mondiale, jusqu'à quel point l'Islande doit-elle – et peut-elle, compte tenu de sa petite taille – porter la responsabilité de ce qui lui arrive?

21. Michael Stutchbury, «Keeping banks afloat our best defence», *The Australian*, 6 octobre 2008.

22. Jon Danielsson, «Icesave and the bankruptcy of a country», *Financial Times*, 12 novembre 2008.

4

Problèmes de communication

An atmosphere of mistrust

« In a small community, much can be left unsaid. »

Financial Times, 31 mars 2008¹

Plusieurs commentateurs étrangers jugent que des problèmes de communication de la part des institutions et du gouvernement islandais sont en partie responsables de la crise que traverse le pays. Le peu de sérieux qu'accorde le gouvernement à une bonne communication affecte non seulement ses relations avec les Islandais eux-mêmes, mais aussi ses relations à l'étranger. Par exemple, Sigrún Davíðsdóttir considère que Geir Haarde aurait témoigné d'une nonchalance malvenue alors qu'il a envoyé des messages ambigus au plus fort de la crise. Alors que l'Islande est en proie à la panique et que d'autres gouvernements, dont ceux de l'Allemagne et du Danemark, mettent sur pied des plans de garantie des épargnes, Sigrún Davíðsdóttir s'étonne que Geir Haarde fasse une déclaration comme celle-ci : « Iceland's Prime Minister said late last night that no rescue package was necessary

1. Sigrún Davíðsdóttir, « In a small community, much can be left unsaid », *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 12.

for his country's beleaguered banking sector².» *The Independent* soutient que ce qui a provoqué la colère du cabinet ministériel anglais tient au peu de renseignements fournis par le gouvernement islandais: «Mr Darling already having complained that the Treasury has found it very difficult to get information from Reykjavik³».

Alors que le pays s'enfonce dans la crise et que les nouvelles concernant l'île rapportées à l'étranger sont de plus en plus inquiétantes, la gestion de la communication en Islande ne s'améliore pas, avec pour conséquence l'augmentation de la méfiance à l'étranger: «The Icelandic authorities do not seem to have appreciated the seriousness of the situation, not communicated appropriately with their international counterparts, leading to an atmosphere of mistrust⁴.» Manque de sérieux, déficit de communication, méfiance entretenue avec ses partenaires: l'Islande semble elle-même attiser la crise. Ainsi, un rapport d'analyse du Centre for Economic Policy Research juge que le gouvernement islandais et sa banque centrale ont eu une réaction inusitée dans les circonstances: «displaying unusual (and commendable) candour for a central bank⁵». De l'étranger, cette attitude donne l'impression que personne ne prend les décisions requises et adéquates en Islande: «it is this inability of the government to control a financial crisis that is likely to cause one⁶».

Aussi, le caractère laconique des messages émis par des institutions islandaises envenime un climat déjà empreint d'inquiétude et de mécontentement. Au premier chef, les médias reprennent à satiété l'avis laissé sur son site Web par la banque Icesave, une filiale britannique de la banque Landsbanki, au moment de sa fermeture:

-
2. Bertrand Benoit et James Wilson, «Berlin guarantees savings in effort to avoid panic», *Financial Times*, 6 octobre 2008, p. 1.
 3. David Prosser, «Crisis deepens for Iceland as last of "big three" banks is nationalised», *The Independent*, 10 octobre 2008.
 4. Jon Danielsson, «Why raising interest rates won't work», *BBC News*, 28 octobre 2008.
 5. Willem H. Buiter et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.
 6. *Ibidem*.

We are not currently processing any deposits or any withdrawal requests through Icesave Internet accounts. We apologise for any inconvenience this may cause to our customers. We hope to provide you with more information shortly⁷.

C'est surtout le caractère expéditif du message qui choque les déposants, outre le manque complet de compassion envers eux : « Savers were left bewildered and angry after [the] message⁸ », écrit *The Times* de Londres. C'est ce même style soviétisant que les banques étrangères continuent de reprocher à la Banque centrale d'Islande au fil des mois, et qui peut donner à penser que le pays ne prend pas leurs requêtes au sérieux. C'est du moins ce que soutient Peter Gumbel : « Officials in Iceland and at central banks elsewhere say that Oddsson's approach was deeply flawed : he penned short notes to other central banks that barely struck them as serious requests for help⁹. »

La brièveté des messages et le refus de rendre pleinement publique l'information contribuent à un climat tendu, fait de doutes sur les capacités à communiquer du gouvernement islandais et sur sa volonté réelle de le faire. Tom Braithwaite, du *Financial Times*, se questionne aussi sur le contrôle de l'information qui pourrait être exercé par le puissant conglomérat Baugur : « the company owns a large swathe of the country's broadcast and print media and is accused of undue influence¹⁰ ». Le premier ministre britannique lui-même, froissé, doute de la volonté des autorités islandaises de divulguer les renseignements requis : « We had found it very difficult to get information from them¹¹ », déclare un de ses porte-parole en octobre. Enfin, pour certains analystes, c'est toute l'attitude intransigeante, hautaine, voire arrogante des hauts milieux de la finance en Islande qui doit être remise en cause. Ceux-ci, plutôt que de susciter de la compassion pour leurs difficultés, ont fini par liguier contre eux leurs propres alliés.

7. Cité entre autres par Miles Brignall et Hilary Osborne, « Icesave freezes deposits and withdrawals », *The Guardian*, 7 octobre 2008.

8. Andrew Ellson, « Icelandic savings bank Icesave crashes », *The Times*, repris dans *The Australian*, 9 octobre 2008.

9. Peter Gumbel, « Iceland: the country that became a hedge fund », *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

10. Tom Braithwaite, « The fraud claims that are taking their toll on Baugur », *Financial Times*, 19 mars 2008, p. 27.

11. Un porte-parole de Gordon Brown, cité dans [Anonyme], « Treasury officials hold emergency talks on Iceland », *The Herald* (Glasgow), 10 octobre 2008.

En outre, les messages contradictoires émis par le gouvernement islandais sur de nombreux sujets (la gravité de la crise, le remboursement des épargnants étrangers, les négociations avec Moscou, etc.) donnent l'impression d'une confusion qui n'aide en rien la saisie, de l'extérieur, de ce qui se passe vraiment dans le pays: «Mr Haarde [...] has a perception challenge on his hands that many investment bankers might recognise¹².» En effet, après avoir nié tout problème dans son pays, le premier ministre annonce subitement, et avec fracas, qu'une menace de faillite plane sur lui. En même temps qu'il affirme ne rien devoir faire: «no initiative [is] necessary "at this time"¹³», il prévoit le pire: «Government, companies, households and people have seldom faced such great difficulties¹⁴». Ces malentendus «add[ed] to the confusion that has helped destabilise the country's markets¹⁵». En somme, les failles dans les communications avec l'étranger sont considérées comme en partie responsables du gouffre dans lequel l'Islande glisse à toute vitesse.

Le gouvernement islandais admet, par moments, une partie de ses faiblesses dans ce domaine. Ainsi, en mars 2008, le premier ministre Haarde avait senti le besoin de lancer une campagne d'information pour mieux faire connaître la position de son pays dans le contexte de la crise, reconnaissant qu'une plus grande transparence éviterait des impairs: «A lot of people don't understand what is going on and that is something we need to work on¹⁶.» Par la suite, la multiplication des malentendus et la diffusion de positions confuses, retransmises par les médias étrangers, finissent par faire douter autant de la capacité que de la volonté du gouvernement islandais de bien se faire comprendre. Un texte paru dans le *Financial Times* laisse même entendre que ce problème serait plus structurel et caractéristique de la culture islandaise que conjoncturel à la crise ou au gouvernement en place. Citant son propre rapport soumis à l'Icelandic Export Council, Sigrún Davíðsdóttir rappelle ainsi que les partenaires étrangers de l'Islande

12. David Ibson et Gillian Tett, «Indignant Iceland faces a problem of perception», *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.

13. Tom Braithwaite, «Confusion grows over Iceland's rescue plan», *Financial Times*, 6 octobre 2008.

14. Tom Braithwaite, «Baugur evades Icelandic chill», *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.

15. Tom Braithwaite, «Confusion grows over Iceland's rescue plan», *Financial Times*, 6 octobre 2008.

16. Geir Haarde, cité par Joanna Chung et Sarah O'Connor, «Iceland's prime minister calls on its banks to curb expansion plans», *Financial Times*, 3 mars 2008, p. 19.

reconnaissent là l'un des points faibles des gens d'affaires de ce pays: «Their weak side was a lack of communication within and outside of the companies¹⁷.» La chercheuse suggère cette explication pour justifier l'incapacité à bien communiquer:

If you come from a very homogenous and small community there is not a lot you need to explain to others—because they will mostly share your experience and outlook. Abroad, where perception is reality, there is a *potentially* dangerous flaw¹⁸.

L'ennui pour l'Islande est que ce danger *potentiel* se révèle rapidement une faiblesse *réelle* sur les marchés extérieurs, et les effets de celle-ci peuvent être hautement dommageables en temps de crise. Selon Floyd Norris, du *New York Times*, les marchés sont souvent plus sensibles à la perception qu'aux faits. Les statistiques seraient ainsi souvent impuissantes à contrer la forte impression médiatique, toujours plus rapide à circuler, à se répandre et à influencer les investisseurs. La confiance – transmise par l'information indirecte – importe donc davantage: «If governments say the deposits are safe and the market believes them, then they don't have to have any money to back up their promises¹⁹.» Il va de soi que ce jeu fonctionne à double sens, et le manque de confiance des marchés peut inversement annuler tout effort réel d'un gouvernement.

Concernant l'Islande, de premiers avertissements liés à cette faiblesse de la confiance sont donnés dès le printemps 2008. La firme de notation financière Standard & Poor's réduit alors la cote financière du pays, en grande partie parce qu'elle n'arrive pas à obtenir du gouvernement l'information désirée: «S&P said that the move “reflects our lack of information regarding the Icelandic government's official strategy on how to address the country's increasing economic policy issues²⁰”». Pis encore, un analyste financier juge que c'est parce que ses confrères et lui n'ont pas l'information nécessaire pour expliquer la situation que les banques islandaises souffrent des soubresauts du marché: «Iceland's banks have been punished by credit markets in

17. Sigrún Davíðsdóttir, «In a small community, much can be left unsaid», *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 12.

18. *Ibidem*. Je souligne.

19. Floyd Norris, «The world's banks could prove too big to fail», *The New York Times*, 11 octobre 2008.

20. Communiqué de la firme Standard & Poor's cité par David Ivison, «Iceland threatens direct markets intervention», *Financial Times*, 2 avril 2008, p. 8.

recent months as investors worry about their reliance²¹. » Si l'Islande avait, dès lors, changé sa façon d'agir, les conséquences sur son système financier auraient-elles été différentes? On peut en douter. Cependant, ses relations avec les autres pays auraient probablement été moins affectées par la crise, et les Islandais auraient moins eu à en subir les contrecoups.

L'importance de la capacité à communiquer, à transmettre l'information, à donner des explications et à livrer des messages sans équivoque est capitale en temps de crise. Des rumeurs peuvent semer la panique, comme cela est survenu en Islande au cours du mois d'octobre 2008, alors que des bruits de pénuries de biens essentiels déstabilisent l'image du pays. Tom Braithwaite, qui connaît bien la situation islandaise, écrit dans le *Financial Times* : «Iceland's capital was enduring a psychological battle as talk of food and oil shortages was being dismissed as irresponsible by government ministers, anxious to damp the threat of panic²². »

Dans la réalité, ces pénuries n'ont pas eu lieu et la crise psychologique a fini par s'estomper à Reykjavík. Pourtant, l'effet sur l'image de l'île à l'étranger demeure le même: une impression de cafouillage, de chaos, de contradiction, de messages confus qui contribue à semer inutilement doutes, craintes, mécontentement et méfiance. En cherchant à se protéger, l'Islande s'est peut-être isolée davantage.

21. Sarah O'Connor, interviewant Simon Adamson, analyste financier chez CreditSights, «Iceland's banks feel debt costs heat up», *Financial Times*, 28 mars 2008, p. 24.

22. Tom Braithwaite, «Baugur evades Icelandic chill», *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.

5

La morale

Un grand désarroi

« Iceland is in ethical disarray, stripped by financial catastrophe of its image of itself. »

The Globe and Mail, 15 novembre 2008¹

Comme le gouvernement de l'Islande s'est accordé, pendant la crise, des pouvoirs sur ses banques et qu'il contrôle désormais le système financier de l'île, les journaux étrangers font peu la distinction entre les institutions financières, les partis politiques, les politiciens et les divers groupes du pays, au profit d'un amalgame national. De l'étranger, c'est *l'Islande* tout entière qui est en jeu, qui refuse de compenser les modestes épargnants et ne prend pas ses responsabilités. Dans ce contexte, les expressions employées par les journalistes pour qualifier la débâcle économique dérivent souvent vers des considérations morales qui n'ont rien à voir avec la finance. Par exemple, *The Australian* évoque « a morality tale of global concern² », alors que

-
1. Matthew Hart, « Iceland's next saga. The wounded tiger's tale », *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.
 2. [Anonyme], « Iceland's economic collapse could herald a new round of large-scale acquisitions », *The Australian*, 9 octobre 2008.

Matthew Hart, dans *The Globe and Mail*, parle d'un état de désarroi qui paralyse tout le pays: «Today Iceland is in ethical disarray, stripped by financial catastrophe of its image of itself³.» Les journalistes se plaisent ainsi à évoquer la crise comme s'il s'agissait d'une fable, usant d'un vocabulaire moral pour la raconter: «recovery», «facility», «punition», «paying the price», etc., en parsèment le récit. Dans cette histoire, le rôle de l'Islande est celui du fautif pris au piège qui devient l'incarnation de ce qu'il ne faut pas faire. Par exemple, voici la leçon que tire *The Globe and Mail* de la débandade islandaise:

Iceland's *painful experience* serves as a *showcase* of what can happen to a rich country when a population falls in love with *easy* credit and a central bank takes its eye off the inflation meter in a financial system whose rapid growth has been fuelled by low-cost borrowing in foreign currencies⁴.

Les Islandais doivent non seulement affronter les conséquences de la crise, mais aussi faire face aux problèmes éthiques qu'elle soulève, autant dans leur pays qu'à l'étranger. Ce débat ne relève pas uniquement de la casuistique; il touche également à l'essence profonde de ce que représente pour le reste du monde l'Islande, pays modèle en lequel plusieurs croyaient, mais qui se révèle subitement source d'une grande déception. Roger Boyes résume ainsi comment l'image de l'île bascule:

Suddenly an island with a population of 300,000—about the same as Canberra—seen for the past decade as the essence of cool, a successful nation where people couldn't stop partying, is on the brink of becoming a failed state. [...] But for Icelanders it represents a psychological and moral crisis. Who to blame? How to survive? What did the Icelanders give up when they chased the money, forgot their roots and turned themselves into a Nordic tiger⁵?

3. Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

4. Robert Jackson et Brian Milner, «Iceland's meltdown», *The Globe and Mail*, 3 juin 2008, p. B-1. Je souligne.

5. Roger Boyes, «Skating on thin ice», *The Australian*, 10 octobre 2008.

L'image du «Nordic tiger» est rapidement réévaluée – devenue «a kitten⁶», selon le professeur d'économie Oddgeir Ottesen –, comme en témoignent les encyclopédies Internet, aisément modifiables par nature, dont celle de Wikipedia, qui la redéfinit ainsi dès la fin de 2008 :

«Nordic Tiger» was a term used to refer to the period of economic prosperity in Iceland that began in the post-Cold War 1990s and ended in a national financial crisis in 2008, when the country's major banks failed and were taken over by the country's government⁷.

Quelques autres exemples permettent de mesurer l'effet de la crise sur l'image projetée par l'éthique islandaise. Il faut ici tout de même préciser que, partout dans le monde, les financiers sont souvent considérés comme faisant preuve d'une moralité discutable. C'est ce qu'Yves Mamou appelle le «hasard moral», «soit la tentation des acteurs de la finance à prendre des risques dont ils savent que le coût en cas d'échec sera pris en charge par la collectivité⁸», un concept que l'on pourrait aisément appliquer au cas islandais. Pour les Britanniques cependant, ce dernier est plus grave, puisque le premier ministre, Gordon Brown, accuse aussi les banquiers islandais de n'avoir pas respecté leur parole : «They have failed not only the people of Iceland, they have failed people in Britain⁹.» Allant plus loin encore, *The Australian* juge que l'Islande est, avec les États-Unis, au sommet de l'immoralité mondiale : «in all the rest of the world only Iceland is comparably immoral¹⁰».

Pour les journalistes britanniques, c'est tout le déploiement financier islandais qui a été nuisible au reste du monde, puisque l'Islande a favorisé indûment ses propres intérêts en refusant – de prime abord – de compenser les épargnants étrangers, ce qui constitue un geste économiquement

6. Oddgeir Ottesen, cité par Keith B. Richburg, «“Nordic Tiger” Iceland finds itself in meltdown», *The Washington Post*, 10 octobre 2008, p. A-1.

7. <en.wikipedia.org/wiki/Nordic_Tiger>, consulté en janvier 2009.

8. Yves Mamou, «De la difficulté d'anticiper les crises», *Le Monde*, 9 octobre 2008, cahier Économie, p. 3.

9. Gordon Brown, cité dans [Anonyme, source AFP], «Iceland acting illegally in freezing accounts—UK PM», *The Australian*, 10 octobre 2008.

10. Frank Devine, «Upstart Yanks aren't bowing out», *The Australian*, 24 octobre 2008.

immoral et inconséquent. Le *Financial Times* juge que l'Islande n'a pas su faire preuve du *fair play* nécessaire en traitant différemment ses propres ressortissants et les étrangers :

The government reiterated it was prioritising Icelandic savers above shareholders, directors and overseas operations as the financial regulator took control. UK depositors in the bank's Icesave accounts were frozen out of its website and unable to make withdrawals while branches in Iceland were open as usual¹¹.

L'éthique économique de l'Islande est ainsi perçue comme étant défaillante. De plus, elle est doublée d'un grand manque d'éthique sociale, puisque les victimes de la déroute financière islandaise seraient principalement de modestes épargnants, des organisations charitables et de petites collectivités qui perdent, à cause de l'Islande, tout leur avoir : « By far the greatest rancor has surrounded ordinary bank deposits taken out by individuals, government organizations and charities¹². » L'effet de ce débat moral discrédite le monde de la finance tout entier, ce qui a des effets réels sur les échanges extérieurs. *The Globe and Mail* est d'avis que le pays se voit attribuer un mauvais renom, ce qui nuit à ses gens d'affaires : « They're increasingly being seen abroad as unreliable partners¹³. » L'image de l'île se ressent donc durement, tout au long de 2008, des contrecoups de sa déroute financière, elle qui incarnait au début de l'année un pays vert, égalitaire, riche et technologique presque unanimement valorisé.

Dans cet amalgame fait par les médias entre la crise, sa gestion par l'Islande et l'éthique de ses financiers et de ses hommes de pouvoir, on questionne également la manière de vivre des Islandais avant la crise. Le début du XXI^e siècle, par sa prospérité sans précédent, apparaît comme une ère de gloire pour l'Islande, mais cette fête, si fête il y a, se termine de manière abrupte à l'automne 2008. Les journaux étrangers évoquent alors durement les excès et libéralités de cette période : « Iceland enjoyed a fantastic party. Now it is having a huge hangover¹⁴ », écrit *The Guardian*.

11. Tom Braithwaite, « Reykjavik steps in with new powers », *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.

12. Eric Pfanner, « Iceland banks face claims from depositors abroad », *The International Herald Tribune*, 10 octobre 2008.

13. Ómar Valdimarsson et Toni Vorobyova, « Iceland seeks Russian, Nordic help as share fall », *The Globe and Mail*, 15 octobre 2008, p. B-14.

14. Gwladys Fouché, « Iceland is in the heart of the economic storm », *The Guardian*, 6 octobre 2008.

Plusieurs articles annoncent que les Islandais devront payer le prix de ces moments frivoles, sur un ton un peu amer, voire revanchard : par exemple, on dit qu'ils ne pourront plus dévaliser les boutiques de Glasgow et d'ailleurs, maintenant qu'ils sont ruinés¹⁵.

Certains journalistes portent un jugement sur le rapport de la population au crédit et l'irresponsabilité qui en découlerait. Non seulement les Islandais auraient été inconséquents dans leurs actions, mais celles-ci devraient être considérées comme une trahison d'eux-mêmes, de leur culture et de leur histoire. *The Globe and Mail* évoque la moralité des sagas pour interpréter les événements récents : «the sagas describe a people vitally concerned with how to conduct themselves, with what is proper and ethical in relations between people who had to regulate themselves in a society without rulers¹⁶».

Pour Gérard Lemarquis, du journal *Le Monde*, le rapport hystérique des Islandais au crédit n'est pas apparu en 2008, il existait depuis des générations :

Il y a d'abord un problème intérieur qui n'est pas nouveau : les Islandais, depuis plusieurs générations, vivent à crédit, au-dessus de leurs moyens. Plusieurs générations l'ont fait depuis la guerre, c'est leur culture, et ils ont toujours payé leurs dettes au prix d'un deuxième, voire d'un troisième boulot. On a ici le sentiment de vivre quand on a de l'argent, c'est-à-dire quand on n'en a plus le temps¹⁷.

Des analystes tentent d'évaluer la véritable richesse de l'Islande aux grands moments de sa croissance et se demandent s'il ne s'agissait pas plutôt d'un système organisé de pauvreté cachée par des prix excessifs. Alastair Begg écrit dans *The Herald*, à la suite d'un séjour sur l'île : «the cost of living and property was so high that families were obliged to have two substantial salaries coming in to maintain any standard of living¹⁸». Ainsi, la facilité

15. Gerry Braiden, «Icelandair suspends all Scottish flights amid downturn», *The Herald* (Glasgow), 27 octobre 2008.

16. Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

17. Gérard Lemarquis, «L'Islande au bord du gouffre», *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

18. Alastair Begg, «Problem of "hidden poverty" in Iceland», *The Herald* (Glasgow), 22 octobre 2008.

à obtenir du crédit et une culture généralisée de l'hypothèque ne pouvaient qu'aboutir à une crise économique, sociale et morale. Dans son article intitulé « Naufragés d'Islande », Élise Vincent écrit :

Jusqu'à la banqueroute, le crédit était presque une religion, en Islande. Prêt pour le 4 × 4, prêt pour la cuisine, la télévision. Quand les enfants voulaient acheter une maison, ils hypothéquaient celle des parents. Toutes les cartes de crédit étaient à débit différé et tout se payait avec : les cigarettes comme le pain¹⁹.

Quelles leçons tirer de cette obsession de l'argent ? Interrogeant le romancier Arnaldur Indriðason, Peter Gumbel évoque la fragilité humaine qui s'ensuit d'une telle obsession : « "I don't think Iceland realized where the money was really coming from," he says, "or how fragile it all was"²⁰. » Insouciance, fragilité, impression d'un monde qui s'éteint : « The financial crisis, écrit John Lloyd dans le *Financial Times*, carries whispers of vulnerability, global and personal²¹. » La morale de cette défaite se reflète ainsi dans les repentirs des Islandais au lendemain de cette drôle de « fête ». Un sentiment de grande fragilité est perceptible dans leurs témoignages qui évoquent les excès de cette période subitement évanouie. Une femme témoigne ainsi au journaliste du *Guardian* : « It is just unimaginable. [...] We've all been living ahead of ourselves, so in many ways this was inevitable. People here have been so obsessed with money. Iceland is like a *nouveau riche* country²². » La crise, en bout de piste, n'est pas que financière : elle bouleverse les valeurs et les assises sociales au point de déboucher en une crise morale, voire spirituelle, à tout le moins identitaire, qui pousse les Islandais à s'interroger sur leurs aspirations au bonheur et les voies qui y mènent.

19. Élise Vincent, « Naufragés d'Islande », *Le Monde*, 24 octobre 2008, cahier Horizons, p. 21.

20. Arnaldur Indriðason, cité par Peter Gumbel, « Iceland: the country that became a hedge fund », *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

21. John Lloyd, « How to survive the end of "civilisation" », *Financial Times*, 29 novembre 2008.

22. Sigríður Dögg Audunsdóttir, citée par David Teather, « Icelandic government battles to save the economy », *The Guardian*, 6 octobre 2008.

6

De libres artistes

Björk et Olafur Eliasson

« Any colonisation isn't a good idea. »

Björk, citée dans *The Australian*,
10 janvier 2008¹

Pour bien des journalistes étrangers, l'Islande est d'abord et avant tout connue par le biais de ses grands artistes: au premier chef, la chanteuse Björk, dont les déclarations aux médias au cours de 2008 témoignent de l'évolution du désarroi de son pays, passant d'un universalisme planant à un appel au service national. D'autres artistes représentent également l'Islande, qu'ils soient du monde de la musique, tels Sigur Rós, Múm, GusGus et Emilíana Torrini, ou du monde des arts visuels, comme le grand sculpteur Olafur Eliasson (né au Danemark, d'origine islandaise et vivant à Berlin), dont *The Australian* écrit qu'il est devenu à l'étranger l'égal de Björk: « The Icelandic has joined singer Björk as his nation's most famous export². »

1. Björk, citée par Matthew Westwood, « Made to mingle with electricity », *The Australian*, 10 janvier 2008.

2. Rachel Campbell-Johnston, « Wrys and falls of a natural showman », *The Australian*, 1^{er} mai 2008.

Les artistes islandais jouent volontiers le jeu de l'exotisme nordique – au grand plaisir des journaux étrangers, qui s'en abreuvent. Un exemple parmi tant d'autres : un article du journal *Le Devoir* intitulé « L'Islande, véritable geyser musical³ », évoque les paysages, les volcans, les fjords comme sources de l'inspiration des musiciens islandais. Évoquant Lárus Jóhannesson, acteur important de la scène musicale islandaise, le journal rapporte qu'« il faut passer l'hiver [là-bas] pour comprendre pourquoi [...] la pratique de la musique [y] est courante dès l'enfance⁴ », comme si les longues nuits noires de l'hiver islandais pouvaient générer des vocations. Ces références à l'imaginaire du Nord se retrouvent souvent dans les présentations des artistes de l'Islande. Par exemple, on dit de la tournée islandaise du groupe Sigur Rós : « [They] performed free shows across the Nordic country—on fields and in caves, in deserted fish plants and far-flung community halls⁵. » De même, une critique de l'installation du collectif Icelandic Love Corporation – qui se joue justement des éléments arctiques – décrit une scène où « three women dressed themselves in furs and jewels to imagine a world where cold had become so rare that Arctic landscapes [are] now only playgrounds for the rich⁶ ». Ce type de références, truffées de clichés, lieux communs et formules attendues sur le Nord et son influence sur ses habitants, est repris par l'artiste écologiste Olafur Eliasson, dont la relation au territoire est présentée comme en lien naturel avec les particularités nordiques de l'Islande, en harmonie avec le climat et le paysage, dans une parfaite symbiose artistique : « It's not esoteric or spiritual or particularly existential. It's pretty physical, actually⁷. » L'artiste se plaint des restrictions que cette interprétation nordique impose à la compréhension de la complexité de son travail. Il déclare ainsi, avec une pointe d'ironie : « You can barely talk about the Nordic landscape without the Ministry of Culture launching a campaign⁸. »

3. [Anonyme, source AFP], « L'Islande, véritable geyser musical », *Le Devoir*, 16 juin 2008.

4. *Ibidem*.

5. Jennifer van Evra, « Seven days. Your guide to the week's entertainment », *The Globe and Mail*, 14 avril 2008, p. R-5.

6. Kate Taylor, « An art collective's SOS », *The Globe and Mail*, 22 avril 2008, p. R-2.

7. Olafur Eliasson, cité par Rachel Campbell-Johnston, « Wrys and falls of a natural showman », *The Australian*, 1^{er} mai 2008.

8. *Ibidem*.

Au cours de l'année, à mesure que la crise s'intensifie et qu'elle retient l'attention, les médias étrangers s'attardent moins au caractère naturel et nordique de l'art islandais, et plus à des questions politiques. L'identité nationale, auparavant décrite par les artistes comme étant rétrograde et devant être remplacée par un universalisme nourri de préoccupations sociales et environnementales, revient en force dans leurs discours. Jusqu'en juillet 2008, on rencontre souvent dans les journaux étrangers des déclarations, telles celles de Lárus Jóhannesson, selon lesquelles l'Islande serait un creuset artistique unique, par la petitesse du pays et par sa situation géographique, «à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe⁹», dans une sorte de *no man's land* flexible. On retrouve aussi des annonces de concerts à saveur écologiste, comme celle du «Nattura» organisé en collaboration avec la National Geographic Society, et, bien sûr, les allégations de Björk à l'effet qu'elle est d'abord une citoyenne du monde, avant d'être Islandaise. Elle déclare ainsi en janvier au journaliste de l'*Australian* : «with globalisation and everything, being from one country and having that particular one sound of whatever your nation represents... is not true. There's no such thing any more¹⁰.»

Cette période d'avant la crise est aussi celle où les artistes islandais, perçus d'abord comme étant écologistes, inspirés par la nature et aspirant à vivre en harmonie avec leur environnement, se permettent d'audacieuses prises de position, parfois reçues avec scepticisme. C'est ce qui arrive lorsque Björk déclare que son pays devrait refuser les effets de l'ère industrielle pour passer directement à l'ère numérique... laissant ainsi aux autres le soin de la fabrication industrielle de ce que consomment les Islandais : «A lot of Icelanders feel we should bypass the industrial age and go straight into the 21st century¹¹.» Olafur Eliasson, de son côté, dénonce l'esprit de consensus scandinave, qui nuirait au sens critique : «That's what's so worrying about Scandinavia: that people are all the same and they are not worried about it¹².» En mars, *Le Monde* rapporte que Björk a déclenché une tempête diplomatique entre la Chine et l'Islande, lors d'un concert à Shanghai,

9. Lárus Jóhannesson, cité dans [Anonyme, source AFP], «L'Islande, véritable geyser musical», *Le Devoir*, 16 juin 2008.

10. Björk, citée par Matthew Westwood, «Made to mingle with electricity», *The Australian*, 10 janvier 2008.

11. Björk, citée par Tony Naylor, «Is this it?», *The Guardian*, 5 juillet 2008.

12. Olafur Eliasson, cité par Rachel Campbell-Johnston, «Wrys and falls of a natural showman», *The Australian*, 1^{er} mai 2008.

alors qu'elle a dédié au Tibet sa chanson *Declare Independence*, écrite à l'origine en référence au Groenland et aux îles Féroé¹³. Ce n'est pas la première fois que la chanteuse dénonce le colonialisme, comme la longue occupation danoise de son pays¹⁴: « Any colonisation isn't a good idea, it doesn't matter which nationality¹⁵. » Selon elle, la colonisation laisse toujours des traces, et la société et la culture islandaises en seraient encore imprégnées: « it's a lack of confidence. When you're a colony for so long, you feel like a second-class citizen¹⁶. »

Malgré tout, Björk revient au chevet de son pays pendant la crise. En décembre, les journaux du monde annoncent que la chanteuse veut « participer à la guérison de l'économie islandaise¹⁷ » en favorisant un retour à ses « racines vertes¹⁸ » par la mise sur pied d'un fonds d'investissement. Ce geste témoigne d'un changement d'attitude chez l'artiste, entre les déclarations universelles détachées de l'identité nationale du début de l'année et un profond attachement à l'Islande durant la crise. À l'étranger, pourtant, ce revirement provoque des railleries. Un journaliste de *Gawker*, Owen Thomas, révèle dans un article intitulé « Can Björk save a ruined Iceland? » que l'idée de la création de ce fonds a reçu l'appui d'une ex-dirigeante de la banque Kaupþing... « Björk will offer startups they invest in “emotional capital”. Couldn't they get the same benefit by just playing her CDs nonstop¹⁹? » D'autres, par contre, se réjouissent des déclarations des artistes islandais pendant la crise. Les médias français y voient un effet bénéfique: « [la crise] a réveillé ses placides habitants! Et plus particulièrement les artistes, qui se sont lancés dans une contestation inédite sur l'île²⁰. »

13. [Anonyme, source AFP], « L'ambassade de Chine en Islande proteste contre la chanteuse Björk », *Le Monde*, 8 mars 2008, cahier Culture, p. 24.

14. L'Islande a été sous domination danoise pendant six siècles, jusqu'en 1944.

15. Björk, citée par Matthew Westwood, « Made to mingle with electricity », *The Australian*, 10 janvier 2008.

16. *Ibidem*.

17. [Anonyme, source AFP], « La chanteuse Björk crée un fonds pour “guérir l'économie islandaise” », *Le Monde*, 20 décembre 2008, cahier Économie, p. 15.

18. *Ibidem*.

19. Owen Thomas, « Can Björk save a ruined Iceland? », *Gawker*, 24 décembre 2008.

20. Nicolas Delesalle, « Les révoltés du geyser », *Télérama*, n° 3086, 8 mars 2009.

Loin des places boursières et des cabinets bancaires, les artistes offrent au monde une image de l'Islande complexe, appréciée et bien connue. Toutefois, la déroute de l'économie islandaise finit par changer les discours de ces artistes; les aspirations à l'universalité font place à un certain repli identitaire, ce qui semble être inévitable en temps de crise.

7

L'humour

Ctrl-Alt-Del.

Welcome to Iceland 2.0

«Icelanders collapse in laughter.»

Financial Times, 28 novembre 2008¹

L'humour, avec tout ce qu'il comporte de vérité et de révélation, s'insère ici et là, heureusement et pleinement, dans le discours médiatique étranger sur l'Islande au moment de la débandade économique. À sa façon, l'humour relaie la crise et permet de s'en distancer, tout en donnant un point de vue qui serait interdit autrement dans un article formel. L'humour anglais, islandais, américain et allemand, entre autres, se joue tour à tour des événements qui surviennent en Islande, souvent afin de rassurer les lecteurs sur leur propre situation. Comme l'écrit avec un pinçant humour britannique le quotidien populaire *The Daily Mail*, après avoir déploré l'état de l'économie en Angleterre : «Are you depressed by the financial meltdown? [...] things could be worse – we could be in Iceland?» Comparer son état

1. David Ibison, «Icelanders collapse in laughter», *Financial Times*, 28 novembre 2008.

2. *The Daily Mail*, cité dans [Anonyme], «It could be worse—you could be in Iceland», *The Guardian*, 8 octobre 2008.

avec plus malheureux que soi allège bien sûr le poids de sa propre situation : «Iceland instantly became the only nation on earth that Americans could point to and say: “Well, at least we didn’t do *that*»³ », écrit Michael Lewis dans «Wall Street on the tundra», publié dans *Vanity Fair*. Mais il arrive que la comparaison se renverse... Ainsi, le *Financial Times* se joue de la déroute récente de la banque britannique Northern Rock, disant espérer avec les Islandais que : «this northern rock [Iceland] will be more resistant to the credit crunch than the U.K. bank»⁴.

Les blagues sur l'Islande ne disent pas nécessairement faux : elles exagèrent, elles grossissent, elles mettent en scène le ridicule de la situation fâcheuse dans laquelle se trouve le pays, mais elles le font bien souvent avec une fine connaissance des enjeux. En voici quelques exemples parmi les meilleures, retrouvées dans des articles dont le sujet principal n'est pas nécessairement l'Islande, autre preuve que la situation de ce pays fait désormais partie du discours commun :

What is the capital of Iceland? About five euros⁵.

The 2009 Mercedes-Benz SL63 [is] a car for performance nuts whose bank accounts are filled to overflowing. You can safely assume those bank accounts aren't in Iceland⁶.

Record unemployment levels have been announced today as the Credit Crunch tightens its grip. Worst hit sectors are the construction trade and the Icelandic bank robbers⁷.

An Icelander asks a Swiss official why a landlocked country needs a Minister of Fisheries. The Swiss official looks at the Icelander and asks : «Why do you have a Minister of Finance»⁸ ? »

3. Michael Lewis, «Wall Street on the tundra», *Vanity Fair*, avril 2009.

4. Tom Braithwaite, «Falling krona exposes consumer debt», *Financial Times*, 7 octobre 2008, p. 5.

5. Ou 3,50 \$, comme l'écrivent d'autres auteurs. Citée ici par Ralph Atkins, «Germans take the credit for crisis jokes», *Financial Times*, 24 décembre 2008, p. 3.

6. Jeremy Cato et Michael Vaughan, «Luxury cars», *The Globe and Mail*, 25 novembre 2008, p. F-8.

7. Citée sur le site <listverse.com/2008/10/16/20-hilarious-credit-crunch-jokes>, consulté en juillet 2009.

8. Greg Burns, «Financial fiasco fires up Iceland's ire, civic unrest», *The Chicago Tribune*, 2 janvier 2009.

À ces blagues, il faut ajouter les multiples allusions au vocabulaire du Nord, de l'Arctique et du froid, qui permettent plusieurs jeux de mots dans les titres et le contenu des articles. Par exemple, *The Sunday Times* publie un article au titre évocateur, «Iceland: frozen assets», dans lequel le chroniqueur A.A. Gill ironise en écrivant: «[Iceland is] the first victim of the economic ice age⁹.» Le positionnement géographique et la situation économique de l'Islande se superposent; ainsi, un journaliste écrit dans *The Australian*: «Iceland is melting down, but it has nothing to do with global warming¹⁰.» Par cette double identification, comme l'écrit *The Chicago Tribune*, les Islandais sont devenus l'objet – le cœur, même – de plusieurs plaisanteries: «the punch line in jokes about credit freezes, economies on ice and financiers being thrown into “the cooler¹¹”.»

Il ne faut certes pas oublier dans ce florilège la désormais célèbre mise à l'encan par un plaisantin anglais de l'Islande tout entière sur le site de ventes aux enchères eBay, avec un prix de départ de 99 pence. Les offres se sont succédé pour ce lot farfelu jusqu'à atteindre le prix de dix millions de livres. Présentée comme «une occasion unique d'acquérir un pays d'Europe du Nord», cette blague a été rapportée dans les journaux du monde entier. Sur le site de eBay, certains internautes ont commenté l'offre de façon humoristique: «At this price, Björk is not included», «Question—Do you have it in any other colours than white? Answer—How did you want it: in the red¹²?»

Si l'humour permet d'alléger le poids de la crise, certaines pointes s'avèrent cruelles et rouvrent d'anciennes blessures. Le plus féroce exemple d'humour anglais sur la crise islandaise provient probablement d'un billet satirique du *Financial Times* à propos de la prise de possession de l'île par

9. [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

10. Christian Kerr, «Signs of success are sunk in mire», *The Australian*, 9 octobre 2008.

11. Greg Burns, «Financial fiasco fires up Iceland's ire, civic unrest», *The Chicago Tribune*, 2 janvier 2009.

12. Cités dans [Anonyme], «Iceland for sale on eBay for 99p», *The Daily Telegraph*, 10 octobre 2008.

l'Allemagne, malgré l'opposition du Danemark au nom d'un droit colonial pas tout à fait éteint. Voici donc la supposée dépêche de la série « Note book » signée par Robert Shrimley et intitulée « Saving Iceland » :

The ECB [European Central Bank] therefore opened its discount window to Iceland, allowing it to borrow funds posted against German collateral. As part of the deal Germany gets to annex Iceland for the knockdown price of 2 krona a share—giving it an equity value of \$250m—and all but wiping out the country's shareholders. Investors are said to be furious, claiming that Reykjavik alone is worth \$10bn. The deal is an attractive one for Germany, which has long wanted its own pure fish play and now acquires Iceland's prime fisheries unit for next to nothing. However, the move has enraged Denmark, which claims pre-emption rights over the Iceland fund it ran until 1944. It has threatened legal action unless it is given first refusal over the isle. Officials are now trying to broker a sale and leaseback arrangement under which Denmark leases Iceland to Germany for a nominal sum while retaining its claim¹³.

Si on trouve de la raillerie dans le discours étranger sur l'Islande, on peut aussi y décerner une fascination certaine envers la capacité des Islandais à se moquer d'eux-mêmes et à faire preuve de résilience face à la crise. Dans un article intitulé « Icelanders collapse in laughter », David Ibison du *Financial Times* écrit : « there may not seem much to laugh about in Iceland. But Icelanders take pride in their darkly ironic sense of humour¹⁴. » Un journaliste du *Chicago Tribune* est également d'avis que malgré tout ce qui les entoure : « Icelanders still indulge in dark humor about their plight¹⁵ ». Les exemples en ce sens foisonnent, émanant directement d'Islandais : le concessionnaire des voitures Porsche, se désolant du déclin de ses ventes, affirme se réjouir de posséder également la concession pour les Chevrolet¹⁶ ; ou cet électricien sans emploi qui se confie : « When he has finished here, écrit *The Sunday Times*, he is going abroad to find work—“Poland, probably”—and

13. Robert Shrimley, « Saving Iceland », *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 14.

14. David Ibison, « Icelanders collapse in laughter », *Financial Times*, 28 novembre 2008.

15. Greg Burns, « Financial fiasco fires up Iceland's ire, civic unrest », *The Chicago Tribune*, 2 janvier 2009.

16. Rapporté par Mark Landler, « Credit crisis triggers downturn in Iceland », *The New York Times*, 17 avril 2008.

he smiles a crooked Icelandic smile¹⁷»; ou encore ce financier qui imagine l'avenir de son pays comme le Cuba d'aujourd'hui: «In 30 years' time, there will be 30-year-old Range Rovers driving around¹⁸.»

L'humour n'allège pas la crise, mais il permet de mieux l'accepter. Comme le suggérait un manifestant de Reykjavík par la formule: «Ctrl-Alt-Del. Welcome to Iceland 2.0¹⁹», plusieurs souhaiteraient faire table rase des dernières années d'excès et recommencer à neuf, comme si de rien n'était. À tout le moins, la moquerie permet d'oublier le marasme, le temps d'un éclat de rire.

17. [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

18. David Ibison, «Icelanders see Icarus-like plunge of greed», *Financial Times*, 23 octobre 2008.

19. Texte observé sur l'affiche d'un manifestant à Reykjavík au printemps 2009, tel que rapporté par Jonas Moody, «The Republic is dead. Long live the Republic!», *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.

Deuxième

PARTIE

LA FAILLITE

De nombreux avertissements

Une déroute prévisible

« Warnings about this sorry end had been coming from many different sources for months. »

Iceland Review, printemps 2009¹

Pendant la crise, plusieurs journalistes insistent sur le caractère soudain et imprévisible de ce qui arrive en Islande. Un bref retour en arrière montre pourtant que des avertissements fusaient de toutes parts depuis plusieurs mois. En fait, dès le début de l'année 2008, les agences de notation financière lancent les premiers avertissements concernant l'Islande sous la forme de baisses de la valeur de leurs cotes. En janvier, Moody's annonce qu'elle considère la cote attribuée à ce pays – jusque-là excellente: AAA – à la croisée des chemins: « because of the perceived fragility of the country's banks² ». En février, l'agence rappelle que les banques islandaises sont fragiles. Puis, en mars, elle donne une mention négative au pays tout entier,

-
1. Bjarni Brynjólfsson, « The pots and pans revolution », *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.
 2. David Ibison, « Moody's blows hot and cold on Iceland », *Financial Times*, 29 janvier 2008, p. 41.

ce qui fait dire à David Ibson: «it is gradually losing confidence in the ability of the nation to avoid a banking crisis³». Plusieurs commentaires témoignent alors de sérieuses appréhensions. *Le Monde* avertit que la démesure menace l'équilibre financier islandais, puisque «le secteur bancaire local détient désormais des actifs représentant huit fois le produit intérieur brut de l'Islande⁴». Dans *The Financial Mail* (Afrique du Sud), Simon Watkins écrit: «These banks [Landsbanki, Kaupþing] are now seen as the most unsafe in the developed world⁵.» En avril, Standard & Poor's désigne l'Islande, avec l'Estonie et la Lettonie, comme: «the most vulnerable European countries to a global slowdown⁶», tandis que l'agence Fitch émet de sérieux doutes sur la stabilité du système bancaire islandais, avec pour conséquences: «Investors panicked, and the currency and the stock market both plunged 25% in a matter of days⁷.»

Sans céder à la panique, mais avec lucidité, David Teather trace au même moment dans *The Guardian* un portrait sombre et sans complaisance de l'état de l'économie islandaise:

Risk-averse investors have begun pulling out. Since the beginning of the year, the Icelandic krona, the smallest independent currency in the world, has fallen by 25%. The main stockmarket index has fallen by about 40% from its peak last summer, inflation in the overheated economy is running at 6.8% and interest rates reached 15.5% last week. The country has also been running a large trade deficit, partly because of rampant consumer spending⁸.

Avec de tels propos, il semble difficile de ne pas saisir un certain sentiment d'urgence et le danger d'une dégringolade plus grave encore. *The New Yorker* rapporte que les inquiétudes sont partagées: «many people suggest that [Iceland] could become the “first national casualty” of the

-
3. David Ibson, «Moody's poised to downgrade Iceland», *Financial Times*, 6 mars 2008, p. 27.
 4. George Hay, «L'Islande, victime du “credit crunch”», *Le Monde*, 8 mars 2008, cahier Économie, p. 18.
 5. Simon Watkins, «Iceland's banks top “riskiness league”», *The Financial Mail*, 16 mars 2008.
 6. Robert Anderson, «Fears grow of Baltic states's addiction to external capital», *Financial Times*, 18 avril 2008, p. 25.
 7. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.
 8. David Teather, «Iceland first to feel the blast of global cooling», *The Guardian*, 17 avril 2008.

ongoing credit crunch⁹». De son côté, le *Financial Times* fait état en juin, parmi ses nombreuses dépêches sur l'Islande, de «growing fears that its overheating economy is about to slip into recession¹⁰». Les spécialistes commencent donc à être inquiets dès le milieu de l'été: «analysts said there were reasons to be nervous about the health of the country's large banks¹¹».

Les agences de notation financière ne sont pas les seules à lancer rapidement des avertissements. Des économistes réputés avaient affirmé avant la crise que la situation deviendrait intenable pour l'Islande si une crise majeure survenait. Par exemple, en 2006, Frederic S. Mishkin, professeur à l'Université Columbia et ancien économiste de la Réserve fédérale américaine, publie un rapport intitulé *Financial stability in Iceland* pour le compte de la Chambre de commerce d'Islande. Bien que le gouvernement islandais et les banques se soient servis de ce rapport pour convaincre les investisseurs étrangers de la stabilité de leurs actifs, les propos de Mishkin ne sont pas aussi optimistes qu'ils ont alors voulu le prétendre. Il remarque notamment qu'il suffirait d'une crise de confiance parmi les investisseurs pour que tout s'écroule: «they could create a self-fulfilling prophecy by massively pulling out of Icelandic assets¹²». Cette «prophétie», comme l'écrivit *BusinessWeek* en octobre 2008: «just came true¹³».

En 2007, l'économiste Robert Wade prononce à Reykjavík une conférence dans laquelle il met en garde contre les faiblesses de l'échafaudage financier mis en place en Islande. De même, dans leur analyse d'avril 2008 – mais rendue publique uniquement en octobre 2008 –, Willem H. Buiter et Anne Sibert écrivent: «it was not the drama and mismanagement [...] that brought down Iceland's banks. Instead it was absolutely obvious [...] that its banking model was not viable¹⁴». Enfin, dans une conférence donnée à Reykjavík en mai 2008, l'économiste américain Robert Aliber avertit son

-
9. James Surowiecki, «Iceland's deep freeze», *The New Yorker*, 21 avril 2008.
 10. David Ibbison *et al.*, «Rise in CDS spreads fuels Iceland fears», *Financial Times*, 26 juin 2008, p. 25.
 11. Sarah O'Connor, «Icelandic banks' 1,000bp CDS», *Financial Times*, 22 juillet 2008, p. 39.
 12. Frederic S. Mishkin, cité par Kerry Capell, «The stunning collapse of Iceland», *BusinessWeek*, 9 octobre 2008.
 13. Kerry Capell, «The stunning collapse of Iceland», *BusinessWeek*, 9 octobre 2008.
 14. Willem H. Buiter et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.

auditoire du climat d'urgence dans lequel s'est placé le pays. Dans son langage coloré, il dit alors : «I give you nine months. Your banks are dead. Your bankers are either stupid or greedy. And I'll bet they are on planes trying to sell their assets right now¹⁵.»

Compte tenu de l'enthousiasme suscité par l'expansion de l'économie islandaise, on peut se demander si les avertissements d'une crise à venir pouvaient vraiment être entendus, avant que les problèmes des institutions financières prennent de l'ampleur à l'automne. Certains journalistes doutent de la volonté qu'avaient les autorités islandaises de révéler – ou même de connaître – le danger réel qui menace le système financier de leur pays, notamment par la crainte que cette information ne plombe définitivement les marchés. En mai, Cliff Tan écrit dans le *Financial Times* : «Nordic banks must not mistake camouflage for cover¹⁶.» Après coup, Peter Gumbel rappelle la nonchalance avec laquelle le chef de l'autorité des marchés financiers islandaise, chien de garde du milieu bancaire, voyait la situation en août : «“The banks are solid and can withstand considerable financial shocks,” [Jónas Jónsson] noted enthusiastically. Less than six weeks later all three banks were defunct¹⁷.» Ainsi, en octobre, Willem H. Buiter et Anne Sibert révèlent que s'ils n'ont pas divulgué leur analyse des faiblesses du système financier islandais plus tôt, ce fut pour satisfaire à la demande de leurs collègues islandais : «In April and July 2008, our Icelandic interlocutors considered our paper to be too market-sensitive to be put in the public domain and we agreed to keep it confidential¹⁸.» Tous ces cas confirment le camouflage de la situation réelle du pays ou, à tout le moins, le désir de ne pas *vouloir savoir*.

Après coup, il devient facile de retrouver à rebours les signes qui auraient dû alerter les gouvernants, les financiers et le public. Même la Banque centrale d'Islande, pourtant au centre de ce fiasco, l'admet en février

-
15. Robert Aliber, cité par Michael Lewis, «Wall Street on the tundra», *Vanity Fair*, avril 2009.
 16. Cliff Tan, «Nordic banks must not mistake camouflage for cover», *Financial Times*, 30 mai 2008, p. 8.
 17. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.
 18. Willem H. Buiter et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.

2009 dans un rapport sobrement intitulé «The banking crisis in Iceland in 2008», allant même jusqu'à identifier la présence d'avertissements trois années auparavant :

The banks attracted international attention late in 2005 and early in 2006. [...] The criticism was wide ranging, targeting the banks' growth pace, risk appetite, low deposit ratios and high dependence on borrowed funds, as well as cross ownership, lack of transparency, and so on¹⁹.

Cet aveu de ceux à qui il aurait dû revenir de s'inquiéter quelques semaines plus tôt de ces irrégularités donne un peu le vertige. Après la crise, le magazine *Iceland Review* y va lui aussi d'accusations envers ceux qu'il célébrait un an auparavant. S'inspirant des propos d'un expert finlandais, Bjarni Brynjólfsson écrit au printemps 2009 : «our banks were bound to fail and [...] our bankers broke almost every rule in the book about sound and careful banking. The large owners of the banks were obviously totally unfit to run them²⁰.» Mais dans l'euphorie nationaliste avec laquelle on accueillait jusqu'à l'été 2008 les conquêtes et les discours des Néo-Vikings, qui aurait pu élever une voix discordante sans se faire accuser de céder à un pessimisme néfaste ?

19. Ingimundur Friðriksson, « The banking crisis in Iceland in 2008 », *Sedlabanki.is*, 6 février 2009.

20. Bjarni Brynjólfsson, « The pots and pans revolution », *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.

2

La faillite

Le mot « Islande » devient synonyme de « crise »

« Iceland will go down in history as a textbook example of how excess credit can derail an economy. »

Financial Times, 8 octobre 2008¹

« Countries don't go bankrupt », disait dans les années 1980 un dirigeant de la Citibank américaine², en évoquant les troubles financiers des pays émergents qui fragilisaient son institution. Durant l'année 2008, les journalistes et les analystes financiers répètent que la crise a des sources – et des conséquences – qui dépassent la finance. Selon eux, il s'agit avant tout d'une crise de confiance qui rend précaire l'ensemble de l'organisation économique du monde. Le sentiment de sécurité du public envers ses institutions devient de plus en plus faible à mesure que certaines d'entre elles, parmi les plus connues et les plus réputées, ploient sous la pression de la crise, puis disparaissent. Cette confiance se détériore d'autant plus rapidement

-
1. Julian Callow, cité par Chris Giles, « Topsy-turvy logic leaves an unpalatable choice », *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.
 2. Walter Wriston, cité par Harry Koza, « Citygroup's toxic assets should prolong any rescue attempt », *The Globe and Mail*, 28 novembre 2008.

que les États qui doivent réguler et assurer la pérennité des dépôts et des épargnes montrent des signes de faiblesse. Comme le dit un économiste cité par *The International Herald Tribune* en octobre 2008 : « There is no such thing as a safe bank now. They are only as safe as the authorities make them³. » La crise fait non seulement tomber des institutions financières, elle menace même des gouvernements et des pays tout entiers.

Le tragique de la « faillite » de l'Islande vient du fait qu'elle a pour origine une déclaration émotive faite à la télévision nationale par le premier ministre Geir Haarde le soir du lundi 6 octobre 2008. C'est pour expliquer la situation particulière qui a forcé son gouvernement à confier à l'autorité des marchés financiers islandaise le pouvoir de contrôler les banques que Haarde justifie ainsi la position de son pays : « We were faced with the real possibility that the national economy would be sucked into the global banking swell and end in national bankruptcy⁴. » Souhaitant rassurer ses compatriotes, les financiers et le reste du monde, Haarde a au contraire déclenché une réaction en chaîne aux lourdes conséquences. Il tentera, par la suite, de nuancer son propos, mais ce sera trop peu, trop tard. L'idée que le pays islandais soit au bord de la faillite – bien que techniquement, un pays ne puisse pas l'être – fera le tour du monde. Dès la nuit qui suit cette déclaration, les médias anglais, puis américains et européens se relaient la nouvelle : la crise a fait tomber un premier pays et l'Islande est en faillite nationale.

Dans la presse, cette annonce conduit à deux conséquences. D'une part, les nuances disparaissent rapidement et l'Islande *devient* un pays en faillite, au point tel que l'expression « Iceland-like bankruptcy » est appliquée à d'autres économies que l'on sait fragilisées. Les occurrences où l'Islande est présentée comme un pays qui a fait faillite (sans autre précision) parsèment les articles à l'étranger à la fin de 2008. En voici quelques exemples :

[...] now bankrupt Iceland⁵. (8 octobre)

Du coup, en Islande aujourd'hui, c'est le pays tout entier qui est en faillite⁶. (9 octobre)

3. Willem H. Buiters, cité par Carter Dougherty et Landon Thomas Jr., « Britain earmarks \$87 billion to bail out banks », *The International Herald Tribune*, 8 octobre 2008.

4. Geir Haarde, cité entre autres, dès le 6 octobre, par Tom Braithwaite, « Iceland takes emergency action », *Financial Times*, 6 octobre 2008. Je souligne.

5. Frances Williams, « US retains top competitiveness ranking », *Financial Times*, 8 octobre 2008.

6. Yves Mamou, « De la difficulté d'anticiper les crises », *Le Monde*, 9 octobre 2008, cahier Économie, p. 3.

In the past few weeks, Iceland has gone bankrupt⁷. (22 octobre)

[L'Islande] a fait banqueroute, façon Monopoly, avec comptes gelés, crédits bloqués, épargne partie en fumée⁸. (24 octobre)

Après la faillite de l'Islande, celle des pays baltes⁹? (6 novembre)

D'autre part, le gouvernement islandais tente – bien vainement – de convaincre les médias que, malgré ce qu'en a dit son premier ministre, l'Islande demeure un pays responsable, viable et solvable. L'expression de Haarde continue néanmoins de se répandre dans le monde et provoque des inquiétudes dans les autres pays. Voici par exemple ce qu'écrit une semaine après l'événement le commentateur du journal *Le Monde*, dans un article au titre évocateur : « La solvabilité des États commence à préoccuper les opérateurs » :

« Le pays pour le moment n'est pas en faillite, il ne renonce pas à ses obligations », a tenu à préciser, plus sérieusement, vendredi 10 octobre, Geir Haarde, le premier ministre islandais. Pourquoi l'État islandais serait-il plus solvable que les banques islandaises en déroute qu'il vient de nationaliser dans l'urgence? En rachetant les banques pourries et leurs actifs toxiques, ne devient-il pas lui-même pourri et toxique? La question se pose, même si c'est de façon moins aiguë, pour tous les grands pays¹⁰.

Avec la crise financière mondiale de 2008, un nouveau terme, complémentaire à celui de « faillite », se répand dans les journaux : le « bailout », traduit en français par « renflouement » ou « sauvetage financier ». Voici comment le définit le journal *The Globe and Mail* : « “Bailout” is a pretty general term that can involve many different actions. Essentially, it means helping out a company or other entity that is in danger of collapse, usually with government money¹¹. » Le terme renvoie donc à la fois au soutien d'un tiers, à l'imminence d'un danger et à l'éthique associée aux fonds publics. Le journal poursuit son explication en donnant quelques

7. Doug Saunders, « Market meltdown teaches Europe that size matters », *The Globe and Mail*, 22 octobre 2008, p. A-19.

8. Élise Vincent, « Naufragés d'Islande », *Le Monde*, 24 octobre 2008, cahier Horizons, p. 21.

9. Olivier Truc, « L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie redoutent une “faillite à l'islandaise” », *Le Monde*, 6 novembre 2008, p. 15.

10. Pierre-Antoine Delhommais, « La solvabilité des États commence à préoccuper les opérateurs », *Le Monde*, 13 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.

11. [Anonyme], « Mortgage, capital and that darn TED spread », *The Globe and Mail*, 10 octobre 2008, p. B-3.

exemples de « bailouts » qui impliquent l'organisation économique de pays tout entiers, mentionnant entre autres les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Islande. Dans ce dernier cas, le soutien viendrait de l'extérieur, par des organisations internationales (le Fonds monétaire international, par exemple), par des pays amis (les pays scandinaves, les États-Unis, voire le Royaume-Uni) ou par des pays qui auraient un intérêt, financier ou politique, à intervenir en faveur de l'Islande (la Russie, la Chine).

Aux expressions que sont la « faillite » et le « bailout » s'ajoute dans le cas islandais le « financial collapse » – l'écroulement financier. Petit pays à risque, l'Islande est vue tout au long de 2008 comme un pays dont la situation est désespérée: le gouvernement n'arrive plus à gérer la crise et l'aide étrangère – par le « bailout » – apparaît comme la seule possibilité pour éviter l'« écroulement ». Ainsi, les formules-chocs, les scénarios catastrophe, les dramatisations s'additionnent pour construire un *ethos* de la gravité et de l'urgence: « Iceland seized control of its second-largest bank yesterday, pumped capital into its largest bank and lined up an emergency infusion of cash from Russia in an increasingly desperate attempt to avoid financial collapse¹². » Pour Eric Pfanner, il ne fait aucun doute que l'Islande est en faillite:

People go bankrupt all the time. Companies do, too. But countries? Iceland was on the verge of doing exactly that on Tuesday. [...] As the meltdown in the Icelandic financial system quickened, with the government seemingly powerless to do anything about it, analysts said there was probably only one realistic option left: for Iceland to be bailed out [...]. « Iceland is bankrupt, » said Arsaell Valfellis, a professor at the University of Iceland. « The Icelandic krona is history¹³. »

Cette idée que le pays est en faillite suivra l'Islande comme un boulet, s'accrochant à son image à l'étranger au point d'incarner, pour ceux qui la connaissent peu, la seule de ce pays: celle d'une victime de la crise mondiale, d'un pays riche, mais subitement dévasté par l'endettement, d'un pays à la souveraineté menacée et surtout, d'une population humiliée devant le reste du monde.

12. [Brian Milner], « Iceland at the brink », *The Globe and Mail*, 8 octobre 2008, p. B-1.

13. Eric Pfanner, « Iceland is all but officially bankrupt », *The International Herald Tribune*, 9 octobre 2008.

Avec le temps, les commentateurs doivent cependant faire face à l'évidence : l'Islande *n'est pas* en faillite ; le pays, malgré ses difficultés, continue de fonctionner, et les scénarios catastrophe imaginés en octobre ne se sont pas réalisés. Mais cela n'oblige pas les journaux à faire des mises au point. Si les informations transmises par les médias forment un récit que l'on peut lire diachroniquement, ce récit ne répond pas nécessairement à l'obligation de vraisemblance. Une nouvelle exagérée ou même fausse est rarement démentie par la suite, sauf en cas de plainte. Ainsi, les images médiatiques des pays se forment la plupart du temps par un mélange d'approximations, de véritables et de fausses nouvelles, mais surtout par une puissante et continuelle accumulation de discours et d'expressions qui se discriminent les uns les autres dans un processus de concurrence. Ce qui émerge de cette accumulation est une image constamment renouvelée, alimentée du vrai, du faux, du vraisemblable et de l'invraisemblable. En ce sens, le cas de l'Islande n'est pas tellement différent de celui des autres pays, à l'exception près qu'il s'agit également d'un *petit pays*, donc d'un pays qui est davantage déterminé par les discours des autres que par les siens. Aussi, ce qu'on dit ailleurs finit par influencer ceux qui vivent en Islande. Jim Landers écrit en décembre : « Icelanders hide their face when you ask about the economy. "The only thing most people have ever heard about Iceland is that it went bankrupt," said political scientist Gunnar Helgi Kristinsson¹⁴. »

Cela est certes une triste façon d'accroître sa renommée dans le monde, et il faudra certainement plusieurs années pour que cette image de l'Islande puisse s'améliorer. Si le pays n'est techniquement pas en faillite financière, la perception de l'Islande est ruinée, appauvrie de ses meilleurs éléments positifs. En visite à l'étranger, la journaliste islandaise Sigríður Vigdís Jónsdóttir raconte comment elle a ressenti cette transformation, alors qu'elle a vu – pour la première fois – son pays faire les manchettes des actualités :

It wasn't so much the financial meltdown that intrigued me, but the fact that my country was getting attention. What had happened to the good old days when Icelanders were praised for electing the first female president in the world? Or when Surtsey Island appeared from the ocean in a volcanic eruption and cute stories about the sweet, little country made it around the globe? After each of those events, the

14. Jim Landers, « Iceland's road to bankruptcy was paved with U.S. ways », *The Dallas Morning News*, 10 décembre 2008.

foreign media packed its bags and left. Now, with the story of the financial collapse, there was neither a clear end, nor could we control the narrative. Foreigners were talking and writing about us, and there was nothing we could do about it. I should have seen it coming. Already before, living in Britain, I had noticed that my usual answers to the usual questions—northern lights, geothermal energy, the singer Bjork (was she an Eskimo? Was I?)—no longer worked¹⁵.

Aujourd'hui, l'Islande a peut-être choisi de ne pas oublier les causes et les effets de la crise, d'en cultiver la mémoire pour la critiquer comme un contre-exemple, de manière à ce que les générations à venir ne se voient plus séduites par de nouveaux marchands d'illusions comme les Néo-Vikings. Le monde, pendant ce temps, se préoccupe d'autres événements, mais garde en mémoire ce qui a été dit pendant les pires jours de la crise islandaise : les retours à la normale ne font jamais l'actualité. Si «Islande», le mot, venait à perdre sa qualité de synonyme de «crise», le pays, lui, est déjà passé à l'histoire : «for the time being, as Julian Callow, of Barclays Capital, says: "Iceland will go down in history as a textbook example of how excess credit can derail an economy"¹⁶»

15. Sigríður Vigdís Jónsdóttir, «Iceland! Read all about it!», *The International Herald Tribune*, 13 mai 2008.

16. Chris Giles, «Topsy-turvy logic leaves an unpalatable choice», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.

3

L'inceste économique et social

A closely knit economy

« Notons, pour les freudiens, que les entrepreneurs islandais sont soit des frères, soit une association père-fils. »

Le Monde, 9 octobre 2008¹

Les réseaux sociaux, qui facilitent dans toutes les économies la confiance, les échanges et les transactions, auraient-ils fini par miner, dans le cas de l'Islande, les bases de son miracle économique, en raison de liens trop rapprochés entre politiciens, entrepreneurs et gestionnaires? Le milieu de la finance islandais est décrit dans les journaux de Londres et de New York comme une grande famille – « the island's closely knit financial sector² » – qui, après avoir permis une extraordinaire fluidité financière, aurait conduit à un régime de faveurs et de laisser-faire posant un danger pour l'ensemble du pays: « The interconnectedness and indebtedness of the island's financial

1. Gérard Lemarquis, « L'Islande au bord du gouffre », *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

2. Chris Hugues et Sarah O'Connor, « Icelandic krona suffers amid turmoil », *Financial Times*, 20 mars 2008, p. 27.

sector [is] particularly damaging³», écrit Robert Anderson dans le *Financial Times*. Peu à peu, des relations trop étroites se seraient instituées entre les pouvoirs politique et économique, et notamment entre les financiers et ceux dont le rôle devait être d'en régulariser les actions. Dans cette île peu peuplée, où les activités financières sont concentrées en une seule ville, les rapports familiaux, amicaux, politiques et sociaux finissent par converger. Cela peut conduire à des risques de déraillement au point de vue éthique ou laisser une impression de complicité, de collusion et de laxisme. C'est du moins la perception qui en résulte à l'étranger et qui donne à croire que s'exerce en Islande une mécanique d'« économie incestueuse⁴», avec tous les écueils que cela comporte :

One of the reasons they say the financial risk was so precipitous was that the entrepreneurial pool is so small. The bankers and the regulators, the ministers and the judges are all the same people—they've known each other all their lives, their wives and their children are friends, and nobody wanted to be the one who said no⁵.

Les risques et les apparences de complicité entre les pouvoirs, de laxisme dans l'application des règles, et de collusion entre les entrepreneurs, banquiers et financiers augmentent dans une société où les liens familiaux et sociaux sont à la fois étroits et valorisés. Or, ces liens finissent par en créer de nouveaux là où il devrait plutôt y avoir des relations de concurrence et d'opposition. En Islande, « les entrepreneurs [sont] aussi souvent les principaux actionnaires des banques⁶», ce qui inquiète les milieux financiers étrangers, qui craignent une économie où : « financial institutions and companies are closely linked through shared holdings and loans⁷».

Henri Thornton écrit dans *The Australian* : « David Friedman—Milton's son—once wrote that about one thousand years ago, individuals could buy a seat in the Icelandic parliament⁸. » La situation actuelle ne peut que

3. Robert Anderson, « Glitnir funds fail to stop fear », *Financial Times*, 30 septembre 2008, p. 8.

4. « Iceland's incestuous economy » ([Anonyme], « Icelandic banks », *Financial Times*, 1^{er} février 2008, p. 14).

5. A.A. Gill, « Iceland: frozen assets », *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

6. Gérard Lemarquis, « Happés par la tourmente, les Islandais lorgnent sur l'Union européenne », *Le Monde*, 8 octobre 2008, cahier Économie, p. 11.

7. Robert Anderson et David Oakley, « Icelandic banks shares and the krona remain in front line of turmoil », *Financial Times*, 1^{er} octobre 2008, p. 27.

8. Henry Thornton, « Vexed questions », *The Australian*, 27 octobre 2008.

rappeler celle de cette époque, puisque les milieux politiques et financiers semblent encore de connivence aujourd'hui, ce qui ne manque pas de provoquer quelques manifestations: «Protest demonstrations mostly have targeted a small group of “financial vikings” who turned the banking system into a big hedge fund—with government complicity, of course⁹.» Les membres d'une même élite contrôlèrent les leviers économiques et politiques du pays en s'échangeant entre eux des faveurs: «since the beginning of the 21st century, banks and government have worked hand in glove¹⁰.» Cela finit par paraître si naturel qu'il arrive que cette familiarité soit exposée à l'étranger sans précaution aucune, comme ce fut le cas en mars 2008 à New York¹¹, alors que le patron de Baugur, Jón Ásgeir Jóhannesson, partageait avec son premier ministre, Geir Haarde, la même tribune: l'un pour vanter les mérites de ses entreprises, l'autre pour rassurer les financiers sur la solidité financière de l'Islande.

Il va de soi qu'on ne peut reprocher à l'Islande d'être trop peu peuplée ni considérer sa faible population comme l'unique source de la crise: d'autres pays de petite taille arrivent à éviter la collusion et les abus de pouvoir. Cependant, certains faits de son histoire financière récente soulèvent des questions éthiques troublantes. Le professeur anglais Robert Wade considère comme un coupable retour d'ascenseur les échanges de faveurs entre ceux qui ont libéralisé les banques et ceux qui en ont pris le contrôle:

The banks were privatised around 2000 in a hasty and politically driven process. Ownership went to people with close connections to the parties in the conservative coalition government, which had scant experience in modern banking. The central bank and the finance ministry were staffed at the top by people who preferred as light a regulatory touch as possible¹².

9. Greg Burns, «Financial fiasco fires up Iceland's ire, civic unrest», *The Chicago Tribune*, 2 janvier 2009.

10. Roger Boyes, «Skating on thin ice», *The Australian*, 10 octobre 2008.

11. Tom Braithwaite, «The fraud claims that are taking their toll on Baugur», *Financial Times*, 19 mars 2008, p. 27.

12. Robert Wade, «Iceland pays price for financial excess», *Financial Times*, 1^{er} juillet 2008.

Du Royaume-Uni, de France, des États-Unis, nombreux sont les journalistes qui dénoncent ce climat incestueux, en évoquant le « conflit d'intérêt¹³ » et la « coupable libéralité¹⁴ », y soupçonnant même parfois des jeux de passe-droits politiques :

David Oddsson privatized Iceland's banks, and in exchange the newly-rich owners of these banks ensured that Oddsson's party remained in power. Even after he stepped down, he had himself appointed as head of Iceland's Central Bank¹⁵.

À l'intérieur même des groupes financiers, de pareils mouvements incestueux commandent les déplacements à la tête de sociétés apparentées et favorisent les membres de certaines familles, dans un jeu de chaises musicales qui rend les analystes perplexes, bien qu'ils ne soient pas dupes. Tom Braithwaite décrit ainsi les effets des liens étroits et des jeux de filiales des conglomerats islandais : « [It] sounds complicated, [and] it is. The network of cross-shareholdings in Iceland, many of them held through traditionally secretive private holding entities, makes it impossible to pin down the ownership of companies¹⁶. » Dans une lettre publiée dans de grands journaux européens, la juge franco-norvégienne Eva Joly parle ainsi de « faux semblants » et de « fonctionnement clanique des institutions, cause de tous [l]es maux¹⁷ ». Cette situation provoque la méfiance envers les dirigeants : « Iceland's largely homemade crisis was created by a small group of powerful political and financial figures who literally have looted the nation's treasury¹⁸. »

Quand des voix s'élèvent pour dénoncer les liens douteux entre les pouvoirs, un contrôle de l'information s'exerce brutalement dans le but de les faire taire : c'est ainsi qu'à l'été 2009, les avocats de la banque Kaupþing envoient une mise en demeure au site Wikileaks¹⁹, pour qu'il retire de son site Web une liste des bénéficiaires de prêts accordés par la banque dans

13. Gérard Lemarquis, « L'Islande au bord du gouffre », *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

14. *Ibidem*.

15. Íris Erlingsdóttir, « Iceland is burning », *The Huffington Post*, 20 janvier 2009.

16. Tom Braithwaite, « Baugur evades Icelandic chill », *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.

17. Eva Joly, « L'Islande ou les faux semblants de la régulation de l'après-crise », *Le Monde*, 1^{er} août 2009.

18. Íris Erlingsdóttir, « Iceland—The Nordic Zimbabwe », *The Huffington Post*, 5 janvier 2009.

19. [Anonyme], « Financial collapse. Confidential exposure analysis of 205 companies each owing above €45M to Icelandic bank Kaupþing, 26 Sep 2008 », *Wikileaks*, 26 juillet 2009.

les jours précédant sa faillite en 2008. La banque intime aussi à la radio-télévision nationale islandaise (RUV) de taire l'affaire. Une fois encore, les apparences de collusion font douter de l'intégrité des institutions, comme le souligne la journaliste Héléne Bakmezian, du *Monde*, qui parle de «scandale bancaire» :

L'ordre [à la RUV] a été donné par le commissaire de Reykjavik, Rúnar Guðjónsson, dont le fils, Guðjón Rúnarsson, dirige l'Association islandaise des services financiers et joue le rôle de porte-parole des banques en faillite du pays. Détail : l'autre fils du commissaire, Frosti Rey Rúnarsson, a dirigé le département de courtage de Kaupthing²⁰.

Le climat incestueux présent dans les sphères du pouvoir en Islande cause une déréglementation générale de l'économie et de la société, toutes deux affaiblies par le manque d'équilibre entre les parties qui les composent : «it means any contagion can spread rapidly through the system²¹.» C'est ce qui est arrivé en 2008, avec des conséquences regrettables qu'on espérait toutefois minorées par les changements à la tête des institutions et de l'État. Cependant, lorsque de nouvelles révélations surgissent dans les mois qui suivent, les analystes de l'Islande se demandent avec lassitude si quelque chose a vraiment changé, comme le fait Héléne Bekmazian lorsqu'elle écrit dans *Le Monde* : «On prend les mêmes et on recommence²²?»

20. Héléne Bekmezian, «L'Islande face à un scandale bancaire de plusieurs milliards d'euros», *Le Monde*, 4 août 2009.

21. Tom Braithwaite, «Baugur evades Icelandic chill», *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.

22. Héléne Bekmezian, «L'Islande face à un scandale bancaire de plusieurs milliards d'euros», *Le Monde*, 4 août 2009.

4

Davið Oddsson et la Banque centrale d'Islande

De l'intervention politique
en économie

« His decision[s] reflected politics, technical incompetence and ignorance of markets, and his comments thereafter were highly destabilising. »

Financial Times, 13 octobre 2008¹

Le 9 février 2009, le directeur de la Banque centrale d'Islande, l'ancien premier ministre Davið Oddsson, publie sur le site officiel de la banque, en anglais, sa réponse personnelle à la demande de démission du gouvernement. Il pose alors un geste qui fait suite à plusieurs autres condamnés tant par le public que par les analystes financiers. En choisissant ainsi de régler ses comptes en public, aux yeux du monde entier, et en refusant de démissionner, non seulement il place l'État islandais dans l'embarras, mais il retarde indûment, aux yeux des journalistes étrangers, un certain retour

1. Richard Portes, « The shocking errors behind Iceland's meltdown », *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 13.

à la normale dans la gestion de l'économie de l'île. Il faudra une loi du parlement² pour mettre Oddsson à l'écart et nommer une nouvelle équipe à la tête de la Banque centrale.

Dans cette longue lettre, Oddsson raconte en détail comment le gouvernement a envoyé à sa résidence personnelle une demande de démission, reçue par sa femme dans des circonstances qui lui paraissent incongrues: «Correspondence of this type, containing poorly disguised threats against government officials, is unique, not only in Iceland but in the Western world³.» Niant toute erreur de sa part, Oddsson prétend que personne, parmi ses adversaires, n'a jamais pu le mettre en faute: «It is of great satisfaction to me that even those who desire most to attack me have been unable to find any substantive fault with my work and have actually stated that my work does not occasion criticism⁴.» Vu de l'extérieur, ce n'est pas tant ce débat politique interne qui surprend ni l'aveuglement d'un directeur mal informé des critiques publiées dans la presse, c'est surtout le fait qu'une querelle de ce genre est exposée publiquement, qui plus est, sur le site officiel de la Banque centrale du pays. Cependant, lorsque l'on s'attarde à suivre l'évolution de l'image de la Banque centrale d'Islande et de son directeur dans la presse étrangère, on se rend compte que cet épisode n'est que le dernier en date d'un malheureux mélodrame qui a entaché la réputation de l'Islande.

Tout au long de la crise, les déclarations de Davið Oddsson, reproduites dans les médias étrangers, alimentent la grogne et nuisent tant au règlement de la crise qu'à la réputation de l'Islande. Pourtant, Oddsson apparaît en tout temps convaincu d'avoir bien agi et de l'avoir fait dans le bien de son pays. À la fin octobre, il prétend qu'il a tenté de prévenir la déroute des banques, mais qu'on ne l'a pas écouté: «he [says he] repeatedly warned the heads of the banks that they were in danger but was ignored⁵».

Au printemps, Oddsson reporte le blâme sur les étrangers et prétend que le reste du monde ne comprend pas les enjeux économiques islandais. Le quotidien *The New York Times* rapporte ainsi qu'il aurait déclaré: «Much

2. Stefán Kristinnsson, «Icelandic Central Bank governors fired by parliament», *Groundreport*, 26 février 2009.

3. Davið Oddsson, «Letter to the Prime Minister of Iceland», *Sedlabanki.is*, 9 février 2009.

4. *Ibidem*.

5. David Ibson, «Oddsson defends role in Iceland's collapse», *Financial Times*, 23 octobre 2008.

of the dialogue about Iceland is based on a misunderstanding about our economy⁶. » Quant au *Financial Times*, il reproduit de nombreuses déclarations de ce genre, dans lesquelles Oddsson affirme que : « [some] “dishonest brokers” were behind the country’s problems⁷ », ou encore : « Iceland was the victim of an assault, [...] “a final attempt to tear the Icelandic financial system down”⁸. » Ces affirmations sont reçues avec un sourire en coin par les analystes financiers. Au cœur de la crise, Oddsson accuse ses collègues des autres banques centrales, eux-mêmes aux prises avec des problèmes à cause de l'économie mondiale chancelante, de refuser de faire plus d'efforts pour l'Islande : « Mr Oddsson believes their refusal contributed to the collapse⁹. » Dans une conférence donnée à la chambre de commerce d'Islande et rapportée par le *Financial Times*, il va même jusqu'à faire des déclarations qui mettent en jeu la sortie de la crise de son pays : « The comments by Mr Oddsson [...] could undermine planned legal action by Reykjavik against the UK government¹⁰. » Enfin, se croyant à l'abri des regards extérieurs, dans une entrevue donnée en islandais à la télévision nationale RUV, Oddsson accuse les banquiers islandais d'avoir agi sans considération et il avertit que l'État ne leur viendra jamais en aide. Malheureusement pour lui – et pour l'Islande –, *The Wall Street Journal* traduit une semaine plus tard ces propos, qui ont l'effet d'une bombe : « we do not intend to pay the debts of the banks¹¹ ».

Les médias étrangers reprochent à Oddsson plusieurs de ses gestes posés pendant la crise, certains prétendant même qu'il aurait accentué la déroute de l'économie islandaise par des actions inconséquentes. Dans leur analyse financière, Willem H. Buiter et Anne Sibert l'accusent d'irresponsabilité : « a number of policy mistakes were made by the Icelandic authorities, especially by the governor of the Central Bank of Iceland, David

-
6. Davið Oddsson, cité par Mark Landler, « Credit crisis triggers downturn in Iceland », *The New York Times*, 17 avril 2008.
 7. David Ibson, « Iceland inflation hits six-year high », *Financial Times*, 29 mars 2008, p. 2.
 8. David Ibson, « Iceland counters alleged attacks », *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 6.
 9. David Ibson, « Oddsson defends role in Iceland’s collapse », *Financial Times*, 23 octobre 2008.
 10. David Ibson, « Iceland thaws over clash with UK », *Financial Times*, 23 novembre 2008.
 11. Davið Oddsson, cité dans [Anonyme], « Excerpts: Iceland’s Oddsson », *The Wall Street Journal*, 17 octobre 2008.

Oddsson¹²». Selon l'AFP, la rapide nationalisation des banques imposée par Oddsson serait l'une des erreurs qui ont précipité la crise¹³. Peter Gumbel commente quant à lui le comportement du gouverneur dans les relations avec le Royaume-Uni, qui a conduit à une série d'impairs: «Oddsson's erratic behavior [...] compounded Iceland's financial and diplomatic problems. [...] Oddsson continued to flip-flop¹⁴.»

Le personnage controversé de Davið Oddsson – qui n'est pas économiste de formation – ne laisse ainsi jamais indifférente la presse étrangère. Peter Gumbel rappelle que son parcours en fait l'une des plus importantes figures publiques en Islande: «A one-time actor and producer of radio comedy shows, Oddsson, 60, was elected mayor of Reykjavik while in his early 30s and went on to become Iceland's longest-serving Prime Minister, in office from 1991 to 2004¹⁵.» Les politiques néolibérales qu'il met en place – «[he] modeled himself on Britain's Margaret Thatcher¹⁶» – donnent le signal d'un désengagement de l'État et constituent le ferment d'une hausse du niveau de vie en Islande. Le portrait sans nuances qu'on trace de la période précédant son mandat est sans équivoque: «Iceland used to be one of Europe's poorest countries, a bleak place that survived mostly on fishing revenue and the occasional adventurous tourist who came to bathe in the natural hot springs or explore the moonlike lava fields¹⁷.»

Toutefois, la richesse tirée de ces réformes s'est par la suite révélée factice, puisqu'elle était soutenue par des emprunts démesurés de la part des entreprises et des banques, comme le soutient *The Globe and Mail*:

during his long tenure as Prime Minister [...] the government privatized the banks, slashed taxes and introduced radical free-market reforms, setting the stage for an economic boom and explosive, debt-fuelled expansion of the financial sector¹⁸.

12. Willem H. Buiter et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.

13. [Anonyme, source AFP], «Crise. L'Islande nationalise ses banques à marche forcée», *Le Devoir*, 10 octobre 2008.

14. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

15. *Ibidem*.

16. *Ibidem*.

17. *Ibidem*.

18. Brian Milner, «IMF demand forces Iceland to raise rates», *The Globe and Mail*, 29 octobre 2008, p. B-14.

Aussi, les rapports entre Oddsson et les Néo-Vikings alimentent des soupçons. En effet, ces derniers se sont enrichis grâce à la privatisation des banques et à la déréglementation financière qu'Oddsson a mises en place. Certains y voient un retour d'ascenseur: «David Oddsson privatized Iceland's banks, and in exchange the newly-rich owners of these banks ensured that Oddsson's party remained in power¹⁹.» La BBC croit que la nomination politique des dirigeants de la Banque centrale nuit grandement à l'Islande: «By choosing governors based on their political background rather than economic or financial expertise, the central bank may be perceived to be ill-equipped to deal with an economy in crisis²⁰.» Opinion partagée par *The Globe and Mail*, qui soutient que les événements d'octobre 2008 démontrent l'incompétence des dirigeants de la Banque centrale d'Islande, ou: «how ineptly the central bank, Sedlabanki, and the chairman of its board of governors, David Oddsson, have handled the banking crisis²¹».

Les reproches contre Davið Oddsson proviennent aussi bien des analystes financiers, des journalistes étrangers, que des Islandais eux-mêmes. *Le Monde* rapporte en octobre que les Islandais, dont plus de 4 000 ont manifesté à Reykjavík pour réclamer sa démission, ont «transformé David Oddsson [...] en bouc émissaire. [...] Ils lui reprochent d'être l'un des principaux responsables de la faillite du pays²².» L'économiste anglais Richard Portes partage cette analyse. Il croit que: «Mr Oddsson is part of the problem, not of any solution, and should resign immediately²³.» Selon un texte paru dans *The Economist*, même ses collègues banquiers ne lui font plus confiance: «[they] blame him for almost everything²⁴». Il ne trouve d'ailleurs pas plus d'amis parmi ses confrères des autres banques centrales, qui considèrent, selon Peter Gumbel: «that Oddsson's approach was deeply flawed²⁵».

19. Íris Erlingsdóttir, «Iceland is burning», *The Huffington Post*, 20 janvier 2009.

20. Jon Danielsson, «Why raising interest rates won't work», *BBC News*, 28 octobre 2008.

21. Brian Milner, «IMF demand forces Iceland to raise rates», *The Globe and Mail*, 29 octobre 2008, p. B-14.

22. Jean-Pierre Stroobants et Élise Vincent, «La crise islandaise inquiète de nombreux épargnants du Benelux», *Le Monde*, 21 octobre 2008, cahier Économie, p. 14.

23. Richard Portes, «The shocking errors behind Iceland's meltdown», *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 13.

24. [Anonyme], «Cracks in the crust», *The Economist*, 11 décembre 2008.

25. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

Pour l'Islande, qui vit difficilement la crise économique et qui voit les projecteurs des médias internationaux s'infiltrer dans sa vie insulaire, le discrédit dans lequel est tombé le directeur de sa banque centrale n'a rien de réjouissant. La vaste majorité des dépêches qui concernent le pays vise justement son système financier. Selon celles-ci, c'est un aspect important de la crédibilité islandaise et de son habileté à se gouverner qui prend, à cause de Davið Oddsson, un dur coup.

5

L'arrogance

Une confiance excessive

« It's hard to understand how they could still believe they are in a position to negotiate. »

The Globe and Mail, 21 octobre 2008¹

Face aux inquiétudes suscitées à l'étranger par les avertissements des agences de notation financière et des journaux sur la fragilité de l'économie islandaise, le premier ministre Geir Haarde et les banques islandaises adoptent une attitude hostile. Non seulement l'Islande refuse les jugements portés contre elle, mais elle les considère injustifiés. Haarde annonce ainsi, en mars: «The movements in credit markets “are totally out of line and not justified”». Dans un article intitulé «Indignant Iceland faces a problem of perception», David Ivison et Gillian Tett écrivent dans le *Financial Times* que cette attitude arrogante n'est pas nouvelle dans le monde économique,

-
1. [Un analyste économique], cité par Brian Milner, «Out of options, Iceland leans on IMF», *The Globe and Mail*, 21 octobre 2008, p. B-3.
 2. Geir Haarde, cité par David Ivison et Gillian Tett, «Indignant Iceland faces a problem of perception», *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.

mais qu'elle demeure inexcusable compte tenu de la situation du pays: «A cynic might suggest that such comments have a familiar ring. Over the past year, numerous hedge funds caught up in the global financial turmoil have also complained about “irrational” or “unfair” investor behaviour³.» De leur côté, les représentants de Glitnir, convaincus de la stabilité de leur institution, ridiculisent les mises en garde venues de Londres et de New York. Un gestionnaire de la banque maintient que ces cotes ne dévaluent en rien l'Islande et ses institutions, au-dessus de tout soupçon, mais qu'elles minent plutôt la confiance envers ceux qui les émettent: «This harsh criticism [...] has caused Moody's credibility to suffer significantly for the past year⁴.» Le président de la Landsbanki, Björgólfur Guðmundsson, déclare avec arrogance en avril – quelques mois seulement avant que cette banque ne se retrouve dans une situation précaire – que les doutes manifestés à l'étranger sont absurdes et sans fondement: «It is an absurd discussion because it is almost unthinkable to us that we would default⁵.»

Au cœur du tumulte de l'automne, l'Islande ne s'en trouve pas plus modeste: son premier ministre *exige* du monde occidental une aide économique considérable. On imagine mal, dans une situation semblable, l'Allemagne, les Pays-Bas ou le Canada *exiger* de leurs partenaires économiques une aide avec la même suffisance. Que l'Islande *somme* ainsi des pays étrangers de lui venir en aide peut être révélateur d'un certain malaise. Un complexe colonial, enfoui mais persistant dans la conscience islandaise, pourrait permettre d'expliquer cette attitude, qui serait celle à la fois de dépendre du soutien et du secours d'un pays tiers en cas de danger, et d'invoquer, à tout moment, le *droit* à cette assistance pour se sortir d'une situation désavantageuse. Le premier ministre Haarde dénonce ainsi la lenteur de ses partenaires à agir pour soutenir son pays. *The Guardian* écrit le 8 octobre: «Geir H. Haarde publicly criticised the lack of assistance the country has

3. David Ibison et Gillian Tett, «Indignant Iceland faces a problem of perception», *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.

4. [Un gestionnaire de Glitnir], cité par David Ibison, «Moody's poised to downgrade Iceland», *Financial Times*, 6 mars 2008, p. 27.

5. Björgólfur Guðmundsson, cité par Mark Landler, «Credit crisis triggers downturn in Iceland», *The New York Times*, 17 avril 2008.

received from Europe⁶. » De plus, le président islandais, Ólafur Ragnar Grímsson, commet en novembre un impair en disant que les liens de l'Islande avec ses alliés traditionnels – dont le Danemark – lui semblent compromis par leur manque de soutien, une déclaration qui choque ces derniers. *Politiken* rapporte ainsi les faits :

Iceland's President Olafur Ragnar Grimsson has accused Sweden, Denmark and Great Britain of turning their backs on Iceland in its battle to survive the financial crisis. During a luncheon with foreign diplomats in Reykjavik last week, Grimsson threatened to seek new allies as his country's former allies have failed his crisis-ridden country. According to the Norwegian news agency NTB, shocked diplomats could hardly believe their own ears, according to a memorandum from the Norwegian embassy⁷.

Par la suite, après avoir obtenu une promesse d'aide de la part du Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement islandais annonce le 28 octobre non seulement que le montant de deux milliards de dollars du FMI lui paraît insuffisant, mais qu'il a besoin d'un soutien supplémentaire de quatre milliards. En novembre, alors que le Royaume-Uni demande l'assurance d'une compensation pour ses épargnants et que le FMI tarde à confirmer son aide, l'Islande interpelle le conseil d'administration du Fonds pour qu'il agisse sans tarder. Haarde dit ainsi : « I hope that the executive board of the IMF will put our economic plan on the agenda as soon as possible⁸. » Un journaliste canadien rapporte dans *The Globe and Mail* l'incongruité de la position défendue par l'Islande : « It's hard to understand how they could still believe they are in a position to negotiate⁹. »

Vu de l'étranger, l'affaiblissement économique de l'Islande provoqué par la crise semble avoir eu des conséquences sur cette confiance exagérée, comme en témoigne le titre d'un article de Matthew Hart : « Iceland's next

6. Angela Balakrishnan, « U.K. to sue Iceland over any lost bank savings », *The Guardian*, 8 octobre 2008.

7. [Anonyme], « Iceland: Denmark has turned its back », *Politiken*, 12 novembre 2008.

8. Geir Haarde, cité par David Jolly, « \$6 billion rescue for Iceland put on hold », *The International Herald Tribune*, 12 novembre 2008.

9. [Un analyste économique], cité par Brian Milner, « Out of options, Iceland leans on IMF », *The Globe and Mail*, 21 octobre 2008, p. B3.

saga. The wounded tiger's tale¹⁰». Le journaliste avance que la crise aurait changé l'attitude générale de l'Islande. Il cite ainsi l'écrivain Bragi Ólafsson :

What people are mostly saying is that there will be a very dramatic change in our way of thinking. We have been very greedy—a very rude society. You know—people in Range Rovers talking on their phones and honking horns. But almost overnight this has changed¹¹.

Perçus comme étant des signes d'arrogance à l'étranger, ces excès donnent cependant l'impression d'attentes démesurées de l'Islande envers le reste du monde, dans une attitude arrogante, déplacée et malvenue.

10. Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

11. Bragi Ólafsson, cité dans *ibidem*.

6

Un si fidèle ami de l'Islande

Richard Portes

« Prof Portes stands by his views. »

Financial Times, 9 octobre 2008¹

Peu de commentateurs étrangers peuvent revendiquer le titre de spécialiste de l'Islande. Quelques universitaires et journalistes – dont David Ibbison du *Financial Times* – s'intéressent à ce pays, la plupart par le biais de la discipline dont ils relèvent : l'économie, les questions sociales, la littérature, le cinéma, le tourisme, le sport. Deux économistes font toutefois de l'Islande l'un de leurs objets d'étude particuliers : Richard Portes et Robert Wade, tous deux chercheurs à Londres et acteurs privilégiés de la scène médiatique quand il est question de ce pays. Le nom de Richard Portes revient souvent dans les journaux étrangers, que ce soit à cause des analyses qu'il publie ou de ses propos, souvent à contre-courant, qui sont relatés par les journalistes économiques. Ses avis, favorables à l'Islande, sont parfois contestés par d'autres

1. Emiliya Mychasuk et Emiko Terazono, « Viking saga », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 20.

spécialistes, dont Robert Wade. Les deux hommes jouent un rôle important dans la tempête médiatique dans laquelle se retrouve l'Islande en 2008 et ils méritent une attention particulière en raison de cette implication.

Professeur d'économie à la London Business School, Richard Portes est fondateur et directeur du Centre for Economic Policy Research. Son curriculum vitæ ne fait pas explicitement mention de l'Islande, mais indique ses domaines de spécialité: «He has written extensively on sovereign debt, European monetary and financial issues, international capital flows, centrally planned economies and transition, macroeconomic disequilibrium, and European integration².» En novembre 2007, il copublice avec son collègue Friðrik Már Baldursson, de l'Université de Reykjavík, un rapport d'une soixantaine de pages intitulé *The Internationalisation of Iceland's financial sector*. Cette étude, réalisée pour la Chambre de commerce de l'Islande, se veut une analyse des effets de l'expansion des banques islandaises à l'étranger.

Au printemps 2008, Portes demeure optimiste et rassurant lorsque les premiers signaux d'alarme sont lancés sur la situation de l'Islande. Il tente alors de calmer le jeu et suggère aux financiers de s'en tenir aux faits: «[Portes] urged investors to pay more attention to the data³.» Il insiste pour rappeler que la situation des banques demeure stable et qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter: «These banks are strong, they have no noxious paper. [...] The short-term movements are not indicative of anything but speculation⁴.»

Telle qu'elle est rapportée par les journaux de Londres et de New York, la position de Portes se résumerait en deux termes: *les marchés financiers exagèrent la gravité de la situation de l'Islande et leur réaction est injuste*. Toujours en mars 2008, Portes affirme au *Financial Times* que l'Islande fait d'abord et avant tout face à un problème de perception. Selon lui, aucun danger ne planerait sur le système bancaire de ce pays:

Prof Portes, for his part, insists that the answer to this question is actually very reassuring: if Iceland's banking system faced a crisis, the government could either use its existing resources to rescue the banks or borrow more funds from the markets⁵.

2. <faculty.london.edu/rportes/shortbio.htm>, consulté en octobre 2009.

3. David Ibison, «Iceland pushes rates to 15% as turmoil bites», *Financial Times*, 26 mars 2008, p. 1.

4. Richard Portes, cité par Chris Hugues et Sarah O'Connor, «Icelandic krona suffers amid turmoil», *Financial Times*, 20 mars 2008, p. 27.

5. David Ibison et Gillian Tett, «Indignant Iceland faces a problem of perception», *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.

Lors d'une autre intervention, en juillet, Portes garde le cap et dit trouver exagérée la réaction des analystes, dont celle de son collègue Robert Wade, selon qui les Islandais auraient emprunté : «as though there is no tomorrow⁶». Pour Portes, ce jugement est injustifié : «That sounds more like the Americans or indeed the British than the Icelanders⁷.» Alors que l'économie islandaise montre finalement de sérieux signes de faiblesse en octobre, Portes maintient son analyse et considère que les banques islandaises, injustement pointées du doigt, demeurent prudentes et bien gérées :

The Iceland problem was immediately vastly exaggerated. [...] The world is a little unjust. [...] They have been prudently managed and haven't been excessively dependent on the wholesale money markets compared to anyone else⁸.

Ainsi, Portes est habituellement en accord avec le point de vue des Islandais, qu'ils soient universitaires, grands financiers ou politiciens. Par exemple, quand le gouvernement se lance dans une négociation contestée avec la Russie, Portes appuie la démarche de Reykjavík : «It's rather imaginative of the Russians and the Icelanders. They should have done it earlier⁹.» Aussi, lui et Jón Ásgeir Jóhannesson (de Baugur) critiquent en même temps la décision de la Banque centrale d'Islande d'investir dans Glitnir, tel que le rapporte le *Financial Times*¹⁰. Il faut dire que Richard Portes compte parmi les plus sévères critiques du directeur de la Banque centrale d'Islande, l'ancien premier ministre Davið Oddsson. Dans une charge acerbe publiée le 13 octobre 2008 dans le *Financial Times*, Portes l'accuse d'être à la source des problèmes que vit l'Islande : «Politicians should not become central bank governors. Mr Oddsson is part of the problem, not of any solution, and should resign immediately¹¹.» Il juge les décisions de ce dernier partiales et malvenues, des «erreurs» qui ont plombé l'économie de l'Islande.

-
6. Robert Wade, cité par Friðrik Már Baldursson et Richard Portes, «Criticism of Icelandic economy does not square with the facts», *Financial Times*, 4 juillet 2008, p. 14.
 7. Friðrik Már Baldursson et Richard Portes, «Criticism of Icelandic economy does not square with the facts», *Financial Times*, 4 juillet 2008, p. 14.
 8. Richard Portes, cité par David Teather, «Icelandic government battles to save the economy», *The Guardian*, 6 octobre 2008.
 9. Richard Portes, cité par Brian Milner, «Russia's "imaginative" Icelandic rescue», *The Globe and Mail*, 8 octobre 2008, p. B-10.
 10. Tom Braithwaite, «Confusion grows over Iceland's rescue plan», *Financial Times*, 6 octobre 2008.
 11. Richard Portes, «The shocking errors behind Iceland's meltdown», *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 13.

Selon lui, les gestes posés par Oddsson : « reflected politics, technical incompetence and ignorance of the markets, and his comments thereafter were highly destabilising¹² ».

Les analyses de Portes s'opposent à celles d'un autre économiste anglais réputé, Robert Wade, avec qui il entretient une polémique par journaux interposés. Wade, professeur d'économie politique à la London School of Economics, est récipiendaire en 2008 du prix Leontief accordé par l'Université Tufts. Dans le communiqué qui annonce ce prix, l'Université situe ainsi le professeur Wade sur l'échiquier politique : « Robert Wade has really been a champion of studying the role of government in promoting economic development in developing countries and challenging the wisdom that free trade is the way countries develop¹³. » Chez les deux hommes, deux visions de l'économie et, par conséquent, deux regards sur la situation financière de l'Islande s'opposent. À Wade, qui souhaite voir l'économie reprendre le dessus sur la finance, Portes et son cochercheur Friðrik Már Baldursson répondent :

Robert Wade gets Iceland very wrong. [...] Prof Wade's comments are political, including rumour-mongering. This and his carelessness with the data are regrettable in the fragile conditions of today's international financial markets¹⁴.

Robert Wade réplique à cette attaque en citant un rapport du Fonds monétaire international et en soulignant que Portes refuse de voir la situation en face. Qualifiant les positions de ce dernier de « rosy account¹⁵ », il écrit que Portes n'a pas su prévoir la crise dans laquelle l'Islande se voit plongée, en raison de ses analyses trop mélioratives.

Ce débat semble débiter par une conférence donnée par Robert Wade à Reykjavík dans les mois qui précèdent la crise et intitulée « New Vikings ». Lors de celle-ci, il lançait un sévère avertissement quant aux dangers qui planaient sur le pays. En cette période de gloire, le pessimisme de Wade contredisait le ton plutôt triomphant du rapport que publiait Portes et son acolyte sur les succès financiers de l'Islande. Quelques mois plus tard, au

12. *Ibidem*.

13. <ase.tufts.edu/gdae/about_us/leontief/TuftsDailyFeb08.pdf>, consulté en octobre 2009.

14. Friðrik Már Baldursson et Richard Portes, « Criticism of Icelandic economy does not square with the facts », *Financial Times*, 4 juillet 2008, p. 14.

15. Robert Wade, « IMF reports uncertain outlook for Iceland », *Financial Times*, 15 juillet 2008, p. 14.

cœur de la crise, un article publié dans le *Financial Times* constate que les deux hommes sont demeurés sur leurs positions : « [Wade] runs alarm bells about Iceland's banks¹⁶ » et « Prof Portes stands by his views, and says the Icelandic banks' portfolios were sound¹⁷. » Lequel des deux hommes, le pessimiste ou l'optimiste, aura le mieux servi les intérêts supérieurs de l'Islande ? Les suites de la crise donnent à penser que les amis sont parfois de curieux conseillers.

16. Emiliya Mychasuk et Emiko Terazono, « Viking saga », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 20.

17. *Ibidem*.

7

Les Néo-Vikings

Héros hier,
honnis aujourd'hui

« The Viking financiers have sought refuge abroad. Their public relations experts say rehabilitating their images will have to wait until the financial blood-letting stops. »

The Dallas Morning News, 10 décembre 2008¹

Pays des sagas et patrie des Vikings, l'Islande vit en partie d'une double et contradictoire réputation : celle d'avoir donné à l'Occident les textes littéraires les plus achevés du Moyen Âge, et celle d'être l'héritière de ceux qui ont, de Paris aux portes de l'Orient, terrorisé villes et villages par leur comportement agressif et belliqueux. Par la suite, longtemps sous domination danoise, malmenée par des fléaux de toutes sortes, l'Islande n'accède finalement à l'indépendance qu'en 1944, puis atteint à la fin du xx^e siècle une prospérité sans précédent, qui la hisse aux sommets des palmarès de richesse. Elle doit cette extraordinaire croissance à la libéralisation du commerce mondial, dont une jeune cohorte d'entrepreneurs a su habilement profiter,

1. Jim Landers, « Iceland's road to bankruptcy was paved with U.S. ways », *The Dallas Morning News*, 10 décembre 2008.

d'une manière que les journalistes étrangers ont vite associée à une résurgence de l'époque viking. Voici par exemple comment Jim Landers trace dans le *Dallas Morning News* le portrait de cette génération conquérante :

Over the last six years, a group of about two dozen young, U.S.-educated financiers took Iceland on a Viking voyage of acquisitions, grabbing airlines, banks, mortgage lenders and securities traders from Texas to Hong Kong².

Le terme « Néo-Vikings » (*New Vikings*, *Vikings entrepreneurs*, etc.) apparaît au cours des années qui précèdent la crise de 2008 et il est couramment employé pour désigner une cohorte de jeunes financiers qui contrôlent et propulsent le système économique islandais, et étendent son pouvoir à l'étranger, profitant de la libéralisation du commerce mondial et de la privatisation des banques islandaises au tournant du XXI^e siècle. En 2007, le professeur Robert Wade emploie l'expression lors d'une conférence controversée à Reykjavík, intitulée « New Vikings³ », dans laquelle il met en garde contre les excès de ce groupe et les dangers qu'il fait encourir. L'expression devient rapidement péjorative et ironique à mesure que l'empire bâti par les Néo-Vikings s'effondre. Par exemple, Sarah Lyall écrit dans *The New York Times* en novembre 2008 : « Like the Vikings of old, Icelandic bankers were roaming the world and aggressively seizing business, pumping debt into a soufflé of a system⁴. » Roger Boyes en parle comme d'une génération qui a adapté le caractère pillard des Vikings à notre époque : « If there are still Vikings in this Iceland, they are the financial marauders setting out for Britain or mainland Europe, not to pillage and plunder but to snap up a chunk of fashion house⁵. »

D'ailleurs, avec les Néo-Vikings surgit dans le discours officiel un vocabulaire guerrier. Par exemple, le premier ministre Geir Haarde réagit aux commentaires négatifs des financiers étrangers contre l'Islande en déclarant qu'il est prêt à se porter à la défense de son pays : « [He] made clear he would *defend* the financial system *with all the tools in his armoury*⁶. »

2. *Ibidem*.

3. Emiliya Mychasuk et Emiko Tarazono, « Viking saga », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 20.

4. Sarah Lyall, « Stunned Icelanders struggle after economy's fall », *The New York Times*, 9 novembre 2008.

5. Roger Boyes, « Skating on thin ice », *The Australian*, 10 octobre 2008.

6. David Ibbison, « Iceland wealth fund is proposed », *Financial Times*, 25 avril 2008, p. 2. Je souligne.

À ses côtés, le président de la Landsbanki, le banquier Björgólfur Guðmundsson, déclare que: «the island needed a *war chest* to “protect the economy and economic management from setbacks”».

Ces nouveaux riches réveillent un goût atavique pour les victoires, dont le temps semblait avoir depuis longtemps effacé les traces en Islande. Celui-ci réapparaît sous un jour nouveau, qui séduit malgré ses travers: «tales of fast cars, yachts and penthouses, accounting scandals and Russian money did not seem to hamper the country’s love affair with its self-made men⁸.» Les Néo-Vikings mènent ainsi sans gêne un mode de vie tapageur auquel les Islandais n’étaient pas habitués et qui, pourtant, ne leur apparaît pas sans charme. Ces extravagances suscitent, sur l’île comme à l’étranger, tant le vertige que la fascination en raison de leur démesure:

The bankers partied by flying Elton John for a Reykjavik birthday bash. They dined at Nordic/Asian fusion restaurants where entrees started at \$50. They danced at Reykjavik clubs where bottle service tabs ran to hundreds of dollars⁹.

Au-dessus des règles, souvent avec arrogance et aplomb, cette génération inspire tout à la fois la peur, le dégoût, la fierté et l’admiration. Avec elle, la folie des grandeurs gagne Reykjavík, où l’on construit en toute hâte des immeubles de luxe comme s’il s’agissait de la métropole d’un empire. S’élèvent de luxueuses tours à bureaux et des appartements ultra-modernes dont le prix frise le million d’euros, ainsi qu’un hôtel boutique qui deviendra le repaire des Néo-Vikings, l’Hôtel 101 (101 pour le code postal du centre de Reykjavík), un immeuble dessiné par – et appartenant à – nulle autre que l’épouse de Jón Ásgeir Jóhannesson, Ingibjörg S. Pálmadóttir. Il faut aussi mentionner la mise en chantier de ce titanesque et mégalomane projet qu’est le Reykjavík Concert Hall, dont le coût représente à lui seul 2% du produit intérieur brut (PIB) du pays, l’équivalent d’un édifice de 250 milliards de dollars s’il avait été bâti dans les mêmes proportions que cette part du PIB aux États-Unis¹⁰. Avec les Néo-Vikings, les Islandais ont

7. Björgólfur Guðmundsson, cité par David Ibrison, «Iceland fends off hedge fund attack», *Financial Times*, 18 avril 2008, p. 6. Je souligne.

8. Rowena Mason, «Iceland falls out of love with its billionaires», *The Telegraph*, 19 octobre 2008.

9. Jim Landers, «Iceland’s road to bankruptcy was paved with U.S. ways», *The Dallas Morning News*, 10 décembre 2008.

10. Ben Holland, «Iceland “like Chernobyl” as meltdown shows anger can boil over», *Bloomberg*, 23 décembre 2008.

l'impression de vivre dans un autre monde, que la crise révélera cependant n'être fait que de lubies et de mirages: «The oxygen Iceland was breathing was foreign money. [...] Investors borrowed massively in countries with cheap money and parked it in Iceland, raking in the difference¹¹.» Certes, la provenance de ces emprunts n'est pas méconnue de la population et des analystes, mais en pleine croissance, on préfère taire son ampleur et les dangers qui pourraient en découler. Toutefois, une fois la poussière retombée des pires contrecoups de la déroute de l'automne, les comptables se mettent au travail et font le compte des conséquences de la gigantesque fête néo-libérale des Néo-Vikings: un an plus tard, le journal islandais *Morgunbladid* soutient que l'ensemble des poursuites contre la seule banque Landsbanki s'élève à 35 milliards d'euros¹². Une poignée d'hommes ont ainsi dopé pendant quelques années l'économie et le sentiment patriotique des Islandais, en s'inspirant de la figure ressuscitée et remise au goût du jour du Viking conquérant. La chute du pays sera proportionnelle aux risques qu'ils ont pris. Selon Robert Jackson, ces hommes ont détruit la réputation internationale de l'Islande:

This is a man-made disaster and worse still, one made by a small group of Icelanders who set off to conquer the financial world, only to return defeated and humiliated. The country is on the verge of bankruptcy and, even more important for those of Viking stock, its international reputation is in tatters. It hurts¹³.

Si l'on se fie à la presse étrangère, les Néo-Vikings possèdent une personnalité virile, qui rassemble tous les stéréotypes masculins desquels la Scandinavie semblait s'être détachée aux yeux de l'Occident: «[those] bonus-chasing, testosterone-fuelled bankers¹⁴» «[with] flamboyant personalities¹⁵» «have developed a reputation for bold and highly leveraged aggressiveness¹⁶»,

11. Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

12. Source *Morgunbladid*, cité dans [Anonyme], « Highest claim to Landsbanki ISK 925 billion », *IcelandReview.com*, 18 novembre 2009.

13. Robert Jackson, «Letter from Iceland», *Financial Times*, 15 novembre 2008.

14. Sarah O'Connor, «Glitnir chief rolls up her sleeves for mammoth task», *Financial Times*, 19 octobre 2008.

15. Bill Bailey, «Icelandic bank collapse raises questions for UK», *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 10.

16. David Ibbison, «Icelandic whispers shake faith in boom», *Financial Times*, 25 mars 2008.

«risk taking, decisiveness, and swiftness in their investments¹⁷». Aussi n'est-il pas surprenant que leur défaite annonce la mise en place d'une génération de femmes aux postes de pouvoir en Islande, qui mettront de l'avant des valeurs opposées à celles de ces entrepreneurs: valorisation du compromis, de l'ordre, de la prudence, de la négociation et de la modération, dans ce qui s'annonce une nouvelle ère féminine.

On fait vite le tour de ces maîtres de la finance islandaise: une poignée d'hommes contrôlent quelques empires, montés en divers conglomerats et soutenus par la complaisance de banques dont ils tirent les ficelles. Parmi eux, trois familles se distinguent:

shipping and brewing moguls Bjorgolfur Gudmundsson and his son, Thor Bjorgolfsson; retail magnates Johannes Jonsson and his son, Jon Asgeir Johannesson; and frozen food entrepreneurs Lydur Gudmundsson and his brother, Agust Gudmundsson¹⁸.

La presse étrangère considère le fils de Jóhannes Jónsson, Jón Ásgeir Jóhannesson, comme le modèle du personnage néo-viking, celui qui, par sa flamboyance, sa maîtrise des jeux de pouvoir et son arrogance, incarne le mieux la figure du méga-héros financier, conquérant et, pour un temps, victorieux.

Né en 1968, Jón Ásgeir Jóhannesson fonde avec son père, à 21 ans, une chaîne d'alimentation à escompte, les magasins Bonus, qui remporte en Islande un vif succès. Promptement, l'entreprise familiale s'agrandit et Jóhannesson gravit les échelons du conglomerat jusqu'au sommet, tout en multipliant les frasques et les déclarations publiques, ce qui le transforme en un personnage médiatique coloré. Arrogant, parfois vulgaire et méprisant, il aime le spectacle et inspire autant l'admiration que le rejet: «[He] has been likened to a rock star for his long hair and rebellious streak¹⁹.» Les journalistes économiques le décrivent comme un visionnaire assoiffé de pouvoir et de richesse: «A longhaired 40-year-old grocery magnate²⁰» «described by colleagues as the company's visionary. From a young age he

17. [Anonyme, source Reuters], «How times changed», *The Globe and Mail*, 10 octobre 2008, p. B-11.

18. Rowena Mason, «Iceland falls out of love with its billionaires», *The Telegraph*, 19 octobre 2008.

19. Tom Braithwaite, «The fraud claims that are taking their toll on Baugur», *Financial Times*, 19 mars 2008, p. 27.

20. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

expressed a desire to make money—one that he has achieved via a sprawling retail portfolio²¹». Le groupe Baugur qu'il dirige possède de grands noms à l'étranger : House of Fraser au Royaume-Uni, Magasin du Nord au Danemark, une part de Saks aux États-Unis. Accusé de fraudes, il se moque des poursuites intentées contre lui et accuse le gouvernement islandais d'avoir des motivations politiques. Méprisant la justice, il déclarait en 2005 : «that there was “no chance in hell” he would go to jail²²».

Björgólfur Guðmundsson et son fils Thor (Björgólfur Thor Björgólfsson), présentés en 2008 par *The Guardian* comme les hommes les plus riches d'Islande²³, ont une influence et un pouvoir considérables, bien qu'ils jouent moins sur le devant de la scène. Tous deux milliardaires, ils voient leur empire s'écrouler pendant la crise. La chute de Björgólfur Guðmundsson est certes la plus spectaculaire : la revue *Forbes* évalue son avoir à plus d'un milliard de dollars au début de l'année 2008, puis... le ramène à zéro en fin d'année²⁴. En le comparant au personnage de Monte-Cristo, Gérard Lemarquis trace dans *Le Monde* le portrait d'un entrepreneur qui s'adapte rapidement aux situations et qui saisit les occasions offertes par l'ouverture des marchés de l'Europe de l'Est :

L'homme d'affaires Björgólfur Guðmundsson, qui vient de perdre des dizaines de milliards de couronnes en trois jours, avait tenté d'ouvrir à la concurrence le transport de fret maritime en Islande. Acculé à la faillite, il émigra en Angleterre. Alcoolique repent mais confiant dans l'avenir de la consommation d'alcool en Russie, il y créa une brasserie et introduisit à Saint-Pétersbourg la consommation des mélanges « breezers » vodka-soda. Bien gérée, l'entreprise prospéra et fut revendue à Heineken. « Gudmundsson Monte-Cristo », de retour en Islande, avait les moyens d'acquérir la Landsbanki avec l'argent russe. Mais le père et le fils se lancèrent dans la pharmacie et le téléphone en Europe de l'Est, puis dans une grande variété d'investissements pas toujours heureux en Grande-Bretagne. Le père, tel un oligarque russe, s'offrit un club de foot de première division britannique, West Ham, un rêve de gosse²⁵.

21. Tom Braithwaite et Lucy Killgren, «The men behind the invasion into Britain's retail domain», *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.

22. Jón Ásgeir Jóhannesson, cité par Tom Braithwaite, «The fraud claims that are taking their toll on Baugur», *Financial Times*, 19 mars 2008, p. 27.

23. Mikey Stafford, «West Ham deny crisis after Icelandic bank folds», *The Guardian*, 8 octobre 2008.

24. Luisa Kroll, «Billionaire blowups of 2008», *Forbes*, 23 décembre 2008.

25. Gérard Lemarquis, «L'Islande au bord du gouffre», *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

Moins connus à l'étranger, les frères Ágúst et Lýður Guðmundsson ont un parcours à l'américaine: «[When they] founded Bakkavor in Iceland in 1986 they were just 21 and 19 years old and had no capital. With the confidence of youth they started up a fish processing business²⁶.» Ils font figure de «self-made men», partis de rien, qui réussissent à mettre en place un puissant groupe agroalimentaire, avec d'importantes ramifications à l'étranger.

Ces Néo-Vikings, conspués et accusés de tous les maux pendant et après la crise, ont été, durant leur période de gloire, perçus comme des héros en Islande et, parfois même, ailleurs en Occident. En fait, il n'est pas nécessaire de retourner tellement loin dans le passé pour retrouver dans les médias des témoignages d'Islandais – financiers, artistes et gens ordinaires – fiers de ces hommes et de leurs conquêtes. Le revirement dû à la crise ne doit pas faire oublier que ceux-ci ont été soutenus et appuyés dans leur pays, avant d'y être honnis et accusés de trahison. Ils faisaient partie d'une certaine renaissance économique, culturelle et sociale. Durant leur gloire, comme l'écrit Robert Jackson: «Iceland was not only cool climatically but culturally—quirky pop music, zany fashions and cutting-edge research into genetics accompanied the emergence of its billionaires in the oligarchs' league²⁷.» Revanche postcoloniale, poussée nationaliste, fierté patriotique, tout cela alimentait, entremêlé, le sentiment partagé par plusieurs d'être entrés dans une sorte d'âge d'or: «Icelanders could hold their heads high before the rest of the world²⁸.»

Bien que les critiques prennent surtout pour cibles les politiciens, les entrepreneurs et les financiers, ceux-ci n'étaient pas les seuls à entretenir cette chimère. Des écrivains et des artistes participaient à l'engouement de ce mouvement collectif de «reconquête viking», dont ils tiraient également profit. Ainsi, en mars, le bassiste Georg «Goggi» Hólm du groupe Sigur Rós use du vocabulaire guerrier alors en vogue pour interpréter comme une nouvelle forme de conquête le succès du film que vient de lancer son

26. Maggie Urry, «A case of sink or swim», *Financial Times*, 2 septembre 2008, p. 19.

27. Robert Jackson, «Letter from Iceland», *Financial Times*, 15 novembre 2008.

28. *Ibidem*.

groupe: «It is in our Viking blood to want to conquer nations and peoples, but our longboat was in the repair shop having the barnacles removed, so we just made a film to send out into the world on our behalf instead²⁹.»

Pendant la crise, dans une lettre publiée en Islande et reprise dans le *Financial Times*, le romancier Hallgrímur Helgason, auteur du roman *101 Reykjavík*, dit souhaiter que les siens n'oublie pas la fierté que leur inspiraient ces jeunes audacieux, même s'ils sont aujourd'hui déçus:

Deep down inside we idolised these titans, these money pop-stars. Awestruck we watched their adventures and admired them when they supported the arts and charities. We never had clever businessmen, not for a thousand years, not to mention men who had won battles in other countries³⁰...

L'aventure néo-viking en a surpris plus d'un, en raison notamment du comportement agressif des entrepreneurs islandais, qui semblaient pourvus de réserves en capital sans fond: «Helped by ample supplies of cash and cheap credit, Iceland's entrepreneurs have spent the past few years cultivating a reputation for risk-taking and assertiveness³¹», écrit Robert Anderson. Aussi, les partenaires de l'Islande sont déconcertés devant l'appétit insatiable pour le pouvoir et les conquêtes des Néo-Vikings, qui rompent avec la retenue que l'on attribue habituellement aux peuples scandinaves. Les Néo-Vikings adoptent plutôt une attitude qui valorise le risque et les acquisitions. Selon David Ibson, chef de pupitre pour les pays nordiques du *Financial Times*, les réussites issues de cette impulsion réconfortent un peuple meurtri par des années de domination coloniale: «For a country that was more than 500 years under the control of Denmark, these developments have unleashed a dormant sense of national pride³².»

Or, l'écroulement du système bancaire islandais marque la fin abrupte de cette période de gloire. Avec la chute de l'économie islandaise, les Néo-Vikings perdent le respect et la considération qu'avaient pour eux leurs concitoyens. Les journalistes étrangers considèrent généralement que les

29. Georg «Goggi» Hólm, cité dans [Anonyme], «Catch of the day: Sigur Ros take charge», *The Guardian*, 7 mars 2008.

30. Hallgrímur Helgason, cité par Robert Jackson, «Letter from Iceland», *Financial Times*, 15 novembre 2008.

31. Robert Anderson, «Elisa board survives attack», *Financial Times*, 22 janvier 2008, p. 18.

32. David Ibson, «Cool under fire Iceland takes the fight back to finance», *Financial Times*, 9 avril 2008, p. 7.

Islandais abordent la crise avec flegme et raison. Cependant, en réaction, ils auraient rapidement identifié parmi les leurs des boucs émissaires : « Les “nouveaux Vikings”, poignée de costards-cravate autrefois admirés, sont aujourd’hui conspués³³. » Selon Jonas Moody, les traces de leurs excès dans la capitale sont maintenant perçues comme étant ridicules :

[They] have become the object of derision and national shame—there is ridicule over the airfields crammed with private jets; people cringe at the thought of shipping container after shipping container full of French wine arriving at the harbor³⁴.

Quant aux Néo-Vikings eux-mêmes, la défaite ne les conduit pas à faire acte de modestie, bien au contraire. Jón Ásgeir Jóhannesson accueille même avec trivialité la spectaculaire déroute financière de l’Islande : « the banks collapsed in succession. And we were sitting there thinking “Jesus Christ, there is no money here³⁵”. » Il refuse d’assumer toute responsabilité dans la crise : « We did it in the same way that many other people in other countries were doing³⁶. » Interrogé sur ce qu’il ferait désormais de ses biens, il aurait simplement refusé de répondre, selon le *Financial Times* : « In aggressive questioning on TV yesterday, Mr Jóhannesson was asked whether he would be selling his private jet or a multi-million dollar apartment in New York. He declined to answer³⁷. » En fait, peu troublé par les événements, il demeure convaincu qu’il peut facilement regagner la confiance des Islandais : « We just have to do good. And earn our respect back³⁸. » Mais la pression s’accroissant, Jóhannesson s’enfuit de l’Islande. À l’image des bannis des sagas d’autrefois, le Néo-Viking doit quitter son pays dans la disgrâce. Selon Robert Jackson, cet épisode marque la fin d’une époque :

One of the most telling images was the departure of Jon Asgeir’s private jet on news that the government had nationalised Glitnir bank [...] wiping out his [...] Baugur business empire. Painted black and as sleek as a Stealth bomber, the aircraft was photographed taxiing from its

33. Nicolas Delesalle, « Les révoltés du geyser », *Télérama*, n° 3086, 8 mars 2009.

34. Jonas Moody, « The Republic is dead. Long live the Republic! », *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.

35. Jón Ásgeir Jóhannesson, cité par Tom Braithwaite, « Chastened Baugur hopes to navigate debt crisis », *Financial Times*, 31 octobre 2008.

36. *Ibidem*.

37. Tom Braithwaite *et al.*, « Jóhannesson set to cede Baugur control to Green », *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 22.

38. *Ibidem*.

hangar [...]. Like the last helicopter out of Saigon, the departure of Asgeir's jet symbolised the end of an era, the last act of Iceland's debt-fuelled spending spree³⁹.

Les départs successifs des Néo-Vikings sont présentés comme des actes de trahison envers l'Islande. Roger Boyes illustre ce sentiment en citant les propos d'un Islandais: «They've all taken flight, run away to the Cayman Islands⁴⁰.» Les commentateurs du *Financial Times* ne pensent pas différemment et jugent sévèrement le manque de courage de ces hommes qui fuient leur pays au moment où il fait face à de graves difficultés: «In the past few days most of the private jet flights have been out of Iceland as the country's wealthy entrepreneurs fled the country's financial collapse⁴¹.» Cette coura-dise se doublerait d'une nouvelle arrogance, une fois de plus basée sur la construction médiatique de l'image publique, selon *The Dallas Morning News*: «The Viking financiers have sought refuge abroad. Their public relations experts say rehabilitating their images will have to wait until the financial blood-letting stops⁴².»

Une fois les néo-vikings enfuis, qu'arrive-t-il de l'Islande? Une nouvelle cohorte dynamique – de femmes, cette fois – émerge et prend la tête du pays en y assumant de façon différente le pouvoir économique et politique. Le modèle masculin qui a mis le pays sens dessus dessous est alors fortement critiqué. Mettant en pratique très concrètement une des valeurs islandaises les plus respectées à l'étranger – la promotion de l'égalité entre les sexes –, l'Islande espère réparer le désastre causé par ses héros d'hier. Les nominations de ces femmes: «are an immediate and highly visible rejection of the testosterone-fuelled risk-taking that is the popular villain of the piece⁴³».

39. Robert Jackson, «Letter from Iceland», *Financial Times*, 15 novembre 2008.

40. [Un Islandais], cité par Roger Boyes, «Skating on thin ice», *The Australian*, 10 octobre 2008.

41. Tom Braithwaite et Elizabeth Rigby, «BHS chief touches down on mission to Iceland», *Financial Times*, 11 octobre 2008, p. 15.

42. Jim Landers, «Iceland's road to bankruptcy was paved with U.S. ways», *The Dallas Morning News*, 10 décembre 2008.

43. [Anonyme], «A woman's work?», *Financial Times*, 14 octobre 2008.

8

Le débat des sexes

Les femmes,
des antidotes à la crise

« Icelandic women will clean up the young men's mess. »

Financial Times, 14 octobre 2008¹

Au discours nationaliste dominant des Néo-Vikings succède dès les premiers signes de la crise celui des femmes islandaises, venues à la rescousse de leur pays et de son économie. Reconnue pour ses valeurs d'égalité entre les hommes et les femmes, l'Islande voit dans la crise une occasion de dévoiler l'étendue de ses convictions sur le sujet, ce qui n'est pas sans faire apparaître, néanmoins, la profonde division sexuelle de sa société. En effet, selon ce qu'en rapportent les journaux étrangers, ces femmes ne cherchent pas à s'inscrire dans le sillon des projets masculins. Au contraire, elles remplacent en bloc la culture dominée par les hommes par une autre, définie comme féminine. Ces questions intéressent passionnément les journaux français

1. Sarah O'Connor, « Icelandic women will clean up the “young men's mess” », *Financial Times*, 14 octobre 2008, p. 6.

et québécois, qui se réjouissent des avancées féministes en Islande; en revanche, la position anglo-saxonne est plus nuancée. En anglais, des articles critiquent ce débat des genres sexuels, qu'on juge malvenu dans le cadre d'un dérèglement financier perturbant la société tout entière.

La crise serait à la fois un réveil et une occasion pour les féministes islandaises. Interviewant une ancienne journaliste, Björg Björnsdóttir, Nicolas Delesalle, de *Télérama*, témoigne de la révélation que représentent pour plusieurs femmes les événements de l'automne 2008 :

Au matin de la crise, Björg s'est réveillée féministe: «Ce sont les hommes qui ont mis ce pays à genoux. Maintenant, c'est l'heure des femmes. Elles ont une plus grande conscience des risques, réfléchissent davantage, ce sont ces valeurs-là qui doivent nous guider².»

Cette déclaration reflète celles d'autres féministes ailleurs dans le monde. Dans une lettre ouverte parue dans le *Financial Times*, la directrice du Centre for Women in Business de Londres, Lamia Walker, écrit que le cas islandais montre que la crise permet pour la première fois à des femmes d'atteindre certains postes clés, et constitue ainsi la possibilité d'une grande avancée pour elles: «Yet organisations have an opportunity right now to capture the movement in social change by appointing qualified women to key positions³.»

Ainsi, en Islande, des femmes sont nommées à des postes importants. Les nominations de Birna Einarsdóttir à la nouvelle banque Glitnir (rebaptisée Íslandsbanki le 20 février 2009), d'Elín Sigfúsdóttir à la nouvelle administration de la banque Landsbanki et de Lára V. Júlíusdóttir à titre de présidente du conseil de la Banque centrale d'Islande, ainsi que l'élection de Jóhanna Sigurðardóttir au poste de première ministre sont les indices qu'un changement de garde est survenu à la tête du pays. Pour Sarah O'Connor, du *Financial Times*, il s'agit aussi d'un grand ménage à la suite du désastre orchestré par les hommes. Elle écrit en octobre 2008 :

-
2. Björg Björnsdóttir, citée par Nicolas Delesalle, «Les révoltés du geyser», *Télérama*, n° 3086, 8 mars 2009.
 3. Lamia Walker, «Crisis gives women a shot at top corporate jobs», *Financial Times*, 18 octobre 2008, p. 6.

many have also criticised the young and predominantly male bankers whose “eyes became bigger than their stomachs”. “Now the women are taking over,” said one government official. “It’s typical, the men make the mess and the women clean it up⁴.”

Pour plusieurs, l’occasion est belle pour rejeter les valeurs qui ont guidé les Néo-Vikings (et les hommes en général), au profit d’un nouveau mode de gestion plus sensible et plus équilibré. La critique vient de partout et elle est sévère envers les hommes. *The Globe and Mail* cite ainsi une femme, membre du Conseil de ville de Reykjavík, qui juge inquiétante et déplacée la référence au passé masculin du pays: «“They talk about the Viking model,” Ms. Sturludottir says of the aggressive business climate that reigned in Iceland. “What is the Viking model? Rapists and robbers⁵!”» Dans un autre texte paru dans le *Financial Times*, on soutient qu’il aurait été impossible de remettre l’Islande à flot sans un changement quant à l’identité sexuelle de ceux qui en assurent la direction. Évoquant les nouvelles nominations féminines à la tête des banques, on écrit: «[...] they signal a shift in banking culture that could not have been achieved by the appointment of any of their male colleagues, no matter how wise and sensible⁶.»

L’hypothèse souvent défendue, présentée par exemple dans le cahier Économie du journal *Le Monde* à partir d’une étude effectuée en France, veut que «[p]lus une entreprise compte de femmes – et de femmes cadres en particulier – dans ses effectifs, moins son cours de bourse a baissé depuis le début de [la crise]⁷» et moins elle serait donc affectée par celle-ci. Cette théorie ne serait qu’un mythe, selon un autre texte paru dans le *Financial Times*, dans lequel l’auteure rejette avec véhémence l’idée d’une culture économique féminine différente de celle des hommes. S’opposant aux décisions de l’Islande, Kiran Stacey écrit:

Some are murmuring that more women at the top is what we need. [...] Yet, according to analysis of British companies carried out by the *Financial Times*, troubled companies would be misguided to rely on female chief executives derisking their operations after male misadventures. If

4. Sarah O’Connor, «Icelandic women will clean up the “young men’s mess”», *Financial Times*, 14 octobre 2008, p. 6.

5. Oddný Sturludóttir, citée par Matthew Hart, «Iceland’s next saga. The wounded tiger’s tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

6. [Anonyme], «A woman’s work?», *Financial Times*, 14 octobre 2008.

7. Annie Kahn, «Les Femmes, antidote à la crise boursière», *Le Monde*, 16 octobre 2008, cahier Économie, p. 20.

anything, the research suggests that companies with female CEOs tend to be even more aggressive—with many pursuing ambitious expansion strategies and borrowing large amounts⁸.

Quoi qu'il en soit, en termes d'image à l'étranger, l'Islande s'inscrit pendant la crise dans le débat mondial autour du féminisme et de la place des femmes dans les sphères du pouvoir. Le pays continue de défendre des valeurs auxquelles on l'a associé, notamment en pratiquant un virage radical vers une direction féminine. L'Islande donne espoir à d'autres d'un changement de culture sociétale et financière. C'est dans ce contexte qu'apparaît à la fin de l'année une nouvelle insolite, fruit d'une récente lubie de la fille magicienne de l'Islande, Björk. En prêtant son nom à un fonds d'investissement, la chanteuse de réputation mondiale veut envoyer un message à la fois universel et féministe. Selon elle, il faut investir dans « des activités durables qui mettent en valeur les ressources naturelles et culturelles de l'Islande » et « participer à la guérison de l'économie islandaise⁹ ». Pour y arriver, elle croit en la nécessité « [d']introduire les valeurs féminines dans le monde de la finance¹⁰ ». Dotée d'une mise de fonds très modeste (100 millions de couronnes islandaises, soit environ 500 000 euros), l'initiative a cependant une valeur symbolique : celle de rappeler au monde et à l'Islande en premier lieu que l'égalité entre les hommes et les femmes est un gage de mieux-être.

C'est ce dont témoigne à la mi-novembre l'une des très rares bonnes nouvelles sur l'Islande à surgir sur les fils de presse étrangers : l'Islande se classe quatrième au monde pour ses politiques et son comportement égalitaires entre les sexes¹¹. Du coup, et malgré le désastre financier dans lequel est plongé le pays, au moins l'une des valeurs les plus appréciées de l'image de l'Islande en Occident est préservée et même renforcée dans le monde.

8. Kiran Stacey, « Recession dents image of macho management », *Financial Times*, 5 novembre 2008. Je souligne.

9. Björk, citée dans [Anonyme, source AFP], « Björk donne son nom à un fonds d'investissement islandais », *Cyberpresse*, 18 décembre 2008.

10. *Ibidem*.

11. Annie Kahn, « Les disparités entre hommes et femmes s'atténuent », *Le Monde*, 13 novembre 2008, cahier Environnement et sciences, p. 4.

Troisième

PARTIE

LE RESTE

du monde

La Scandinavie

Our Nordic friends

« Nordic support group is making excuses. »

Financial Times, 7 octobre 2008¹

Loin de sa relation toute stratégique avec la Russie, l'amitié de l'Islande avec les autres pays scandinaves, issue du partage d'un même fonds culturel et linguistique, se veut pendant la crise un mélange de contraintes et de culpabilité, qui malgré tout sert bien les intérêts de l'île. Les liens avec le Danemark, la Suède, la Norvège et les îles Féroé – premier État à venir au secours de l'Islande – définissent le périmètre premier de l'influence internationale de l'Islande, sorte de cercle familial originel, espace transitoire entre l'intérieur national et le monde extérieur. À défaut d'autres appuis, Reykjavík table souvent sur celui des pays nordiques « amis » pour montrer au reste du monde qu'elle bénéficie de la solidarité d'autres nations. Ainsi, quand des premiers signes d'une aide scandinave se manifestent au printemps 2008, Davið Oddsson, président de la Banque centrale d'Islande, déclare aux journalistes étrangers que « the joint action [of the Nordic

1. [Anonyme], « Iceland », *Financial Times*, 7 octobre 2008.

countries] sent out a strong message that Iceland no longer stood alone²». John Zhu, du journal *Le Monde*, en fait la même interprétation, jugeant alors que «l'Islande n'est plus seule³».

Le soutien des «pays frères» du Nord permet à l'Islande de redorer son image, à un moment où elle en a désespérément besoin : «Any demonstration of co-ordinated Nordic support, écrit le *Financial Times*, would represent a significant step forward for Iceland as it seeks to restore its international credibility⁴.» Reykjavík reconnaît que cette amitié la sauve d'un plus grand péril par le biais d'un communiqué de sa Banque centrale, qui affirme au début de 2009 que ses voisins ont été les seuls à répondre à ses appels de détresse :

No other central banks apart from the Nordic ones were prepared to lend their support in 2008, in spite of the Central Bank's requests and in spite of the public declarations from the international community⁵.

Les journaux étrangers présentent l'association entre les pays nordiques comme une relation peu contraignante, pouvant amener son lot de déceptions. C'est le cas en octobre, quand la crise s'intensifie considérablement en Islande. Ainsi, l'appel politique lancé aux médias par le premier ministre islandais – «In this time of crisis, we are convinced [...] we can count on our fellow Nordic friends⁶» – ne lui apporte que déception : «We have not received the kind of support that we were requesting from our friends⁷.» Comme l'écrit Gérard Lemarquis : «Reykjavik a demandé aux banques centrales nordiques de faire un effort, mais les ministres scandinaves [...] ont réservé leur réponse⁸.» L'aide vient plus tard et d'une origine inattendue : de la part d'abord des îles Féroé, pays frère minuscule et souvent oublié

2. Davíð Oddsson, cité par David Ibson, «Nordic central banks step in to back Iceland», *Financial Times*, 17 mai 2008, p. 2.

3. John Zhu, «Un tournant majeur dans la crise qui sévit en Islande», *Le Monde*, 21 mai 2008, cahier Économie, p. 14.

4. David Ibson, «Iceland puts hope in its neighbours», *Financial Times*, 26 octobre 2008.

5. Ingimundur Friðriksson, «The banking crisis in Iceland in 2008», *Sedlabanki.is*, 6 février 2009.

6. Geir Haarde, cité dans [Anonyme], «Call for Nordic countries to help», *The Herald* (Glasgow), 28 octobre 2008.

7. Geir Haarde, cité par Tom Braithwaite, «Iceland attacks "friends" for lack of support», *Financial Times*, 7 octobre 2008.

8. Gérard Lemarquis, «Accablés par la crise, les Islandais rêvent de l'euro», *Le Monde*, 29 octobre 2008, cahier Économie, p. 13.

dans ce concert nordique, puis de la richissime Norvège; la Suède, encore à la fin novembre, considérait la demande en examen. Les hésitations des uns et des autres permettent de comprendre que l'Islande, faute de pouvoir pleinement compter sur le monde nordique – ce qui lui permettrait d'éviter le recours humiliant au Fonds monétaire international (FMI) – se voit acculée à accepter que l'aide de ces pays est *conditionnelle* à l'approbation du FMI. C'est du moins ainsi que l'interprète le *Financial Times*: «The four [*sic*, sans les Féroé, mais en comptant la Finlande] Nordic nations have said they are willing to support Iceland *but only after it agreed to design and implement an economic stabilisation plan in association with the IMF*⁹.» Bref, les pays nordiques adoptent vis-à-vis de l'Islande une position prudente qui porte un dur coup à l'amitié.

C'est donc sous le signe de la contrainte et du malaise que les journaux étrangers décrivent la relation entre l'Islande et les autres pays scandinaves. Nécessaire et avec des intérêts sous-jacents, quoique parfois longue à se manifester, cette relation d'entraide apparaît comme le résultat d'un compromis plutôt que d'une tendance naturelle, que ce soit avant, pendant ou après la crise. En mai, le gouverneur de la banque centrale suédoise, Stefan Ingves, déclare que «co-operation was *necessary* in times of difficulty¹⁰». Pendant les jours d'octobre, les plus pénibles pour l'Islande, Reykjavík doit pourtant tirer l'oreille à ses partenaires pour qu'ils interviennent en sa faveur. Le gouvernement islandais leur demande d'abord de «faire un effort¹¹» (qu'ils réserveront à plus tard), ce qui fait dire au *Financial Times*: «Nordic support group is making excuses¹².» Ce n'est qu'après l'esquive diplomatique vers la Russie et ses effets – alors que Reykjavík sollicite une aide à Moscou, au grand dam de ses partenaires – que l'Islande réussit à forcer la main aux autres pays nordiques. Encore, les exemples rapportés dans les journaux font état d'une entraide non exempte d'intérêts, que ce soit celle offerte par la compagnie aérienne SAS aux passagers en détresse

9. David Ibson, «Nordic nations work on Iceland bail-out», *Financial Times*, 5 novembre 2008. Je souligne.

10. Stefan Ingves, cité par Paul J. Davies et Peter Garnham, «Iceland agrees 1.5bn swap scheme with neighbours», *Financial Times*, 16 mai 2008.

11. Gérard Lemarquais, «Accablés par la crise, les Islandais rêvent de l'euro», *Le Monde*, 29 octobre 2008, cahier Économie, p. 13.

12. [Anonyme], «Iceland», *Financial Times*, 7 octobre 2008.

de Sterling¹³ (un transporteur danois que les Islandais ont acheté, puis contribué à mettre en faillite), ou que ce soit celle de la Suède, qui prête aux Islandais pour protéger... ses propres déposants suédois, mis en danger par la déroute de la banque islandaise Kaupping¹⁴ (tout comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas prêteront à Reykjavík pour défendre les intérêts de leurs propres citoyens). En somme, la relation entre les pays nordiques s'apparente à un amalgame de vœux pieux et de culpabilité, jamais aussi forte qu'on voudrait le croire. La Norvège en fait le constat et rappelle: «it is essential to strengthen cooperation between Nordic authorities¹⁵».

Par ailleurs, les médias reviennent souvent sur l'idée convenue selon laquelle le monde nordique partagerait une culture commune, faite d'une forte solidarité entre les États qui le composent et les individus qui les habitent. D'un autre côté, les journaux désignent également les économistes scandinaves parmi les plus fervents adeptes du néolibéralisme et de la mondialisation. Le *Financial Times* écrit en avril 2008: «Nordic states stay hot on globalisation¹⁶.» Selon le premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, cité par le même journal: «There is a Nordic sense of being [...]. It is not just about institutions. There are many optimists in this, all in terms of globalisation. It is good that we are optimists¹⁷.» Or, cette confiance se fissure après la faillite des grandes banques islandaises: ce sont elles qui avaient investi dans les autres pays nordiques et ailleurs dans le monde, et qui troublent ainsi les économies de leurs pays amis. L'islandaise Glitnir, par exemple, avait acheté deux banques (Kreditbanken Retail Bank et Bnbank) et un courtier (Norse Securities) norvégiens, ainsi que deux grandes firmes de gestion: l'une en Suède (Fischer Partners) et l'autre en Finlande (FIM Asset Management). La chute de Glitnir entraîne donc des conséquences fâcheuses pour la Norvège, la Suède et la Finlande¹⁸. Si la mondialisation a permis la montée en puissance et la prospérité islandaises, c'est

13. Voir entre autres Laura Dixon, «Iceland's Sterling airline collapses», *The Australian*, 30 octobre 2008.

14. Tom Braithwaite, «Iceland's biggest bank gets Swedish loan», *Financial Times*, 8 octobre 2008.

15. Communiqué de la Banque centrale norvégienne cité par David Ibbison, «Norway's central bank warns on stability», *Financial Times*, 2 décembre 2008.

16. Quentin Peel, «Nordic states stay hot on globalisation», *Financial Times*, 11 avril 2008, p. 4.

17. Fredrik Reinfeldt, cité dans *ibidem*.

18. Tel que rapporté, par exemple, par Robert Anderson, «Big banks break up in effort to restore confidence», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.

également elle qui en a causé la chute fulgurante. L'Islande porte ainsi un dur coup à l'image positive de la Scandinavie, dont le modèle social-démocrate s'attire alors de nombreuses critiques. Par exemple, dans *The Herald*, on avance que ses défenseurs vivent dans un monde de contrefaçon économique, refusant de voir les périls inhérents aux : « high-cost-of-living economies of Iceland and Scandinavia¹⁹ ».

De manière générale, l'Islande attire la sympathie du reste du monde, ce qui lui permet d'éviter les conditions généralement plus sévères imposées à des pays devant faire face à une crise semblable à la sienne. Comme l'écrit Matthew Hart dans *The Globe and Mail* : « It is impossible not to feel sympathy for Icelanders as they face a desperate future²⁰. » L'aide nordique s'inscrit dans ce registre de sollicitude, avec toutefois quelques gestes qui peuvent sembler teintés d'arrière-pensées coloniales. C'est du moins ainsi qu'on présente l'aide norvégienne, venue sous la forme d'une équipe d'experts pour *aider et soutenir* les Islandais, tel que le rapporte *l'Afterposten* : « The Norwegian government sent a delegation of officials from various state ministries to Iceland on Wednesday. They're charged with trying to help their financially strapped Nordic neighbour²¹. » Cette aide *technique* rappelle à bien des égards celle offerte par une métropole à ses protégés. *Le Monde* partage cette vision et présente ce rapport de manière encore plus crue : « La Suède, le Danemark et la Norvège, écrit John Zhu, ont volé au secours de leur petit frère islandais²². »

Il n'en demeure pas moins que, pour l'Islande, la solidarité scandinave n'est pas qu'une facétie : bien que tardive, l'aide des pays nordiques est réelle et montre que ceux-ci savent malgré tout se solidariser en cas de crise. Cela se manifeste par un soutien commun dès le début des difficultés, dont les modalités restent flexibles : « Iceland can also rely on support from other Nordic governments under a loose but significant memorandum of understanding²³. » Au cœur de la crise islandaise, après une valse-hésitation, ces pays

19. Alastair Begg, « The real facts », *The Herald* (Glasgow), 5 novembre 2008.

20. Matthew Hart, « Iceland's next saga. The wounded tiger's tale », *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

21. Nina Berglund, « Norway sends aid team to crisis-hit Iceland », *Afterposten*, 22 octobre 2008.

22. John Zhu, « Un tournant majeur dans la crise qui sévit en Islande », *Le Monde*, 21 mai 2008, cahier Économie, p. 14.

23. David Ibison, « System crisis rated as "low probability" », *Financial Times*, 25 mars 2008. Je souligne.

coordonnent leurs actions au moyen d'une aide qui se veut complémentaire à celle provenant d'autres sources: «The finance ministers of Denmark, Finland, Norway and Sweden said in a joint statement that the funds would help Iceland stabilize its economy²⁴.»

L'Islande, se trouvant dans une situation désespérée, est donc avantagée de faire partie de la Scandinavie. Bien que l'amitié supposément naturelle entre les pays de ce groupe ait rencontré ses propres limites une fois confrontée à la crise et que certains États nordiques agissent avec intérêt en aidant l'île, les liens qui unissent ces cinq pays permettent à l'Islande de reprendre son souffle. Au final, c'est donc l'image d'une Scandinavie malmenée, certes, mais encore une fois assez unie qui se montre au monde.

24. David Jolly, «Iceland gets its IMF loan, Turkey awaits its own», *The International Herald Tribune*, 20 novembre 2008.

2

La Russie

Our new friend

« So in a situation like that, one has to look for new friends. »

Geir Haarde, octobre 2008¹

La déclaration du premier ministre islandais, à savoir que l'Islande se tournerait vers la Russie faute d'avoir obtenu de ses alliés traditionnels l'aide qu'elle réclame, cause la surprise, la peur, parfois le scepticisme et la colère et ce, dès qu'elle commence à circuler dans les médias étrangers. Qu'il s'agisse d'un fait réel ou d'une simple stratégie, elle secoue le monde occidental par la gravité de ses conséquences potentielles. Si l'objectif de Reykjavík consistait à frapper un grand coup médiatique, cela a réussi. Un diplomate islandais admet après coup : « We knew that talking to them would create a shock, and that was partly the point². »

-
1. Geir Haarde, cité entre autres par Tom Braithwaite, « Iceland attacks “friends” for lack of support », *Financial Times*, 7 octobre 2008.
 2. [Un diplomate islandais], cité par Peter Gumbel, « Iceland: the country that became a hedge fund », *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

Connaissant la crainte qu'inspire la Russie dans le monde occidental, l'Islande cherche à forcer ses partenaires, notamment les pays nordiques, à lui accorder l'aide demandée. « Les Norvégiens ne veulent pas voir les Russes étendre leur influence sur l'Arctique³ », juge ainsi Þorbjörn Broddason, professeur à l'Université d'Islande. Le gouvernement islandais espère ainsi que la menace évoquée « stimulera la générosité nordique⁴ ». *BBC News* va dans le même sens : « analysts suggest that the Icelandic government never seriously considered taking money from Russia—it was simply a strategy to secure help from Western Europe and the US⁵ ».

Les journalistes étrangers, presque unanimes, jugent sévèrement ce geste de l'Islande. Brian Milner, du *Globe and Mail*, ne cache pas sa surprise devant la source de l'aide réclamée par Reykjavík (« a most unlikely source⁶ »). Serge Truffaut, du *Devoir*, souligne que « le premier ministre islandais a signé une intervention [qui a] glacé le sang de plus d'un dirigeant européen⁷ ». John Vinocur écrit quant à lui dans *The International Herald Tribune* que le geste de Reykjavík fait poindre une menace similaire à celle qu'a connue le monde au xx^e siècle : « Of course, there is no New Cold War, and that is fine. The problem is that what has replaced it, while no replica, feels familiar⁸. » Seul au milieu de la désapprobation générale, le spécialiste de l'Islande Richard Portes considère qu'il s'agit là d'une démarche habile et de la meilleure manœuvre possible : « It's rather imaginative of the Russians and the Icelanders. They should have done it earlier⁹. »

L'appel à la Russie est présenté par l'Islande au moyen d'un habile flottement discursif qui lui permet de ne pas trop s'engager dans cette démarche. D'abord annoncé comme un fait, le prêt ne devient le lendemain qu'une simple demande d'aide, au fil de ce qui ressemble à une « valse médiatique » entre les deux pays, sous le regard intéressé de leurs alliés

3. Þorbjörn Broddason, cité par Gérard Lemarquis, « Accablés par la crise, les Islandais rêvent de l'euro », *Le Monde*, 29 octobre 2008, cahier Économie, p. 13.

4. *Ibidem*.

5. Konstantin Rozhnov, « Russia's role in rescuing Iceland », *BBC News*, 13 novembre 2008.

6. Brian Milner, « Russia's "imaginative" Icelandic rescue », *The Globe and Mail*, 8 octobre 2008, p. B-10.

7. Serge Truffaut, « Crise financière. Au secours de l'Est », *Le Devoir*, 3 novembre 2008.

8. John Vinocur, « Europe's unlikely attempt to renew a "partnership" with Russia », *The International Herald Tribune*, 21 avril 2008.

9. Richard Portes, cité par Brian Milner, « Russia's "imaginative" Icelandic rescue », *The Globe and Mail*, 8 octobre 2008, p. B-10.

respectifs. *The International Herald Tribune* rapporte ainsi deux nouvelles à ce sujet le même jour : une première évoquant une contradiction entre les versions de Reykjavík et de Moscou, la seconde présentant une réfutation de l'Islande :

Details of the loan discussions remained unclear on Tuesday as Iceland's Central Bank said it had a confirmation from Prime Minister Vladimir Putin of Russia that a loan would be granted, while the deputy finance minister Dmitry Pankin told the Interfax agency that no decision had been made¹⁰.

Iceland later acknowledged that it had been premature, saying it had contacted the Russians but had not yet reached an agreement¹¹.

Cette annonce – et sa réfutation – s'accompagne d'une déclaration de l'Islande, qui prétend jouer franc jeu. Le premier ministre Haarde multiplie les points de presse où il jure que l'éventuelle entente avec la Russie n'aurait aucune conséquence politique : « We look at this as a non-political deal, if there is to be a deal, which we don't know yet. I don't know of any particular political strings that the Russians would want to attach to this¹². » L'ambassadeur russe au Royaume-Uni, Yuri Fedotov, soutient également que l'aide de son pays à l'Islande est « naturelle », ce qui laisse toutefois sceptiques les commentateurs étrangers. Le *Financial Times* rapporte qu'il aurait déclaré : « our offer is nothing other than *the natural gesture of support* that you would expect to see from one country to another in an interdependent world¹³ ».

Les observateurs sont pourtant peu nombreux à ne voir aucune visée politique dans l'aide de Moscou. Les craintes que provoquent les conséquences possibles de cette « amitié » entre l'Islande et la Russie – notamment dans les journaux anglais, australiens et canadiens – dépassent le cadre de la crise économique, puisqu'elles concernent l'équilibre géopolitique de l'Occident. La sollicitude russe à l'égard de Reykjavík ne serait ainsi, pour *Le Devoir*, qu'une occasion pour Moscou de « s'infiltrer dans l'ancienne

10. Julia Werdigier, « Iceland takes extreme steps to save its finance system », *The International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.

11. Eric Pfanner et Julia Werdigier, « Caught in financial crisis, Iceland tries to tap Russia », *The International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.

12. Geir Haarde, cité par Ómar Valdimarsson et Toni Vorobyova, « Iceland seeks Russian, Nordic help as share fall », *The Globe and Mail*, 15 octobre 2008, p. B-14.

13. Yuri Fedotov, cité par James Blitz, « British corporate leaders to visit Russia », *Financial Times*, 20 octobre 2008. Je souligne.

chasse gardée soviétique¹⁴» et d'étendre son influence. Eric Pfanner et Julia Werdigier sont aussi de cet avis. Ils écrivent dans *The International Herald Tribune* que le but de l'opération est, pour Moscou, de restaurer son prestige perdu: «For Russia, the loan would be a way to show its financial power and willingness to help distressed economies¹⁵.» Selon le *Financial Times*, si cela se concrétisait: «the loan would be the first time in Russian history that it has granted foreign aid to a state outside its normal sphere of influence¹⁶». C'est là vite oublier que l'Union soviétique a jadis été du côté des républicains espagnols, ou a soutenu des pays africains et sud-américains, mais il n'en demeure pas moins que le geste de Reykjavík est interprété comme la possibilité réelle d'une avancée russe en territoire occidental.

Narquois, Gérard Lemarquis, du journal *Le Monde*, fait remarquer que les pays occidentaux ont peut-être cherché cette situation en négligeant l'Islande: «Ce retour des Russes fait sourire ceux [parmi les Islandais] qui se souviennent de la guerre froide, écrit-il. Les Américains avaient alors une base de 4 000 soldats qu'ils ont désertée depuis pour des destinations plus chaudes¹⁷.» Dans le *Financial Times*, Alex Barker juge que Reykjavík ne fait que feindre l'innocence dans cette négociation: «Iceland has told NATO allies its putative deal with Russia will not influence foreign policy. Rumours in Reykjavik had suggested Russia might use a base vacated by the US Air Force in 2006¹⁸.» Qu'il s'agisse de simples rumeurs ou d'ententes véritables, cette possible alliance suscite des craintes, qui alimentent la colère envers Reykjavík, qui ne se rendrait pas compte de la manipulation exercée par Moscou.

Cet appel de l'Islande vers Moscou surprend les partenaires militaires de l'OTAN: tout récemment, en avril 2008, *The International Herald Tribune* rapportait que quatre avions Mirage français survolaient l'Islande pour la protéger contre les entrées agressives de bombardiers russes. Ces derniers avaient nouvellement repris du service sur la route autrefois empruntée par les avions soviétiques au temps de la guerre froide. Le ministre islandais

14. Serge Truffaut, «Crise financière. Au secours de l'Est», *Le Devoir*, 3 novembre 2008.

15. Eric Pfanner et Julia Werdigier, «Caught in financial crisis, Iceland tries to tap Russia», *The International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.

16. Catherine Belton et Tom Braithwaite, «Iceland asks Russia for €4bn after West refuses to help», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.

17. Gérard Lemarquis, «L'Islande au bord du gouffre», *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

18. Alex Barker *et al.*, «Iceland frosty as London gets tough», *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 5.

de la Justice et de la Défense, Björn Bjarnason, comptait treize de ces vols provocateurs russes dans l'espace islandais depuis 2006. Les plaintes de Reykjavík auraient été reçues avec un sourire par Moscou : « The response was Russia resurgent to the core: Get used to them. Then, Bjarnason said, the ambassador directed his hosts to read a related statement made in August by Vladimir Putin. End discussion¹⁹. » Compte tenu de ce climat tendu au printemps, le revirement de Reykjavík quelques semaines plus tard paraît donc d'autant plus surprenant pour ses partenaires.

Certains articles étrangers frisent toutefois la paranoïa envers la Russie. On lit par exemple dans le *Financial Times* que l'appel de Reykjavík ne serait qu'une « finlandisation » financière graduelle de l'Europe de l'Ouest : « Russia's aim is the re-creation of a "lite" version of the Soviet empire²⁰. » La nouvelle force économique de la Russie, issue du pétrole, fait peur en période de crise mondiale : « If the West is not careful, lit-on dans *The Australian*, Iceland will signal the ominous start of a new round of mergers and acquisitions—not of companies, but of whole countries²¹. » Pour Frank Ching, du *Globe and Mail*, cet épisode avec la Russie n'est que le premier feuillet d'une guerre économique à venir, qui amènera la domination de la Chine : « Already, Iceland, which didn't get the help it needed from its European friends, has turned to Russia for a \$5.3-billion loan. It is entirely conceivable that other countries could tap China for similar assistance²². » *The International Herald Tribune* apporte un point de vue plus tempéré sur cette négociation. Selon Samuel Charap et Andrew Kuchins : « the loan [...] appears to be a gesture of cooperation, a demonstration that Russia wants to be a responsible stakeholder in the international economic system²³. » Cette opinion apparaît toutefois à contre-courant dans le concert de dénonciations de l'« amitié » islando-russe.

19. John Vinocur, « Europe's unlikely attempt to renew a "partnership" with Russia », *The International Herald Tribune*, 21 avril 2008.

20. Edward Lucas, « Do not let Russia "finlandise" Western Europe », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 11.

21. [Anonyme], « Iceland's economic collapse could herald a new round of large-scale acquisitions », *The Australian*, 9 octobre 2008.

22. Frank Ching, « It's in China's own interest to extend a helping hand », *The Globe and Mail*, 15 octobre 2008, p. A-25.

23. Samuel Charap et Andrew Kuchins, « Russia's peace offensive », *The International Herald Tribune*, 13 octobre 2008.

Dans cet épisode médiatique de la crise islandaise, les Russes ont le beau jeu et ils s'en amusent : «The negotiations are a creative process²⁴», dit un porte-parole officiel. Les médias de Moscou reçoivent quant à eux la demande islandaise avec un mélange de dérision et de froideur. Le *Moscow News* trouve que l'Islande n'est qu'un instrument pour accroître le prestige politique de la Russie : «Moscow needs political heavyweights as friends, not an island state with a population of 310,000. But Iceland is a perfect instrument to demonstrate Russia's goodwill to the rest of the developed world at very little cost²⁵.» Quant à l'agence de presse Novosti, qui soutient l'idée d'une aide à l'Islande, ce prêt constituerait un tremplin pour étendre l'influence russe vers des pays plus importants :

There are several reasons why Russia should agree to issue the loan to Iceland. The first and overwhelming one is geo-economic. [...] Crises come and go, but allies (sometimes) remain. Iceland [...] is certain to remember this gesture and take more kindly to Russian investments in the future. [...] Besides, it makes a good starting post for flights to Latin America²⁶.

Aussi, à l'opposé des dirigeants islandais, qui prétendent ne voir dans le geste russe qu'une aide économique sans implications politiques, *The Moscow News* rapporte qu'elle apporterait des avantages politiques importants à la Russie : «[It] is purely political, there is nothing economic in it²⁷.» C'est également le sens de l'interprétation de la BBC – citant un analyste, elle juge que «all connections to Russia are political²⁸» – comme celle du journal *Le Monde*, qui voit dans ce prêt à l'Islande un changement dans l'équilibre politique et militaire de l'Europe. George Hay juge sévèrement Reykjavík, alors qu'il écrit que de s'adresser ainsi aux Russes était «moins avisé²⁹» que de se diriger vers le Fonds monétaire international (FMI) :

24. [Un porte-parole officiel], cité par Charles Clover *et al.*, «Iceland works on Russian deal», *Financial Times*, 15 octobre 2008, p. 9.

25. Marina Pustilnik, «Iceland seeks Russian comfort», *Moscow News*, 10 octobre 2008.

26. Yelena Zagorodnyaya, «Iceland turns to Russia for bailout», *RIA Novosti*, 10 octobre 2008.

27. Marina Pustilnik, «Iceland seeks Russian comfort», *Moscow News*, 10 octobre 2008.

28. Jón Ólafsson, cité par Konstantin Rozhnov, «Russia's role in rescuing Iceland», *BBC News*, 13 novembre 2008.

29. George Hay, «Pour l'Islande, mieux vaut le FMI que les Russes», *Le Monde*, 10 octobre 2008, cahier Économie, p. 15.

Un prêt russe de 4 milliards d'euros [...] viendrait bouleverser la donne géopolitique. L'Islande est membre de l'OTAN, et on peut s'attendre à ce que la Russie exige une récompense pour avoir prêté au petit pays l'équivalent d'un tiers de son PNB. [...] L'hypothèse russe entraînerait plutôt sur le terrain militaire et stratégique³⁰.

La plupart des journalistes font état de l'avantage que ce prêt pourrait donner à la Russie dans sa conquête de l'Arctique, dont elle revendique la souveraineté. Pour *The Australian*, le refus d'accorder un prêt d'urgence à l'Islande constitue une erreur stratégique de la part des États-Unis et de l'Union européenne: « It is a false economy that will prove diplomatically expensive³¹. » Pour ce journal, l'Islande représente pour les Russes un avant-poste et son appui lui permettrait de justifier des avancées vers le pôle Nord:

It doesn't take much to work out what Russia is thinking. A former superpower, in search of territory and allies, which planted its own flag on the seabed of the North Pole last year—what better prize could it want than a NATO member that has just been rebuffed by its Western allies³²?

Citant un stratège financier, Tom Braithwaite écrit dans un article au titre évocateur du *Financial Times* – « Iceland attacks “friends” for lack of support » – que l'aide à l'Islande « could be helpful when [Russia] gets into difficult negotiations over territorial rights in the Arctic³³ ». *Le Monde* craint aussi les ambitions russes sur l'Arctique: « L'Islande a perdu de son importance géopolitique, mais pourrait redevenir intéressante si la fonte des glaces polaires devait transformer le nord des côtes de la Sibérie en autoroute maritime³⁴. » *The Australian* partage ces appréhensions: « Iceland's mid-Atlantic location makes it a hugely desirable ally for Russia, which has its eye on oil and gas below the North Pole³⁵. »

30. *Ibidem*.

31. Bronwen Maddox, « Snub to Iceland will be costly blunder », *The Australian*, 11 octobre 2008.

32. *Ibidem*.

33. Chris Weafer, cité par Tom Braithwaite, « Iceland attacks “friends” for lack of support », *Financial Times*, 7 octobre 2008.

34. Gérard Lemarquis, « L'Islande au bord du gouffre », *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.

35. Bronwen Maddox, « Snub to Iceland will be costly blunder », *The Australian*, 11 octobre 2008.

Ainsi, pour ces analystes, l'aide « fraternelle » de la Russie soulève bien des soupçons. L'Islande s'est attiré dans l'aventure de nombreux commentaires désobligeants. Par contre, le gouvernement islandais peut être satisfait : sa stratégie diplomatique et médiatique, s'il en avait une, a parfaitement réussi. D'une part, l'Islande a accentué la pression pour obtenir promptement une aide de ses partenaires historiques, les pays scandinaves, et du FMI, avec l'accord de Washington et de Londres, qui semblent tous mieux disposés à son égard. C'est du moins ce que rapporte *The Globe and Mail* : « the Russian offer sped up the efforts of other international lenders owing to worries over what Russia may ask in return³⁶. » D'autre part, la pression exercée par cette stratégie aurait contribué à atténuer les conditions imposées par le FMI. Selon le *Financial Times* : « Although the slow pace of those talks [with Russia] ultimately resulted in Iceland agreeing a package led by the IMF, it is noteworthy that those loans came with fewer conditions than the Fund has imposed in the past³⁷. » Obtention d'une aide urgente de ses partenaires, imposition de conditions réduites du FMI : voilà pour l'Islande un habile doublé diplomatique. Le pays sort donc gagnant de ce parcours risqué, qui change toutefois de manière inattendue les alliances européennes. Selon le magazine *Time*, l'arrivée sur scène de Moscou sert en effet... le gouvernement anglais. En pleine crise, le Royaume-Uni voit ainsi émerger un nouvel ennemi : l'Islande, un allié des Russes qui se serait infiltré dans l'économie britannique. Cette menace effraie-t-elle suffisamment les Britanniques pour leur faire oublier les effets de la crise en leur propre pays ? Cela n'a pas d'importance, écrit Catherine Mayer : « That won't worry the British government at all. [But] in times of crisis, it's good to have friends, but it's even more useful to have enemies³⁸. »

36. [Anonyme, source Reuters], « It could take \$24-billion to fix Iceland », *The Globe and Mail*, 18 novembre 2008, p. B-11.

37. David Rothkopf, « The Fund faces up to competition », *Financial Times*, 21 octobre 2008.

38. Catherine Mayer, « Iceland: Britain's credit crunch scapegoat », *Time*, 10 octobre 2008.

3

Le conflit avec le Royaume-Uni

One of us,
not one of them

«The crisis sparked a furious war of words between London and Reykjavik.»

The Herald (Glasgow), 10 octobre 2008¹

Les relations entre le Royaume-Uni et l'Islande n'ont jamais été simples. Tous deux insulaires, revendiquant une forte différence face aux autres pays, ils entretiennent un lien d'amour-haine qui a fluctué dans l'histoire. Les Islandais semblent hantés, de manière cyclique, par la volonté de se confronter aux Britanniques, à un tel point que l'on peut parfois se demander si ce ne sont pas ces derniers qui ont colonisé leur pays plutôt que les Danois. Il y a, certes, de bien lointains rapports vikings entre les deux îles, mais c'est plutôt au cours de la période contemporaine que les rivalités surgissent. Brian Groom se demande dans le *Financial Times* ce qui cause le rapport complexe entre les deux pays: «We always seem to be at odds with this independent-minded nation. Britain violated Iceland's neutrality

1. [Anonyme], «Treasury officials hold emergency talks in Iceland», *The Herald* (Glasgow), 10 octobre 2008.

by occupying it in 1940 and tussled with it over fishing rights in the 1950s and 1970s cod wars². » Ces « guerres de la morue » – plus exactement, un conflit diplomatique au cours duquel le Royaume-Uni avait tenté d'intimider militairement l'Islande – représentent bien cette relation difficile. Pour des questions de pêche, les frontières maritimes de l'Islande et, par extension, sa souveraineté ont été contestées par le Royaume-Uni. Au fil des années, la victoire de la petite île sur la grande a pris dans l'histoire islandaise une allure de revanche postcoloniale.

Pendant la crise de 2008, la « guerre » dans laquelle s'engagent les deux pays porte sur deux fronts : d'une part, le Royaume-Uni invoque sa Loi antiterroriste pour geler les avoirs islandais sur son territoire ; d'autre part, Londres et Reykjavík se lancent dans une bataille juridique, se menaçant l'un l'autre de poursuites judiciaires. Sur les deux fronts, cette bataille se déroule par médias interposés, alimentant une querelle d'interprétation des déclarations des uns et des autres, d'où l'idée qu'il s'agit d'une « guerre de mots » (« a war of words³ », selon David Ibison). Le flegme qui caractériserait à la fois Britanniques et Islandais rend d'autant plus surprenante la rapide escalade verbale entre leurs deux capitales. Les journalistes ne se gênent pas pour user eux-mêmes d'un vocabulaire passionné pour en rendre compte : « The UK authorities *exasperated* with responses from Iceland seem to have *overreacted*⁴. »

En fait, une série de malentendus seraient à l'origine de ce conflit. *The Guardian* rapporte le 8 octobre que la veille : « the chancellor, Alistair Darling, told the BBC that [...] “The Icelandic government, believe it or not, have told me yesterday they have no intention of honouring their obligations here⁵” ». Quelques heures plus tard, le premier ministre Gordon Brown en rajoute et condamne le gel des comptes bancaires anglais dans les banques islandaises, qui aurait été commandé par Reykjavík : « “What happened in Iceland is completely unacceptable,” Brown told BBC television. “I’ve been in touch with the Icelandic prime minister (Geir Haarde),

2. Brian Groom, « Back to the future. A leader for today », *Financial Times*, 13 octobre 2008.

3. David Ibison, « UK dispute with Iceland escalates », *Financial Times*, 24 octobre 2008.

4. Jon Danielsson, « Why raising interest rates won't work », *BBC News*, 28 octobre 2008. Je souligne.

5. Alistair Darling, cité dans [Anonyme], « Darling vows to help Icesave savers », *The Guardian*, 8 octobre 2008.

I've said that this is effectively illegal action that they've taken⁶." » C'est sur la base de ces déclarations que le gouvernement anglais annonce des actions musclées contre l'Islande. Cependant, la transcription subséquente de la conversation entre Darling et ses vis-à-vis islandais, décisive pour la suite des choses, indiquerait plutôt qu'il s'agit d'une mésentente: «A transcript [...] appears to question the British government's claim⁷ », écrit David Ibson. Quelques jours plus tard, une autre transcription, celle-là d'une entrevue donnée (en islandais) à la télévision par le gouverneur de la Banque centrale d'Islande, Davið Oddsson, donne cependant raison aux Britanniques. Le jour même de la conversation avec Darling: «[Oddsson] made unfortunate comments aimed at local audiences that "We will not pay for irresponsible debtors and... not for banks who have behaved irresponsibly⁸" ».

Londres annonce dès le 7 octobre le gel immédiat de tous les avoirs de la banque Landsbanki sur son territoire: «in a statement, the Treasury said it was taking the action "to protect the retail depositors [and] ensure the stability of the UK financial system"⁹ ». Pour ce faire, le Royaume-Uni utilise une loi antiterroriste mise en place dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 à New York. La tension entre les deux pays atteint alors son paroxysme: «Iceland's relations with the UK threatened to fall to the lows of the 1970s "cod wars" yesterday as anti-terrorism powers were used in an effort to recoup money owed to UK depositors in a failed Icelandic bank¹⁰. » En effet, la réplique du gouvernement britannique provoque la colère chez les Islandais. Les premières réactions officielles sont plutôt ironiques: «we did not consider this to be a particularly friendly act¹¹ », selon le mot du premier ministre Geir Haarde au journaliste Eric Pfanner. L'exaspération de la population islandaise envers le Royaume-Uni est rapportée par la suite dans les médias: «It was a move viewed in Iceland as hateful

6. Gordon Brown, cité dans [Anonyme, source AFP], «Iceland acting illegally in freezing accounts—UK PM », *The Australian*, 10 octobre 2008.

7. David Ibson, «Transcript challenges UK position on Iceland savings », *Financial Times*, 23 octobre 2008.

8. Arsaell Valfell, «Gordon Brown killed Iceland », *Forbes*, 16 octobre 2008.

9. Tom Braithwaite, «Kauþthing goes into administration in UK », *Financial Times*, 8 octobre 2008.

10. Alex Barker *et al.*, «Iceland frosty as London gets tough », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 5.

11. Geir Haarde, cité par Erif Pfanner, «Iceland is all but officially bankrupt », *The International Herald Tribune*, 9 octobre 2008.

and unnecessary¹²» (*Financial Times*); «Mr Brown is clearly public enemy No 1 in Iceland¹³» (*The Independent*); «Gordon Brown killed Iceland. [It] looks like an act of revenge¹⁴» (*Forbes*). Les Islandais sont profondément troublés de se voir attribuer l'étiquette «terroriste» par un pays qu'ils considéraient comme un allié: «How can you compare my grandmother's bank to al-Qaeda¹⁵?», s'écrit le romancier Andri Snær Magnason. On accuse tout à la fois les Anglais d'assiéger financièrement l'Islande¹⁶ et de lui avoir asséné le coup fatal, sans lequel elle aurait peut-être pu se relever. Comme l'écrit Jonas Moody dans *Time*: «Some Icelandic economists say the terrorist appellation provided the extra push that sent Iceland's already reeling financial system over the ledge into complete failure¹⁷.»

S'ajoutent à ce bras de fer concret une série de menaces juridiques: d'abord de la part de Londres dès le 8 octobre («British government planned to sue Iceland to recover the deposits¹⁸»), puis de Reykjavík quelques jours plus tard: «Geir Haarde is threatening to take legal action in response over funds frozen¹⁹.» Or, ces déclarations menacent l'équilibre et la réputation des deux alliés d'autrefois, ce que soulève l'équipe éditoriale du *Financial Times* en soulignant les conséquences possibles de cette escalade. Ses journalistes Alex Barker, Tom Braithwaite, Sarah O'Connor, Jim Pickard et Nicholas Timmins écrivent ainsi dans un article commun, le 17 octobre:

London and Reykjavik have appointed lawyers as the NATO allies threaten to sue each other over Iceland's banking collapse. [...] Lawyers say the two countries are more likely to reach a political settlement than to take each other on in the courts. It is rare for historically

-
12. Robert Jackson, «Letter from Iceland», *Financial Times*, 15 novembre 2008.
 13. Claire Soares, «Who are you calling terrorists, Mr Brown?», *The Independent*, 24 octobre 2008.
 14. Arsaell Valfell, «Gordon Brown killed Iceland», *Forbes*, 16 octobre 2008.
 15. Andri Snær Magnason, cité par David Ibison, «Icelanders see Icarus-like plunge of greed», *Financial Times*, 23 octobre 2008.
 16. Sarah O'Connor, «Iceland accuses UK of financial "siege"», *Financial Times*, 16 octobre 2008.
 17. Jonas Moody, «Iceland to Britain: "We're no terrorists"», *Time*, 3 novembre 2008.
 18. Angela Balakrishnan, «UK to sue Iceland over any lost bank savings», *The Guardian*, 8 octobre 2008.
 19. [Anonyme, source AFP], «Iceland PM says could sue Britain over savings row», *The Australian*, 13 octobre 2008.

friendly countries to clash in court, partly because of the diplomatic and reputational damage they risk as they trade allegations and disclose potentially embarrassing evidence²⁰.

Malgré cela, le gouvernement anglais maintient que l'intimidation islandaise est sans conséquence : « Alistair Darling, the chancellor, is unconcerned about the legal challenge by Iceland, believing that he acted in a responsible way²¹. »

Pour l'Islande, la mésentente avec le Royaume-Uni est grave en raison du gel des avoirs islandais dans ce pays, ce qui lui cause de sérieux problèmes de liquidités, mais aussi parce que le gouvernement britannique l'empêche d'obtenir un prêt d'urgence auprès du Fonds monétaire international (FMI). Le *Financial Times* rapporte les propos d'un porte-parole du FMI : « the loan [is] being withheld until Iceland resolved “the process of determining obligations with regard to foreign deposits²²” ». Pourtant, le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad* soutient au contraire que les Pays-Bas et le Royaume-Uni : « are blocking a loan from the International Monetary Fund (IMF) to Iceland²³ ». Londres se défend d'avoir agi ainsi contre Reykjavík : « The U.K. government has in no way blocked the IMF's loan to Iceland²⁴. »

Quoi qu'il en soit, à bout de ressources, le gouvernement islandais finit par céder. Il accepte les conditions britanniques et s'engage à rembourser les épargnants anglais floués par la débâcle financière de son pays – et donc, devra trouver le moyen de payer pour les débordements de ses banques nouvellement nationalisées, ce qui représente un gonflement démesuré des obligations financières de l'État islandais. Par ricochet, cet accord permet à l'Islande d'obtenir le prêt demandé au FMI. Malgré le démenti britannique, les commentateurs étrangers considèrent que Londres a bel et bien exercé un veto contre l'Islande pour obtenir satisfaction : dans cette épreuve

20. Alex Barker *et al.*, « Scene set for court battle over deposits », *Financial Times*, 17 octobre 2008, p. 2.

21. Alex Barker *et al.*, « Iceland may hold UK store stakes », *Financial Times*, 29 décembre 2008.

22. [Un porte-parole du FMI], cité par David Ibisson, « Iceland in fresh push to solve diplomatic row », *Financial Times*, 14 novembre 2008.

23. Cees Banning et Jan Gerritsen, « Dutch and British block IMF loan to Iceland », *NRC Handelsblad*, 7 novembre 2008.

24. [A British Treasury spokesman], cité par David Jolly, « \$6 billion rescue for Iceland put on hold », *The International Herald Tribune*, 12 novembre 2008.

de force, hautement médiatisée, le Royaume-Uni gagne une bataille, mais son comportement suscite en Islande un vif ressentiment et de longues batailles politiques, qui se poursuivent encore aujourd'hui.

Pour gagner l'opinion publique étrangère, le gouvernement islandais fait appel à différentes stratégies. Il accuse le gouvernement britannique de mauvaise foi et de mesquinerie (« The regulator went behind our back [...] to take over our deposits²⁵ ») ou endosse le rôle de la victime injustement agressée par un plus fort. Dans un entretien accordé au journal *Le Monde*, Geir Haarde dit que les Britanniques

ont tout à fait le droit de vouloir protéger leurs citoyens, mais pas d'appliquer une loi [antiterroriste] comme celle-là contre un petit pays comme le nôtre. Je doute beaucoup qu'ils se seraient permis d'utiliser cette loi avec un plus grand pays²⁶.

Le premier ministre islandais accuse ainsi le Royaume-Uni de : « bullying a small neighbour²⁷ ».

Une question demeure : est-ce que les avoies islandais menaçaient le Royaume-Uni au point où Londres n'avait d'autre choix que d'attaquer aussi durement l'Islande ? Alors que des experts juridiques statuent que l'usage de la Loi antiterroriste n'était pas appropriée (« The use of anti-terror powers [...] is a distortion of the law's intent²⁸ »), les analystes politiques voient dans le geste de Londres une diversion pour calmer une population inquiète des problèmes de son propre pays. Catherine Mayer écrit dans le magazine *Time* que l'Islande était une proie facile pour le gouvernement de Gordon Brown : « There's nothing like an external enemy to make a country pull together, and Britain, fractious and dissatisfied with its Labour government until recently, has found a fresh foe : Iceland²⁹. » En exacerbant le rôle de l'Islande dans la crise, Brown et son équipe ont donné l'impression de mettre le

25. Sigurður Einarsson, cité par Alex Barker *et al.*, « Kaupthing searches for answers », *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 23.

26. Geir Haarde, cité par Élise Vincent, « Dans un entretien, le premier ministre islandais, Geir Haarde, évoque la grave crise financière que traverse son pays, il y a encore peu de temps l'un des plus prospères de la planète », *Le Monde*, 23 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.

27. Geir Haarde, cité par Sarah O'Connor, « Iceland's leader threatens to sue over "bullying" reaction », *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 4.

28. Jimmy Burns et Michael Peel, « Warning on use of anti-terror law to freeze bank assets », *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 3.

29. Catherine Mayer, « Iceland : Britain's credit crunch scapegoat », *Time*, 10 octobre 2008.

doigt sur le problème qui causait la déstabilisation de leur pays: «This is a problem that has been caused by Iceland³⁰.» Les médias contribuent à renforcer cette image de l'Islande en tant qu'ennemi du Royaume-Uni. *Le Monde* rapporte ainsi le «cri de guerre ultrapatriote que lance le *Chronicle*: [...] «Des millions qui vous appartiennent ont été pris en otage en Islande³¹.» On retrouve ce courroux sous la plume de Roger Boyes, qui écrit, sur un ton vengeur: «The fury of the British has stunned the Icelanders. Suddenly it has become clear [...] they are just an island on the outer northern fringe of Europe with sheep, haddock and an orthopedic limb factory³².» Pour le chroniqueur A.A. Gill, le jeu mené par le gouvernement anglais contre l'Islande est des plus mesquins:

The act that tipped the last Icelandic bank off the edge of the cliff was delivered by Gordon Brown [...]. The Icelanders mind that—they're hurt by that. You see, they always imagined they were one of us, not one of them. But Gordon needed to do something cheap to look competent, so he beat up a smaller kid. Not just a bit of a slap, but a vicious kicking. Showing off to impress the girls. He would never have started it if the banks had been German or French, or even from Liechtenstein³³.

Selon Willem Buiters, la colère du Royaume-Uni pourrait avoir une autre origine. Selon lui, Gordon Brown dirige un pays en difficulté qui ressemble beaucoup à l'Islande: «The main question is whether the UK is more like the US and euro area or like Iceland. I would argue that it is more like Iceland³⁴.» L'image de la fragilité de l'Islande serait ainsi reçue par les Britanniques comme un reflet de leur propre situation. «It is not much of an exaggeration to describe the UK as a giant hedge fund³⁵», écrit Buiters, reprenant là une formule utilisée par les analystes quelques mois auparavant pour décrire l'Islande.

30. Gordon Brown, cité dans [Anonyme], «Iceland and UK in row over bank assets», *The Herald* (Glasgow), 10 octobre 2008.

31. Marc Roche, «Les collectivités locales britanniques sont piégées par la défaillance des banques islandaises», *Le Monde*, 13 octobre 2008, cahier Économie, p. 9.

32. Roger Boyes, «Iceland braces for Brits wanting their money back», *The Australian*, 13 octobre 2008.

33. [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

34. Willem Buiters, «There is no excuse for Britain not to join the euro», *Financial Times*, 3 juin 2008, p. 9.

35. *Ibidem*.

Pendant et après la crise, l'un et l'autre pays s'accusent mutuellement de saborder leur système financier respectif. L'Islande évoque à plusieurs reprises le fait que le gouvernement britannique l'a forcée à faire des interventions sur les marchés financiers et que cela a eu pour effet de déstabiliser son économie. Cette position est souvent relayée par les médias étrangers, notamment américains. Par exemple, *The Washington Post* rapporte en octobre: «Haarde, in a news conference later in the day, said the government was forced to take the bank [Kaupþing] over after authorities in London [...] froze the bank's assets in Britain, effectively rendering it bankrupt³⁶.» Des analystes appuient cette hypothèse qui fait de Londres l'un des responsables de la déroute du système bancaire islandais. Selon Peter Gumbel: «the government of British Prime Minister Gordon Brown [...] used controversial antiterrorism legislation to deliver the death blow to Iceland's banks³⁷». Willem H. Buitert et Anne Sibert soutiennent que le recours à cette loi était injustifié dans ces circonstances: «[It was] outrageous bullying behaviour by the UK authorities³⁸.»

Chargée d'enquêter sur la fuite des capitaux de l'Islande, la juge franco-norvégienne Eva Joly considère que le gouvernement anglais et, avec lui, d'autres gouvernements européens doivent assumer une part de responsabilité face à la crise islandaise. Par exemple, le gel des avoirs islandais par Londres doit être considéré, selon elle, comme «une mesure de rétorsion extrême³⁹». Aussi, elle affirme: «M. Brown a tort quand il dit que son gouvernement et lui-même n'ont aucune responsabilité dans l'affaire. M. Brown a d'abord une responsabilité morale⁴⁰.»

L'accusation envers le Royaume-Uni ne soulage en rien les maux de l'Islande ni ne l'absout de tout blâme. Le conflit entre ces deux pays permet cependant de mieux situer la catastrophe islandaise dans un contexte plus général. En temps de crise, chaque pays tente de maintenir son économie

36. Keith B. Richburg, «“Nordic tiger” Iceland finds itself in meltdown», *The Washington Post*, 10 octobre 2008, p. A-1.

37. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

38. Willem H. Buitert et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.

39. Eva Joly, «L'Islande ou les faux semblants de la régulation de l'après-crise», *Le Monde*, 1^{er} août 2009.

40. *Ibidem*.

dans un certain équilibre, tout en protégeant son image face à ses citoyens et au reste du monde. Transformer un petit pays – dût-il être un allié – en bouc émissaire est certes condamnable d'un point de vue moral. Malheureusement, c'est une solution que certains envisagent avec une déconcertante facilité.

4

L'Europe

À la recherche d'un abri protecteur

« Non-eurozone Europe may not be economically
viable during time of crisis. »

Financial Times, 2 novembre 2008¹

En Islande, commencé avant la crise mais amplifié par celle-ci, le débat sur l'adhésion du pays à l'Union européenne et sur l'utilisation de l'euro au détriment de la couronne soulève les passions. Bien que les règles européennes soient déjà largement en usage sur l'île, l'intégration officielle annoncerait la fin de l'insularité, la renonciation à une souveraineté durablement maintenue au cours des siècles et, surtout, la mise en péril de l'industrie de la pêche, dont les ancrages identitaires et économiques demeurent profonds chez les Islandais. Or, la crise secoue brutalement le pays et provoque une situation contraignante, que les commentateurs européens – et même anglais – répètent à satiété : les événements de 2008 démontrent que, sans le secours d'un ensemble plus vaste, les petits pays sont trop fragiles

1. Wolfgang Munchau, « Now they see the benefits of the eurozone », *Financial Times*, 2 novembre 2008.

pour maintenir un haut niveau de croissance. Ne trouvant ni dans la Scandinavie, ni dans ses relations bilatérales avec les pays européens, ni dans les États-Unis, ni même dans la Russie ou la Chine, l'appui nécessaire pour sortir de son marasme, l'Islande n'aurait ainsi d'autre choix que de se résigner à demander son adhésion à l'Union européenne. C'est ce que soutiennent la plupart des analystes :

Dans un pays où la presse compare l'île à un navire échoué, écrit Gérard Lemarquais, les Islandais recherchent un protecteur. Un rôle que ni les Scandinaves, ni les Américains – ils y ont fermé leur base militaire – ne semblent pouvoir tenir. Reste l'Europe².

Le débat se déroule par ailleurs dans un climat mondial où la valeur des monnaies chute et grimpe à la moindre bourrasque, souvent au détriment des plus modestes, ce qui accentue la pression sur les petits pays pour se joindre à des ensembles plus vastes : « À Reykjavik, à Copenhague et un peu partout en Europe, on entend la même prière : saint Euro, adopte-nous et protège-nous des malheurs économiques de ce monde³ ! » Les enjeux paneuropéens ici en cause sont bien sûr beaucoup plus larges que le seul avenir politique de l'Islande, mais ce courant affecte ici particulièrement cette dernière, qui se voit contrainte à prendre rapidement une décision à ce sujet.

Il y a une telle unanimité parmi les journalistes étrangers qu'il ne se trouve pratiquement pas de voix, sauf exception, pour défendre le droit de l'Islande à sa pleine indépendance : l'adhésion à l'Union européenne semble être la seule option pour l'île. D'une part, sa monnaie affaiblie serait condamnée à une mort certaine : « We would not be surprised to see the Icelandic krona lose its function as a medium of payment⁴ », prédit une analyste allemande. D'autre part, les coûts reliés au fait de vivre sans l'euro seraient intolérables, selon Wolfgang Munchau : « [In Iceland] people discovered to their horror that monetary independence comes at a crippling cost⁵. » Pour les analystes universitaires, il n'y a aucune autre voie possible,

2. Gérard Lemarquais, « Accablés par la crise, les Islandais rêvent de l'euro », *Le Monde*, 29 octobre 2008, cahier Économie, p. 13.

3. Pierre-Antoine Delhommais, « L'heure de vérité pour l'euro », *Le Monde*, 15 décembre 2008, p. 25.

4. Antje Praefcke, citée par Tom Braithwaite, « Iceland takes emergency action », *Financial Times*, 6 octobre 2008.

5. Wolfgang Munchau, « Why the British may decide to love the euro », *Financial Times*, 16 novembre 2008.

pour maintenir le niveau d'échange international de l'Islande, que celle offerte par l'Europe: «The only way for a small country like Iceland is to have a large internationally active banking sector that is immune to the risk of insolvency [and] to join the EU and become a full member of the euro area⁶.» Un tel consensus est rare parmi les commentateurs économiques, et il est ici sans appel.

Les exemples foisonnent pour démontrer cette nécessité, selon deux axes de comparaison: d'un côté, les protégés de l'Europe (et de l'euro); de l'autre, les pays abandonnés à leur sort. Parmi ceux-ci, le Danemark, la Hongrie, la Pologne et l'Islande, dont la situation est décrite en chœur comme la plus périlleuse:

Aujourd'hui, les pays périphériques de la zone euro, comme la Hongrie, le Danemark ou l'Islande *n'ont qu'un rêve: se mettre à l'abri* des dévaluations en intégrant le giron de la monnaie européenne⁷.

After turmoil in the currency markets nearly destroyed the Icelandic krona and undermined the Polish zloty, those two countries are rethinking their opposition to adopting the euro⁸.

Les pays européens qui ne possèdent pas [l'euro] *souffrent encore plus* que ceux qui le détiennent⁹.

Les pays protégés par l'euro, même s'ils sont en profonde détresse, comme c'est le cas pour l'Irlande, ressentiraient moins que les autres les pressions des marchés. Dans tous les cas, le pire exemple demeure l'Islande, un petit pays qui aurait choisi le mauvais camp, et dont les médias usent amplement pour jouer le rôle de repoussoir:

[L'Irlande] sans l'euro *serait aujourd'hui dans la situation de l'Islande*¹⁰.

-
6. Willem H. Buiter et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.
 7. Frédéric Lemaître, «La revanche de "Super-Trichet"», *Le Monde*, 11 novembre 2008, cahier Analyses, p. 2. Je souligne.
 8. Carter Dougherty, «Buffeted by financial crisis, countries seek euro's shelter», *The International Herald Tribune*, 1^{er} décembre 2008. Je souligne.
 9. Pierre-Antoine Delhommais, «L'heure de vérité pour l'euro», *Le Monde*, 15 décembre 2008, p. 25. Je souligne.
 10. Pervenche Berès, «L'Europe dans un angle mort. La réponse de l'Union à la crise a été une juxtaposition de plans nationaux, sans aucune stratégie», *Le Monde*, 14 novembre 2008, cahier Dialogues, p. 20. Je souligne.

Previously [without the euro] a small country such as Belgium [...] would almost certainly have seen a foreign exchange crisis. «Probably it would have been *a bit like Iceland*¹¹.»

Mais combien d'Islande aurait-on vu s'il n'y avait pas eu l'euro¹²?

La Banque centrale d'Islande concède que l'adhésion à l'espace économique européen a permis une croissance vigoureuse de ses banques à l'étranger¹³, prémisse d'une intégration économique encore plus poussée. À l'inverse, certains croient plutôt que la source du mal réside justement dans les possibilités ouvertes par ces marchés, dans lesquels l'Islande s'est littéralement engouffrée. Ils reprochent au modèle européen sa léthargie pendant la crise. Bien que l'Islande ne fasse pas encore partie de l'Union, sa débâcle touche directement l'Europe, qui se voit forcée d'adopter une position à son égard. Pour *The International Herald Tribune*, c'est là que le bât blesse, puisque dans le contexte mondial: «the EU has been widely criticized for showing its limits for united action during the crisis¹⁴.» Devant l'Islande, l'Union demeure impuissante; pire encore, elle laisse ses membres acculer le pays au pied du mur. C'est du moins ce que soutient celle qui est appelée par l'Islande en renfort pour enquêter sur la crise, la juge franco-norvégienne Eva Joly, dans une déclaration publiée dans divers journaux européens, dont *Le Monde* et *The Telegraph*. Selon ce qu'en rapporte Alex Elliott, Joly considère que:

By forcing Iceland to pay enormous compensation for the Icesave debacle, the countries are helping to reduce Iceland to poverty, increase migration and increase the likelihood that the country will fail, default and never pay back its debts. She also believes they are failing to take responsibility for their own mistakes in the fiasco¹⁵.

-
11. Ralph Atkins, «Euro stability helps big and small to forge common goal», *Financial Times*, 17 octobre 2008, p. 2. Je souligne.
 12. Carl B. Hamilton, député suédois, cité par Olivier Truc, «Le Danemark regrette de plus en plus d'être resté en dehors de la zone euro», *Le Monde*, 23 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.
 13. Voir Ingimundur Friðriksson, «The banking crisis in Iceland in 2008», *Sedlabanki.is*, 6 février 2009.
 14. Carter Dougherty, «EU ministers approve broad measures to combat evolving crisis», *The New York Times*, 7 octobre 2008.
 15. Alex Elliott, «Eva Joly criticises Europe over Iceland debt», *Icenews*, 4 août 2009.

Si elle est d'abord critique envers l'Europe, il faut noter qu'Eva Joly n'est pas plus tendre pour les partenaires nordiques de l'Islande. Selon elle,

les pays scandinaves, pourtant hérauts de la solidarité internationale, brillent avant tout par leur absence de réaction face au chantage dont est victime l'Islande – ce qui a de quoi nuancer la générosité de l'aide qu'ils lui ont promis [*sic*]¹⁶.

Extérieur à ce débat, le journal *The Australian* se montre quant à lui méfiant envers tout le système économique européen et redoute les interdépendances entre les pays qui le composent, prenant en exemple les prêts considérables et risqués consentis à l'Islande : « in Germany alone, financial institutions lent \$US21.3 billion to Icelandic banks now collapsing [...]. European triumphalism is unfettered by facts¹⁷. »

Que pensent les Islandais et leurs dirigeants de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne ? Sans entrer dans les méandres des débats internes, les journalistes étrangers font état, sur le ton de l'évidence, de la popularité grandissante de cette option parmi la population, et de la pression que cela induit chez les politiciens. Périodiquement, les journaux étrangers transmettent les résultats de sondages qui montrent que l'idée de rejoindre l'Europe gagne du terrain en Islande. En février 2008, *Le Monde* écrit que « 55,1 % des personnes interrogées se disent favorables à ce que l'Islande postule pour une adhésion à l'Union européenne [...]. Ils n'étaient que 36 % en janvier 2007¹⁸. » Stable à 55 % en septembre, ce taux monte à 70 % à la fin octobre, selon *The Globe and Mail*¹⁹. Au moment où le gouvernement enclenche finalement le processus d'adhésion, en mai 2009, *Cyberpresse* annonce que le taux d'appui atteint alors 61 %²⁰.

Les revirements de position des politiciens sur la question sont particulièrement remarquables par la presse étrangère. En octobre 2008, plusieurs brèches apparaissent dans la position du parti au pouvoir – jusque-là non favorable à l'Union –, notamment lorsque que la ministre de l'Éducation

16. Eva Joly, « L'Islande ou les faux semblants de la régulation de l'après-crise », *Le Monde*, 1^{er} août 2009.

17. Janet Albrechtsen, « Europe worse off than the US », *The Australian*, 29 octobre 2008.

18. [Anonyme, source AFP], « Une majorité d'Islandais souhaite l'adhésion à l'Union européenne », *Le Monde*, 28 février 2008, cahier International, p. 9.

19. Patrick Lannin et Sakari Suominen, « Iceland seeks \$4-billion more in aid », *The Globe and Mail*, 28 octobre 2008, p. B-18.

20. [Anonyme, source AFP], « L'Islande enclenche le processus d'adhésion à l'UE », *Cyberpresse*, 10 mai 2009.

change d'avis: «[She] broke with party policy and said the crisis-hit nation should start thinking about membership now²¹.» Elle sera suivie de peu, en décembre, par le premier ministre Haarde lui-même²², contraint désormais, selon le *Financial Times*, de ne plus reporter cette option aux calendes grecques, lui qui affirmait encore à la fin octobre que: «the EU issue need not to be rushed²³». Au début de l'année 2009, le changement de garde à la tête de l'État sera salué à l'étranger comme un soutien à l'Europe: «Le nouveau gouvernement islandais a décidé [...] de lancer au plus vite le processus d'adhésion à l'Union européenne²⁴.» Seuls quelques francs-tireurs proposent une solution intermédiaire pour l'Islande, soit l'adoption unilatérale de l'euro sans adhésion à l'Union européenne²⁵, mais, de toute évidence, cette option n'a pas été retenue par le gouvernement islandais.

Pourtant, avant la crise, l'«euro-isation» progressive de l'économie islandaise était présentée comme une gangrène menaçant le pays. En janvier 2008, la demande de la banque Kaupþing de présenter ses bilans en euros plutôt qu'en couronnes islandaises²⁶ avait été reçue comme une hérésie par la Banque centrale, qui considérait l'adoption subreptice de l'euro comme un danger: «highly problematic and probably unstable²⁷». Après octobre, la situation s'inverse et l'euro devient, avec un panier d'autres devises, une norme qui permet de garder un semblant de stabilité économique.

L'euro n'est toutefois pas le seul danger évoqué par les adversaires de l'Europe. La pêche, activité économique centrale pour les Islandais et symbole fort de leur identité, semble menacée par cette éventuelle intégration. Des dizaines de villages côtiers islandais dépendant de cette industrie devraient alors faire face à une concurrence nouvelle, celle des grands chalutiers

21. Il s'agit de Katrín Gunnarsdóttir (David Ibson, «Iceland sees rift over EU membership», *Financial Times*, 30 octobre 2008).

22. David Ibson, «Bank crisis prompts Iceland EU rethink», *Financial Times*, 14 novembre 2008.

23. Geir Haarde, cité par David Ibson, «Iceland sees rift over EU membership», *Financial Times*, 30 octobre 2008.

24. [Anonyme, source AFP], «L'Islande enclenche le processus d'adhésion à l'UE», *Cyberpresse*, 10 mai 2009.

25. David Ibson, «Iceland warned against gradual "euroisation"», *Financial Times*, 14 février 2008, p. 6.

26. David Ibson, «Iceland delays banks' plan to adopt the euro», *Financial Times*, 16 janvier 2008, p. 8.

27. Cité par David Ibson, «Iceland warned against gradual "euroisation"», *Financial Times*, 14 février 2008, p. 6.

portugais et espagnols, qui seraient alors autorisés à capturer leurs prises dans le riche territoire maritime de l'Islande. La tentation de se joindre à l'Union apparaît donc tempérée par la volonté des pêcheurs islandais de garder un contrôle sur cette industrie, dont la gestion est mondialement reconnue pour son équilibre, gestion peut-être menacée par l'Union selon les environmentalistes. Comme l'écrit *L'Express*, «la candidature de l'Islande à l'UE promet un bras de fer sur la pêche²⁸». Par ailleurs, l'Islande défend également son droit pour la pratique de la chasse à la baleine. Cette activité controversée – pratiquée ailleurs uniquement en Norvège et au Japon – «pourrait, selon *Cyberpresse*, également fournir matière à débat²⁹» à l'intérieur de l'Europe, puisque l'Islande avait décidé à la suite de la crise «d'augmenter très fortement ses quotas³⁰» de baleines capturées.

Bien que l'Islande de l'après-crise admette la nécessité de son adhésion à l'Europe, en dépit de vifs débats et d'enjeux importants pour son avenir, une question demeure : ce pays est-il le bienvenu dans l'Union ? D'une part, quelques signes donnent à penser que l'Islande pourrait bénéficier d'un traitement de faveur pour son adhésion, d'une procédure de «fast track» facilitée par le fait que le pays «applique déjà près des trois quarts des directives européennes³¹» et par l'appui que lui offrent les autres pays nordiques (Suède, Danemark, Finlande). Elle pourrait aussi faire valoir son intérêt géostratégique, puisqu'elle est située «au bord du cercle arctique, au moment où le Pôle Nord devient un enjeu écologique et économique³²». Toutefois, pour minimiser le risque de froisser les autres pays candidats – dont certains attendent depuis plusieurs années le feu vert à leur intégration –, les pays nordiques nient considérer le cas islandais comme acquis. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères de la Suède, Carl Bildt, rejette toute présomption de

28. [Anonyme, source AFP], «La candidature de l'Islande à l'UE promet un bras de fer sur la pêche», *L'Express*, 23 juillet 2009.

29. [Anonyme, source AFP], «La CBI vers un ultime effort de négociation», *Cyberpresse*, 22 juin 2009.

30. *Ibidem*.

31. [Anonyme, source AFP], «La candidature de l'Islande à l'UE promet un bras de fer sur la pêche», *L'Express*, 23 juillet 2009.

32. *Ibidem*.

traitement particulier offert à l'Islande : « There's no fast-track for Iceland, but there's obviously a rather shorter track for Iceland because they're already part of the single market and the Schengen Area³³. »

D'autre part, certains pays, parmi lesquels les Pays-Bas et le Royaume-Uni, font preuve d'une plus grande réserve sur le sujet. Des politiciens de ces États souhaitent même bloquer la demande d'adhésion de l'Islande en raison de la manière dont Reykjavík a traité leurs épargnants pendant la crise, une menace encore réitérée en juillet 2009 : « Dutch foreign minister Maxime Verhagen told his Icelandic counterpart that he could block its bid to join the European Union³⁴. » L'Islande, pressée de toutes parts de trouver refuge dans un ensemble plus vaste, doit aussi affronter ceux qui continuent de critiquer sa gestion économique. Même après la crise, les agences de notation financière accordent les pires cotes de confiance à l'Islande, annoncées par des articles aux titres sans équivoque, tels que : « Moody's cuts Iceland's bond ratings to one notch above junk³⁵ » ou encore « Iceland banks flunk at Fitch Ratings³⁶ ».

En voie d'être tout de même rescapée par l'Union européenne, l'Islande s'attend à y faire une entrée certes rapide, mais avec une réputation qu'elle aurait souhaité différente.

33. Carl Bildt, cité par Oana Lungescu, « EU ministers support Iceland bid », *BBC News*, 27 juillet 2009.

34. [Anonyme], « The Hague threatens Iceland's EU bid over lost savings », *NRC Handelsblad*, 22 juillet 2009.

35. Mark Brown et Michael Wilson, « Moody's cuts Iceland's bond ratings to one notch above junk », *The Wall Street Journal*, 12 novembre 2009.

36. On lit dans le même article : « The Icelandic banking system was given the lowest rating possible for a developed state at the international agency Fitch Ratings this week. Iceland and Vietnam are in the same category but Tunisia and Ecuador rank higher than Iceland. » ([Anonyme], « Iceland banks flunk at Fitch Ratings », *IcelandReview.com*, 6 novembre 2009.)

5

Un tout petit pays

Big is not always beautiful

« The biggest banking failure in history relative to the size of an economy. »

The Economist, 11 décembre 2008¹

Quelle est la nature véritable de l'Islande : un État, ou tout simplement une grande famille ? Les journalistes à l'étranger se posent la question lorsqu'ils constatent la paralysie des institutions publiques causée par les liens tissés serrés entre les personnes et les entreprises de tout le pays. Michael Lewis, de *Vanity Fair*, écrit sans ménagement : « [It is] a nation so tiny and homogeneous that everyone in it knows pretty much everyone else [...]. Really, it's less a nation than one big extended family². » Cette forme d'imbrication sociale représente un risque économique, selon *Le Devoir*, puisque

du fait de la petite taille de l'Islande, banques et entreprises ont pris des participations croisées les unes dans les autres, devenant fortement

1. [Anonyme], « Cracks in the crust », *The Economist*, 11 décembre 2008.

2. Michael Lewis, « Wall Street on the tundra », *Vanity Fair*, avril 2009.

interdépendantes et faisant craindre un effet "château de cartes" en cas d'effondrement³.

Moins clément encore, *The Huffington Post* appelle plutôt à des actions énergiques pour secouer ce pays de la léthargie publique qui le caractériserait, et pour en finir avec ce qui constituerait un régime de faveurs: «egregious abuses of the financial system for the benefit of a select few over the past few years⁴». En fait, les analystes Willem H. Buitert et Anne Sibert considèrent l'Islande comme un cas exemplaire d'une économie fragilisée en fonction de quatre caractéristiques:

- (1) a small country with
- (2) a large, internationally exposed banking sector
- (3) its own currency and
- (4) limited fiscal spare capacity relative to the possible size of the banking sector solvency gap⁵.

Pourtant, il suffit de reculer de quelques mois pour constater une perception complètement opposée de l'économie islandaise, tant sur l'île qu'à l'étranger. Si les conséquences fâcheuses du déséquilibre entre la taille du pays et celle de son système financier sont dénoncées au cours de l'automne 2008, le gonflement de l'économie est, plus tôt la même année, une source de fierté nationale. «Think big» titrait le magazine *Iceland Review*: «to believe that we *can*, in spite of our smallness». Bjarni Brynjólfsson, rédacteur en chef, écrivait alors:

When one looks at modern Iceland and compares it to Iceland after World War II there is a mammoth difference. How did this happen? In my opinion the answer is not complicated. By thinking big, working hard and using new found wealth to seek the best education [...]. We should continue to think big and put faith in our abilities. In the end, we'll get the gold⁶.

3. [Anonyme, sources AFP et AP], «L'Islande s'enfonce dans la crise», *Le Devoir*, 9 octobre 2008.

4. Íris Erlingsdóttir, «Iceland is burning», *The Huffington Post*, 20 janvier 2009.

5. Willem H. Buitert et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.

6. Bjarni Brynjólfsson, «Pipe dreams come true», *Iceland Review*, vol. 46, n° 3, 2008. En référence, entre autres, aux Jeux olympiques.

«Think big, get the gold.» La maxime, séduisante avant la crise, prend un goût amer à l'automne. Le rédacteur en chef de l'*Iceland Review* déclare au *Washington Post* en octobre: «This is what happens when corporate institutions grow out of proportion to the system designed to regulate them⁷.» Aveu certes, mais tardif, et surtout étonnant lorsqu'on le compare aux déclarations précédentes. Le *Financial Times* écrit au même moment: «for Iceland, [...] normal logic is turned on its head. It is a reasonably large banking system with a small country attached. Now that its big banks have failed or are in deep trouble, the crisis for Iceland cannot be underplayed⁸.»

En conséquence du gonflement de son système financier – associé à des ambitions de conquêtes internationales – l'Islande s'est retrouvée en 2008 dans une position de déséquilibre dangereux, coïncée par sa petite taille et le faible pouvoir de ses institutions devant la grandeur de l'empire financier acquis par ses banquiers néo-vikings. Le pays, trop petit, s'est vu acculé à des engagements monétaires trop grands. Pour les commentateurs économiques, l'Islande représente ainsi l'exemple parfait du péril qui guette ceux qui se risquent à la démesure: «It's a huge motor attached to a tiny buggy⁹.»

Après la tempête, politiciens et administrateurs islandais admettent d'ailleurs que le pays s'est aventuré trop loin dans ses conquêtes. Le premier ministre en suggère une leçon, affirmant en octobre 2008 que, contrairement à ce qu'il disait en début d'année: «it is not wise for a small country to try to take a leading role in international banking¹⁰». Il avoue que son pays a sombré dans l'aveuglement quand il a laissé grandir son secteur financier: «[It] bec[a]me too big¹¹.» Selon Jon Danielsson, ces déclarations

7. Bjarni Brynjólfsson, cité par Keith B. Richburg, «“Nordic tiger” Iceland finds itself in meltdown», *The Washington Post*, 10 octobre 2008, p. A-1.

8. Chris Giles, «Topsy-turvy logic leaves an unpalatable choice», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.

9. Friðrik Már Baldursson, cité par Mark Landler, «Credit crisis triggers downturn in Iceland», *The New York Times*, 17 avril 2008.

10. Geir Haarde, cité dans [Anonyme, source AP], «Raiding Reykjavik», *The Globe and Mail*, 11 octobre 2008, p. F-2.

11. Geir Haarde, cité par Deborah Summers et Graeme Weardon, «Gordon Brown considers legal action against Iceland», *The Guardian*, 9 octobre 2008.

ne reflètent que l'incompétence du gouvernement islandais à prévoir et à gérer une crise: «the collapse [has been] brought forward by the failure of the central bank to extend its foreign currency reserves¹²».

Peu importe qui en est responsable ou sera reconnu comme tel, pour ses citoyens, la dérive de l'Islande est cruelle: «We felt like we were a big country, and now we've woken up¹³», dit un homme d'affaires. Les rêves de grandeur du pays ont heurté un mur, provoquant une crise aux conséquences lourdes à supporter pour ses habitants: «Small island, big problem», titrait en octobre le *Financial Times*, résumant bien l'impression des médias étrangers sur l'instabilité et le déséquilibre en Islande. En bout de ligne, il en découle une responsabilité financière écrasante pour les Islandais.

D'un point de vue politique, l'échec des velléités d'expansion économique de l'Islande finit par réduire considérablement son influence à l'étranger; elle devrait céder, selon *The Wall Street Journal*, ses résidences officielles à Washington, Londres, New York et Oslo. Aveuglé par l'essor de ses banques, le pays avait vu trop grand: «The four homes were perhaps too big for us and unnecessarily expensive for us to run¹⁴», admet au journal un responsable des affaires consulaires. Ainsi, la crise met un frein aux ambitions internationales de l'Islande.

Paradoxalement – et cruellement –, l'échec de l'Islande est rassurant pour les grandes puissances qui sont, elles aussi, confrontées à des ennuis bancaires: en rappelant que l'Islande a sombré parce que le pays est trop petit pour résister aux contrecoups des tempêtes financières, les journalistes français, anglais et américains rassurent leurs lecteurs sur leur propre système économique. On insiste pour rappeler que les événements islandais ne pourraient pas se produire dans un grand pays: «That is *not a question for the United States*, which can print dollars and has a banking system that is the largest in the world but is small in relation to the national economy¹⁵.» Les journalistes des grands pays ne cessent de répéter des avertissements

12. Jon Danielsson, «Why raising interest rates won't work», *BBC News*, 28 octobre 2008. Je souligne.

13. Gunnar Sigursson, cité par Roger Boyes, «Iceland braces for Brits wanting their money back», *The Australian*, 13 octobre 2008.

14. Pétur Ásgeirsson, cité par Christina S.N. Lewis, «Strapped Iceland lists homes in D.C., New York, London», *The Wall Street Journal*, 27 février 2009.

15. Floyd Norris, «Can countries afford to bail out their banks?», *The International Herald Tribune*, 11 octobre 2008.

de ce genre: « Small countries are the biggest victims of the financial crisis, leaving many people looking to bigger nations for economic security¹⁶ »; « Market meltdown teaches Europe that size matters¹⁷ »; « The worst thing at the moment is to be a small country like Denmark or Iceland¹⁸ », etc.

Dans ce contexte particulier, l'aspiration légitime des nations à la souveraineté est durement remise en cause, notamment par des pays comme le Royaume-Uni – et même l'Union européenne en général – qui n'ont aucun intérêt à voir une part de ce qu'ils considèrent comme une partie d'eux-mêmes devenir pleinement indépendante. Ainsi, ceux qui le souhaitent trouvent aisément aux petits pays plusieurs désavantages, et les arguments faciles foisonnent pour les ridiculiser et mettre en doute la compétence de leurs institutions, de même que leur droit à la souveraineté et à l'indépendance.

Le débat entre le Royaume-Uni et l'Écosse est une occasion idéale pour casser du sucre sur le dos de l'Islande. Il faut savoir que, pour les indépendantistes écossais, l'Islande fait figure de modèle, avec l'Irlande et la Norvège; ces pays font partie d'un « arc de prospérité », auquel l'Écosse aspirerait à appartenir une fois qu'elle serait devenue indépendante. Les journaux écossais s'inquiètent donc de la dégringolade financière de l'Islande, pays autrefois idéalisé, mais qui finit par embarrasser les indépendantistes. Cependant, pour les adversaires de l'indépendance, qui comparent la situation des banques islandaises prises en charge par le gouvernement islandais et celle de la Royal Bank of Scotland, qui fut sauvée par l'intervention de Londres, cette crise démontre que l'Écosse est mieux protégée en demeurant au sein du Royaume-Uni. *Le Monde* constate que la crise fait perdre des arguments au chef des indépendantistes écossais, Alex Salmond: « la crise financière, qui a mis en faillite l'Islande et vu la Norvège nationaliser son système bancaire, a affaibli son discours. C'est désormais "l'arc de la faillite", a plaisanté Jim Murphy, ministre en charge de l'Écosse à Whitehall¹⁹. » De même, le *Financial Times* voit un lien direct entre l'actuelle situation de

16. Doug Saunders, « Market meltdown teaches Europe that size matters », *The Globe and Mail*, 22 octobre 2008, p. A-19.

17. *Ibidem*.

18. Colin McLean, cité par *Bloomberg* et repris dans *ibidem*.

19. Virginie Malingre, « Écosse. Le Labour surfe sur la crise », *Le Monde*, 5 novembre 2008, p. 3.

l'Islande et une hypothétique Écosse souveraine, rappelant les propos du premier ministre britannique, pour qui le sauvetage de l'Écosse n'aurait jamais été possible sans « l'union » avec l'Angleterre :

An independent Scotland could not have bailed out its struggling banks, Gordon Brown said yesterday in a side-swipe at nationalist plans for independence. [...] Labour has also highlighted the problems facing Iceland and Ireland—two countries in what the SNP [Scottish National Party] described as an « arc of prosperity » of small countries that it aspired to join, which also included Norway and Finland. Mr Salmond, who once worked as an economist for RBS [Royal Bank of Scotland], has refused to comment on Iceland²⁰.

Ce débat, relaté dans les journaux anglais et écossais, démontre la place importante occupée par la crise islandaise dans les relations entre l'Écosse et le Royaume-Uni. Utilisé par Londres, l'exemple islandais invalide les arguments avancés par les indépendantistes. Londres n'a ainsi – et cela pourrait expliquer en partie la raideur de ses réactions politiques face à l'Islande – aucun avantage à voir l'Islande s'en sortir facilement. Au contraire, l'échec islandais est la meilleure garantie de l'unité du royaume. Certains Écossais ne sont pourtant pas dupes face à ces arguments :

There is something rather distasteful in the way opponents of Scottish independence are currently jumping on the banking failings of Iceland, Ireland and other small nations during the current crisis as proof that Scotland, as an independent nation, would automatically be doomed to bankruptcy. Despite their current problems, I see no sign of Iceland clamouring to rejoin Denmark, Ireland to cede its sovereignty back to the UK or Norway to claim it was all a big mistake and insist it really wanted to be Swedish all along²¹.

Le discours sur les problèmes que connaissent les petits pays en temps de crise se retrouve dans plusieurs articles, notamment ceux du journal *Le Monde*, dans lesquels sont souvent valorisés les avantages de l'Union européenne : « les pays européens qui ne possèdent pas [l'euro] souffrent

20. Andrew Bolger, « Union made RBS injection possible, says Prime Minister », *Financial Times*, 15 octobre 2008, p. 2.

21. Coupar Angus et Pete Ellis, « The way ahead », *The Herald* (Glasgow), 16 octobre 2008.

encore plus que ceux qui le détiennent », y lit-on le 15 décembre 2008. « À commencer par la *petite et malheureuse* Islande : son économie, dont les performances suscitaient pourtant l'admiration [...], a implosé²². »

Les Islandais ont de l'humour et une fierté nationale qui n'a pas besoin de l'aval des autres pour qu'ils la sachent légitime ; peuvent donc passer les blagues sur les petits pays, sur le fait que l'Islande peut paraître négligeable et sans importance aux yeux de plusieurs. Mais les remarques prennent une tout autre tangente lorsqu'elles remettent en question l'importance et la sévérité de la crise qui secouent l'île, en raison de sa petite taille : « L'Islande a certes alerté d'un risque de faillite, mais "c'est un tout petit pays"²³ », écrit *Le Monde*. Les blagues sont parfois porteuses d'un message politique ; par exemple, lorsqu'elles questionnent le droit à l'indépendance de l'Islande et sa capacité à décider pour elle-même. L'Islande est un pays souverain, mais elle serait surtout un laboratoire pour expérimenter jusqu'où peuvent aller les réformes néolibérales. C'est du moins ainsi que la décrit *The Globe and Mail*, dans une formule douteuse : « [Iceland] serves as a useful laboratory for economists²⁴. » D'autres remarques minent la souveraineté de l'Islande en comparant la situation qui y règne pendant la crise à celle d'une république de pacotille. Voici par exemple le chaos qu'on y trouverait selon *The Times* :

Queues formed at petrol stations as Icelanders rushed to fill up before reported fuel shortages. [...] Confusion reigned in the capital among a public unsure whether their savings and investments were safe, even after the Government moved to guarantee deposits. The country's state surgeon even warned politicians and the media to ensure that they did not alarm old people²⁵.

22. Pierre-Antoine Delhommais, « L'heure de vérité pour l'euro », *Le Monde*, 15 décembre 2008, p. 25. Je souligne.

23. Pascal Gilbert, cité par Claire Gatinois, « Les émissions d'emprunts d'État vont se multiplier », *Le Monde*, 11 octobre 2008, cahier Économie, p. 14.

24. Robert Jackson et Brian Milner, « Iceland's meltdown », *The Globe and Mail*, 3 juin 2008, p. B-1.

25. [Anonyme, source *The Times*], « Iceland bank shares suspended, state takes control », *The Australian*, 7 octobre 2008.

De tels propos en disent long sur le point de vue de l'étranger et les doutes sur la capacité du gouvernement islandais à bien gérer la crise et à diriger efficacement le pays. Il faut considérer avec gravité de tels articles, puisque qu'en nuisant à l'image des petits pays, ils atteignent à leur droit à la souveraineté.

Il en reste quelques-uns pour croire qu'il n'y a pas que des désavantages à ce qu'un pays soit petit. D'un point de vue culturel, politique et sportif, le fait de n'avoir que 330 000 habitants sert parfois l'Islande. Ainsi, en août 2008, les Jeux olympiques de Beijing sont l'occasion pour les journalistes de commenter le rôle des petites nations: parfois pour les railler, parce qu'elles récoltent peu de médailles, mais souvent pour leur accorder un certain moment de gloire, une preuve de leur importance aux côtés des autres pays. *The Globe and Mail* fait état d'un classement²⁶ basé non sur le nombre de médailles par pays, mais sur le nombre de médailles par million d'habitants. Dégringolent alors des palmarès la Chine, la Russie et les États-Unis, et apparaissent en tête de liste la Jamaïque, les Bahamas, et... l'Islande. Jean Dion, du *Devoir*, ironise sur le poids démographique de l'Islande, rappelant qu'y vivent autant de personnes que dans une ville comme Sherbrooke. Par contre, et c'est là son propos réel, Dion ajoute: «on ne sait pas si Sherbrooke battraît la Russie au hand-ball²⁷».

Sympathiques aux petits États souverains, certains leur envient une indépendance culturelle que ne possèdent pas les grandes nations. Ainsi, pour *Le Devoir*, la «liberté de création [islandaise] s'explique en partie par la petitesse du marché local²⁸». *The Globe and Mail*, citant un sociologue de l'Université d'Islande, soutient que de savoir sa population petite garde une société et sa culture vivantes, en réaction de survie face aux puissantes cultures²⁹. Selon *The Herald* de Glasgow, la mondialisation a pu, paradoxalement, mettre en valeur certains petits États: «The advent of globalisation is replacing this with another, something close to: Are you small and smart

26. Provenant du site <www.Simon.Forsythe.net> et rapporté dans [Anonyme], «Adding up the Games. Michael, medals, money», *The Globe and Mail*, 25 août 2008, p. S-4.

27. Jean Dion, «Hors-jeu. Huit par huit», *Le Devoir*, 11 août 2008.

28. [Anonyme, source AFP], «L'Islande, véritable geyser musical», *Le Devoir*, 16 juin 2008.

29. Thorbjorn Broddason, cité par Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

enough to survive and claim a positive place in common global culture³⁰? » En somme, chacun trouve différemment son compte dans l'exemple islandais, invoquant soit les inconvénients, soit les avantages d'être un petit pays.

Mais, certainement, en cette période de grave crise, une autre question se pose : est-ce que la taille du pays serait à l'origine des problèmes rencontrés par l'Islande ? La plupart des économistes n'y croient pas. La notion de « petit pays » est relative, et on pourrait aisément y inclure des pays qui, comme le Royaume-Uni, ont difficilement les moyens de soutenir leurs banques, devenues si puissantes qu'elles ont déstabilisé le rapport de forces entre elles et l'État. Selon Willem Buiters : « the UK is in many respects comparable to Iceland. It is bigger of course, but still tiny in relation to the global economy, with a sick financial sector that accounts for several times gross domestic product³¹. » Le problème ne serait donc pas tant la taille du pays que l'équilibre entre le système financier et la capacité à le protéger.

Aussi, il est facile de ridiculiser plus petit que soi, un privilège dont les médias se privent rarement. Dans le cas de l'Islande, cela se fait en comparant le pays à une simple ville, en jugeant son rôle comme sans importance dans le monde³² ou, pis encore, en citant les propos caustiques d'Islandais en ce sens. Dans le premier cas de figure, l'élément comparatif varie selon les références locales (pour *Le Devoir*, l'Islande est Sherbrooke ; pour *The Australian*, Canberra ; pour *The Globe and Mail*, « fewer than half the residents on Vancouver Island—and occupies an area slightly smaller than Newfoundland³³ »), mais toujours, l'effet revient à vilipender le pays en le ramenant aux proportions d'une ville de taille moyenne. Rapportant les propos d'une professeure de l'Université de Reykjavík, Arney Einarsson, *The Dallas Morning News* synthétise ainsi le quolibet : « Keeping the krona for 300,000 people—isn't that ridiculous? [...] Imagine a small city that size in the United States trying to

30. [Anonyme], « Our chilling prophecy comes home to roost in Iceland », *The Herald* (Glasgow), 11 octobre 2008.

31. Willem Buiters, cité par Wolfgang Munchau, « Why the British may decide to love the euro », *Financial Times*, 16 novembre 2008.

32. Malgré ses effets au Royaume-Uni, le *Financial Times* ne considère pas la crise en Islande comme suffisamment importante pour la retenir parmi les événements importants de 2008 : la revue de l'année « What we will remember from 2008 » (Gideon Rachman, *Financial Times*, 23 décembre 2008, p. 7) ne l'évoque que très brièvement.

33. Robert Jackson et Brian Milner, « Iceland's meltdown », *The Globe and Mail*, 3 juin 2008, p. B-1.

keep its own currency³⁴.» Il est toutefois incongru et injuste de comparer l'Islande de cette façon, puisque les villes ne possèdent ni les institutions ni les pouvoirs d'un État souverain :

the oft-cited comparison of Iceland's population—a lowly 300,000—with the combined €118bn balance sheet of its three biggest banks is a distraction. No one draws a similar parallel between, say, Edinburgh and Royal Bank of Scotland³⁵.

La taille de l'Islande conduit certains à la décrire en des termes infantilisants: «*Tiny Iceland*, which is not part of the EU³⁶», «it could be the first country *to be sold and leased back* to another sovereign state³⁷», «*the problem child* of the industrialized world³⁸», «*the poster child* of the new dark age of global finance³⁹» et, dans le *Moscow News*: «Moscow needs political heavyweights as friends, *not an island state with a population of 310,000*. But Iceland is a *perfect instrument* to demonstrate Russia's goodwill to the rest of the developed world *at very little cost*⁴⁰.» Dans tous ces cas, on remet en cause le fait qu'un si petit pays soit indépendant; un défaut, semble-t-il, en temps de crise. Cette vision déteint parfois chez les Islandais eux-mêmes. Le premier ministre Geir Haarde qui, après avoir évoqué le fait que son pays n'avait pas les reins assez solides pour affronter seul la tempête, aurait ainsi déclaré: «Nous sommes trop petits⁴¹.»

Une autre voie utilisée pour dévaloriser l'État islandais est d'en rapprocher la gestion à celle d'un fonds de placement financier. Dès le mois de mars, des commentateurs comparent le comportement de l'Islande à celui d'un fonds de placement agressif. Cité dans le *Financial Times*, un expert

34. Arney Einarsdóttir, citée par Jim Landers, «Iceland's road to bankruptcy was paved with U.S. ways», *The Dallas Morning News*, 10 décembre 2008.

35. [Anonyme], «Icelandic banks», *Financial Times*, 1^{er} février 2008, p. 14.

36. Brian Milner et Susan Sachs, «European (dis)union», *The Globe and Mail*, 8 novembre 2008, p. B-4. Je souligne.

37. [Anonyme], «Kaupthing. The bank that liked to say yes», *The Guardian*, 9 octobre 2008. Je souligne.

38. Brian Milner, «Russia's "imaginative" Icelandic rescue», *The Globe and Mail*, 8 octobre 2008, p. B-10. Je souligne.

39. *Ibidem*. Je souligne.

40. Marina Pustilnik, «Iceland seeks Russian comfort», *Moscow News*, 10 octobre 2008. Je souligne.

41. Geir Haarde, cité dans [Anonyme, sources AFP et AP], «L'Islande s'enfoncé dans la crise», *Le Devoir*, 9 octobre 2008.

affirme que l'Islande est : « the world's first country run like a hedge fund⁴² ». Au cœur de la crise, on peut trouver certaines des critiques les plus acerbes dans les journaux du Canada et du Royaume-Uni, qui dénoncent l'incapacité des institutions islandaises à faire face à la crise. Après avoir jugé, dès juin, que : « the Central Bank of Iceland was slow to react and was caught completely off guard by the credit mess⁴³ », *The Globe and Mail* laisse tomber les gants blancs en octobre et écrit, à propos de la politique monétaire alors pratiquée : « it is also the latest indication of how ineptly the central bank, Sedlabanki, and the chairman of its board of governors, Davið Oddsson, have handled the banking crisis⁴⁴. » *The Guardian*, rapportant les propos d'un député britannique, écrit quant à lui : « It is clear that Icelandic regulators have not done a very good job⁴⁵. »

Petit pays en déséquilibre, doté d'un système bancaire démesuré, accusé de relations presque incestueuses entre ses financiers et les régulateurs qui devraient surveiller leurs actions, l'Islande, isolée des grands ensembles, doit faire face sur tous les fronts à des critiques qui menacent sa souveraineté. Cette avalanche de quolibets affecte l'image et la crédibilité du pays, qui s'en retrouvent affaiblies. Comme l'écrivent David Ibison et Gillian Tett : « Indignant Iceland faces a problem of perception⁴⁶. »

42. Cité dans David Ibison et Gillian Tett, « Indignant Iceland faces a problem of perception », *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.

43. Robert Jackson et Brian Milner, « Iceland's meltdown », *The Globe and Mail*, 3 juin 2008, p. B-1.

44. Brian Milner, « IMF demand forces Iceland to raise rates », *The Globe and Mail*, 29 octobre 2008, p. B-14.

45. Vince Cable, cité par Miles Brignall *et al.*, « Customers face anxious wait over fate of Icesave accounts », *The Guardian*, 7 octobre 2008.

46. David Ibison et Gillian Tett, « Indignant Iceland faces a problem of perception », *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.

CONCLUSION

LE PAYS

humilié

La violence

La colère des Islandais

«Iceland “like Chernobyl” as meltdown shows anger can boil over.»

Bloomberg, 23 décembre 2008¹

Médusés, amusés, parfois réjouis, mais rarement inquiets de l'agitation croissante, les journalistes étrangers rapportent avec surprise les premiers troubles qui secouent la capitale islandaise, puis les actes de violence qui s'ensuivent. Dans l'ensemble, cette colère leur paraît saine, quoique jusque-là imprévisible dans ce pays si tranquille et pacifiste. D'ailleurs, l'esprit de compromis des Islandais séduit les médias internationaux et on revient souvent sur le caractère bon enfant des manifestations, comme le rapporte *Yahoo News*: «Demonstrations have been largely peaceful—some protesters were reportedly invited in for coffee when they showed up at President

1. Ben Holland, «Iceland “like Chernobyl” as meltdown shows anger can boil over», *Bloomberg*, 23 décembre 2008.

Ólafur Grímsson's home earlier this month².» Par contre, au moment où elles surviennent, les interventions policières sont critiquées, devenues les signes plus sérieux d'une révolte populaire et de sa répression.

On peut assez simplement résumer le traitement médiatique étranger des violences en Islande, puisqu'il est uniforme d'un journal à l'autre. Les protestations seraient l'expression d'une *colère naturelle*, issue de *gens ordinaires*, et elles viseraient trois entités : le gouvernement, la Banque centrale et les financiers.

BBC News donne la parole à une travailleuse pour expliquer les enjeux de la crise, en la présentant ainsi : «Asta is one of Iceland's many *unlikely protesters*: people who were *never politically active* but who *now find themselves moved to act* in the wake of this country's worst economic crisis in generations³.» Ces protestataires inhabituels, peu politisés, seraient ainsi propulsés par la crise au-devant de la scène, comme en témoigne l'un des manifestants : «Jonsson said: "And I want to tell you that the people gathered here are not 'activists' or 'militants'", he added, "*they are just ordinary adults of all ages*."»

Cette animosité se dirige d'abord naturellement contre le gouvernement. *The Herald* de Glasgow rapporte : «The Icelandic government now faces an angry backlash from the public, who are furious over their economic prospects⁵.» *The Huffington Post* va plus loin, par la voix d'un protestataire : «We are calling on the world to help us get rid of this corrupt government⁶.» Apparaissent alors dans le discours les mots «corruption» et «incompétence», ce qui est nouveau dans le vocabulaire journalistique concernant la Scandinavie; nous y reviendrons.

Le ressentiment vise aussi le gouverneur de la Banque centrale d'Islande, Davið Oddsson, ancien premier ministre et initiateur des réformes bancaires qui ont à la fois mené à l'enrichissement du pays et à sa chute.

2. Valur Gunnarsson [source AP], «Icelandic TV program featuring PM forced off air», *Yahoo News*, 31 décembre 2008.

3. Ray Furlong, «Unlikely activists fight Iceland woes», *BBC News*, 19 décembre 2008. Je souligne.

4. Sturla Jónsson, cité par Íris Erlingsdóttir, «Iceland is burning», *The Huffington Post*, 20 janvier 2009. Je souligne.

5. Torcuil Crichton, «Chancellor pledges £2.2bn to UK depositors in Iceland bank», *The Herald* (Glasgow), 21 novembre 2008.

6. Sturla Jónsson, cité par Íris Erlingsdóttir, «Iceland is burning», *The Huffington Post*, 20 janvier 2009.

Enfin, les Néo-Vikings, ces entrepreneurs avides de conquêtes financières à l'étranger, attisent l'inimitié des citoyens ordinaires obligés de payer le prix de leurs frasques et qui sont, aux dires du *Sunday Times*: «embarrassed by the gluttony and ineptitude of their own businessmen⁷». Fait rare, *The Economist* va jusqu'à citer les propos vulgaires d'une enseignante à leur propos: «“If I met a banker,” she says, “I’d kick his ass so hard, my shoes would be stuck inside⁸.”»

Cette colère s'incarne dans un récit digne des sagas, qui sera repris à satiété par les journaux. Il s'agit de la fuite rocambolesque vers Londres, sous les boules de neige lancées par des manifestants, de l'un des plus célèbres Néo-Vikings, Jón Ásgeir Jóhannesson. Son départ forcé en pleine nuit rappelle ceux des criminels d'autrefois, condamnés à l'exil et au pire châtement qui puisse être infligé à un Islandais, le bannissement hors de l'île:

One of Iceland's most prominent financiers became the target—literally—of peoples' anger over the collapse of Iceland's banks Glitnir and Landsbanki when he was hit in the face with a snowball, the DV newspaper reported Thursday. The paper said that prominent businessman and financier Jonsgeir Johannesson [Jón Ásgeir Jóhannesson], 40, was emerging from a joint supervisory board meeting of the two failed banks when three young men hurled snowballs at him. One of the snowballs struck him in the face. The paper cited one of the snowball-throwers as saying that the act felt «liberating» while Johannesson said he was neither shocked nor hurt by the attack. He immediately flew off to his luxury home in London. With his financial investment group Baugur, Johannesson is regarded both as a chief culprit and as a symbolic figure in the collapse of Iceland's credit-driven investment bubble⁹.

Les soubresauts de protestations et de violence surprennent les commentateurs étrangers: «These are highly unusual events in Iceland, normally a very reserved society¹⁰», constate la BBC. Même de l'intérieur, ces troubles apparaissent exceptionnels, ce qui fait écrire au rédacteur en chef du magazine *Iceland Review*: «Fighting in the streets of Reykjavik. It was not the Iceland I know. But then again, what has happened here in the

7. [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

8. Sirrý Hjaltsted, citée dans [Anonyme], «Cracks in the crust», *The Economist*, 11 décembre 2008.

9. [Anonyme, source DPA], «Snowball punishment for Iceland's vilified financial wizard», *Earthtimes*, 18 décembre 2008.

10. Ray Furlong, «Unlikely activists fight Iceland woes», *BBC News*, 19 décembre 2008.

past months is not the Iceland I know, either¹¹. » En fait, dans la durée, il faut remonter à l'après-guerre, selon *The Economist*, pour retrouver cette agitation : « Such protests are almost unheard of: the only previous mass demonstrations to shake the country, against NATO membership, took place in 1949¹². »

Ces événements créent un revirement dans la couverture médiatique. Tout à coup, les journaux citent les déclarations de certains Islandais, qui se mettent à rêver de révolutions qui ont eu lieu ailleurs dans le monde. Interviewant un retraité ruiné, le *Financial Times* rapporte mi-figue mi-raison ses propos révolutionnaires :

« The Icelandic people are too lazy, » he says. « Why don't we go to the airport and block it until we get answers? For the first time in my life I have sympathy with the Bolsheviks; with the French revolutionaries who put up the guillotine¹³. »

Habitué aux manifestations tapageuses, les médias de Londres et Paris traitent avec amusement et condescendance les petites batailles glacées de l'Islande, comparées à une « guéguerre ». Le journal *Le Monde* rapporte une intervention de la foule se déroulant dans une atmosphère bon enfant, « avec des casseroles ou des instruments de musique bruyants¹⁴ », au cours de laquelle les policiers ont fait mauvaise figure : « La police, nombreuse mais inexpérimentée, étrennait ses boucliers transparents, bientôt dégoûlinants d'œufs qui s'y brisaient, maculés de fromage blanc¹⁵. » La BBC ironise sur les « renforts » postés devant le parlement islandais : « It is a sign of the times that security has been increased at Reykjavik's small Parliament building, from one policeman to three¹⁶. » Le journal *The Australian*, quant à lui, prend au sérieux ce renforcement de la sécurité, qu'il interprète comme une perte de l'innocence pour l'Islande. Il voit toutefois aussi comme une récréation l'ampleur de la protection nouvellement mise en poste pour « fortifier » la bourse de Reykjavík : « Half-joking, half-serious, a newly hired

11. Bjarni Brynjólfsson, « The pots and pans revolution », *Iceland Review*, vol. 49, n° 1, 2009.

12. [Anonyme], « Cracks in the crust », *The Economist*, 11 décembre 2008.

13. Örn Svavarsson, cité par Sarah O'Connor, « Iceland gives Christmas frosty reception », *Financial Times*, 23 décembre 2008.

14. Gérard Lemarquis, « La faillite de l'Islande provoque à Reykjavik les premiers heurts avec la police depuis 60 ans », *Le Monde*, 24 janvier 2009.

15. *Ibidem*.

16. Ray Furlong, « Iceland scowls at UK after crisis », *BBC News*, 16 décembre 2008.

security guard blocked the journalists' path. It was one of his first days on the job. Before trading was shut down last week the exchange was not guarded¹⁷. »

Quoi qu'il en soit, à partir du moment où les troubles agitant la capitale islandaise atteignent un niveau de brutalité et de riposte policière jamais vu dans l'île, les journaux les relatent avec plus de gravité. La gradation du ton dans les différents reportages permet de suivre celle de la violence du conflit entre les manifestants et les institutions de leur pays. Au début novembre, *The Australian* fait mention d'une manifestation qui a réuni un millier de personnes: «to call for the resignation of government officials and central bank chiefs¹⁸». Quelques semaines plus tard, *The Herald* de Glasgow s'inquiète des premiers signes de violence, alors qu'un groupe de protestataires réclamant la libération d'un manifestant se heurtent aux policiers: «Protesters angry over Iceland's economic meltdown have clashed with police, with at least five people sent to the hospital with injuries. Police fired pepper spray at the demonstrators as they tried to storm a police building¹⁹.» Le bris d'une fenêtre aux bureaux de l'autorité des marchés financiers se veut l'occasion pour l'Associated Press, à la mi-décembre, de diffuser une nouvelle²⁰ largement reprise à l'étranger sur la gradation des manifestations: souvent pacifiques, écrit l'agence, mais de plus en plus violentes et animées de citoyens impatientes, elles visent les banques, le gouvernement, les ministres, la Banque centrale et même les gens d'affaires. Il va de soi que le ton de ce communiqué, produit et diffusé par l'une des grandes agences de presse, est inédit au sujet de l'Islande. Le public étranger assiste avec désarroi, comme en témoignent les courriers de lecteurs, au renversement de l'image pacifique et candide des Islandais. Les troubles qui agitent alors l'Islande ne correspondent à rien de ce que le public étranger pensait connaître de ce pays; un glissement majeur s'était opéré à la faveur de la crise entre les perceptions des uns et des autres.

17. [Anonyme, source AFP], «Reykjavik exchange resumes trading», *The Australian*, 15 octobre 2008.

18. [Anonyme, source AFP], «Gordon Brown in Saudi Arabia to calm economic storm», *The Australian*, 2 novembre 2008.

19. [Anonyme], «Five hurt in bid to storm police station», *The Herald* (Glasgow), 24 novembre 2008.

20. Valur Gunnarsson [source AP], «Windows broken at Iceland's financial regulator», *Yahoo News*, 18 décembre 2008.

Le soir du jour de l'An, les médias annoncent que des manifestants ont forcé l'annulation d'une émission télévisée en direct avec le premier ministre. Cet événement, qui rappelle les chutes de régimes à l'africaine, heurte sérieusement l'opinion publique : « Protesters inside and outside the [Borg] hotel clashed with police, who fired pepper spray to disperse the 500-strong crowd », écrit l'Associated Press²¹. Enfin, survient le 23 janvier 2009 une première dont l'Islande se serait bien passée et dont les journaux prennent bien la mesure, l'interprétant comme la mise en scène du passage du pacifisme à la violence publique. En voici le récit empreint de gravité qu'en donne *Le Monde* à ses lecteurs :

Judi matin, pour la première fois en un demi-siècle, la police de la pacifique Islande, pays sans armée de 300 000 habitants qui n'avait connu, depuis son indépendance, qu'une seule manifestation violente, en 1949, lors de l'adhésion à l'OTAN, a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les contestataires²².

Spectacle inimaginable dans ce pays scandinave quelques semaines auparavant, cet événement projette l'Islande à mille lieues de son image méliorative connue dans le monde.

21. Valur Gunnarsson [source AP], « Icelandic TV program featuring PM forced off air », *Yahoo News*, 31 décembre 2008.

22. Gérard Lemarquis, « La faillite de l'Islande provoque à Reykjavik les premiers heurts avec la police depuis 60 ans », *Le Monde*, 24 janvier 2009.

2

Le grand retour vers les traditions

La pêche, la morale,
l'anticonsumérisme

«A great weight has been lifted now
the money and the desires are gone.
We can get back to being who we are.»

The Sunday Times, 14 décembre 2008¹

C'est un air connu, les crises provoquent un retour au conservatisme, qui agit lui-même, à ce moment, comme un contre-discours. Dans le cas de l'Islande, ce retour est célébré comme la fin de l'érosion des valeurs traditionnelles, et le retour de la frugalité et de la pêche comme symboles d'une résilience que les événements du reste du monde ne peuvent entamer. Les journaux étrangers regorgent de témoignages d'Islandais, du plus humble au premier ministre, qui disent vouloir revenir au passé, ou du moins, à *l'avant* de la folle expansion des banques à l'étranger, à cette ère perdue considérée comme plus vertueuse : «the Prime Minister has spoken dramatically of returning to Iceland's fishing and farming roots, *rebuilding by simple*

1. [Une Islandaise], citée dans [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

*hard work what may have been lost*²». Cet effort de rédemption veut effacer les traces de la crise afin de revenir vers un monde plus harmonieux. Le magazine *Iceland Review*, qui célébrait quelques mois auparavant la grandeur de l'entrepreneuriat islandais, participe à ce discours : «we will have to revert to the old and established values of equality, justice and fairness in trade and commerce. We need to believe that big is not always beautiful³.» Épisode sombre de réflexion sur ce qui fonde l'islandicité, ce passage permet de poser un regard sur *ce qui reste* après la crise : «a people united by a history of survival and a cherished culture⁴».

Pour les historiens, ces vœux pieux rappellent le romantisme du XIX^e siècle, autre moment fondateur de la nation. Pour les journalistes, plus pragmatiques, il s'agit d'abord et avant tout d'une manière d'accepter l'inévitable : la crise force à une redéfinition de l'identité et à un dégonflement des ambitions. Jill Lawless écrit dans *The Detroit News* : «Icelanders are cutting back on spending and returning to tradition⁵.» Roger Boyes tisse un lien entre ce retour aux traditions et l'insularité du pays : «Icelanders are returning to their sense of being islanders rather than global players who can throw weight around European capitals. Islanders, when they return to their roots, know they must accept geographical limitations⁶.»

Valeur refuge de l'Islande, la pêche joue un rôle fondamental, mythique dans le discours valorisant le retour aux traditions et aux valeurs ancestrales. L'analyse de celui-ci permet de dégager deux manières de la considérer : comme industrie et comme refuge identitaire. De l'extérieur, la préservation des stocks de poissons et la productivité des pêcheurs islandais sont souvent mentionnées en raison de leur caractère exemplaire⁷. Cependant, la pêche peut aussi être évoquée avec une pointe de méchanceté et de dérision. Ainsi,

-
2. [Anonyme], «Iceland's economic collapse could herald a new round of large-scale acquisitions», *The Australian*, 9 octobre 2008. Je souligne.
 3. Bjarni Brynjólfsson, «The pots and pans revolution», *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.
 4. Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.
 5. Jill Lawless, «Crisis gives Iceland gift of frugality», *The Detroit News*, 25 décembre 2008.
 6. Roger Boyes, «Skating on thin ice», *The Australian*, 10 octobre 2008.
 7. Voir par exemple Gérard Lemarquis, «L'Islande affronte la baisse des quotas de cabillaud. La bonne gestion des réserves de poisson a transformé les pêcheurs en rentiers... au point d'abandonner le métier», *Le Monde*, 15 janvier 2008, cahier Économie, p. 5.

Roger Cohen écrit dans *The International Herald Tribune* : « Iceland, de-banked, has gone back to fishing (if there are any fish left)⁸. » Ou encore, selon les mots d'un investisseur britannique cité par le *Financial Times* : « The Icelandics had better get their fishing rods out. They've got a lot of cod to catch to make up for what we've lost⁹. » Les analystes économiques mentionnent la pêche, aux côtés d'autres ressources, comme l'une des valeurs sur lesquelles le pays peut compter, faute d'un système financier productif : « Icelanders are now talking about falling back on the old industries—fishing, aluminium smelting, and nature tourism¹⁰. » En octobre 2008, ce salut par la pêche est évoqué par le premier ministre Haarde, qui admet que : « it is not wise for a small country to try to take a leading role in international banking¹¹ », enjoignant d'un même souffle ses compatriotes à se tourner vers des activités plus traditionnelles, voire *plus islandaises*.

Paradoxalement, autant la pêche apparaît comme constitutive de l'identité et de l'économie islandaises, autant elle est dépendante des aléas de la politique étrangère du pays, notamment ceux liés à la question de l'adhésion de l'île à l'Union européenne, de plus en plus débattue pendant et après la crise. L'enjeu est de taille ; à lui seul, le volume des prises islandaises équivaut au quart du total des prises des pays membres de l'Union européenne¹². La pêche, valeur fondamentale pour l'identité islandaise, serait compromise dans l'Europe, barrant donc la voie à un éventuel redéploiement diplomatique : « By joining the European Union we would not have the controlling rights of the stocks any more¹³ », croit Sigurdur Sverisson, porte-parole d'une association de pêcheurs cité par l'Associated Press. Le retour aux sources se trouve ainsi dès ses débuts compromis par l'évolution politique

8. Roger Cohen, « Cohen: history and the really weird », *The International Herald Tribune*, 12 octobre 2008.

9. [Un investisseur britannique], cité par Tom Braithwaite *et al.*, « A cruel wind », *Financial Times*, 10 octobre 2008.

10. Keith B. Richburg, « “Nordic tiger” Iceland finds itself in meltdown », *The Washington Post*, 10 octobre 2008, p. A-1.

11. Geir Haarde, cité dans [Anonyme, source AP], « Raiding Reykjavik », *The Globe and Mail*, 11 octobre 2008, p. F-2.

12. « Les 5 000 pêcheurs islandais [...] ont capturé en 2008 près de 1,3 million de tonnes de poisson, l'équivalent du quart des prises totales actuelles de l'UE. » ([Anonyme, source AFP], « La candidature de l'Islande à l'UE promet un bras de fer sur la pêche », *L'Express*, 23 juillet 2009.)

13. Sigurdur Sverisson, cité par Jill Lawless, « With fish, Iceland's future is going back », *The Globe and Mail*, 15 décembre 2008.

de l'Islande, comme l'analyse Olivier Truc, du journal *Le Monde*: « En Islande, où la couronne a perdu les deux tiers de sa valeur et où le soutien en faveur de l'Union s'est renforcé ces derniers jours, le lobby de la pêche joue de toute sa puissance pour s'opposer à une adhésion à l'Union¹⁴. »

Pour l'industrie de la pêche, cette crise représente une forme de renaissance. Sur les plans économique et symbolique, la perception des Islandais envers la pêche se transforme à la suite des événements de l'automne 2008. De déconsidérée, elle devient tout à coup avantageuse et attractive, alors qu'auparavant, on en déplorait à peine du bout des lèvres la lente disparition: « L'Islande a connu un tel boum économique ces dernières années, écrit Gérard Lemarquis en janvier 2008, que l'on préfère miser ici sur une usine d'aluminium, là sur le tourisme, ou sur le bâtiment¹⁵. » Aussi, comme l'écrit *The Globe and Mail*: « in recent years these proud descendants of Vikings found new fish to catch, scooping up businesses around the world¹⁶ ». Inversement, donc, pendant que les autres secteurs de l'économie islandaise connaissent des chutes drastiques de profits, la pêche renaît comme la valeur stable avec laquelle on peut recouvrer une certaine richesse et une certaine fierté. Le magazine *Iceland Review* y voit une renaissance du régionalisme: « in many of the small fishing villages along Iceland's coast, life goes on as usual and there is hardly any recession. Moreover, the future looks brighter than it has in many years¹⁷. » Plus réaliste, Jill Lawless constate que cette industrie peut participer à une certaine réviviscence de l'Islande. Citant un pêcheur, elle écrit: « Mr Sigurgeirsson, 34, has been at sea for 10 years and is bemused by his industry's new image. He says fishermen are being painted as a cross between national saviours and fat cats who haul in big salaries from bumper catches¹⁸. »

14. Olivier Truc, « Le Danemark regrette de plus en plus d'être resté en dehors de la zone euro », *Le Monde*, 23 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.

15. Gérard Lemarquis, « L'Islande affronte la baisse des quotas de cabillaud. La bonne gestion des réserves de poisson a transformé les pêcheurs en rentiers... au point d'abandonner le métier », *Le Monde*, 15 janvier 2008, cahier Économie, p. 5.

16. Jill Lawless, « With fish, Iceland's future is going back », *The Globe and Mail*, 15 décembre 2008.

17. Bjarni Brynjólfsson, « Escaping Reykjavik », *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.

18. Jill Lawless, « With fish, Iceland's future is going back », *The Globe and Mail*, 15 décembre 2008.

De manière générale, le grand retour vers la tradition se veut aussi, pour bien des commentateurs, la fin de l'érosion des valeurs sociales et morales qui ont fondé l'Islande. Citant l'œuvre du prix Nobel de littérature Halldór Laxness comme exemple de ce qui *devrait être* ou de ce qui *pourrait revenir*, le journaliste de *Bloomberg* fait état du sentiment de dégradation morale qui mine la société islandaise : « Some Icelanders say the easy money of the past decade eroded the island's traditions¹⁹. » La crise provoque un réveil et incite à un changement moral – du moins, c'est ainsi que les journaux rapportent la traversée du cœur des événements – qui s'appuierait sur un réaligement moins matérialiste des valeurs. *Télérama* retrace ce discours moraliste de fin de règne chez une metteuse en scène de théâtre, Kristín Eysteinsdóttir :

Toutes nos valeurs ont changé en quelques semaines. On a passé dix ans à ne penser qu'à l'argent, à acheter, toujours acheter, des voitures, des maisons, à prendre de nouveaux crédits. C'est fini. On regarde différemment les Range Rover. Aujourd'hui, on les appelle les « Game over ». Il n'y a plus de respect pour le clinquant. On revient vers quelque chose de plus profond²⁰.

Ce revirement subit force à poser un jugement sévère sur la période qui se termine, souvent relayé dans les articles étrangers par des citations d'Islandais – du plus modeste pêcheur à l'évêque d'Islande –, mais qui vont toutes dans le sens d'une condamnation des comportements d'avant la crise : « The priorities went askew in the past few years²¹ », dit un pêcheur. « [Society] was led to believe that it was unlimited growth forever²² », soutient le révérend Karl Sigurbjörnsson. « [It] is a project that went horribly wrong²³ », selon l'écrivain Sjón. Ces condamnations s'accompagnent d'une utopie : celle d'une possible purification morale collective. Le chroniqueur britannique

19. Ben Holland, « Iceland “like Chernobyl” as meltdown shows anger can boil over », *Bloomberg*, 23 décembre 2008.

20. Kristín Eysteinsdóttir, citée par Nicolas Delesalle, « Les révoltés du geyser », *Télérama*, n° 3086, 8 mars 2009.

21. [Kristian, un pêcheur islandais], cité par Roger Boyes, « Skating on thin ice », *The Australian*, 10 octobre 2008.

22. Karl Sigurbjörnsson, cité par Eric Pfanner, « Iceland is all but officially bankrupt », *The International Herald Tribune*, 9 octobre 2008.

23. Sjón, cité par Matthew Hart, « Iceland's next saga. The wounded tiger's tale », *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

A.A. Gill saisit bien la fragilité de ces remords, en citant avec humour la tirade, presque une prédication, que lui sert une femme rencontrée dans un bar de Reykjavík :

All the money, all the things and the stuff, *it's very un-Icelandic*. The wanting, the conspicuous consumption, the avarice and ambition, the pathetic jealousy, *that isn't us*. A great weight has been lifted now the money and the desires are gone. We can get back to being *who we are*²⁴.

La crise devient, grâce à ce retour aux traditions, l'occasion d'un renouvellement moral et éthique pour revenir à des valeurs qui peuvent mieux conduire au bonheur humain : « Ever since the advent of the entrepreneurial, dual-income, seize the day, [...] can't-possibly-meet-you-I'm-so-busy lifestyle, have you, or has anybody else you know, been particularly happy²⁵? » Question lancée aux Islandais qui contient sa réponse, hors de l'économie et de la finance, mais porteuse également d'un retour vers l'essentiel, celui d'une saine relation entre le matérialisme et l'individu : même si ses effets demeurent éphémères, la crise, dans tous les pays, foment le changement.

L'effet de ce retour à la tradition se manifeste ainsi par une réflexion sur soi et par un refus du consumérisme exacerbé qui a marqué l'Islande jusqu'aux derniers jours d'avant la crise :

Last year's must-haves, flat screen televisions and games consoles, are on the list of things people here call "so 2007". [...] This Christmas, people are giving each other books, home-made trinkets and practical presents such as warm socks²⁶.

Utopie transitoire, ce retour à l'ancien, au seconde main, au troc et au « fait maison » devient, le temps des Fêtes, une mode qui parcourt les milieux branchés de l'île. Les médias en parlent à la façon d'une nouvelle vogue : « Among the things now selling briskly in the capital Reykjavik are horse meat, second-hand clothing and used DVDs of "The sound of music²⁷". » Cette frugalité contribue à un retour aux sources, nécessaire et difficile, à

24. [Une Islandaise], citée par [A.A. Gill], « Iceland: frozen assets », *The Sunday Times*, 14 décembre 2008. Je souligne.

25. Karen Von Hahn, « Could market meltdown be a chance to slow down? », *The Globe and Mail*, 18 octobre 2008, p. L-3.

26. Sarah O'Connor, « Iceland gives Christmas frosty reception », *Financial Times*, 23 décembre 2008.

27. [Anonyme, source PA News], « Iceland feels chill of recession », *Channel 4 News*, 11 décembre 2008.

une tentative d'ascèse purificatrice qui viendrait éliminer par l'effort des années tapageuses terminées en mauvais rêve. Finis les sashimis de baleine, les soirées folles au homard raffiné des comptoirs de luxe de Reykjavík, écrit le *Financial Times*, le temps du pudding noir est de retour pour les Islandais, et celui-ci marque presque magiquement la renaissance et le retour vers soi. Citant le romancier Andri Snær Magnason, David Ibison écrit: «It reminds us of a generation that came through a crisis with a strong set of values, and helps us realise that these were the real values²⁸.» Discours de compensation et stratégie de survie, le grand retour vers les traditions manifeste en Islande une volonté certaine de ne plus sombrer dans les excès d'un passé encore tout récent.

28. Andri Snær Magnason, cité par David Ibison, «Icelanders see Icarus-like plunge of greed», *Financial Times*, 23 octobre 2008.

3

L'irresponsabilité

Le prix à payer

«The blame game is only just beginning. [...] Iceland's business and political community bear an important part of the responsibility, even as they now play the victim. »

Fortune, 4 décembre 2008¹

Qui est responsable de la crise financière en Islande et de ses conséquences à l'étranger? Qui devra en payer le prix? Les institutions islandaises et les politiciens du pays ont-ils fait preuve de complaisance envers les Néovikings? A-t-on appliqué avec suffisamment de rigueur les règlements encadrant le système financier? Le pays entier a-t-il fait preuve d'imprévoyance? Peut-on reporter indéfiniment la faute sur les autres? Le thème de l'irresponsabilité parcourt les commentaires, analyses et dépêches sur

1. Peter Gumbel, « Iceland: the country that became a hedge fund », *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

l'Islande au cours de l'année 2008. Il entache profondément la réputation de fiabilité qu'avait acquise le pays au cours des dernières décennies : l'Islande peut-elle encore être considérée comme un partenaire fiable ?

La première réaction du gouvernement islandais face aux accusations d'irresponsabilité est de déclarer qu'il n'est fautif en rien. *The International Herald Tribune* rapporte ainsi les propos du premier ministre islandais : «Despite the collapse of the banks, Haarde said, “the country itself is not in default, is not abrogating its responsibilities”² ». Ce discours est maintenu pendant des semaines, même au cœur de la tourmente, jusqu'à la démission du gouvernement en janvier : «[Icelandic] authorities have denied responsibility, but widespread protests eventually forced the government to resign³. » Deux mois après sa démission, Geir Haarde accepte, lors d'une réunion de son parti, de prendre une part du blâme : «Haarde apologised on Thursday for being partly responsible for events leading to the collapse of Iceland's banks⁴. » La Banque centrale d'Islande fera, elle, un aveu plus discret qui ressemble davantage à une feinte : «The question of when it would have been right to intervene—and how—is extremely difficult to answer, however. No one has perfect foresight. Many lessons will doubtless be learned from the experience⁵. »

On trouve aussi parmi les propos rapportés de citoyens islandais la recherche d'une sortie pour éviter d'assumer une trop lourde responsabilité dans la dégringolade financière de leur pays, malgré ses impacts à l'extérieur. Par exemple, Sarah Lyall, du *New York Times*, interviewe une secrétaire islandaise qui vient d'être congédiée et qui ne comprend pas pourquoi l'État islandais – et donc, la population – devrait faire les frais de l'imprudence d'épargnants étrangers et de dirigeants de banques privées : «“We didn't ask anyone to put their money in the banks,” she said. “These are private companies and private banks, and they went abroad and did business there⁶.” » Quant au rédacteur en chef d'*Iceland Review*, il plaide qu'on ne pouvait pas

2. Eric Pfanner, «Iceland banks face claims from depositors abroad», *The International Herald Tribune*, 10 octobre 2008.

3. Jon Danielsson, «Waking up to reality in Iceland», *BBC News*, 26 janvier 2009.

4. Andrew Roche et Ómar Valdimarsson, «Iceland's ex-PM apologises for part in bank crash», *Reuters*, 26 mars 2009.

5. Ingimundur Friðriksson, «The banking crisis in Iceland in 2008», *Sedlabanki.is*, 6 février 2009. Je souligne.

6. Katrín Runólfssdóttir, citée par Sarah Lyall, «Stunned Icelanders struggle after economy's fall», *The New York Times*, 9 novembre 2008.

se douter de ce qui se passait: «we were being assured by our government, bankers and even our Financial Supervisory Authority and Central Bank⁷». Cette manière de reporter le blâme sur autrui (ici, sur une poignée de personnes qui auraient agi de manière inconséquente: «As economist Vilhjalmur Bjarnason [...] says, it was about 20 to 30 people who got themselves into the debt that our nation of 300,000 now has to bear⁸») serait répandue en Islande, mais trouve peu d'écho et de faveur à l'étranger.

Les premières accusations venues de l'étranger proviennent du Royaume-Uni. Gordon Brown est catégorique: «Les banques islandaises se sont écroulées, les autorités islandaises doivent prendre leurs responsabilités pour cela⁹.» Pour forcer l'Islande à le faire, les Britanniques, ainsi que leurs alliés européens, choisissent la ligne dure, posant comme condition à toute aide internationale la prise en charge, par l'île, de ses obligations internationales: «In a joint statement, the British, Dutch and German governments welcomed Iceland's commitment to meet its obligations¹⁰.» Bien qu'indépendant, le Fonds monétaire international attend un règlement entre ces pays pour officialiser son soutien à l'Islande, contraignant ainsi Reykjavík à assumer ses responsabilités et à payer pour les fautes de ses banques.

En février 2009, un communiqué de la Banque centrale d'Islande laisse entendre que c'est sa proximité avec les banques commerciales avant la crise qui a sapé l'autorité morale qui lui était nécessaire pour leur imposer de nouvelles règles de conduite: «The Central Bank supported all of these actions wholeheartedly; however, it did not have the statutory authority power to force the banks to change their conduct¹¹.» Cet aveu vient cependant un peu tard; au plus fort de la crise, pour les analystes financiers, ce comportement s'apparente à une complaisance irresponsable des autorités envers le monde financier. Pour Roger Boyes, cet état de fait fragilise d'autant plus le gouvernement islandais à l'étranger, alors que le soutien de sa

7. Bjarni Brynjólfsson, «Bright light to pitch-black night», *Iceland Review*, vol. 46, n° 4, 2008.

8. Jonas Moody, «Feature of the week: the author of Revolution», *Iceland Review*, vol. 46, n° 4, 2008.

9. Gordon Brown, cité dans [Anonyme, source AFP], «Crise. L'Islande nationalise ses banques à marche forcée», *Le Devoir*, 10 octobre 2008.

10. Torcuil Crichton, «Chancellor pledges £2.2bn to UK depositors in Iceland bank», *The Herald* (Glasgow), 21 novembre 2008.

11. Ingimundur Friðriksson, «The banking crisis in Iceland in 2008», *Sedlabanki.is*, 6 février 2009.

population et des experts financiers lui fait de plus en plus défaut: «Not just because the businessmen and politicians are intertwined like tangled nets, but because the lack of regulatory control during the 1990s privatisations was so indefensible¹².» Manque d'indépendance, manque de rigueur dans l'application des règles, tout aurait fait défaut du côté islandais, selon la BBC :

The government, the Central Bank and the financial regulator at times seemed to act as cheerleaders for the banks, not as responsible authorities. [...] The Icelandic banks were set for failure because of excessive risk taking, inadequate management and rather lax government supervision¹³.

En fait, le premier ministre islandais lui-même avoue que certains contrôles manquaient de rigueur: «les banques ont toujours suivi les règles. Nous n'avons sans doute toutefois pas fait assez attention¹⁴.» Enfin, pour *Le Monde*, le silence des hommes d'État – dont celui du président Ólafur Ragnar Grímsson («surnommé “la claque” pour son soutien immodéré à ces investissements hasardeux à l'étranger¹⁵») – contribue à parfaire ce climat de complaisance entre les financiers et ceux qui devaient en surveiller les actions.

Le *Financial Times* considère quant à lui que d'un point de vue éthique, le manque de respect des financiers islandais envers leur propre pays est aussi dérangeant que le comportement des autorités islandaises. Le journal rapporte ainsi l'insouciance avec laquelle le groupe Baugur envisage, dès juin 2008, de quitter l'Islande – en y laissant des dettes faramineuses, comme le révéleront les événements d'octobre 2008 – pour s'installer dans un autre pays («either to the UK, Denmark or the Faroe Islands¹⁶»), de manière à éviter à son président une condamnation en justice: «to avoid the possibility

12. Roger Boyes, «Iceland braces for Brits wanting their money back», *The Australian*, 13 octobre 2008. Je souligne.

13. Jon Danielsson, «Waking up to reality in Iceland», *BBC News*, 26 janvier 2009. Je souligne.

14. Geir Haarde, cité par Élise Vincent, «Dans un entretien, le premier ministre islandais, Geir Haarde, évoque la grave crise financière que traverse son pays, il y a encore peu de temps l'un des plus prospères de la planète», *Le Monde*, 23 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.

15. Gérard Lemarquis, «La faillite de l'Islande provoque à Reykjavik les premiers heurts avec la police depuis 60 ans», *Le Monde*, 24 janvier 2009.

16. Tom Braithwaite, «Baugur in talks over move to Britain», *Financial Times*, 29 juin 2008.

of Mr Johannesson's being banned as a company director¹⁷ ». Les médias internationaux reconnaissent que le style de vie, la manière de gérer et l'éthique des «20 ou 30 personnes» pointées par l'économiste Vilhjálmur Bjarnason peuvent choquer. Ainsi, pour *The Dallas Morning News*, c'est le clinquant et l'arrogance des financiers islandais qui heurtent le plus :

The bankers partied by flying in Elton John for a Reykjavik birthday bash. [...] Iceland's economists traveled the world with PowerPoint presentations hailing the Icelandic economic miracle. Its 312,000 people were among the world's richest. But their banks owed what amounted to \$250,000 for every man, woman and child in the country. [...] The party stopped in October¹⁸.

L'imprévoyance est également évoquée par les journalistes étrangers pour expliquer les causes de la crise. Cette imprévoyance est d'abord celle de la Banque centrale d'Islande, tant dans sa gestion que dans l'exercice de son contrôle : «a combination of inappropriate monetary policy and an outsized banking system¹⁹», selon la BBC. Compte tenu de la petite taille du pays et de celle de son mécanisme de protection des épargnants, les banques islandaises se sont développées de manière monstrueuse, provoquant un déséquilibre que le système n'avait pas prévu. Selon le calcul proposé à ce propos par Matthew Vincent dans le *Financial Times* : «The Icelandic Financial Supervisory Authority has £88m in the scheme. If Landsbanki does declare itself bankrupt, it would need to pay 300,000 customers²⁰. » Pour une seule des banques islandaises, le nombre de clients à l'étranger à rembourser représenterait autant de personnes que la population entière de l'Islande.

Le magazine *Time* soutient que ce qui faisait la force des Néo-Vikings, la volonté néolibérale de foncer, de conquérir et d'acquérir, en faisait aussi la faiblesse : sans protection en cas de revers, ils ont mis en danger leurs succès et l'économie de leur pays. Perçus qu'ils étaient comme des visionnaires, leur manque d'objectivité leur a finalement coûté très cher : «[The

17. *Ibidem*.

18. Jim Landers, «Iceland's road to bankruptcy was paved with U.S. ways», *The Dallas Morning News*, 10 décembre 2008.

19. Jon Danielsson, «Why raising interest rates won't work», *BBC News*, 28 octobre 2008.

20. Matthew Vincent, «Bank crisis Q&A», *Financial Times*, 7 octobre 2008.

country's bankers became too rich too fast, embracing global wealth with little discipline or foresight about what they would do if the economy turned sour²¹. »

Chez les Islandais, la première réaction devant l'ampleur de la crise est de reprocher aux autres pays leur intransigeance, leur manque de collaboration et la lenteur de leur aide. Se posant en victime des spéculateurs (« Iceland has accused hedge funds of ganging up on its banks and its currency²² »), puis en bon élève qui a suivi les règles, mais qui s'en trouve tout de même puni (« the banks had become too large in relation to the Icelandic economy [...]. The European regulatory framework made this possible²³ »), l'Islande se voit en fait confrontée à la réalité de ce qui a permis sa richesse : l'internationalisation de son économie. Profitant des possibilités nouvelles qu'offrait l'ouverture du commerce mondial pour réaliser des emprunts et des acquisitions, le pays doit s'attendre en retour à ce que les engrenages financiers internationaux exercent une pression sur ses propres marchés : simple retour des choses. C'est du moins ce que rappelle David Ibson du *Financial Times*, qui soutient que l'Islande doit assumer une plus grande part de responsabilités dans la crise qui l'affecte : « The undeniable fact is that Iceland is now more internationalised than at any time in its past. While alleged financial speculation is being rightly investigated, the solution to its challenges does not lie in blaming foreigners²⁴. »

Les Islandais ne doivent pas non plus assumer *tout* le blâme de cette crise. Par exemple, les épargnants étrangers qui ont, de leur plein gré, choisi les banques islandaises parce qu'elles offraient des taux d'intérêt élevés doivent accepter le risque encouru. Plusieurs textes parus dans le *Financial Times* vont dans ce sens : « Depositors must take responsibility for their own choices²⁵ », « To amend the old saw : you get what you're paid for²⁶ ».

21. Vivienne Walt, « A meltdown in Iceland », *Time*, 8 octobre 2008.

22. James Mackintosh et Peter Smith, « Australia aims regulatory fire at hedge funds », *Financial Times*, 10 avril 2008, p. 22.

23. Ingimundur Friðriksson, « The banking crisis in Iceland in 2008 », *Sedlabanki.is*, 6 février 2009.

24. David Ibson, « Cool under fire Iceland takes the fight back to finance », *Financial Times*, 9 avril 2008, p. 7. Je souligne.

25. [Anonyme], « Saving savers », *Financial Times*, 9 novembre 2008.

26. Andrew Hill, « Why frozen Icesavers deserve sympathy not support », *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 22.

Au terme de cette crise, il paraît inévitable, selon les commentateurs étrangers, que l'Islande doive payer un certain prix pour ses erreurs. Ce fardeau est imputé à la fois aux banques mises en cause, à l'État islandais et, par conséquent, à l'ensemble de ses citoyens: «its main banks and business tycoons took huge risks and its citizens borrowed to the hilt. Now this island nation is paying the price²⁷.» Les analystes trouvent peu d'excuses pour expliquer les excès des dernières années. Willem H. Buiter et Anne Sibert admettent simplement: «it should not have grown a massive on-shore internationally exposed banking sector²⁸». Le prix à payer est donc lourd pour le gouvernement islandais et plusieurs craignent qu'il soit incapable de répondre à ses obligations. Cette imputation – démesurée par rapport à la taille du pays, tout comme l'étaient les ramifications de ses banques à l'étranger – force l'Islande à subir une austérité sans précédent et à solliciter de l'aide: «it's difficult to see how it can refloat without international help²⁹», selon la BBC. Mais compte tenu des excuses recherchées pour éviter de prendre une part de la responsabilité de la crise, la situation pourtant désespérée de l'Islande suscite à l'étranger bien peu de considération: «There is little excuse for Iceland, which essentially turned itself into a highly leveraged hedge fund³⁰», lit-on dans *The Globe and Mail*.

Les Islandais doivent maintenant vivre avec une profonde amertume, attribuable à l'impression d'avoir été floués. En quelques années, ils ont assisté, impuissants, quoique parfois fiers, à la montée fulgurante de quelques-uns des leurs. À quelques jours des Fêtes de fin d'année, ils doivent encaisser les fausses réussites de leurs élites: «Iceland is paying the price for its role in adding to the world credit crunch by being forced into an austerity Christmas³¹.» Impitoyable, Eric Pfanner, dans *The International*

27. Peter Gumbel, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.

28. Willem H. Buiter et Anne Sibert, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.

29. Robert Peston, «Markets call time on Iceland», *BBC News*, 4 octobre 2008.

30. Dani Rodrik, «To keep us all afloat. Why must we save emerging markets from Wall Street's follies?», *The Globe and Mail*, 13 novembre 2008, p. B-14.

31. [Anonyme, source PA News], «Iceland feels chill of recession», *Channel 4 News*, 11 décembre 2008.

Herald Tribune, écrit qu'il ne faut pas trop s'apitoyer sur le sort des Islandais, puisqu'ils ont eux aussi participé à cette bulle illusoire aujourd'hui éclatée – et en ont profité :

The days when the economy seemed capable of gravity-defying feats are gone. [...] Gone too, are the days when ordinary citizens effortlessly joined in the fun, taking out second mortgages to finance their own trips abroad or at least to the Laugavegur, the main shopping strip in Reykjavik³².

Du point de vue de son image, tout ce débat sur la responsabilité de la crise nuit considérablement à l'Islande, dorénavant perçue comme un partenaire économique peu fiable. Les premières réactions du Royaume-Uni dans l'affaire Icesave prennent rapidement de l'ampleur (« the behaviour of the Icelandic authorities had been unacceptable³³ », clame Gordon Brown) et cela, bien au-delà des frontières britanniques. Les cas de faillites ou de disparitions d'entreprises sous contrôle islandais s'accumulent et laissent un amer souvenir des Islandais.

L'impact moral de la crise ne concerne donc pas que la finance : il touche la fierté et l'identité de la population islandaise, d'abord choquée, puis atteinte et fragilisée par toute cette dérive. Ainsi en témoigne l'écrivain Einar Már Guðmundsson, convaincu que les siens doivent considérer avec gravité les conséquences de ces événements : « What's so serious is how this corrupt administration has deprived us of our reputation and respect as a nation. Self-respect and pride are of real consequence to Icelanders³⁴. »

32. Eric Pfanner, « Iceland is all but officially bankrupt », *The International Herald Tribune*, 9 octobre 2008.

33. Gordon Brown, cité dans [Anonyme], « Treasury officials hold emergency talks on Iceland », *The Herald* (Glasgow), 10 octobre 2008.

34. Einar Már Guðmundsson, cité par Jonas Moody, « Feature of the week : the author of Revolution », *Iceland Review*, vol. 46, n° 4, 2008.

4

L'humiliation

The wounded tiger

« Iceland—The Nordic Zimbabwe. »

The Huffington Post, 5 janvier 2009¹

L'Islande était devenue au tournant du millénaire une sorte de *success story* pour les petits pays en croissance : égalitaire, riche et vertueuse, considérée à l'étranger comme le « Nordic tiger ». Le revirement de situation provoqué par la crise en 2008 prend irrémédiablement la forme d'une dure humiliation pour elle. Propulsé par un nationalisme économique délirant jusqu'à la fin de l'été 2008, le pays se trouve foudroyé en pleine ascension, atteint au cœur d'une fierté jusque-là débonnaire. L'excellente réputation et l'image de l'Islande changent en quelques jours.

Quelques-uns s'apitoient sur cette déchéance et parlent de l'Islande comme d'une « victime de la crise ». Ils se désolent qu'un pays que l'on disait moralement si fort et dont les citoyens ont une si bonne réputation de travailleurs puisse être ainsi atteint. C'est la position du chroniqueur

1. Íris Erlingsdóttir, « Iceland—The Nordic Zimbabwe », *The Huffington Post*, 5 janvier 2009.

anglais A.A. Gill, qui écrit dans *The Sunday Times*: «Iceland and Icelanders have been forged on the anvil of hard knocks. The *unfair thing* about this latest paper calamity is that it happened just when they thought things were going so well².» D'autres sont sans pitié. *The International Herald Tribune* pose un jugement sévère sur la «richesse» islandaise d'avant la crise, parlant ainsi de: «the extraordinary reversal in the country's fortunes after a decade-long, debt-fueled binge by the country's banks, businesses and some private citizens³». L'emprunt démesuré des banques, des entreprises et des citoyens: voilà pour ce journal la cause de l'inévitable déconfiture financière islandaise. La plupart des journalistes, toutefois, s'en tiennent aux faits suivants: un pays riche, parmi les plus prospères du monde, est subitement tombé au bas de l'échelle économique mondiale. «The Nordic nation, écrit-on dans *The Australian*, has in the past week gone from a rich, prosperous country to one that is on the brink of bankruptcy⁴.»

Du meilleur au pire, cette dégradation humiliante s'accompagne des soubresauts de la valeur de la couronne islandaise tout au long de l'année. La chute de la monnaie nationale à compter d'octobre, associée à une inflation galopante, forcent une hausse vertigineuse temporaire des taux d'intérêt. Les économistes étrangers s'en inquiètent et voient là des signes peu habituels chez un pays riche: «[It is] more typical of a developing economy than one of the wealthiest countries in the world⁵.» Ces mesures ont déjà été observées auparavant, mais jamais de façon récente en Europe: «in places like Argentina and Thailand, not a country that likes to think of itself as close to Europe⁶». Pour *The Guardian*, l'instabilité de la monnaie islandaise range le pays dans le camp des pays de la misère: «it is rated the world's third-worst performing currency—just above Zimbabwe's and Turkmenistan's⁷».

-
2. [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008. Je souligne.
 3. Eric Pfanner, «Iceland is all but officially bankrupt», *The International Herald Tribune*, 9 octobre 2008.
 4. [Anonyme, source AFP], «Reykjavik exchange resumes trading», *The Australian*, 15 octobre 2008.
 5. Eric Pfanner et Julia Werdigier, «Caught in financial crisis, Iceland tries to tap Russia», *The International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.
 6. Eric Pfanner, «Iceland is all but officially bankrupt», *The International Herald Tribune*, 9 octobre 2008.
 7. Gwladys Fouché, «Iceland is in the heart of the economic storm», *The Guardian*, 6 octobre 2008.

Cette impression d'affaissement se confirme lorsque le Fonds monétaire international (FMI) entre en jeu, puisque cela signifie que l'Islande a épuisé ses propres ressources. Partout dans le monde, les journaux insistent sur le caractère inusité de cette aide : « making it the first Western country to get an IMF bailout since 1976⁸ »... quelques journaux prenant la peine d'ajouter que ce dernier pays à avoir bénéficié d'un prêt du FMI était le Royaume-Uni, que bien des Islandais tiennent responsable de la déroute économique de leur pays. Quoi qu'il en soit, le fait même de réclamer, puis d'obtenir cette aide, a une valeur symbolique : il change le registre dans lequel on situait jusqu'alors l'Islande. Cet extrait, tiré du *Globe and Mail*, insiste par ailleurs sur la rapidité de sa déconfiture :

Iceland's economy has deteriorated so dramatically in recent weeks that it is now looking for the sort of emergency bailout more typical of the developing world than of a sophisticated Western economy⁹.

Le recours à l'aide du FMI est décrit à l'étranger comme une valse-hésitation de l'Islande, que l'on peut décrire selon trois actes successifs, qui se déroulent en octobre et novembre. Au premier acte, le déni ; au second, la soumission ; au dernier, la récupération et l'humiliation. De prime abord, le gouvernement islandais nie avoir besoin de l'aide du FMI. Le 9 octobre, le premier ministre, Geir Haarde, dément qu'il réclame cette aide : « we don't think it will come to that¹⁰ », déclare-t-il alors. Le lendemain, les journaux rapportent que le FMI sera un dernier recours pour l'Islande ; Haarde tente de rassurer les marchés et affirme que le pays a bien d'autres options avant celle-ci. Le 11 octobre, le *Financial Times* juge durement ces « autres options » envisagées par l'Islande, alors que le FMI est prêt à soutenir le pays. Alain Beattie écrit ainsi : « No country likes going to the IMF for help, since it is widely seen as an admission of policy failure¹¹. » Manière de masquer l'échec de ses politiques économiques nationales, l'appel bilatéral à des pays alliés, plus discrets que le FMI, aurait permis à l'Islande de ne pas se retrouver parmi les pays nécessiteux. Cependant, la pression se fait

8. Marcus Gee, «The body punches keep on coming», *The Globe and Mail*, 25 octobre 2008, p. B-1.

9. Brian Milner, «Out of options, Iceland leans on IMF», *The Globe and Mail*, 21 octobre 2008, p. B-3.

10. Geir Haarde, cité par Kerry Capell, «The stunning collapse of Iceland», *BusinessWeek*, 9 octobre 2008.

11. Alan Beattie, «IMF ready to help out emerging market states», *Financial Times*, 11 octobre 2008, p. 5.

forte. *Le Devoir* écrit le 16 octobre : « Jouer la carte du FMI risquerait d'être vécu comme une humiliation nationale [pour les Islandais] mais cette option est pourtant jugée inévitable par de nombreux économistes¹². » L'incertitude et la confusion perdurent dans les jours qui suivent : l'Islande ne demande pas officiellement l'aide du FMI, bien qu'une équipe soit sur l'île depuis quelques jours pour négocier avec le gouvernement¹³. Finalement, l'aide des alliés tardant trop, l'Islande se résigne et devient le premier pays occidental à demander l'aide du Fonds depuis trente ans.

Le premier ministre Haarde, qui veut éviter le déshonneur pour son pays et l'opprobre contre son administration en s'adressant au FMI, malgré ses premières déclarations sur le sujet, réagit promptement. Dans un entretien avec le journal *Le Monde*, Haarde affirme le 23 octobre : « Le recours au FMI n'est pas un déshonneur pour l'Islande. Cela crée de la confiance¹⁴. » Il est bien le seul à interpréter ce recours aussi favorablement ; les journaux du monde entier opèrent un brusque renversement dans leur appréciation de l'Islande, la rangeant désormais aux côtés de pays en voie de développement. Les comparaisons successives avec les pays de l'Europe de l'Est, d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie se multiplient et influent sur l'image de l'Islande, qui chute du piédestal scandinave pour atterrir aux côtés des pires cas de pays en survie économique.

Quoique les nouveaux paramètres de comparaisons de l'Islande varient selon les journaux et les perspectives, il s'agit chaque fois pour ce pays d'une position nouvelle, peu avantageuse et péjorative : tour à tour, il est question d'une « list of shame », de « weaker nations », de « countries more at risk », d'économies qui éprouvent « deep-seated solvency problems¹⁵ ». Le plus souvent, l'Islande quitte donc les pays riches – la Suède, la Norvège, le Danemark, le Canada et le Japon – dans les listes comparatives, pour rejoindre plutôt la Biélorussie, l'Ukraine, le Pakistan, la Hongrie, l'Argentine,

12. [Anonyme, source AFP], « L'Islande se démène sur tous les fronts pour éviter la faillite », *Le Devoir*, 16 octobre 2008.

13. C'est ce que relate Johel Sherwood, « Iceland seen turning to IMF », *The Wall Street Journal*, 17 octobre 2008.

14. Élise Vincent, « Dans un entretien, le premier ministre islandais, Geir Haarde, évoque la grave crise financière que traverse son pays, il y a encore peu de temps l'un des plus prospères de la planète », *Le Monde*, 23 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.

15. Alan Beattie, « Rescue reforms do not mean cash without strings », *Financial Times*, 28 octobre 2008.

le Venezuela, l'Indonésie, la Lituanie, etc. Dans les cas les plus extrêmes, l'Islande apparaît comme le moins favorable des pays. Voici quelques exemples tirés des journaux étrangers :

Iceland is facing some unfavorable comparisons. Bear Stearns recently suggested the tiny nation was about as safe an investment as Kazakhstan¹⁶.

That's a collapse surpassed only by the disastrous demise of the Zimbabwe currency¹⁷.

Again, it is nothing to boast about. The worst performer is the dollar of Africa's basket-case, Zimbabwe. Among the other big losers are the krona of the near-bankrupt Iceland, the South African rand and the Turkmenistan manat, which after years of rampant inflation is about to be redenominated by dividing it by 5000¹⁸.

Il va de soi que certaines de ces comparaisons sont biaisées, que d'autres sont injustes et démesurées. En termes d'image médiatique, cela compte toutefois peu : ces comparaisons, comme les autres discours publiés pendant la crise de 2008, s'ajoutent au « dossier » de l'Islande et contribuent à forger l'idée, dorénavant bien moins positive, qu'on se fait de ce pays.

Le gouvernement islandais comprend vite les avantages qu'il peut tirer du renversement de son image dans les négociations qu'il engage avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas sur le remboursement des épargnes perdues à la suite du défaut de paiement de la banque Icesave. Le pays joue alors la carte du misérabilisme : un député, Pétur Blöndal, répète dans les médias en octobre 2008 que l'Islande, pour rembourser les pertes d'Icesave, serait soumise à une réparation financière pire que celle de l'Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale : « the equivalent for every Icelander of three to four times the reparations that were imposed on Germany after the First World War¹⁹. » On tente d'utiliser ce nouveau statut d'« humilié » pour obtenir une atténuation des paiements compensatoires, mais cette stratégie n'obtiendra pas le succès escompté.

16. David Teather, « Iceland first to feel the blast of global cooling », *The Guardian*, 17 avril 2008.

17. David Stevenson, « How Iceland's meltdown affects you », *Money Week*, 7 octobre 2008.

18. [Anonyme], « Aussie dollar lags the leu, lari and kip », *The Australian*, 31 octobre 2008.

19. Gary Duncan, « British savings prove a hurdle to Iceland bailout », *The Australian*, 25 octobre 2008.

Les étrangers ne se montrent alors pas tendres envers l'Islande et témoignent de très peu de sympathie envers elle. Ainsi, quand la bourse de Reykjavík rouvre après une fermeture forcée de trois jours, *The Australian* insiste pour rappeler l'état lamentable de l'économie islandaise: «a disfigured Reykjavik stock exchange has reopened, amputated of its once dominant financial stocks that have long made up the cornerstone of Iceland's economy²⁰». Des symboles de la réussite économique de l'île – certes critiqués par la suite, mais qui faisaient la fierté du pays, Glitnir en tête – tombent les uns après les autres, mis en pièces par des fonds financiers autrefois alliés, mais désormais attirés par le profit: «attracted by [...] the depressed share price and the weak Icelandic currency²¹».

Plus encore que pour d'autres pays, les commentateurs placent la crise islandaise dans la longue durée. Ils soulignent la grande capacité de résilience du pays face à l'adversité, remontant parfois jusqu'à sa fondation pour expliquer que la catastrophe de 2008 n'est peut-être ni la pire ni la dernière que l'Islande aura à affronter. Citant un professeur de sociologie, *The Globe and Mail* insiste sur le profond et grave manquement à l'honneur qui serait aujourd'hui en cause dans certaines des actions de l'Islande avant et pendant la crise: «The sagas are so much about [...] honour, and now we are a dishonoured people. We have behaved like children [...] and done damage to people in other countries²².» Le chroniqueur A.A. Gill commente la déroute complète et expéditive des derniers mois, qui fait passer l'Islande du statut de pays riche à celui de nécessiteux: «bobbing in the queue somewhere behind Albania and Moldova». Il ajoute cependant, avec tout le détachement de l'humour anglais, que l'effondrement de son système financier n'est pas la pire catastrophe que le pays ait connue: «[It] is not actually the worst thing that ever happened to this island. That would have to be the two occasions when the plague wiped out more than half of everybody²³.»

20. [Anonyme, source AFP], «Reykjavik exchange resumes trading», *The Australian*, 15 octobre 2008.

21. David Ibson, «Glitnir courts international investors», *Financial Times*, 14 mai 2008.

22. Þorbjörn Broddason, cité par Matthew Hart, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

23. [A.A. Gill], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.

Parler d'une crise économique en termes d'humiliation, de fierté et de réputation à l'étranger peut paraître inopportun si on ne considère pas le poids décisif du discours médiatique sur l'image d'un pays et son rôle sur le degré de confiance qu'on accorde au commerce avec ce pays. Dans le cas de l'Islande, la dominante majeure du discours la concernant pendant la crise est celle d'un renversement subit et complet, le passage d'un État enviable à un État humilié en quelques jours à peine. La réalité est certes différente, car, comme l'écrit Gérard Lemarquis dans *Le Monde*: « Les signes avant-coureurs de la crise n'ont pas manqué. Mais les Islandais, grisés par les mirages d'une hyperconsommation à crédit, n'ont rien vu venir²⁴. » Les signes et avertissements ont été trop nombreux pour appuyer la thèse d'un coup soudain du destin, mais c'est cependant ainsi que les choses sont présentées et, selon les dires de la plupart des commentateurs étrangers, vécues. Les exemples sont abondants: parlant des flux migratoires de travailleurs et constatant le grand nombre d'Islandais tentés par des offres norvégiennes, le *Financial Times* écrit: « It is a humiliating climbdown for a country that, until a few months ago, imported Polish workers to do its grimy jobs²⁵. » Rapidité, renversement complet, moralité qui laisse à désirer: les trois aspects de cet extrait appuient l'idée de l'humiliation nationale. Malgré tout, l'Islande conserve son passé de nation courageuse et déterminée. Le *Financial Times* avertit toutefois qu'il ne s'agit pas ici d'une reconstruction matérielle, mais d'abord et avant tout du rétablissement d'une réputation: « the nation begins the process of rebuilding its economy and that thing it covets most of all, its reputation²⁶. »

Le changement radical de l'image de l'Islande à l'étranger ne passe pas inaperçu chez les journalistes. *Le Devoir* écrit ainsi qu'« en l'espace de quelques mois [...] le *petit* pays nordique a perdu son statut envié de success story pour celui *d'enfant* le plus *malade* d'Europe²⁷ ». « *Petit enfant malade* »... les termes

24. Gérard Lemarquis, « Happés par la tourmente, les Islandais lorgnent sur l'Union européenne », *Le Monde*, 8 octobre 2008, cahier Économie, p. 11.

25. Sarah O'Connor, « Christmas. But not as Reykjavik knows it », *Financial Times*, 23 décembre 2008.

26. Robert Jackson, « Letter from Iceland », *Financial Times*, 15 novembre 2008.

27. [Anonyme, source AFP], « L'Islande se démène sur tous les fronts pour éviter la faillite », *Le Devoir*, 16 octobre 2008. Je souligne.

laissent eux-mêmes peu de doutes sur le changement opéré. Le saut est vertigineux, depuis la figure du Viking, il y a quelques semaines à peine encore, associée aux financiers islandais :

the country found itself transformed in a few weeks of headlines from rampaging Viking tiger to global deadbeat—a country whose bankers had annihilated not only the security of their countrymen but the savings of tens of thousands of other depositors²⁸.

En fin d'année, l'Islande a rejoint le groupe des économies émergentes. Pour *La Presse*, l'Islande est désormais « l'île du crédit²⁹ » ; pour la chaîne BBC, le pays s'est mérité : « a pariah status in the financial system³⁰ ». En effet, l'Islande fait figure de mauvais exemple et son influence serait néfaste dans le monde. Les investisseurs, rendus frileux par sa déroute financière, fuient d'autres économies fragilisées comme celles du Pakistan, de l'Argentine, de l'Ukraine et de la Lettonie, au grand dam de leur gouvernement³¹.

Pour les Islandais eux-mêmes, ce renversement de situation signifie l'introduction d'un vocabulaire nouveau : « Insolvency entered the Icelandic vocabulary as did the International Monetary Fund³². » Surtout, pour plusieurs citoyens, l'Islande a quitté brusquement son statut de pays méconnu, en marge du monde, pour être traînée sur la scène du monde entier dans un rôle humiliant. *The New York Times* rapporte en ce sens les propos d'une employée de bureau, qui raconte :

“Years ago, I would say that I was Icelandic and people might say, ‘Oh, where’s that?’” said Katrin Runolfsson, 49, who was fired from her secretarial job on Oct. 31. “That was fine. But now there’s this image of us being overspenders, thieves³³.”

Humiliation, réputation brisée, population démoralisée : qu'est-il arrivé pour qu'une crise économique mondiale choisisse comme épice centre un petit pays, une île en marge de l'Europe, qui jouait pourtant le jeu balisé

28. Matthew Hart, « Iceland's next saga. The wounded tiger's tale », *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.

29. Vincent Brousseau-Pouliot, « Les gagnants et perdants d'une année folle », *La Presse* (Montréal), 24 décembre 2008.

30. Jon Danielsson, « Why raising interest rates won't work », *BBC News*, 28 octobre 2008.

31. Voir entre autres David Oakley, « Emerging nations hit by growing debt fears », *Financial Times*, 14 octobre 2008, p. 15.

32. [Anonyme], « Iceland, i-banks and jobs », *Financial Times*, 30 décembre 2008, p. 10.

33. Katrín Runólfsson, citée par Sarah Lyall, « Stunned Icelanders struggle after economy's fall », *The New York Times*, 9 novembre 2008.

par les grandes puissances selon les règles prescrites? L'hypothèse qu'avance David Ibson dans le *Financial Times* fait frémir: l'Islande aurait été un laboratoire du néolibéralisme pour des gens curieux de voir jusqu'où pouvaient aller leurs théories économiques. Ainsi, la croissance islandaise n'aurait été qu'une « expérience », au cours de laquelle des citoyens honnêtes et travailleurs auraient tous les moyens requis pour expérimenter les limites du libéralisme économique. En 2008, les résultats sont cinglants et sans équivoque: l'échec est complet et montre qu'il ne faut pas dépasser certaines bornes dans la libéralisation du commerce. En novembre, on peut déclarer que l'expérience est terminée:

The huge rescue package and its damaging domestic effect mark the official end of a 17-year experiment in free market economics that transformed Iceland from a fishing-based backwater to a booming tiger economy and now to the humiliation of an IMF-led bail-out³⁴.

La colère islandaise a de quoi se nourrir. L'humiliation devant le monde économique est une chose concevable et récupérable; le pays a traversé des tempêtes bien plus pénibles dans son histoire et il a su chaque fois se relever. Toutefois, l'humiliation d'avoir été le simple théâtre d'un jeu, d'une expérience entre des mains invisibles est d'une tout autre nature, qui dépasse tout ce qu'on est en droit d'attendre. Les questions techniques, stratégiques et financières de la crise islandaise ont certes leur importance, mais les effets de cette dernière sur ce peuple qui a fasciné des générations et représenté dans l'histoire un modèle pour plusieurs ont une importance plus grande encore.

34. David Ibson, « Reykjavik borrows \$10bn to stave off economic collapse », *Financial Times*, 20 novembre 2008. Ibson avait déjà avancé cette hypothèse dans un article paru plus tôt: « Iceland requests \$2bn bail-out from IMF », *Financial Times*, 24 octobre 2008.

Chronologie

QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES

- 874** Début de la colonisation de l'Islande.
- 930** Début de « l'Âge des sagas ».
- 1000** L'Islande devient chrétienne.
- 1262** L'Islande passe sous domination norvégienne.
- 1380** L'Islande passe sous domination danoise.
- 1944** À la suite d'un référendum, l'Islande proclame son indépendance.

- 1975-1976** Escalade diplomatique avec la Grande-Bretagne sur la question de la pêche et des limites territoriales de l'Islande, qui provoque la « guerre de la morue », gagnée par l'Islande.
- 1980** Vigdís Finnbogadóttir est élue présidente de l'Islande. Elle est la première femme élue à la tête d'un État constitutionnel en Europe.
- 1982** Davíð Oddsson est élu maire de Reykjavík. Il le demeurera jusqu'en 1991.
- 1989** Jón Ásgeir Jóhannesson et son père, Jóhannes Jónsson, ouvrent un premier supermarché Bonus, de ce qui deviendra une chaîne, à la base du conglomérat Baugur.
- 1991** Davíð Oddsson est élu premier ministre de l'Islande. Il le restera jusqu'en 2004. Début d'une politique de privatisation des banques.
- 1994** L'Islande devient membre de l'Espace économique européen.
- 1996** Ólafur Ragnar Grímsson est élu président de l'Islande.
- 1998** Geir Haarde est nommé ministre des Finances, poste qu'il occupera jusqu'en 2005.
- 2001** Davíð Oddsson permet à la couronne islandaise de fluctuer sur les marchés.
Mise en place de l'*Anti-Terrorism, Crime and Security Act* au Royaume-Uni, à la suite des attentats du 11-Septembre à New York.
- 2002** Un financier néo-viking, Björgólfur Thor Björgólfsson, fait l'acquisition de 45 % des parts de Landsbanki.
- 2003** Kaupbing devient la plus grande banque d'Islande à la suite d'une fusion.
Baugur devient le plus important conglomérat islandais à l'étranger.
- 2004** Halldór Ásgrímsson est élu premier ministre de l'Islande. Il nomme Davíð Oddsson ministre des Affaires étrangères.

2005 Des accusations de fraude sont portées contre Jón Ásgeir Jóhannesson, dont la plupart seront abandonnées par la suite. Jón Ásgeir Jóhannesson accuse Davíð Oddsson d'organiser une vendetta contre lui.

Davíð Oddsson est nommé gouverneur de la Banque centrale d'Islande.

2006 Geir Haarde est élu premier ministre de l'Islande.

2007 Gordon Brown est élu premier ministre du Royaume-Uni. Il nomme Alistair Darling au poste de Chancellor of the Exchequer.

Le professeur anglais Robert Wade prononce à Reykjavík une conférence controversée dans laquelle il met en garde contre les risques encourus par l'expansion financière islandaise à l'étranger.

Le professeur Richard Portes publie avec des collègues un rapport intitulé *The internationalisation of Iceland's Financial sector* au bénéfice de la Chambre de commerce d'Islande.

2008, L'ANNÉE DE LA CRISE

JANVIER

10 Selon le *Financial Times*, un groupe islandais, Gnupur Investment : « was forced to announce an emergency recapitalisation programme yesterday ».

29 Selon *Le Monde*, l'Islande se situe au premier rang du classement du Programme des Nations unies pour le développement humain (PNUD).

Le *Financial Times* rapporte que, selon le Moody's Investors Service, la cote de l'Islande serait à la croisée des chemins : « because of the perceived fragility of the country's banks ».

MARS

4 Un conseiller financier confie au *Financial Times* que les marchés commencent à mal réagir face à l'Islande : « There is a general dislike of Iceland ; every movement in the market gets magnified when it comes to Iceland. »

- 6** L'agence de notation financière Moody's abaisse la cote de l'Islande. Selon le *Financial Times*: «The downgrade is the latest in a series of moves by Moody's that indicate it is gradually losing confidence in the ability of the nation to avoid a banking crisis.»
À la suite de cette annonce, le *Financial Times* rapporte une baisse de la valeur de la couronne: «Iceland's krona plunged to a record low against the euro after rating agency Moody's changed the country's outlook to "negative".»
- 8** *Le Monde* annonce que le secteur bancaire islandais détient désormais des actifs équivalents à huit fois le produit intérieur brut du pays.
- 23** L'Islande est comparée à «one big toxic hedge fund» dans *The Telegraph*: «The story doesn't make sense any more. Nobody wants anything to do with it.»
- 25** Des rumeurs de crise minent la réputation de l'Islande. Selon le *Financial Times*: «The uncomfortable fact for Iceland is that the rumours and talk of a crisis could create the crisis.»
- 28** Des rumeurs de conspiration contre l'Islande circulent sur les fils de presse, selon le *Financial Times*.
- 29** *The Globe and Mail* annonce que la Banque centrale d'Islande a haussé son taux directeur pour le fixer à 15 % pour tenter de soutenir la valeur de la couronne.

AVRIL

- 9** Selon le *Financial Times*, en Islande: «banking sector assets have grown from about 96 per cent of GDP in 2000 to about 10 times today—the main source of concern about the country».
- 11** Le *Financial Times* annonce que la hausse du taux directeur à 15 % n'a pas ralenti la chute de la couronne.
- 17** Cité par *The New York Times*, le patron de la Landsbanki affirme: «It is almost unthinkable to us that we would default.»
- 18** Les unes après les autres, les agences de notation financière abaissent la cote de l'Islande.

- 21** *The International Herald Tribune* révèle que quatre avions militaires français vont survoler l'espace aérien islandais pour le prémunir de vols russes hostiles.

MAI

- 20** *The Guardian* publie le résultat d'une étude selon laquelle l'Islande serait le pays le plus sécuritaire et le plus paisible au monde.
- 28** Le *Financial Times* annonce : « Iceland is seeking permission from parliament to borrow up to lKr500bn, its largest ever loan, in a move that would more than double existing foreign exchange reserves and provide further support for its troubled currency and banking system. »

JUIN

- 3** Selon *The Globe and Mail*, ce qui se passe en Islande pourrait être le signe d'une crise plus générale à venir : « The question is whether Iceland is the first of several dominoes to fall—or a unique case. »

SEPTEMBRE

- 14** Selon *The New York Times*, la banque américaine Lehman Brothers se placerait sous la protection de la loi sur les faillites des États-Unis, ce qui annoncerait une crise financière mondiale.
- 29** *The International Herald Tribune* révèle que le gouvernement islandais a racheté 75 % des parts de Glitnir, la troisième banque du pays.
- 30** *The Globe and Mail* s'inquiète de la rapide expansion de la crise dans le monde : « the financial crisis spread like wildfire ».

OCTOBRE

- 3** Le *Financial Times* annonce qu'il en coûte maintenant une somme record de 1,3 millions d'euros à l'Islande pour assurer 10 millions de sa dette.
- 4** Robert Preston écrit sur *BBC News* : « The best way of seeing Iceland is as a country that turned itself into a giant hedge fund. » Il ajoute : « it's difficult to see how it can re-float without international help ».

5 Tracy McVeigh, dans un article au titre évocateur, « The party's over for Iceland, the island that tried to buy the world », paru dans *The Guardian*, écrit : « Iceland is on the brink of collapse. [...] The krona, Iceland's currency, is in freefall and is rated just above those of Zimbabwe and Turkmenistan. »

6 Le *Financial Times* cite Antje Praefcke, analyste à la Commerzbank : « We would also not be surprised to see the Icelandic krona lose its function as a medium of payment. »

La BBC annonce la suspension des activités de six institutions financières islandaises, dont les trois principales banques, Glitnir, Kaupping et Landsbanki.

Selon le *Financial Times*, le gouvernement islandais tente d'obtenir de l'aide de l'étranger afin de faire face à la crise.

Geir Haarde évoque la possibilité d'une faillite de l'État islandais : « We were faced with the real possibility that the national economy would be sucked into the global banking swell and end in national bankruptcy. »

7 Début de l'escalade diplomatique entre l'Islande et le Royaume-Uni.

L'Islande occupe le premier rang de l'actualité mondiale : « All eyes were on the meltdown under way in Iceland », écrit *The International Herald Tribune*.

Le *Financial Times* indique que la couronne a perdu 45 % de sa valeur.

The Guardian annonce que le gouvernement islandais a pris le contrôle de Landsbanki, après avoir nationalisé Glitnir.

8 Le chancelier britannique Alistair Darling déclare à la BBC : « The Icelandic government, believe it or not, told me yesterday they have no intention of honouring their obligations here. »

Le Royaume-Uni invoque sa loi contre le terrorisme afin de geler les avoirs des banques Landsbanki et Kaupping sur son territoire.

Le *Financial Times* titre son édition : « Small island, big problem ».

Selon Willem H. Buiter, l'ensemble du système bancaire mondial paraît en danger : « There is no such thing as a safe bank now », confie-t-il au *International Herald Tribune*.

The Globe and Mail annonce que l'Islande : « lined up an emergency infusion of cash from Russia in an increasingly desperate attempt to avoid financial collapse ».

Lors d'une émission de télévision islandaise, Davíð Oddsson aurait déclaré: «We will not pay for irresponsible debtors and... not for banks who have behaved irresponsibly.»

Un conseiller financier confie au *Financial Times*: «Iceland will go down in history as a textbook example of how excess credit can derail an economy.»

- 9** Selon *Le Monde*, «en Islande aujourd'hui, c'est le pays tout entier qui est en faillite».

Cité par *The International Herald Tribune*, Geir Haarde considère le geste du Royaume-Uni d'utiliser la loi antiterroriste comme étant hostile envers son pays: «We did not consider this to be a particularly friendly act.»

L'agence Bloomberg annonce que la couronne islandaise n'est plus échangée sur les marchés.

Sous le titre: «Iceland is all but officially bankrupt», *The International Herald Tribune* annonce la prise de contrôle de Kaupping, la plus grande banque d'Islande, par le gouvernement: «completing the nationalization of the country's banking system».

BusinessWeek annonce l'arrivée d'une délégation du Fonds monétaire international (FMI) à Reykjavík. Geir Haarde aurait affirmé qu'il ne croyait pas que l'aide du FMI serait nécessaire.

- 10** La crise devient mondiale. *The New York Times* écrit: «We're all in this together, and need a shared solution.»

Les médias étrangers, y compris l'agence de presse russe Novosti, annoncent que l'Islande a demandé un prêt à la Russie, faute d'obtenir l'appui de ses alliés traditionnels. Cette nouvelle suscite l'inquiétude en Occident.

- 11** Selon le *Financial Times*, les riches entrepreneurs islandais s'enfuient du pays.

- 13** Le conflit avec l'Islande préoccupe le Royaume-Uni. Le *Financial Times* écrit: «We [the UK] always seem to be at odds with this independent-minded nation.»

- 14** Le *Financial Times* rapporte les propos d'un employé du gouvernement islandais, à propos de la déroute de l'économie du pays: «It's typical, the men make the mess, and the women clean it up.»

The Herald de Glasgow annonce que les échanges à la Bourse de Reykjavík ont été suspendus, alléguant des «unusual market conditions». Dès l'ouverture, l'indice boursier avait plongé de 76 %.

- 15** La situation de l'Islande inquiète les autres pays. *Le Monde* écrit : «L'Islande a basculé dans un coma profond : il faut la ranimer au plus vite.»
- 16** Un article du magazine américain *Forbes* porte le titre : «Gordon Brown killed Iceland.»
Le Monde publie une analyse sur la prise du pouvoir par les femmes en Islande à la suite de la déroute financière, intitulée «Les femmes, antidote à la crise boursière».
- 17** Un plaisantin met l'Islande en vente sur le site d'enchères eBay pour 99 pence. La nouvelle fait le tour du monde.
- 19** L'image de l'Islande à l'étranger est durement affectée par la crise. *The New York Times* écrit : «Who knew? Who knew that Iceland was just a hedge fund with glaciers? Who knew?»
- 20** La FME (l'autorité des marchés financiers islandaise) annonce la fondation des «nouvelles banques» : Nýi Glitnir, Nýja Kaupping et Nýi Landsbanki.
- 22** La crise force une réflexion sur l'adhésion aux grands ensembles. Un conseiller économique confie au *Globe and Mail* : «The worst thing at the moment is to be a small country like Denmark or Iceland.»
 Selon *Le Monde*, l'Islande annoncerait la mise en place d'un plan de sauvetage de 6 milliards de dollars «regroupant le Fonds monétaire international (FMI) et plusieurs banques centrales, pour aider le pays à sortir de la crise».
- 23** Le premier ministre islandais Geir Haarde admet au journal *Le Monde*, à propos de la surveillance des banques : «Nous n'avons sans doute toutefois pas fait assez attention.»
- 24** Le *Financial Times* confirme que l'Islande sera le premier pays occidental depuis le Royaume-Uni en 1976 auquel le FMI doit venir en aide.

The Australian est d'avis que l'Islande a ruiné sa réputation : « But are we to assume that in all the rest of the world [beside Wall Street] only Iceland is comparably immoral? »

- 28** *The Globe and Mail* rapporte que les Islandais souhaitent maintenant que leur pays adhère à l'Union européenne : « A poll in an Icelandic newspaper yesterday showed public support for entering the EU and adopting the euro at 70 per cent. »

David Ibbison écrit dans le *Financial Times* : « Iceland's central bank lifted interest rates on Tuesday from 12 per cent to 18 per cent on the orders of the International Monetary Fund, highlighting the dramatic impact the organization will have on the country's ability to control economic policy. »

- 29** L'Islande ferait maintenant partie d'une « liste de la honte » des pays éprouvant des difficultés financières : « Hungary has joined the "list of shame" along with teetering Iceland, Belarus, Ukraine and Pakistan », écrit le *Financial Times*.

NOVEMBRE

- 9** Un analyste économique confie au *New York Times*, à propos de l'Islande : « No country has ever crashed as quickly and as badly in peacetime. »
- 11** Des rumeurs circulent à savoir que le Royaume-Uni bloquerait le prêt du FMI à l'Islande, selon le *Financial Times*.
- 13** Des voix s'élèvent pour que l'Islande assume seule ses responsabilités : « There is little excuse for Iceland, which essentially turned itself into a highly leveraged hedge fund », lit-on dans *The Globe and Mail*.
- 15** L'écrivain Sjón lance un appel pour un retour à des valeurs plus humaines : « So let's return to what we were—a humanist society. »
- 18** *The Herald* de Glasgow affirme qu'une entente serait survenue entre l'Islande et le Royaume-Uni à propos d'Icesave. L'Islande rembourserait ce qu'elle doit à l'étranger afin d'obtenir l'aide du FMI.

- 20** L'agence Reuters annonce qu'une aide du FMI de 2,1 milliards de dollars a été accordée à l'Islande. Le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Suède, la Russie, la Pologne, les Îles Féroé, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne ont contribué à un fonds d'urgence qui s'ajoute à celui du FMI.
- 26** *BBC News* annonce que le taux d'inflation annuel a grimpé en Islande à une valeur record de 17 %.

DÉCEMBRE

- 1^{er}** Des journaux de différents pays, dont le *Dagsavisen* en Norvège, publient une lettre de Geir Haarde dans laquelle il remercie les pays qui ont aidé l'Islande à traverser la crise.
- 16** *BBC News* rapporte les propos de Geir Haarde : l'Islande préparerait un recours en justice contre le Royaume-Uni pour l'effondrement de la banque Kaupping.
- 18** *BBC News* rapporte les propos d'un conseiller du FMI en Islande, selon qui : « The worst was behind the country. »
- 19** La chute de la couronne islandaise provoque un boom touristique. Selon *The Washington Post* : « They're calling it Halfpriceland. »
- 20** *Le Monde* annonce que la chanteuse Björk lance un fond d'investissement pour « guérir l'économie islandaise ».
- 24** Dans sa rétrospective de l'année 2008, *La Presse* (Montréal) indique que le rendement de l'indice de la Bourse de Reykjavik pour 2008 a été de -94,5 %.
- 31** Dans son palmarès de fin d'année, *The Globe and Mail* accorde un prix citron à l'Islande : « The Alan Greenspan Prize for Bubble Blowing... to Iceland. »

2009, LES SUITES DE LA CRISE

JANVIER

- 1^{er}** Selon *The Globe and Mail*, une émission de télévision de fin d'année à laquelle participait Geir Haarde a été perturbée par une manifestation.
- 9** *The Economist* prévoit une baisse de 10 % de l'activité économique en Islande en 2009.
- 23** *The International Herald Tribune* rapporte que les incidents les plus violents en Islande depuis son indépendance ont eu lieu alors que des protestataires réclamaient la démission du premier ministre.
Geir Haarde annonce qu'il ne se présentera pas aux prochaines élections islandaises, prévues le 9 mai.
- 24** Un article du journal *Le Monde* a pour titre : « La faillite de l'Islande provoque à Reykjavik les premiers heurts avec la police depuis 60 ans. »
- 26** *BBC News* annonce la démission de Geir Haarde et de son gouvernement.
- 30** Le magazine *Time* annonce que l'Islande aura le premier chef d'État homosexuel au monde. Un nouveau gouvernement, issu d'une coalition dirigée par Jóhanna Sigurðardóttir, entre en poste le 1^{er} février.

FÉVRIER

- 5** *The Independent* annonce la faillite du conglomérat Baugur.
- 26** *Groundreport* annonce qu'une nouvelle loi votée par le gouvernement islandais lui permettra de congédier des gouverneurs de la Banque centrale. Cette mesure est mise en place à la suite du refus de Davíð Oddsson de démissionner. La Banque centrale est restructurée et de nouveaux dirigeants sont nommés.
- 27** Selon *The Wall Street Journal*, le gouvernement islandais aurait mis en vente quelques-unes de ses propriétés à l'étranger.

MARS

- 26** Reuters.com rapporte que l'ancien premier ministre Geir Haarde aurait présenté ses excuses pour avoir été en partie responsable de la crise.

AVRIL

- 10** *Le Monde* annonce que la juge franco-norvégienne Eva Joly a été nommée par le gouvernement islandais à la tête d'une commission d'enquête sur la crise.

MAI

- 10** Selon une dépêche de l'AFP, le nouveau gouvernement islandais veut accélérer le processus d'adhésion du pays à l'Union européenne. Selon un sondage de la radio publique RUV, 61,2 % des Islandais seraient favorables à cette démarche.

JUILLET

- 1^{er}** Eva Joly publie simultanément dans plusieurs journaux européens, dont *Le Monde* et *The Telegraph*, une lettre ouverte intitulée « L'Islande ou les faux semblants de la régulation de l'après-crise », dans laquelle elle convie les pays européens à assumer une part de responsabilité dans la déroute de l'Islande.
- 23** *L'Express* annonce qu'Össur Skarphéðinsson, le ministre islandais des Affaires étrangères, a présenté à Stockholm la demande d'adhésion de son pays à l'Union européenne.

AOÛT

- 4** *Le Monde* révèle que « l'Islande [fait] face à un scandale bancaire de plusieurs milliards d'euros ». Il s'agirait de prêts accordés sans garantie par la banque Kaupping en 2008 à ses principaux actionnaires quelques jours avant que la banque soit prise en charge par le gouvernement.

SEPTEMBRE

- 23** Davið Oddsson devient rédacteur en chef du principal quotidien islandais, *Morgunbladid*. Un mois plus tard, le journal *DV* soutient qu'en réaction, 10 000 lecteurs se sont désabonnés de *Morgunbladid*, soit le quart de ceux-ci.

NOVEMBRE

- 6** L'agence de notation financière Fitch accorde au système bancaire islandais la pire note possible et la plus basse jamais attribuée en Occident : « E ».
- 18** Le journal islandais *Morgunbladid* soutient que l'ensemble des poursuites pour la seule banque Landsbanki s'élèvent à 35 milliards d'euros.

DÉCEMBRE

- 31** *The Guardian* annonce que le parlement islandais, divisé, a voté en faveur du paiement pour régler le cas Icesave.

2010

JANVIER

- 5** Dans un geste inattendu, le président islandais, Ólafur Ragnar Grímsson, oppose son veto et refuse de signer la loi sur Icesave, ce qui force le gouvernement à tenir un référendum et met en colère le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Bibliographie

- ALBRECHTSEN, Janet, « Europe worse off than the US », *The Australian*, 29 octobre 2008.
- ALDRED, Jessica, « Iceland's energy answer comes naturally », *The Guardian*, 22 avril 2008.
- ANDERSON, Robert, « Big banks break up in effort to restore confidence », *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.
- ANDERSON, Robert, « Elisa board survives attack », *Financial Times*, 22 janvier 2008, p. 18.
- ANDERSON, Robert, « Fears grow of Baltic states's addiction to external capital », *Financial Times*, 18 avril 2008, p. 25.
- ANDERSON, Robert, « Glitnir funds fail to stop fear », *Financial Times*, 30 septembre 2008, p. 8.
- ANDERSON, Robert et Tom BRAITHWAITE, « Icelandic bank Kaupthing fights for survival », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 16.
- ANDERSON, Robert et David OAKLEY, « Icelandic banks shares and the krona remain in front line of turmoil », *Financial Times*, 1^{er} octobre 2008, p. 27.

- ANGUS, Coupar et Pete ELLIS, «The way ahead», *The Herald* (Glasgow), 16 octobre 2008.
- [ANONYME], «A woman's work?», *Financial Times*, 14 octobre 2008.
- [ANONYME], «Adding up the Games. Michael, medals, money», *The Globe and Mail*, 25 août 2008, p. S-4.
- [ANONYME], «Aussie dollar lags the leu, lari and kip», *The Australian*, 31 octobre 2008.
- [ANONYME], «Book on Iceland crisis to be published abroad», *IcelandReview.com*, 18 juillet 2009.
- [ANONYME], «Call for Nordic countries to help», *The Herald* (Glasgow), 28 octobre 2008.
- [ANONYME], «Catch of the day: Sigur Ros take charge», *The Guardian*, 7 mars 2008.
- [ANONYME], «Cracks in the crust», *The Economist*, 11 décembre 2008.
- [ANONYME], «Darling vows to help Icesave savers», *The Guardian*, 8 octobre 2008.
- [ANONYME], «Default claims in Iceland pile up», *IcelandReview.com*, 13 janvier 2009.
- [ANONYME], «Excerpts: Iceland's Oddsson», *The Wall Street Journal*, 17 octobre 2008.
- [ANONYME], «Financial collapse. Confidential exposure analysis of 205 companies each owing above €45M to Icelandic bank Kaupthing, 26 Sep 2008», *Wikileaks*, 26 juillet 2009.
- [ANONYME], «Five hurt in bid to storm police station», *The Herald* (Glasgow), 24 novembre 2008.
- [ANONYME], «Highest claim to Landsbanki ISK 925 billion», *IcelandReview.com*, 18 novembre 2009.
- [ANONYME], «Iceland», *Financial Times*, 7 octobre 2008.
- [ANONYME], «Iceland agrees \$US6bn deal with IMF», *The Times*, 21 octobre 2008.
- [ANONYME], «Iceland and UK in row over bank assets», *The Herald* (Glasgow), 10 octobre 2008.
- [ANONYME], «Iceland banks flunk at Fitch Ratings», *IcelandReview.com*, 6 novembre 2009.
- [ANONYME], «Iceland: Denmark has turned its back», *Politiken*, 12 novembre 2008.
- [ANONYME], «Iceland for sale on eBay for 99p», *The Daily Telegraph*, 10 octobre 2008.
- [ANONYME], «Iceland, i-banks and jobs», *Financial Times*, 30 décembre 2008, p. 10.
- [ANONYME], «Iceland's economic collapse could herald a new round of large-scale acquisitions», *The Australian*, 9 octobre 2008.
- [ANONYME], «Icelandic banks», *Financial Times*, 1^{er} février 2008, p. 14.
- [ANONYME], «It could be worse—you could be in Iceland», *The Guardian*, 8 octobre 2008.
- [ANONYME], «Italy's plan», *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 16.
- [ANONYME], «Kaupthing. The bank that liked to say yes», *The Guardian*, 9 octobre 2008.
- [ANONYME], «Mortgages, capital and that darn TED spread», *The Globe and Mail*, 10 octobre 2008, p. B-3.

- [ANONYME], «Our chilling prophecy comes home to roost in Iceland», *The Herald* (Glasgow), 11 octobre 2008.
- [ANONYME], «Provincial government resigns over Icelandic savings scandal», *NRC Handelsblad*, 11 juin 2009.
- [ANONYME], «Saving savers», *Financial Times*, 9 novembre 2008.
- [ANONYME], «Smoked Salmon. There is less sense than ever to an independent Scotland», *Financial Times*, 18 octobre 2008, p. 6.
- [ANONYME], «The Hague threatens Iceland's EU bid over lost savings», *NRC Handelsblad*, 22 juillet 2009.
- [ANONYME], «The Icelandic sagas: Europe's most important book?», *The Guardian*, 3 octobre 2008.
- [ANONYME], «Treasury officials hold emergency talks on Iceland», *The Herald* (Glasgow), 10 octobre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «Björk donne son nom à un fonds d'investissement islandais», *Cyberpresse*, 18 décembre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «Crise. L'Islande nationalise ses banques à marche forcée», *Le Devoir*, 10 octobre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «Égalité hommes-femmes: les pays nordiques toujours en tête», *Le Devoir*, 12 novembre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «Gordon Brown in Saudi Arabia to calm economic storm», *The Australian*, 2 novembre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «Iceland acting illegally in freezing accounts — UK PM», *The Australian*, 10 octobre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «Iceland PM says could sue Britain over savings row», *The Australian*, 13 octobre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «L'ambassade de Chine en Islande proteste contre la chanteuse Björk», *Le Monde*, 8 mars 2008, cahier Culture, p. 24.
- [ANONYME, source AFP], «L'Islande enclenche le processus d'adhésion à l'UE», *Cyberpresse*, 10 mai 2009.
- [ANONYME, source AFP], «L'Islande prend le contrôle d'une quatrième banque», *Le Monde*, 9 mars 2009.
- [ANONYME, source AFP], «L'Islande se démène sur tous les fronts pour éviter la faillite», *Le Devoir*, 16 octobre 2008.
- [ANONYME, source AFP], «L'Islande, véritable geyser musical», *Le Devoir*, 16 juin 2008.
- [ANONYME, source AFP], «La candidature de l'Islande à l'UE promet un bras de fer sur la pêche», *L'Express*, 23 juillet 2009.
- [ANONYME, source AFP], «La CBI vers un ultime effort de négociation», *Cyberpresse*, 22 juin 2009.
- [ANONYME, source AFP], «La chanteuse Björk crée un fonds pour "guérir l'économie islandaise"», *Le Monde*, 20 décembre 2008, cahier Économie, p. 15.
- [ANONYME, source AFP], «Marchés boursiers. Nervosité sans précédent des marchés», *Le Devoir*, 18 octobre 2008.

- [ANONYME, source AFP], « Reykjavik exchange resumes trading », *The Australian*, 15 octobre 2008.
- [ANONYME, source AFP], « UN report finds Australia third worst in developed world », *The Australian*, 12 décembre 2008.
- [ANONYME, source AFP], « Une majorité d'Islandais souhaite l'adhésion à l'Union européenne », *Le Monde*, 28 février 2008, cahier International, p. 9.
- [ANONYME, source AP], « Raiding Reykjavik », *The Globe and Mail*, 11 octobre 2008, p. F-2.
- [ANONYME, source DPA], « Snowball punishment for Iceland's vilified financial wizard », *Earthtimes*, 18 décembre 2008.
- [ANONYME, source *Dutchnews*], « Iceland may reject one billion euro Dutch loan », *NRC Handelsblad*, 13 novembre 2008.
- [ANONYME, source PA News], « Iceland feels chill of recession », *Channel 4 News*, 11 décembre 2008.
- [ANONYME, source PC], « La crise ? C'est la faute aux médias ! », *Le Devoir*, 8 janvier 2009.
- [ANONYME, source Reuters], « How times changed », *The Globe and Mail*, 10 octobre 2008, p. B-11.
- [ANONYME, source Reuters], « Iceland most peaceful place to live : report », *The Australian*, 21 mai 2008.
- [ANONYME, source Reuters], « It could take \$24-billion to fix Iceland », *The Globe and Mail*, 18 novembre 2008, p. B-11.
- [ANONYME, source *The Times*], « Iceland bank shares suspended, state takes control », *The Australian*, 7 octobre 2008.
- [ANONYME, sources AFP et AP], « L'Islande s'enfonce dans la crise », *Le Devoir*, 9 octobre 2008.
- ATKINS, Ralph, « Euro stability helps big and small to forge common goal », *Financial Times*, 17 octobre 2008, p. 2.
- ATKINS, Ralph, « Germans take the credit for crisis jokes », *Financial Times*, 24 décembre 2008, p. 3.
- BAILEY, Bill, « Icelandic bank collapse raises questions for UK », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 10.
- BALAKRISHNAN, Angela, « UK to sue Iceland over any lost bank savings », *The Guardian*, 8 octobre 2008.
- BALDURSSON, Friðrik Már et Richard PORTES, « Criticism of Icelandic economy does not square with the facts », *Financial Times*, 4 juillet 2008, p. 14.
- BANNING, Cees et Jan GERRITSEN, « Dutch and British block IMF loan to Iceland », *NRC Handelsblad*, 7 novembre 2008.
- BARBER, Lionel, « How gamblers broke the banks », *Financial Times*, 15 décembre 2008.
- BARBER, Peter, « On the lookout for a happy ending », *Financial Times*, 29 septembre 2008, p. 10.
- BARBER, Tony, « Note to Europe : we are not all saints », *Financial Times*, 9 décembre 2008, p. 12.

- BARKER, Alex, Tom BRAITHWAITE et Jennifer HUGUES, «Kaupthing searches for answers», *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 23.
- BARKER, Alex, Tom BRAITHWAITE, Sarah O'CONNOR, Jim PICKARD et Nicholas TIMMINS, «Scene set for court battle over deposits», *Financial Times*, 17 octobre 2008, p. 2.
- BARKER, Alex, Tom BRAITHWAITE et Michael PEEL, «Iceland frosty as London gets tough», *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 5.
- BARKER, Alex, Tom BRAITHWAITE et Jim PICKARD, «Iceland and UK clash on crisis», *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 1.
- BARKER, Alex, Tom BRAITHWAITE et Anousha SAKOUI, «Iceland may hold UK store stakes», *Financial Times*, 29 décembre 2008.
- BATSTONE, Jeremy, «Is Iceland facing a meltdown?», *Money Week*, 18 mai 2006.
- BAUDER, David [source AP], «Dollar goes a long way to winter trip to Iceland», *The Daily Times* (Delaware), 6 janvier 2009.
- BEATTIE, Alan, «IMF ready to help out emerging market states», *Financial Times*, 11 octobre 2008, p. 5.
- BEATTIE, Alan, «Rescue reforms do not mean cash without strings», *Financial Times*, 28 octobre 2008.
- BEGG, Alastair, «Problem of “hidden poverty” in Iceland», *The Herald* (Glasgow), 22 octobre 2008.
- BEGG, Alastair, «The real facts», *The Herald* (Glasgow), 5 novembre 2008.
- BEKMEZIAN, Hélène, «L'Islande face à un scandale bancaire de plusieurs milliards d'euros», *Le Monde*, 4 août 2009.
- BELTON, Catherine et Tom BRAITHWAITE, «Iceland asks Russia for €4bn after West refuses to help», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.
- BENOIT, Bertrand et James WILSON, «Berlin guarantees savings in effort to avoid panic», *Financial Times*, 6 octobre 2008, p. 1.
- BERÈS, Pervenche, «L'Europe dans un angle mort. La réponse de l'Union à la crise a été une juxtaposition de plans nationaux, sans aucune stratégie», *Le Monde*, 14 novembre 2008, cahier Dialogues, p. 20.
- BERGLUND, Nina, «Norway sends aid team to crisis-hit Iceland», *Aftenposten*, 22 octobre 2008.
- BÉRUBÉ, Gérard, «Panique sur les places boursières», *Le Devoir*, 7 octobre 2008.
- BLITZ, James, «British corporate leaders to visit Russia», *Financial Times*, 20 octobre 2008.
- BOLGER, Andrew, «Union made RBS injection possible, says prime minister», *Financial Times*, 15 octobre 2008, p. 2.
- BOUNDS, Andrew, «Douglas to spend £150m for Kaupthing savers», *Financial Times*, 23 octobre 2008.
- BOYES, Roger, «Iceland braces for Brits wanting their money back», *The Australian*, 13 octobre 2008.
- BOYES, Roger, «Skating on thin ice», *The Australian*, 10 octobre 2008.

- BRAIDEN, Gerry, «Icelandair suspends all Scottish flights amid downturn», *The Herald* (Glasgow), 27 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Baugur evades Icelandic chill», *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.
- BRAITHWAITE, Tom, «Baugur in talks over move to Britain», *Financial Times*, 29 juin 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Chastened Baugur hopes to navigate debt crisis», *Financial Times*, 31 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Confusion grows over Iceland's rescue plan», *Financial Times*, 6 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Falling krona exposes consumer debt», *Financial Times*, 7 octobre 2008, p. 5.
- BRAITHWAITE, Tom, «Iceland attacks "friends" for lack of support», *Financial Times*, 7 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Iceland takes emergency action», *Financial Times*, 6 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Iceland's biggest bank gets Swedish loan», *Financial Times*, 8 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Kaupthing goes into administration in UK», *Financial Times*, 8 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom, «Reykjavik steps in with new powers», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.
- BRAITHWAITE, Tom, «The fraud claims that are taking their toll on Baugur», *Financial Times*, 19 mars 2008, p. 27.
- BRAITHWAITE, Tom, Kate BURGESS et Sarah O'CONNOR, «A cruel wind», *Financial Times*, 10 octobre 2008.
- BRAITHWAITE, Tom et Lucy KILLGREN, «The men behind the invasion into Britain's retail domain», *Financial Times*, 4 octobre 2008, p. 19.
- BRAITHWAITE, Tom, Andres MAGNUSSON et Sarah O'CONNOR, «Johannesson set to cede Baugur control to Green», *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 22.
- BRAITHWAITE, Tom et Elizabeth RIGBY, «BHS chief touches down on mission to Iceland», *Financial Times*, 11 octobre 2008, p. 15.
- BRIGNALL, Miles, Patrick COLLINSON et David TEATHER, «Customers face anxious wait over fate of Icesave accounts», *The Guardian*, 7 octobre 2008.
- BRIGNALL, Miles et Hilary OSBORNE, «Icesave freezes deposits and withdrawals», *The Guardian*, 7 octobre 2008.
- BROUSSEAU-POULIOT, Vincent, «Les gagnants et perdants d'une année folle», *La Presse* (Montréal), 24 décembre 2008.
- BROWN, Mark et Michael WILSON, «Moody's cuts Iceland's bond ratings to one notch above junk», *The Wall Street Journal*, 12 novembre 2009.
- BROWN-HUMES, Christopher, Joanna CHUNG et Sarah O'CONNOR, «Credit storm rolls across Icelandic landscape», *Financial Times*, 4 mars 2008, p. 29.
- BRYNJÓLFSSON, Bjarni, «Bright light to pitch-black night», *Iceland Review*, vol. 46, n° 4, 2008.

- BRYNJÓLFSSON, Bjarni, «Escaping Reykjavik», *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.
- BRYNJÓLFSSON, Bjarni, «Pipe dreams come true», *Iceland Review*, vol. 46, n° 3, 2008.
- BRYNJÓLFSSON, Bjarni, «The pots and pans revolution», *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.
- BUITER, Willem, «There is no excuse for Britain not to join the euro», *Financial Times*, 3 juin 2008, p. 9.
- BUITER, Willem H. et Anne SIBERT, «The Icelandic banking crisis and what to do about it. The lender of last resort theory of optimal currency areas», *CEPR Policy Insight*, n° 26, octobre 2008.
- BURNS, Greg, «Financial fiasco fires up Iceland's ire, civic unrest», *The Chicago Tribune*, 2 janvier 2009.
- BURNS, Jimmy et Michael PEEL, «Warning on use of anti-terror law to freeze bank assets», *Financial Times*, 10 octobre 2008, p. 3.
- CAMPBELL, Duncan, «World "more peaceful" in 2008», *The Guardian*, 20 mai 2008.
- CAMPBELL-JOHNSTON, Rachel, «Wrys and falls of a natural showman», *The Australian*, 1^{er} mai 2008.
- CAPELL, Kerry, «The stunning collapse of Iceland», *BusinessWeek*, 9 octobre 2008.
- CATO, Jeremy et Michael VAUGHAN, «Luxury cars», *The Globe and Mail*, 25 novembre 2008, p. F-8.
- CHARAP, Samuel et Andrew KUCHINS, «Russia's peace offensive», *The International Herald Tribune*, 13 octobre 2008.
- CHING, Frank, «It's in China's own interest to extend a helping hand», *The Globe and Mail*, 15 octobre 2008, p. A-25.
- CHUNG, Joanna et Sarah O'CONNOR, «Iceland's prime minister calls on its banks to curb expansion plans», *Financial Times*, 3 mars 2008, p. 19.
- CIENSKI, Jan et Thomas ESCRITT, «New EU members spared worst of crisis», *Financial Times*, 11 octobre 2008, p. 13.
- CLOVER, Charles, David IBISON et Sarah O'CONNOR, «Iceland works on Russian deal», *Financial Times*, 15 octobre 2008, p. 9.
- COHEN, Roger, «Cohen: history and the really weird», *The International Herald Tribune*, 12 octobre 2008.
- [CORRESPONDENTS IN LONDON AND REYKJAVIK], «Another Iceland bank for rescue by Government», *The Australian*, 10 octobre 2008.
- CRICHTON, Torcuil, «Chancellor pledges £2.2bn to UK depositors in Iceland bank», *The Herald* (Glasgow), 21 novembre 2008.
- DANIELSSON, Jon, «Icesave and the bankruptcy of a country», *Financial Times*, 12 novembre 2008.
- DANIELSSON, Jon, «Waking up to reality in Iceland», *BBC News*, 26 janvier 2009.
- DANIELSSON, Jon, «Why raising interest rates won't work», *BBC News*, 28 octobre 2008.
- DAVIÐSDÓTTIR, Sigrún, «In a small community, much can be left unsaid», *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 12.

- DAVIES, Paul J. et Peter GARNHAM, « Iceland agrees 1.5bn swap scheme with neighbours », *Financial Times*, 16 mai 2008.
- DECLOET, Derek, « Credit crisis. Smells like Norway in 1990 », *The Globe and Mail*, 17 juillet 2008, p. B-2.
- DELESALLE, Nicolas, « Les révoltés du geysir », *Télérama*, n° 3086, 8 mars 2009.
- DELHOMMAIS, Pierre-Antoine, « L'heure de vérité pour l'euro », *Le Monde*, 15 décembre 2008, p. 25.
- DELHOMMAIS, Pierre-Antoine, « La solvabilité des États commence à préoccuper les opérateurs », *Le Monde*, 13 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.
- DEVINE, Frank, « Upstart Yanks aren't bowing out », *The Australian*, 24 octobre 2008.
- DION, Jean, « Hors-jeu. Huit par huit », *Le Devoir*, 11 août 2008.
- DIXON, Hugo et Edward HADAS, « Le syndrome islandais guette le Royaume-Uni », *Le Monde*, 18 novembre 2008, cahier Économie, p. 17.
- DIXON, Laura, « Iceland's Sterling airline collapses », *The Australian*, 30 octobre 2008.
- DOUGHERTY, Carter, « Buffeted by financial crisis, countries seek euro's shelter », *The New York Times*, 1^{er} novembre 2008.
- DOUGHERTY, Carter, « EU ministers approve broad measures to combat evolving crisis », *The International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.
- DOUGHERTY, Carter et Landon THOMAS Jr., « Britain earmarks \$87 billion to bail out banks », *The International Herald Tribune*, 8 octobre 2008.
- DOUGHERTY, Carter et Landon THOMAS Jr., « Britain's bank bailout worth hundreds of billions », *The International Herald Tribune*, 8 octobre 2008.
- DUNCAN, Gary, « British savings prove a hurdle to Iceland bailout », *The Australian*, 25 octobre 2008.
- ELLIOTT, Alex, « Eva Joly criticises Europe over Iceland debt », *Icnews*, 4 août 2009.
- ELLSON, Andrew, « Icelandic savings bank Icesave crashes », *The Times*, repris dans *The Australian*, 9 octobre 2008.
- ERLINGSDÓTTIR, Íris, « Iceland is burning », *The Huffington Post*, 20 janvier 2009.
- ERLINGSDÓTTIR, Íris, « Iceland—The Nordic Zimbabwe », *The Huffington Post*, 5 janvier 2009.
- EVRA, Jennifer van, « Seven days. Your guide to the week's entertainment », *The Globe and Mail*, 14 avril 2008, p. R-5.
- FOUCHÉ, Gwladys, « Iceland is in the heart of the economic storm », *The Guardian*, 6 octobre 2008.
- FRIÐRIKSSON, Ingimundur, « The banking crisis in Iceland in 2008 », *Sedlabanki.is*, 6 février 2009.
- FURLONG, Ray, « Iceland scowls at UK after crisis », *BBC News*, 16 décembre 2008.
- FURLONG, Ray, « Unlikely activists fight Iceland woes », *BBC News*, 19 décembre 2008.
- GATINOIS, Claire, « Les émissions d'emprunts d'État vont se multiplier », *Le Monde*, 11 octobre 2008, cahier Économie, p. 14.
- GEE, Marcus, « The body punches keep on coming », *The Globe and Mail*, 25 octobre 2008, p. B-1.

- GILES, Chris, «Topsy-turvy logic leaves an unpalatable choice», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 4.
- [GILL, A.A.], «Iceland: frozen assets», *The Sunday Times*, 14 décembre 2008.
- GROOM, Brian, «Back to the future. A leader for today», *Financial Times*, 13 octobre 2008.
- GUMBEL, Peter, «Iceland: the country that became a hedge fund», *Fortune*, repris sur *CNN Money.com*, 4 décembre 2008.
- GUNNARSSON, Valur [source AP], «Icelandic TV program featuring PM forced off air», *Yahoo News*, 31 décembre 2008; repris en partie dans [Anonyme], «Annual Icelandic TV event shut down by protestors», *The Globe and Mail*, 1^{er} janvier 2009, p. A-9.
- GUNNARSSON, Valur [source AP], «Windows broken at Iceland's financial regulator», *Yahoo News*, 18 décembre 2008.
- HARFORD, Tim, «Shock news? The media didn't get us into this mess», *Financial Times*, 13 décembre 2008, p. 12.
- HART, Matthew, «Iceland's next saga. The wounded tiger's tale», *The Globe and Mail*, 15 novembre 2008, p. F-4.
- HAWKES, Steve, «Failing Iceland calls in the IMF», *The Times*, 15 octobre 2008.
- HAY, George [source *Breakingviews*], «Le sang se glace dans les veines de l'Islande», *Le Monde*, 7 octobre 2008, cahier Économie, p. 17.
- HAY, George, «L'Islande, victime du "credit crunch"», *Le Monde*, 8 mars 2008, cahier Économie, p. 18.
- HAY, George, «Pour l'Islande, mieux vaut le FMI que les Russes», *Le Monde*, 10 octobre 2008, cahier Économie, p. 15.
- HILL, Andrew, «Why frozen Icesavers deserve sympathy not support», *Financial Times*, 8 octobre 2008, p. 22.
- HOLLAND, Ben, «Iceland "like Chernobyl" as meltdown shows anger can boil over», *Bloomberg*, 23 décembre 2008.
- HUGUES, Chris et Sarah O'CONNOR, «Icelandic krona suffers amid turmoil», *Financial Times*, 20 mars 2008, p. 27.
- IBISON, David, «Bank crisis prompts Iceland EU rethink», *Financial Times*, 14 novembre 2008.
- IBISON, David, «Bobby Fischer, chess genius and estranged American, dies in isolation», *Financial Times*, 19 janvier 2008, p. 1.
- IBISON, David, «Cool under fire Iceland takes the fight back to finance», *Financial Times*, 9 avril 2008, p. 7.
- IBISON, David, «Glitnir courts international investors», *Financial Times*, 14 mai 2008.
- IBISON, David, «Iceland counters alleged attacks», *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 6.
- IBISON, David, «Iceland delays banks' plan to adopt the euro», *Financial Times*, 16 janvier 2008, p. 8.
- IBISON, David, «Iceland fends off hedge fund attack», *Financial Times*, 18 avril 2008, p. 6.

- IBISON, David, «Iceland in fresh push to solve diplomatic row», *Financial Times*, 14 novembre 2008.
- IBISON, David, «Iceland inflation hits six-year high», *Financial Times*, 29 mars 2008, p. 2.
- IBISON, David, «Iceland pushes rates to 15% as turmoil bites», *Financial Times*, 26 mars 2008, p. 1.
- IBISON, David, «Iceland puts hope in its neighbours», *Financial Times*, 26 octobre 2008.
- IBISON, David, «Iceland requests \$2bn bail-out from IMF», *Financial Times*, 24 octobre 2008.
- IBISON, David, «Iceland sees rift over EU membership», *Financial Times*, 30 octobre 2008.
- IBISON, David, «Iceland thaws over clash with UK», *Financial Times*, 23 novembre 2008.
- IBISON, David, «Iceland threatens direct market intervention», *Financial Times*, 2 avril 2008, p. 8.
- IBISON, David, «Iceland warned against gradual “euroisation”», *Financial Times*, 14 février 2008, p. 6.
- IBISON, David, «Iceland wealth fund is proposed», *Financial Times*, 25 avril 2008, p. 2.
- IBISON, David, «Icelanders collapse in laughter», *Financial Times*, 28 novembre 2008.
- IBISON, David, «Icelanders see Icarus-like plunge of greed», *Financial Times*, 23 octobre 2008.
- IBISON, David, «Icelandic whispers shake faith in boom», *Financial Times*, 25 mars 2008.
- IBISON, David, «Moody’s blows hot and cold on Iceland», *Financial Times*, 29 janvier 2008, p. 41.
- IBISON, David, «Moody’s poised to downgrade Iceland», *Financial Times*, 6 mars 2008, p. 27.
- IBISON, David, «Nordic central banks step in to back Iceland», *Financial Times*, 17 mai 2008, p. 2.
- IBISON, David, «Nordic nations work on Iceland bail-out», *Financial Times*, 5 novembre 2008.
- IBISON, David, «Norway’s central bank warns on stability», *Financial Times*, 2 décembre 2008.
- IBISON, David, «Oddsson defends role in Iceland’s collapse», *Financial Times*, 23 octobre 2008.
- IBISON, David, «Reykjavik borrows \$10bn to stave off economic collapse», *Financial Times*, 20 novembre 2008.
- IBISON, David, «System crisis rated as “low probability”», *Financial Times*, 25 mars 2008.
- IBISON, David, «To Iceland from Hong Kong», *Financial Times*, 28 mars 2008.
- IBISON, David, «Transcript challenges UK position on Iceland savings», *Financial Times*, 23 octobre 2008.

- IBISON, David, «UK dispute with Iceland escalates», *Financial Times*, 24 octobre 2008.
- IBISON, David, Sarah O'CONNOR et David OAKLEY, «Rise in CDS spreads fuels Iceland fears», *Financial Times*, 26 juin 2008, p. 25.
- IBISON, David et Gillian TETT, «Indignant Iceland faces a problem of perception», *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 13.
- JACKSON, Robert, «Letter from Iceland», *Financial Times*, 15 novembre 2008.
- JACKSON, Robert et Brian MILNER, «Iceland's meltdown», *The Globe and Mail*, 3 juin 2008, p. B-1.
- JACOB, Gary, «Vultures in the air circling West Ham», *The Times*, repris dans *The Australian*, 9 octobre 2008.
- JOLLY, David, «\$6 billion rescue for Iceland put on hold», *The International Herald Tribune*, 12 novembre 2008.
- JOLLY, David, «Financial tempest spreads to the Gulf states», *The International Herald Tribune*, 26 octobre 2008.
- JOLLY, David, «Iceland gets its IMF loan, Turkey awaits its own», *The International Herald Tribune*, 20 novembre 2008.
- JOLLY, David et Julia WERDIGIER, «2 European banks warn of tougher market conditions ahead», *The International Herald Tribune*, 4 novembre 2008.
- JOLY, Eva, «L'Islande ou les faux semblants de la régulation de l'après-crise», *Le Monde*, 1^{er} août 2009.
- JÓNSDÓTTIR, Sigríður Vigdís, «Iceland! Read all about it!», *The International Herald Tribune*, 13 mai 2008.
- KAHN, Annie, «Les disparités entre hommes et femmes s'atténuent», *Le Monde*, 13 novembre 2008, cahier Environnement et sciences, p. 4.
- KAHN, Annie, «Les femmes, antidote à la crise boursière», *Le Monde*, 16 octobre 2008, cahier Économie, p. 20.
- KERR, Christian, «Signs of success are sunk in mire», *The Australian*, 9 octobre 2008.
- KILLGREN, Lucy, «Moss Bros says Baugur talks continue», *Financial Times*, 3 avril 2008.
- KOZA, Harry, «Citigroup's toxic assets should prolong any rescue attempt», *The Globe and Mail*, 28 novembre 2008.
- KRISTINSSON, Stefán, «Icelandic Central Bank governors fired by parliament», *Groundreport*, 26 février 2009.
- KROLL, Luisa, «Billionaire blowups of 2008», *Forbes*, 23 décembre 2008.
- LANDERS, Jim, «Iceland's road to bankruptcy was paved with U.S. ways», *The Dallas Morning News*, 10 décembre 2008.
- LANDLER, Mark, «Credit crisis triggers downturn in Iceland», *The New York Times*, 17 avril 2008.
- LANNIN, Patrick et Sakari SUOMINEN, «Iceland seeks \$4-billion more in aid», *The Globe and Mail*, 28 octobre 2008, p. B18.
- LAWLESS, Jill, «Crisis gives Iceland gift of frugality», *The Detroit News*, 25 décembre 2008.

- LAWLESS, Jill, « With fish, Iceland's future is going back », *The Globe and Mail*, 15 décembre 2008.
- LEMAÎTRE, Frédéric, « La revanche de "Super-Trichet" », *Le Monde*, 11 novembre 2008, cahier Analyses, p. 2.
- LEMARQUIS, Gérard, « Accablés par la crise, les Islandais rêvent de l'euro », *Le Monde*, 29 octobre 2008, cahier Économie, p. 13.
- LEMARQUIS, Gérard, « Happés par la tourmente, les Islandais lorgnent sur l'Union européenne », *Le Monde*, 8 octobre 2008, cahier Économie, p. 11.
- LEMARQUIS, Gérard, « L'Islande affronte la baisse des quotas de cabillaud. La bonne gestion des réserves de poisson a transformé les pêcheurs en rentiers... au point d'abandonner le métier », *Le Monde*, 15 janvier 2008, cahier Économie, p. 5.
- LEMARQUIS, Gérard, « L'Islande au bord du gouffre », *Le Monde*, 9 octobre 2008, p. 3.
- LEMARQUIS, Gérard, « La faillite de l'Islande provoque à Reykjavik les premiers heurts avec la police depuis 60 ans », *Le Monde*, 24 janvier 2009.
- LEWIS, Christina S.N., « Strapped Iceland lists homes in D.C., New York, London », *The Wall Street Journal*, 27 février 2009.
- LEWIS, Michael, « Wall Street on the tundra », *Vanity Fair*, avril 2009.
- LLOYD, John, « How to survive the end of "civilisation" », *Financial Times*, 29 novembre 2008.
- LUCAS, Edward, « Do not let Russia "finlandise" Western Europe », *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 11.
- LUNGESCU, Oana, « EU ministers support Iceland bid », *BBC News*, 27 juillet 2009.
- LUNN, Stephen, « "Never say die" trend persists as life expectancies rise », *The Australian*, 26 novembre 2008.
- LYALL, Sarah, « Stunned Icelanders struggle after economy's fall », *The New York Times*, 9 novembre 2008.
- MACKINTOSH, James et Peter SMITH, « Australia aims regulatory fire at hedge funds », *Financial Times*, 10 avril 2008, p. 22.
- MADDOX, Bronwen, « Snub to Iceland will be costly blunder », *The Australian*, 11 octobre 2008.
- MALINGRE, Virginie, « Écosse. Le Labour surfe sur la crise », *Le Monde*, 5 novembre 2008, p. 3.
- MAMOU, Yves, « De la difficulté d'anticiper les crises », *Le Monde*, 9 octobre 2008, cahier Économie, p. 3.
- MASON, Rowena, « Iceland falls out of love with its billionaires », *The Telegraph*, 19 octobre 2008.
- MAYER, Catherine, « Iceland: Britain's credit crunch scapegoat », *Time*, 10 octobre 2008.
- MCCRANN, Terry, « Treasury is no longer a bastion of reason », *The Australian*, 1^{er} novembre 2008.
- [MILNER, Brian], « Iceland at the brink », *The Globe and Mail*, 8 octobre 2008, p. B-1.
- MILNER, Brian, « IMF demand forces Iceland to raise rates », *The Globe and Mail*, 29 octobre 2008, p. B-14.

- MILNER, Brian, «Out of options, Iceland leans on IMF», *The Globe and Mail*, 21 octobre 2008, p. B-3.
- MILNER, Brian, «Russia's "imaginative" Icelandic rescue», *The Globe and Mail*, 8 octobre 2008, p. B-10.
- MILNER, Brian et Susan SACHS, «European (dis)union», *The Globe and Mail*, 8 novembre 2008, p. B-4.
- MOODY, Jonas, «Feature of the week: the author of Revolution», *Iceland Review*, vol. 46, n° 4, 2008.
- MOODY, Jonas, «Iceland picks the world's first openly gay PM», *Time*, 30 janvier 2009.
- MOODY, Jonas, «Iceland to Britain: "We're no terrorists"», *Time*, 3 novembre 2008.
- MOODY, Jonas, «Jóhannarama», *IcelandReview.com*, 29 janvier 2009.
- MOODY, Jonas, «The Republic is dead. Long live the Republic!», *Iceland Review*, vol. 47, n° 1, 2009.
- MUNCHAU, Wolfgang, «Do not be alarmed by Icelandic whispers», *Financial Times*, 31 mars 2008, p. 7.
- MUNCHAU, Wolfgang, «Now they see the benefits of the eurozone», *Financial Times*, 2 novembre 2008.
- MUNCHAU, Wolfgang, «Why the British may decide to love the euro», *Financial Times*, 16 novembre 2008.
- MYCHASUK, Emiliya et Emiko TERAZONO, «Viking saga», *Financial Times*, 9 octobre 2008, p. 20.
- NAYLOR, Tony, «Is this it?», *The Guardian*, 5 juillet 2008.
- NORRIS, Floyd, «Can countries afford to bail out their banks?», *The International Herald Tribune*, 11 octobre 2008.
- NORRIS, Floyd, «The world's banks could prove too big to fail», *The New York Times*, 11 octobre 2008.
- O'CONNOR, Sarah, «Christmas. But not as Reykjavik knows it», *Financial Times*, 23 décembre 2008.
- O'CONNOR, Sarah, «Glitnir chief rolls up her sleeves for mammoth task», *Financial Times*, 19 octobre 2008.
- O'CONNOR, Sarah, «Iceland accuses UK of financial "siege"», *Financial Times*, 16 octobre 2008.
- O'CONNOR, Sarah, «Iceland gives Christmas frosty reception», *Financial Times*, 23 décembre 2008.
- O'CONNOR, Sarah, «Iceland's banks feel debt costs heat up», *Financial Times*, 28 mars 2008, p. 24.
- O'CONNOR, Sarah, «Iceland's leader threatens to sue over "bullying" reaction», *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 4.
- O'CONNOR, Sarah, «Icelandic banks' 1,000bp CDS», *Financial Times*, 22 juillet 2008, p. 39.
- O'CONNOR, Sarah, «Icelandic women will clean up the "young men's mess"», *Financial Times*, 14 octobre 2008, p. 6.

- OAKLEY, David, « Emerging nations hit by growing debt fears », *Financial Times*, 14 octobre 2008, p. 15.
- ODDSSON, Davið, « Letter to the Prime Minister of Iceland », *Sedlabanki.is*, 9 février 2009.
- PARKER, George et Andrew WARD, « IMF plays down rift loan to Iceland », *Financial Times*, 1^{er} août 2009.
- PEEL, Quentin, « Nordic states stay hot on globalisation », *Financial Times*, 11 avril 2008, p. 4.
- PESTON, Robert, « Markets call time on Iceland », *BBC News*, 4 octobre 2008.
- PFANNER, Eric, « Iceland banks face claims from depositors abroad », *The International Herald Tribune*, 10 octobre 2008.
- PFANNER, Eric, « Iceland is all but officially bankrupt », *The International Herald Tribune*, 9 octobre 2008.
- PFANNER, Eric et Julia WERDIGIER, « Caught in financial crisis, Iceland tries to tap Russia », *The International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.
- PORTES, Richard, « The shocking errors behind Iceland's meltdown », *Financial Times*, 13 octobre 2008, p. 13.
- PREST, Michael, « Commerzbank accepte les remèdes proposés par l'État », *Le Monde*, 5 novembre 2008, cahier Économie, p. 16.
- PROSSER, David, « Crisis deepens for Iceland as last of "big three" banks is nationalised », *The Independent*, 10 octobre 2008.
- PUSTILNIK, Marina, « Iceland seeks Russian comfort », *Moscow News*, 10 octobre 2008.
- RACHMAN, Gideon, « What we will remember from 2008 », *Financial Times*, 23 décembre 2008, p. 7.
- RAZON, Boris, « La journée des blogueurs », *Le Monde*, 27 novembre 2009.
- RICHBURG, Keith B., « "Nordic Tiger" Iceland finds itself in meltdown », *The Washington Post*, 10 octobre 2008, p. A-1.
- ROCHE, Andrew et Omar VALDIMARSSON, « Iceland's ex-PM apologises for part in bank crash », *Reuters*, 26 mars 2009.
- ROCHE, Marc, « Les collectivités locales britanniques sont piégées par la défaillance des banques islandaises », *Le Monde*, 13 octobre 2008, cahier Économie, p. 9.
- RODRIK, Dani, « To keep us all afloat. Why must we save emerging markets from Wall Street's follies? », *The Globe and Mail*, 13 novembre 2008, p. B-14.
- ROTHKOPF, David, « The Fund faces up to competition », *Financial Times*, 21 octobre 2008.
- ROZHNOV, Konstantin, « Russia's role in rescuing Iceland », *BBC News*, 13 novembre 2008.
- SAUNDERS, Doug, « Market meltdown teaches Europe that size matters », *The Globe and Mail*, 22 octobre 2008, p. A-19.
- SCOFFIELD, Heather, « Three stats you just can't be without on a Saturday. The week in economics », *The Globe and Mail*, 29 mars 2008, p. B-19.
- SHERWOOD, Johel, « Iceland seen turning to IMF », *The Wall Street Journal*, 17 octobre 2008.

- SHRIMSLEY, Robert, « Saving Iceland », *Financial Times*, 27 mars 2008, p. 14.
- SOARES, Claire, « Who are you calling terrorists, Mr Brown? », *The Independent*, 24 octobre 2008.
- STACEY, Kiran, « Recession dents image of macho management », *Financial Times*, 5 novembre 2008.
- STAFFORD, Mikey, « West Ham deny crisis after Icelandic bank folds », *The Guardian*, 8 octobre 2008.
- STEVENSON, David, « How Iceland's meltdown affects you », *Money Week*, 7 octobre 2008.
- STROOBANTS, Jean-Pierre et ÉLISE VINCENT, « La crise islandaise inquiète de nombreux épargnants du Benelux », *Le Monde*, 21 octobre 2008, cahier Économie, p. 14.
- STUTCHBURY, Michael, « Keeping banks afloat our best defence », *The Australian*, 6 octobre 2008.
- SUMMERS, Deborah et Graeme WEARDON, « Gordon Brown considers legal action against Iceland », *The Guardian*, 9 octobre 2008.
- SUROWIECKI, James, « Iceland's deep freeze », *The New Yorker*, 21 avril 2008.
- TALCOTT, Christina, « Enjoying Iceland's wonders for less », *The Washington Post*, 14 décembre 2008.
- TAN, Cliff, « Nordic banks must not mistake camouflage for cover », *Financial Times*, 30 mai 2008, p. 8.
- TAYLOR, Kate, « An art collective's SOS », *The Globe and Mail*, 22 avril 2008, p. R-2.
- TEATHER, David, « Banking crisis: Iceland takes control of Glitnir », *The Guardian*, 29 septembre 2008.
- TEATHER, David, « Iceland first to feel the blast of global cooling », *The Guardian*, 17 avril 2008.
- TEATHER, David, « Iceland government seizes control of Landsbanki », *The Guardian*, 7 octobre 2008.
- TEATHER, David, « Icelandic government battles to save the economy », *The Guardian*, 6 octobre 2008.
- THOMAS, Owen, « Can Björk save a ruined Iceland? », *Gawker*, 24 décembre 2008.
- THORNTON, Henry, « It's time to restore trust », *The Australian*, 10 octobre 2008.
- THORNTON, Henry, « Vexed questions », *The Australian*, 27 octobre 2008.
- TIGHE, Chris, « Shoppers sniff at chancellors' VAT cut », *Financial Times*, 25 novembre 2008.
- TRAVES, Julie, « Happy trails? », *The Globe and Mail*, 23 février 2008, p. T-1.
- TRUC, Olivier, « L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie redoutent une "faillite à l'islandaise" », *Le Monde*, 6 novembre 2008, p. 15.
- TRUC, Olivier, « Le Danemark regrette de plus en plus d'être resté en dehors de la zone euro », *Le Monde*, 23 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.
- TRUFFAUT, Serge, « Crise financière. Au secours de l'Est », *Le Devoir*, 3 novembre 2008.
- URRY, Maggie, « A case of sink or swim », *Financial Times*, 2 septembre 2008, p. 19.

- VALDIMARSSON, Ómar et Toni VOROBYOVA, «Iceland seeks Russian, Nordic help as share fall», *The Globe and Mail*, 15 octobre 2008, p. B-14.
- VALFELLS, Arsaell, «Gordon Brown killed Iceland», *Forbes*, 16 octobre 2008.
- VINCENT, Élise, «Dans un entretien, le premier ministre islandais, Geir Haarde, évoque la grave crise financière que traverse son pays, il y a encore peu de temps l'un des plus prospères de la planète», *Le Monde*, 23 octobre 2008, cahier Économie, p. 12.
- VINCENT, Élise, «Naufragés d'Islande», *Le Monde*, 24 octobre 2008, cahier Horizons, p. 21.
- VINCENT, Matthew, «Bank crisis Q&A», *Financial Times*, 7 octobre 2008.
- VINOCUR, John, «Europe's unlikely attempt to renew a "partnership" with Russia», *The International Herald Tribune*, 21 avril 2008.
- VON HAHN, Karen, «Could market meltdown be a chance to slow down?», *The Globe and Mail*, 18 octobre 2008, p. L-3.
- WADE, Robert, «Iceland pays price for financial excess», *Financial Times*, 1^{er} juillet 2008.
- WADE, Robert, «IMF reports uncertain outlook for Iceland», *Financial Times*, 15 juillet 2008, p. 14.
- WALDIE, Paul, «Icelandic banking crisis touches Canada», *The Globe and Mail*, 9 octobre 2008, p. B-11.
- WALKER, Lamia, «Crisis gives women a shot at top corporate jobs», *Financial Times*, 18 octobre 2008, p. 6.
- WALT, Vivienne, «A meltdown in Iceland», *Time*, 8 octobre 2008.
- WATKINS, Simon, «Iceland's banks top "riskiness league"», *The Financial Mail*, 16 mars 2008.
- WERDIGIER, Julia, «Iceland takes extreme steps to save its finance system», *The International Herald Tribune*, 7 octobre 2008.
- WESTWOOD, Matthew, «Made to mingle with electricity», *The Australian*, 10 janvier 2008.
- WILLIAMS, Frances, «US retains top competitiveness ranking», *Financial Times*, 8 octobre 2008.
- ZAGORODNYAYA, Yelena, «Iceland turns to Russia for bailout», *RIA Novosti*, 10 octobre 2008.
- ZHU, John, «Un tournant majeur dans la crise qui sévit en Islande», *Le Monde*, 21 mai 2008, cahier Économie, p. 14.

LA SPECTACULAIRE DÉROUTE DE L'ISLANDE

L'IMAGE DE L'ISLANDE À L'ÉTRANGER
DURANT LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 2008



En quelques jours, l'un des pays les plus riches et éga-
litaires du monde, l'Islande, bascule dans un chaos
financier qui le mène à une spectaculaire déroute financière,
éthique, morale et identitaire. L'empire démesuré bâti par ses
jeunes entrepreneurs, les « Néo-Vikings », qui avaient propul-
sé le pays au sommet des palmarès de richesse, d'égalité
sociale et du bonheur, s'écroule sous l'effet combiné de la
faillite de ses banques et d'un endettement effarant (plus
de dix fois le produit intérieur du pays). L'Islande devient, en
pleine crise mondiale, l'icône d'un désastre qui interpelle tous
les pays occidentaux, qui cherchent à comprendre comment
ce modèle scandinave a pu s'effondrer aussi subitement.

Dans cet ouvrage, Daniel Chartier retrace grâce à
des milliers d'articles parus dans la presse étrangère le
fascinant renversement de l'image de l'Islande pendant la
crise. Citoyens d'un pays désormais humilié, les Islandais se
retrouvent face à de profonds questionnements sur la quête
excessive de la richesse, la souveraineté et l'interdépendance,
l'éthique, l'irresponsabilité, les conflits entre les sexes et les
limites du néolibéralisme.

DANIEL CHARTIER est professeur à l'Université du Québec à Montréal
et directeur du Laboratoire international d'étude multidisciplinaire
comparée des représentations du Nord.